CONSEIL COMMUNAL DU 22 SEPTEMBRE 2025
GEMEENTERAAD VAN 22 SEPTEMBER 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents **Aanwezig**	Vincent De Wolf, *Le Bourgmestre-Président/De Burgemeester-Voorzitter* ; Rachid Madrane, Frank Van Bockstal, Colette Njomgang, Maryam Matin Far, André du Bus, Aziz Es, *Échevin(e)s/Schepenen* ; Arnaud Van Praet, Caroline Joway, Audrey Petit, Anne Vandersande, Laure-Mélanie Defèche, Zacharia Moktar, Ethel Savelkoul, Lucien Rigaux, Louise-Marie Bataille, Pieterjan Vanden Boer, Thibault Deleixhe, Fridoline Ebongo, Cyril Savéant Vanséveren, Sacha Moëns, Jean-Sébastien Lemaire, Lise Ottinger, Olivia de Callataÿ, Olivier Coppens, Delphine Cordier, Sylvie Vandecruys, Athenais Cazalis de Fondouce, Helena Ruiz Fabra, Laurent Vleminckx, Yasin Tatou, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ; Annick Petit, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.*
Excusés **Verontschuldigd**	Patrick Lenaers, *Échevin(e)/Schepen* ; Eliane Paulissen, Stéphanie Ngalula Mbuyi Kapinga, Sana Aissaoui,*Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:05
Opening van de zitting om 20:05

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Bâtiments publics - Openbare Gebouwen

22.09.2025/A/0001 **Bâtiments publics - Présentation de l'avancement du PLAGE communal (Plan Local d'Action pour la Gestion Energétique)**

Le Conseil Communal,

Considérant le PLAGE communal initié par Bruxelles-Environnement pour les bâtiments communaux;

Considérant qu'il convient d'informer le Conseil Communal sur les premières actions et les premiers résultats;

Propose:

- D'entendre la présentation faite par Mme Naiara Firmo Abraho, fonctionnaire PLAGE au sein du service des Travaux Publics.

Le point est reporté.
31 votants : 31 votes positifs.

Openbare gebouwen - Presentatie van de voortgang van het gemeentelijk PLAGE (Plan voor Lokale Actie voor het Gebruik van Energie)

De gemeenteraad,

Gezien het gemeentelijk PLAGE-initiatief van Leefmilieu Brussel voor gemeentelijke

gebouwen;

Overwegende dat het aangewezen is om de gemeenteraad te informeren over de eerste acties en resultaten;

Stelt voor:

Te luisteren naar de presentatie van mevrouw Naiara Firmo Abraho, PLAGE-ambtenaar bij de dienst Openbare Werken.

Het punt wordt verdaagd.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Secrétariat - Secretariaat

22.09.2025/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 23.06.2025 & 04.07.2025**

Les procès-verbaux des séances précitées, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 23.06.2025 & 04.07.2025

Het proces-verbaal van de voormelde zittingen, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Contentieux - Geschillen

22.09.2025/A/0003 **Arrêté ministériel du 17/07/2025 retirant l'arrêté ministériel du 11/07/2023 portant approbation du budget pour l'exercice 2023 de l'établissement Saint-Henri et approuvant le budget pour l'exercice 2023 - Recours au Conseil d'Etat - Autorisation d'ester en justice - Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église, modifié pour la Région de BruxellesCapitale par l'ordonnance du 19/02/2004 et abrogé par

l'ordonnance organique du 10/12/2021 ;

Considérant que l'ordonnance organique du 10/12/2021 est entrée en vigueur le 01/01/2023 ;

Considérant que cette ordonnance libère les communes de toute prise en charge de frais (ordinaires ou extraordinaires) à compter du 10/01/2023, la Région devenant ainsi le seul pouvoir subsidiant ;

Considérant que l'ordonnance précitée ne prévoit aucune mesure transitoire ni ne définit le terme « dossier d'investissement en cours » ;

Vu le recours en annulation introduit par la commune contre la circulaire du 23/06/2023 intitulée *« Établissements de culte - Ordonnance du 10 décembre 2021 - Concernant la finalisation et le financement des dossiers d'investissement en cours et nouveaux »* ;

Considérant que ladite circulaire était problématique notamment en ce qu'elle disposait que *« Les études préalables aux travaux, dont les travaux découlent, et les surcoûts non budgétisés liés aux augmentations de prix, aux quantités plus importantes et aux travaux nécessaires ou imprévisibles supplémentaires, qui résultent des travaux, font également partie du même dossier d'investissement en cours. Ce financement, y compris les surcoûts non budgétisés, reste la responsabilité financière des communes sur le budget 2023 ou les budgets suivants. »* ;

Vu le recours en annulation introduit par la commune contre l'arrêté ministériel du 11/07/2023 approuvant le budget pour l'exercice 2023 de l'établissement Saint-Henri ;

Considérant que cet arrêté était problématique en ce qu'il disposait notamment : *« Considérant que les grosses réparations et les constructions du bâtiment du culte pour un montant de 2.415.967,10 euros à l'article 412 du budget extraordinaire concernent un dossier d'investissement en cours sous la responsabilité financière des communes de Woluwe-Saint-Lambert, de Woluwe-Saint-Pierre et d'Etterbeek, comme expliqué dans la circulaire du 23 juin 2023 […] ; », « que vu la différence entre le prix attribué, les révisions de prix, les quantités plus élevées ou des travaux supplémentaires, la part communale du financement des travaux initialement estimée à 20 % peut encore être revue à la hausse lors du décompte en 2023 ou durant un exercice ultérieur » ;*

Considérant que l'arrêté se fondait explicitement sur la circulaire attaquée ;

Vu le recours en annulation introduit par la commune contre la circulaire du 18/04/2025 intitulée *« Établissements de culte - Ordonnance du 10 décembre 2021 - Concernant le financement des nouveaux dossiers d'investissement* », adoptée la veille des plaidoiries devant le Conseil d'Etat dans le cadre du premier recours ;

Considérant que cette nouvelle circulaire procède au retrait partiel de la circulaire du 23/06/2023 mais ne règle pas la situation des dossiers d'investissement en cours à partir du 01/01/2023 ; qu'en cela, il apparaît que les communes resteraient financièrement responsables des investissements en cours au 01/01/2023, ce que l'ordonnance du 10/12/2021 ne prévoit pas ;

Vu les procédures encore en cours devant le Conseil d'Etat ;

Considérant que la commune s'est vu notifier, le 18/07/2025, un nouvel arrêté ministériel adopté le 17/07/2025 ;

Considérant que cet arrêté retire l'arrêté ministériel du 11/07/2023 portant approbation du budget pour l'exercice 2023 de l'établissement catholique reconnu Saint-Henri, vu le risque d'annulation par le Conseil d'Etat, et le remplace pour approuver à nouveau

le budget pour l'exercice 2023 de l'établissement SaintHenri ;

Considérant que ce nouvel arrêté ne vise plus formellement la circulaire retirée mais énonce, en sa motivation, que *« ces travaux de grosses réparations ont été approuvés par les communes de Woluwe-SaintLambert, Woluwe-Saint-Pierre et Etterbeek avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 10 décembre 2021 »* et que *« ces travaux n'ont pas été autorisés par le Gouvernement dans le cadre de la procédure visée aux articles 58 à 64 de ladite ordonnance »* ; que ceci implique que ces dossiers d'investissement « en cours » resteraient toujours à la charge des communes ;

Considérant qu'il s'agit pourtant de travaux accomplis postérieurement au 01/01/2023 et que ces travaux sont à charge de la Région sur la base de l'ordonnance du 10/12/2021 précitée ;

Considérant que le Conseil d'Etat n'a pas encore rendu d'arrêté dans le cadre des procédures en cours ; que dès lors, il est opportun d'introduire un recours en annulation contre l'arrêté ministériel du 17/07/2025, la position du Conseil d'Etat n'étant pas encore connue, afin de défendre les intérêts de la commune ;

Considérant que le délai pour l'introduction du recours en annulation expire le 17/09/2025, sous réserve de la constatation que la notification de l'arrêté ne mentionne pas les voies de recours et les délais y afférents, de telle manière qu'en application de l'article 19 alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, le délai de recours est prolongé de 4 mois ; que l'autorisation du Conseil communal peut être déposée jusqu'à la clôture des débats;

Vu la délibération prise en urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 10/09/2025;

Considérant que Me Jérôme SOHIER (cabinet LALLEMAND, LEGROS & JOYN) a été désigné pour défendre les intérêts de la commune dans les autres procédures devant le Conseil d'Etat précitées ; que par souci de cohérence, il convient de le désigner pour représenter les intérêts de la commune dans le cadre du présent nouveau recours ;

Vu les articles 123, 8° et 270 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à introduire un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat contre l'arrêté ministériel du 17/07/2025 retirant l'arrêté ministériel du 11/07/2023 portant approbation du budget pour l'exercice 2023 de l'établissement catholique reconnu Saint-Henri à Woluwe-Saint-Lambert et approuvant le budget pour l'exercice 2023 dudit établissement.

2. De désigner Me Jérôme SOHIER (cabinet LALLEMAND, LEGROS & JOYN, dont les bureaux sont établis chaussée de la Hulpe 181 bte 4 à 1170 Watermael-Boisfort) pour introduire le recours en annulation devant le Conseil d'Etat contre l'arrêté ministériel ci-mentionné et pour défendre les intérêts de la commune dans cette procédure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Ministerieel besluit van 17/07/2025 tot intrekking van het ministerieel besluit van 11/07/2023 houdende goedkeuring van de begroting voor het boekjaar 2023 van de instelling Saint-Henri en tot goedkeuring van de begroting voor het boekjaar 2023 – Beroep bij de Raad van State – Toestemming om in rechte op te treden –

Goedkeuring.

De gemeenteraad,

gelet op het keizerlijk decreet van 30/12/1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met de ordonnantie van 19/02/2004 en ingetrokken door de organieke ordonnantie van 10/12/2021;

overwegende dat die organieke ordonnantie van 10/12/2021 in werking is getreden op 01/01/2023;

overwegende dat die ordonnantie de gemeenten vrijstelt van elke verantwoordelijkheid voor (gewone of buitengewone) kosten vanaf 10/01/2023 en dat het Gewest zo de enige subsidiërende overheid wordt;

overwegende dat die ordonnantie echter geen enkele overgangsmaatregel voorziet, noch een definitie geeft van de term “lopende investeringsdossier”;

gelet op het beroep tot nietigverklaring ingesteld door de gemeente tegen de omzendbrief van 23.06.2023 “*Eredienstinstellingen - Ordonnantie van 10 december 2021 betreffende de afronding en financiering van lopende investeringsprojecten en nieuwe werkzaamheden*”;

overwegende dat die omzendbrief problematisch was, in het bijzonder omdat deze het volgende bepaalt: “*De studies voorafgaand aan de werken, waaruit de werken voortvloeien, en de niet begrote meerkost van prijsstijgingen, groetere hoeveelheden en bijkomende noodzakelijke of onvoorziene werken, die het gevolg zijn van de werken, maken eveneens deel uit van hetzelfde lopende investeringsdossier. De financiering ervan incluis de niet begrote meerkosten blijft op de begroting 2023 of erna volgende begrotingen onder de financiële verantwoordelijkheid van de gemeenten vallen.”;*

gelet op het beroep tot nietigverklaring ingesteld door de gemeente tegen het ministerieel besluit van 11/07/2023 houdende goedkeuring van de begroting voor het boekjaar 2023 van de instelling Saint-Henri;

overwegende dat die besluit problematisch was, omdat het in het bijzonder het volgende bepaalt: *“Overwegende dat de grote herstellingen en de bouw van het eredienstgebouw voor een bedrag van 2.415.967,10 euro onder artikel 412 van de buitengewone begroting betrekking hebben op een lopend investeringsdossier onder de financiële verantwoordelijkheid van de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe en Etterbeek, zoals uitgelegd in de omzendbrief van 23 juni 2023 […]”; “dat gezien het verschil tussen de toegekende prijs, de prijsherzieningen, de hogere hoeveelheden of bijkomende werken, het gemeentelijke aandeel in de financiering van de werken, aanvankelijk geraamd op 20%, nog kan worden herzien naar boven bij de afrekening in 2023 of tijdens een later boekjaar”;*

overwegende dat het besluit uitdrukkelijk was gebaseerd op de bekritiseerde omzendbrief;

gelet op het beroep tot nietigverklaring ingesteld door de gemeente tegen de omzendbrief van 18/04/2025 “*Eredienstinstellingen - Ordonnantie van 10 december 2021 betreffende de afronding en financiering van lopende investeringsprojecten en nieuwe werkzaamheden*”, goedgekeurd de dag voor de pleidooien bij de Raad van State in het kader van het eerste beroep;

overwegende dat deze nieuwe omzendbrief overgaat tot de gedeeltelijke intrekking

van de omzendbrief van 23/06/2023, maar de situatie van lopende investeringsdossiers vanaf 01/01/2023 niet regelt; dat, wat dat betreft, het erop lijkt dat de gemeenten financieel verantwoordelijk zouden blijven voor lopende investeringen op 01/01/2023, wat niet voorzien is in de ordonnantie van 10/12/2021;

overwegende dat de procedures nog lopende zijn bij de Raad van State;

overwegende dat de gemeente op 18/07/2025 in kennis werd gesteld van een nieuw ministerieel besluit, goedgekeurd op 17/07/2025;

overwegende dat dit besluit het ministerieel besluit van 11/07/2023 houdende goedkeuring van de begroting voor het boekjaar 2023 van de instelling Saint-Henri intrekt gezien het risico op nietigverklaring door de Raad van State en het vervangt door de begroting voor het boekjaar 2023 van de instelling Saint-Henri opnieuw goed te keuren;

overwegende dat dit nieuwe besluit niet langer formeel verwijst naar de ingetrokken omzendbrief, maar in de motivering stelt dat "*deze grote herstellingswerken zijn goedgekeurd door de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe en Etterbeek vóór de inwerkingtreding van de ordonnantie van 10 december 2021*" en dat "*deze werken niet zijn goedgekeurd door de Regering in het kader van de procedure bedoeld in de artikelen 58 tot 64 van genoemde ordonnantie*"; dat dit impliceert dat deze "lopende" investeringsdossiers nog steeds ten laste van de gemeenten blijven;

overwegende dat het echter gaat om werken die zijn uitgevoerd na 01/01/2023 en dat deze werken ten laste van het Gewest vallen op basis van de hierboven genoemde ordonnantie van 10/12/2021;

overwegende dat de Raad van State nog geen arrest heeft gegeven in het kader van de lopende procedures; dat het bijgevolg aangewezen is om een beroep tot nietigverklaring in te dienen tegen het ministerieel besluit van 17/07/2025, aangezien het standpunt van de Raad van State nog niet bekend is, om zo de belangen van de gemeente te verdedigen;

overwegende dat de termijn voor het indienen van het beroep tot nietigverklaring verstrijkt op 17/09/2025, onder voorbehoud van de vaststelling dat de kennisgeving van het besluit geen melding maakt van de beroepsmogelijkheden en de bijbehorende termijnen, zodat overeenkomstig artikel 19, alinea 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, de beroepstermijn met 4 maanden wordt verlengd; dat de toestemming van de gemeenteraad kan worden ingediend tot de sluiting van de debatten;

gelet op de dringende beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 10/09/2025;

overwegende dat Meester Jérôme SOHIER (kantoor LALLEMAND, LEGROS & JOYN) werd aangesteld om de belangen van de gemeente te verdedigen in de andere hierboven genoemde procedures bij Raad van State; dat het voor de samenhang aangewezen is hem aan te stellen om de belangen van de gemeente te vertegenwoordigen in het kader van dit nieuwe beroep;

gelet op artikels 123, 8° en 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

1. om het college van burgemeester en schepenen toestemming te geven om een beroep tot nietigverklaring in te dienen bij de Raad van State tegen het ministerieel

besluit van 17/07/2025 tot intrekking van het ministerieel besluit van 11/07/2023 houdende goedkeuring van de begroting voor het boekjaar 2023 van de erkende katholieke instelling Saint-Henri in Sint-Lambrechts-Woluwe en tot goedkeuring van de begroting voor het boekjaar 2023 van die instelling;

2. om meester Jérôme SOHIER (kantoor LALLEMAND, LEGROS & JOYN, gevestigd aan de Terhulpensesteenweg 181 bus 4 in 1170 Watermaal-Bosvoorde) aan te stellen om het beroep tot nietigverklaring in te dienen bij de Raad van State tegen het hierboven genoemde ministerieel besluit en om de belangen van de gemeente in deze procedure te verdedigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Affaires générales - Algemene Zaken

22.09.2025/A/0004 **Affaires générales - Écoles communales fondamentales - Convention d'accompagnement et de suivi avec le Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces (CECP) dans le cadre du dispositif de pilotage des écoles - Adoption**

Le Conseil communal,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire du 03/05/2019 (ci-après « Code ») ;

Considérant que, conformément à l'article 1.5.2-1 du Code, chaque école est tenue d'élaborer un plan de pilotage, en cohérence avec son projet d'école, lequel devient, au terme du processus de contractualisation avec le pouvoir régulateur (Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles), son contrat d'objectifs pour une période de 6 ans ;

Considérant que les écoles communales fondamentales ont été retenues dans la première phase du dispositif de pilotage et ont, dans ce cadre, sollicité l'appui de la cellule de soutien et d'accompagnement du Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces (ci-après CECP) ;

Vu la délibération du 21/01/2019 adoptant la convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des écoles retenues dans la première phase des plans de pilotage conclue avec le CECP pour chacune des écoles communales fondamentales ;

Considérant que cette première convention avait été conclue sur la base de l'article 67 du décret « Missions » du 24/07/1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ; que cet article 67 a été abrogé par le décret du 03/05/2019 portant les livres 1er et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun ;

Considérant que l'école communale maternelle Paradis des enfants — issue de la restructuration et de la scission de l'école communale fondamentale Paradis des enfants en deux entités distinctes (maternelle et primaire), avec effet au 01/09/2019 — a été intégrée dans la deuxième phase du dispositif de pilotage ;

Considérant que, par ailleurs, à la suite des élections communales du 13/10/2024, le nouveau conseil communal d'Etterbeek a été installé le 01/12/2024 ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de conclure une nouvelle convention d'accompagnement et de suivi avec le CECP dans le cadre du dispositif de pilotage des écoles communales fondamentales ; que l'article 1.5.2-4 du Code impose en effet au CECP de conclure une convention avec les pouvoirs organisateurs qui sollicitent l'appui de la cellule de soutien et d'accompagnement pour l'élaboration du plan de pilotage, son adaptation, le cas échéant, et la mise en œuvre du contrat d'objectifs ;

Vu le courrier ci-joint par lequel le CECP demande que la nouvelle convention signée soit transmise à son siège social au plus tard pour le 30/09/2025 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DÉCIDE

D'adopter la convention d'accompagnement et de suivi avec le Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces (CECP) dans le cadre du dispositif de pilotage des écoles communales fondamentales, telle que reprise ci-après :

CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DE PILOTAGE DES ÉCOLES

Identification des parties

La présente convention est conclue entre, d'une part :
Le pouvoir organisateur de : ***Fase 1020 - Administration communale d'Etterbeek***
représenté par Madame Annick PETIT,
en sa qualité de Secrétaire communale
et Monsieur Vincent DE WOLF
en sa qualité de Bourgmestre
ci-après dénommé « le PO »
et, d'autre part :
Le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces, ASBL, dont le numéro d'entreprise est le 0445.322.743, représenté par Monsieur Philippe BARZIN, en sa qualité de Secrétaire général
ci-après dénommé « le CECP »

Préambule

L'emploi dans la présente convention des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte.

Champ d'application de la convention

Article 1er

La présente convention est conclue pour la (ou les) école(s) suivante(s) :
197 - Complexe scolaire "La Farandole" & "Les Marronniers"
198 - Ecole communale "Colombe de la Paix"
199 - Ecole communale fondamentale "Claire Joie"
200 - Ecole communale primaire "Paradis des Enfants"
218 - Ecole primaire d'enseignement spécialisé communal "Les Carrefours"
95627 - Ecole communale maternelle "Paradis des Enfants"

Objet de la convention

Article 2

Cette convention est conclue dans le cadre de l'article 1.5.2-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire (ci-après « Code ») qui impose au CECP de conclure une convention avec les pouvoirs organisateurs qui sollicitent l'appui de la cellule de soutien et d'accompagnement pour l'élaboration du plan de pilotage, son adaptation, le cas échéant, et la mise en œuvre du contrat d'objectifs.

Engagements du CECP

Article 3

Le CECP s'engage à fournir une offre de soutien et d'accompagnement dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre des plans de pilotage/contrats d'objectifs conforme à celle prévue par l'article 4, 1° à 6° du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement, à savoir :

1. offrir son appui aux écoles pour l'élaboration de leur plan de pilotage et la modification de leur contrat d'objectifs conformément aux articles 1.5.2-1 à 1.5.2-12 du Code ainsi que pour l'élaboration de l'annexe relative au pôle territorial visée à l'article 6.2.4-1, du Code ;
2. accompagner et suivre la mise en œuvre du contrat d'objectifs des écoles visé aux articles 1.5.2-1 à 1.5.2-12 du Code ainsi que pour accompagner et suivre la mise en œuvre de l'annexe relative au pôle territorial visée à l'article 6.2.4-1, du Code ;
3. apporter son appui aux écoles dont les performances présentent un écart significatif en dessous de la moyenne des écoles comparées pour rédiger une proposition de dispositif d'ajustement et remettre son avis sur cette proposition conformément aux articles 1.5.2-13 à 1.5.2-22 du Code ;
4. accompagner et suivre la mise en œuvre du protocole de collaboration des écoles dans le cadre de la convention d'accompagnement et de suivi visée aux articles 1.5.2-13 à 1.5.2-22 du Code ;
5. conseiller et accompagner les directions, les enseignants, les équipes pédagogiques et les écoles pour lesquels soit l'Inspection lors d'une mission d'investigation et de contrôle ou d'audit diligentée à la demande du Gouvernement ou des Services du Gouvernement, soit le pouvoir organisateur a constaté des faiblesses ou des manquements, en tenant compte des constats posés, des observations relevées et, s'il échet, des pistes d'amélioration ;
6. apporter son appui aux écoles à faible taux d'occupation, ainsi qu'aux implantations d'écoles dont les performances présentent un écart significatif en dessous de la moyenne des écoles comparées, telles que visées aux articles 1.5.2-13 à 1.5.2-22 du Code.

Engagements du PO

Article 4

Outre les obligations qui lui incombent en vertu de l'article 1.5.2-4 du Code, le pouvoir organisateur s'engage à respecter l'ensemble des obligations suivantes :

- Désigner un référent pilotage qui assumera le rôle de représentant des positions du pouvoir organisateur, de coordinateur et de garant de la qualité du plan de pilotage ;
- Veiller à ce que la direction constitue, sur base volontaire, une équipe de soutien au sein de son équipe pédagogique et éducative si la taille de celle-ci le nécessite ;

- Créer les conditions de temps et d'espace pour que la direction puisse retirer le maximum de bénéfice de l'accompagnement individuel assuré par le conseiller au soutien et à l'accompagnement ;
- Veiller à ce que la direction et son équipe lui présentent le diagnostic et les objectifs spécifiques contribuant aux objectifs d'amélioration y afférents afin de récolter son point de vue ;
- Prendre connaissance du diagnostic et valider les objectifs spécifiques sélectionnés. Il actualise, le cas échéant, les lignes directrices en adéquation avec les résultats du diagnostic ;
- Veiller à ce que le référent pilotage prenne connaissance du diagnostic.
- Veiller à ce que le référent pilotage soutienne la planification et le phasage des stratégies ;
- Partager son point de vue avec le référent-pilotage sur le projet de plan de pilotage ;
- Veiller à ce que la direction d'école présente le plan de pilotage approuvé au CECP ;
- Veiller à ce que la direction d'école et son équipe de soutien procèdent à une auto-évaluation annuelle de l'avancement opérationnel des stratégies et actions afin de vérifier la progression vers l'atteinte de objectifs spécifiques et communiquent à l'équipe pédagogique et éducative, aux parents, aux élèves et aux acteurs extérieurs) ;
- Prendre connaissance de l'auto-évaluation annuelle et du degré de réalisation des objectifs spécifiques ;
- Veiller à ce que la direction et son équipe de soutien procèdent à l'actualisation des stratégies et des modalités de travail sur base de l'auto-évaluation annuelle et des recommandations lors de l'évaluation intermédiaire ;
- Procéder le cas échéant à la modification de la lettre de mission de la direction afin d'y inclure les engagements qui lui incombent en vertu de la présente convention.

Mise à disposition de données
Article 5

Le pouvoir organisateur met à disposition du CECP toute information utile pour la bonne exécution de la présente convention.
L'article 8 des statuts du CECP stipule que les membres s'engagent à communiquer à l'association, et autoriser celle-ci à recevoir de l'administration de la Communauté française, tous les renseignements les concernant utiles à la défense de l'ensemble des membres et à la réalisation de son but social. Sur cette base, le pouvoir organisateur autorise les services du Gouvernement à communiquer au CECP la liste des indicateurs et des données chiffrées de l'école concernée et à donner un accès au CECP au contrat d'objectifs de l'école concernée par la présente convention. Les indicateurs et les données chiffrées communiquées visent à permettre au CECP de disposer des informations nécessaires au soutien des écoles dans le cadre de l'élaboration du plan de pilotage et de la mise en œuvre du contrat d'objectifs. Dans ce cadre, le CECP s'engage à ne pas faire état de ces données à des tiers, sauf les cas déterminés par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur s'engage à fournir à la cellule de soutien et d'accompagnement une copie du plan de pilotage tel qu'il a été envoyé au délégué au contrat d'objectifs.
Si l'application « PILOTAGE » le permet techniquement, le pouvoir organisateur s'engage à donner à la cellule de soutien et d'accompagnement un accès en lecture au plan de pilotage tel qu'il a été envoyé au délégué au contrat d'objectifs. Pour ce faire, il s'engage à communiquer son accord aux services du Gouvernement par l'intermédiaire de cette application.

Modifications de la convention

Article 6

À tout moment, le pouvoir organisateur peut demander à retirer ou à ajouter une ou plusieurs école(s) à la présente convention. Le motif du retrait ou de l'ajout est communiqué au CECP.
En cas de retrait, celui-ci prend effet au terme de l'année scolaire au cours de laquelle la demande est intervenue, sauf accord des parties. En cas d'ajout, celui-ci prend effet à la date de la signature de l'avenant identifiant la ou les école(s) désormais soumise(s) à la présente convention.
En cas de restructuration de ses écoles, le pouvoir organisateur en informe le CECP.
Dans les cas visés aux alinéas 1er à 3, un avenant identifiant la ou les école(s) désormais soumise(s) à la présente convention sera signé entre les parties.
Pour le surplus, en cours d'exécution de la convention, ne peuvent donner lieu à modification de celle-ci que les circonstances exceptionnelles suivantes :

1. la modification des missions de coordination, de soutien et d'accompagnement assignées au CECP par le pouvoir régulateur ;
2. la modification de l'article 1.5.2-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et de ses arrêtés d'application, notamment en ce qui concerne les moyens financiers et humains disponibles.

Durée et fin de la convention

Article 7

La présente convention prend cours à la date de sa signature et est conclue pour une durée indéterminée. Elle met en outre fin et remplace la convention du même nom, conclue antérieurement entre le CECP et le Pouvoir organisateur.
La présente convention peut être résiliée anticipativement par les parties. Le motif est communiqué au CECP. Dans ce cas, la résiliation anticipée prend effet au terme de l'année scolaire au cours de laquelle la demande de résiliation anticipée est intervenue, sauf accord entre les parties. En cas de résiliation anticipée, si une demande ultérieure d'appui de la cellule de soutien et d'accompagnement pour l'élaboration du plan de pilotage, son adaptation, le cas échéant, et la mise en œuvre du contrat d'objectifs pour une ou plusieurs écoles est introduite auprès du CECP, celle-ci devra faire l'objet d'une nouvelle convention.

Fait à Etterbeek, le 22/09/2025, en autant d'exemplaires originaux que de parties, dont chacune reconnaît avoir reçu le sien.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Gemeentelijke basisscholen - Begeleidings- en opvolgingsovereenkomst met de Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces (CECP) in het kader van het sturingsinstrument voor de scholen - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs van 03/05/2019 (hierna "Wetboek");

overwegende dat, in overeenkomst met artikel 1.5.2-1 van het Wetboek, elke school een sturingsplan moet uitwerken, in samenhang met haar schoolproject, dat na het proces van contractuele vastlegging met de regelgevende macht (Regering van de Federatie Wallonië-Brussel) haar doelstellingsovereenkomst wordt voor een periode van 6 jaar;

overwegende dat de gemeentelijke basisscholen zijn geselecteerd voor de eerste fase van het sturingsinstrument en in dit kader de steun hebben gevraagd van de steun- en begeleidingscel van de Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces (hierna "CECP");

gelet op de beraadslaging van 21/09/2019 tot goedkeuring van de begeleidings- en opvolgingsovereenkomst in het kader van het sturingsinstrument van de scholen die werden geselecteerd in de eerste fase van de sturingsplannen die gesloten werden met de CECP voor elk van de gemeentelijke basisscholen;

overwegende dat die eerste overeenkomst werd gesloten op basis van artikel 67 van het "takendecreet" van 24/07/1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren; dat dit artikel 67 werd herroepen door het decreet van 03/05/2019 over boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en tot invoering van de gemeenschappelijke kern;

overwegende dat de gemeentelijke kleuterschool "Paradis des Enfants" — ontstaan uit de herstructurering en de splitsing van de gewone gemeentelijke basisschool "Paradis des Enfants" in twee verschillende eenheden (kleuteronderwijs en lager onderwijs), met ingang vanaf 01/09/2019 — werd opgenomen in de tweede fase van het sturingsinstrument;

overwegende dat naar aanleiding van de gemeenteraadsverkiezingen van 13/10/2024 de nieuwe gemeenteraad van Etterbeek werd geïnstalleerd op 01/12/2024;

overwegende dat het bijgevolg aangewezen is om een nieuwe begeleidings- en opvolgingsovereenkomst te sluiten met de CECP in het kader van het sturingsinstrument van de gemeentelijke basisscholen; dat artikel 1.5.2-4 van het Wetboek verplicht dat de CECP een overeenkomst sluit met de inrichtende machten die om ondersteuning vragen van de steun- en begeleidingscel bij het opstellen van het sturingsplan, de eventuele aanpassing ervan en de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst;

gelet op de bijgevoegde brief waarin de CECP vraagt dat de nieuwe ondertekende overeenkomst wordt bezorgd aan zijn maatschappelijke zetel uiterlijk op 30/05/2025;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om de begeleidings- en opvolgingsovereenkomst met de Conseil de l'Enseignement des Communes et Provinces (CECP) in het kader van het sturingsinstrument voor de gemeentelijke basisscholen zoals ze hieronder staat:

Begeleidings- en opvolgingsovereenkomst
in het kader van het sturingsinstrument voor de scholen

Identificatie van de partijen

Deze overeenkomst wordt gesloten tussen, enerzijds:
De inrichtende macht van: ***Fase 1020 - Gemeentebestuur Etterbeek***
vertegenwoordigd door mevrouw Annick PETIT,
gemeentesecretaris,
en de heer Vincent DE WOLF
burgemeester
hierna "de IO"
en, anderzijds:
Le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces, vzw,

ondernemingsnummer 0445.322.743, vertegenwoordigd door de heer Philippe BARZIN, algemeen secretaris,
hierna "de CECP" genoemd

Preambule

Het gebruik van mannelijke woorden voor de verschillende titels en functies in deze overeenkomst is genderneutraal bedoeld om de leesbaarheid van de tekst te waarborgen.

Toepassingsgebied van de overeenkomst

Artikel 1

Deze overeenkomst wordt gesloten voor de volgende school (scholen)[1]:
197 - Scholencomplex "La Farandole" & "Les Marronniers"
198 - Gemeenteschool "Colombe de la Paix"
199 - Gemeentelijke basisschool "Claire Joie"
200 - Gemeentelijke lagere school "Paradis des Enfants"
218 - Gemeentelijke lagere school voor buitengewoon onderwijs "Les Carrefours"
95627 - Gemeentelijke kleuterschool "Paradis des Enfants"

Voorwerp van de overeenkomst

Artikel 2

Deze overeenkomst wordt gesloten in het kader van artikel 1.5.2-4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs (hierna "Wetboek" genoemd), dat de CECP verplicht om een overeenkomst te sluiten met de inrichtende machten die om ondersteuning vragen van de steun- en begeleidingscel bij het opstellen van het sturingsplan, de eventuele aanpassing ervan, en de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst.

Verbintenissen van de CECP

Artikel 3

De CECP verbindt zich ertoe ondersteuning en begeleiding te bieden in het kader van het ontwikkelen en uitvoeren van de sturingsplannen/doelstellingenovereenkomst zoals voorzien in artikel 4, 1° tot 6° van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en het statuut van steun- en begeleidingsadviseurs, met name:

1. ondersteuning bieden aan scholen bij het ontwikkelen van hun sturingsplan en het wijzigen van hun doelstellingenovereenkomsten overeenkomstig artikels 1.5.2-1 tot 1.5.2-12 van het Wetboek en bij het ontwikkelen van de bijlage over de territoriale pool uit artikel 6.2.4-1 van het Wetboek;
2. de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst voor scholen zoals bedoeld in artikels 1.5.2-1 tot 1.5.2-12 van het Wetboek ondersteunen en controleren en de uitvoering van de bijlage over de territoriale pool uit artikel 6.2.4-1 van het Wetboek controleren;
3. scholen waarvan de prestaties aanzienlijk onder het gemiddelde van de vergeleken scholen verschillen, ondersteunen bij het opstellen van een voorstel voor een aanpassingsmechanisme en haar advies over dit voorstel indienen overeenkomstig artikels 1.5.2-13 tot 1.5.2-22 van het Wetboek;
4. de uitvoering van het samenwerkingsprotocol tussen scholen in het kader van de ondersteunings- en opvolgingsovereenkomst zoals bedoeld in artikels 1.5.2-13 tot 1.5.2-22 van het Wetboek ondersteunen en controleren;
5. steunen en begeleiden van de directies, de leerkrachten, de pedagogische teams en de scholen waarvoor de Inspectie, hetzij tijdens een op verzoek van

de Regering of de diensten van de Regering uitgevoerde onderzoeks-, controle- of auditopdracht, hetzij tijdens de vaststelling door de inrichtende macht van de zwakke punten of de tekortkomingen, rekening houdend met de gemaakte vaststellingen, en in voorkomend geval, de manieren voor de verbetering ervan;

6. steun verlenen aan scholen met een lage bezettingsgraad en aan de vestigingsplaatsen van scholen waarvan de prestaties aanzienlijk lager zijn dan het gemiddelde van de vergeleken scholen, zoals bedoeld in artikels 1.5.2-13 tot 1.5.2-22 van het Wetboek;

Verbintenissen van de IO

Artikel 4

Naast haar verplichtingen op grond van artikel 1.5.2-4 van het Wetboek, verbindt de inrichtende macht zich ertoe om alle volgende verplichtingen na te leven:

- Een referent sturing aanstellen die de rol van vertegenwoordiger van de functies van de inrichtende macht, coördinator en garant voor de kwaliteit van het sturingsplan op zich neemt;
- Ervoor zorgen dat de directie op vrijwillige basis een ondersteunend team binnen zijn pedagogisch en opvoedkundig team opricht als dat nodig is;
- De nodige tijd en ruimte creëren zodat de directie maximaal kan profiteren van de individuele begeleiding door de adviseur voor ondersteuning en begeleiding.
- Ervoor zorgen dat de directie en haar team de diagnose en specifieke doelstellingen voorstellen die bijdragen aan de bijhorende verbeteringsdoelstellingen om zo kennis te nemen van hun standpunt;
- Kennisnemen van de diagnose en de geselecteerde specifieke doelstellingen valideren. In voorkomend geval werkt zij de richtsnoeren aan de hand van de resultaten van de diagnose bij;
- Ervoor zorgen dat de referent sturing op de hoogte is van de diagnose.
- Ervoor zorgen dat de referent sturing de planning en fasering van strategieën ondersteunt;
- Haar standpunt over het ontwerp van sturingsplan delen met de referent sturing;
- Ervoor zorgen dat de schooldirectie het goedgekeurde sturingsplan voorstelt aan de CECP;
- Ervoor zorgen dat de directie en het ondersteunend team jaarlijks een zelfbeoordeling van de operationele voortgang van de strategieën en acties uitvoeren om de vooruitgang richting het bereiken van de specifieke doelstellingen te controleren en deze informatie te communiceren aan het pedagogisch en onderwijzend team, aan de ouders, aan de leerlingen en aan externe actoren.
- Kennisnemen van de jaarlijkse zelfbeoordeling en van de uitvoeringsgraad van de specifieke doelstellingen;
- Ervoor zorgen dat de directie en het ondersteunend team op basis van de jaarlijkse zelfbeoordeling en de aanbevelingen bij de tussentijdse beoordeling de strategieën en werkmethoden bijwerken;
- Indien nodig de opdrachtbrief van de directie wijzigen en er de verbintenissen die haar op grond van deze overeenkomst worden opgelegd in opnemen.

Terbeschikkingstelling van gegevens

Artikel 5

De inrichtende macht stelt alle nuttige informatie ter beschikking van de CECP voor

de goede uitvoering van deze overeenkomst.
Artikel 8 van de statuten van de CECP bepaalt dat de leden zich ertoe verbinden om alle informatie over hen die nuttig is voor de verdediging van alle leden en de verwezenlijking van het maatschappelijk doel van de vereniging aan de CECP mee te delen en toe te staan dat deze informatie door de administratie van de Franse Gemeenschap aan de CECP wordt overgemaakt. Op basis hiervan geeft de inrichtende macht toestemming aan de diensten van de regering om aan de CECP de lijst van indicatoren en cijfergegevens van de betrokken school mee te delen en de CECP toegang te geven tot de doelstellingenovereenkomst van de betrokken school in het kader van deze overeenkomst. De meegedeelde indicatoren en cijfergegevens moeten de CECP de nodige informatie geven voor de ondersteuning van de scholen bij het opstellen van het sturingsplan en bij de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst. De CECP verbindt zich ertoe deze gegevens niet aan derden mee te delen, behalve in gevallen die door de overheid zijn vastgesteld.

De inrichtende macht verbindt zich ertoe een kopie van het sturingsplan, zoals het werd overgemaakt aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, aan de steun- en begeleidingscel te bezorgen.
Als dit technisch niet mogelijk is met de applicatie “PILOTAGE” verbindt de inrichtende macht zich ertoe een “alleen lezen”-toegang tot het sturingsplan, zoals het werd overgemaakt aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, aan de steun- en begeleidingscel te bezorgen. Daarvoor verbindt zij zich ertoe haar toestemming door te geven aan de diensten van de regering via deze applicatie.

Wijzigingen aan de overeenkomst

Artikel 6

De inrichtende macht kan op elk moment vragen om een of meerdere scholen toe te voegen aan of terug te trekken uit deze overeenkomst. De reden voor toevoeging of terugtrekking wordt meegedeeld aan de CECP.
In geval van terugtrekking gaat de terugtrekking in op het einde van het schooljaar waarin de aanvraag is ingediend, tenzij de partijen anders overeenkomen. In geval van toevoeging gaat de toevoeging in op de datum van ondertekening van het aanhangsel waarin de betrokken school (scholen) onder deze overeenkomst worden geplaatst.
Bij herstructurering van de scholen brengt de inrichtende macht de CECP hiervan op de hoogte.
In de gevallen bedoeld in alinea’s 1 tot 3 ondertekenen de partijen een aanhangsel waarin de betrokken school (scholen) onder deze overeenkomst worden geplaatst.
Verder kunnen tijdens de uitvoering van de overeenkomst enkel uitzonderlijke omstandigheden leiden tot wijzigingen, namelijk:

1. wijziging van de opdrachten voor coördinatie, ondersteuning en begeleiding die aan de CECP zijn toegekend door de regelgevende macht;
2. wijziging van artikel 1.5.2-4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en de uitvoeringsbesluiten, met name wat betreft de beschikbare financiële en menselijke middelen.

Duur en einde van de overeenkomst

Artikel 7

Deze overeenkomst gaat in op de datum van ondertekening en wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij beëindigt en vervangt bovendien de eerdere overeenkomst tussen de CECP en de inrichtende macht met dezelfde naam.
Deze overeenkomst kan voortijdig door de partijen worden beëindigd. De reden wordt meegedeeld aan de CECP. In dat geval gaat de voortijdige beëindiging in op het einde van het schooljaar waarin het verzoek tot voortijdige beëindiging is ingediend, tenzij de partijen anders overeenkomen. In geval van voortijdige beëindiging, als een later verzoek tot ondersteuning door de steun- en begeleidingscel bij het opstellen van het sturingsplan, de eventuele aanpassing ervan, en de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst voor één of meerdere

scholen bij de CECP wordt ingediend, moet hierover een nieuwe overeenkomst worden gesloten.

Opgemaakt in Etterbeek op 22/09/2025 in evenveel originele exemplaren als partijen. Elke partij bevestigt een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
COURR_CECP_2025_CONVENTION_PILOTAGE_ECOLES_VF.pdf

22.09.2025/A/0005 **Commission de la Mobilité et de la Sécurité routière - Modification du règlement**

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil communal, dans sa séance du 27 juin 2022, a approuvé le règlement relatif au fonctionnement de la Commission de la Mobilité et de la Sécurité routière ;

Considérant la Note d'orientation politique 2025-2027 prévoyant la révision des conseils consultatifs existants pour améliorer leur portée et leur fréquence dont la commission de la Mobilité et de la Sécurité routière ;

Considérant que les services de la Mobilité, de la Prévention (au travers du coordinateur de la sécurité routière) et de la Participation citoyenne se sont concertés en vue de proposer ces ajustements ;

Considérant le forum de la Participation qui s'est tenu le 24 mai 2025 et qui avait pour objectif de promouvoir les différentes Commissions consultatives organisées par l'administration communale;

Considérant l'appel à candidatures lancé par le service de la participation citoyenne en vue de recruter de nouveaux membres pour les conseils consultatifs, dont la commission de la Mobilité et de la Sécurité routière, et ce, sur base d'un tirage au sort ou d'une candidature volontaire ;

Considérant que le règlement actuel ne prévoit pas de désigner des candidats volontaires ;

Considérant les propositions de modifications, principalement dans le chapitre II section 2 « La composition de la commission », à savoir :

1. Désigner 6 citoyen.ne.s volontaires,
2. Désigner 3 représentants d'associations ;

Considérant que d'autres modifications mineures ont été apportées :
1. Fréquence des séances (une par quadrimestre),
2. Durée du mandat (jusqu'en 2027 afin d'aligner la fin des mandats des nouveaux et anciens membres de la commission) ;

Considérant le règlement actuel et les modifications proposées telles que présentées en annexes 1 et 2 respectivement ;

DÉCIDE

De valider les modifications apportées au règlement de la Commission de la Mobilité et de la Sécurité routière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Commissie voor mobiliteit en verkeersveiligheid - Wijzigingen in het reglement

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 27 juni 2022 het reglement over de werking van de Commissie voor Mobiliteit en Verkeersveiligheid heeft goedgekeurd;

overwegende dat de beleidsnota 2025-2027 voorziet in de herziening van de bestaande adviesraden om hun draagwijdte en frequentie te verbeteren, waaronder de Commissie voor Mobiliteit en Verkeersveiligheid;

overwegende dat de medewerkers van de diensten Mobiliteit, Preventie (via de coördinator voor verkeersveiligheid) en Burgerparticipatie hebben overlegd om deze wijzigingen voor te stellen;

gelet op het Participatieforum van 24 mei 2025 dat werd georganiseerd om de verschillende adviescommissies van het gemeentebestuur te promoten;

gelet op de oproep tot kandidaturen die werd gelanceerd door de dienst Burgerparticipatie om nieuwe leden aan te stellen voor de adviesraden, waaronder de Commissie voor Mobiliteit en Verkeersveiligheid, en dat op basis van een loting of een vrijwillige kandidatuur;

overwegende dat het huidige reglement niet voorziet in de aastelling van vrijwillige kandidaten;

gelet op de voorstellen tot wijzigingen, voornamelijk in hoofdstuk II afdeling 2 “Samenstelling van de commissie”:

1. 6 vrijwilligers aanstellen
2. 3 vertegenwoordigers van verenigingen aanstellen

overwegende dat er andere kleinere wijzigingen werden aangebracht:

1. Frequentie van de zittingen (een keer om de vier maanden)
2. Duur van het mandaat (tot 2027 om het einde van de mandaten van de nieuwe en oude leden van de commissie te laten samenlopen)

gelet op het huidige reglement en de wijzigingen voorgesteld in bijlagen 1 en 2;

BESLIST

om de wijzigingen aan het reglement over de werking van de Commissie voor Mobiliteit en Verkeersveiligheid goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
Commissie voor mobiliteit en verkeersveiligheid_Wijzigingen aan het reglement.pdf, Commission de la mobilité et de la sécurité routière_Règlement.pdf, Commission de la mobilité et de la sécurité routière_Modification du règlement.pdf, Commissie voor mobiliteit en verkeersveiligheid_Reglement.pdf

---

22.09.2025/A/0006 **Conseil consultatif de la Santé - Règlement**

Le Conseil Communal,

Considérant la Note d'orientation politique 2025-2027 prévoyant la constitution de nouveaux conseils consultatifs thématiques, dont le conseil consultatif pour la promotion de la santé ;

Considérant que des collaborateurs des services de la Santé et de la Participation citoyenne se sont concertés en vue de proposer ce règlement ;

Considérant l'appel à candidatures lancé, par le biais du forum de la participation ou d'un courrier personnalisé, par le service de la participation citoyenne en vue de recruter de nouveaux membres pour les conseils consultatifs, dont le conseil pour la promotion de la santé ;

Considérant le règlement ci dessous ;

Administration communale d'Etterbeek

Règlement relatif au fonctionnement du Conseil consultatif citoyen de la Santé

CHAPITRE 1 : Dispositions générales

Section 1 : objet et missions

Art. 1. Objet

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- le Conseil consultatif citoyen : le Conseil consultatif etterbeekois de la santé. Il s'agit d'un organe composé exclusivement de citoyen.ne.s etterbeekois.es et réunissant un échantillon représentatif de sa population.
- le Collège : le Collège des Bourgmestre et Echevin.es de la commune d'Etterbeek.

Il est créé par le Conseil communal d'Etterbeek un « Conseil consultatif citoyen de la santé ».

Art. 2. Missions

Le Conseil consultatif a comme mission générale d'émettre des avis, de faire des propositions ou recommandations au Collège des Bourgmestre et Echevin.es sur toute question susceptible de promouvoir l'action de la commune à l'égard de la santé. Le Conseil consultatif a pour missions particulières de :

- Suggérer, favoriser et soutenir toute initiative qui s'appuie sur le principe « Mieux vaut prévenir que guérir », décliné dans des actions concrètes sur l'alimentation, l'activité physique, la santé mentale, l'accessibilité aux soins, … et toute action visant à réduire les inégalités sociales de santé ;

- Fournir aux citoyen.nes l'occasion d'exprimer leurs propositions, opinions et préoccupations sur les sujets liés à la santé ;

- Permettre aux citoyen.nes d'informer le Collège au sujet des situations rencontrées au sein de la commune en lien avec les enjeux de la santé ;

- Favoriser la prise de conscience des citoyen.nes au rôle qui leur revient dans la commune en suscitant leur participation active ;

CHAPITRE 2 : Le Conseil consultatif

Section 1 : le rôle et les avis du Conseil

Art. 3. Le rôle consultatif

Le Conseil remet des avis sur demande du Collège des Bourgmestre et Echevin.es.

Il soumet également des recommandations au Collège.

Les avis du Conseil sont consultatifs.

Le Collège des Bourgmestre et Echevin.es motivera sa décision de suivre ou de ne pas suivre l'avis ou la recommandation remis par le Conseil.

Section 2 : la composition du Conseil

Art. 4. Les membres

Le Conseil consultatif se compose de la façon suivante :

- 30 citoyen.nes au total : Selon les modalités décrites à l'article 5, §1 du présent règlement, les citoyen.ne.s etterbeekois.es sont tiré.es au sort, qu'il s'agisse de volontaires ayant souhaité rejoindre le projet et de ceux ayant reçu un courrier à la suite d'un premier tirage au sort.

En parallèle, une équipe de professionnels etterbeekois en lien avec les enjeux de la santé, soutient ponctuellement les travaux du Conseil et peut se composer de :

- un.e représentant.e d'une maison médicale ;

- un.e représentant.e d'une institution hospitalière etterbeekois.e ;

- un.e représentant.e d'une association de patient.es ;

- un.e représentant.e du milieu sportif ;
- un.e représentant.e des logements sociaux ;
- un.e représentant.e du CPAS ;

En outre, les services communaux compétents en la matière soutiennent également les travaux du Conseil :

- un.e représentant.e en charge de la participation citoyenne ;
- un.e représentant.e en charge de la promotion de la santé ;

Les différents services de l'Administration Communale peuvent être appelés pour présenter leur point de vue, fournir des informations sur les projets qui les occupent, et donner un avis sur la faisabilité de suggestions émises par le Conseil.

Le Bourgmestre et l'Echevin, en charge de la promotion de la santé, sont présents avec un statut d'observateur. Ils seront entendus en amont des débats afin de présenter les éléments nécessaires à la bonne compréhension des points inscrits à l'ordre du jour. En cas d'indisponibilité, ou si le point abordé relève de la compétence d'un.e autre Echevin.e, ce dernier pourra être entendu en lieu et place du Bourgmestre.

Art. 5. Les modalités de désignation des membres

§ 1er. Les citoyen.ne.s siégeant au sein du Conseil sont soit volontaires, soit tiré.e.s au sort par le service désigné à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevin.es, sur base d'une extraction du registre national et dans le respect de la législation concernant la protection des données personnelles.

En avril 2025, 3000 courriers ont été envoyés à des personnes tirées au sort pour les inviter à rejoindre le Conseil consultatif.

Après avoir reçu les informations nécessaires, ces personnes disposent d'un délai d'une semaine afin d'accepter ou de refuser leur participation au Conseil. Sur base des réponses positives, un second tirage au sort a été réalisé afin de sélectionner 30 participant.e.s.

La composition doit garantir un quota minimum de :

- Parité hommes/femmes ;
- 1/3 de représentant.es de moins de 30 ans ;
- La meilleure représentativité possible des différents quartiers.

Si ce tirage au sort ne suffit pas à atteindre ces quotas, un nouveau tirage au sort sera effectué et la même procédure sera appliquée jusqu'à l'obtention du quota voulu.

§ 2. Tout membre est libre de se retirer du Conseil. La démission est adressée par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevin.es qui la communique au Conseil communal, afin d'être actée et confirmée par celui-ci. Le Collège des Bourgmestre et Echevin.es peut, sur décision motivée, après audition, exclure un membre ayant adopté une attitude contraire à la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

§ 3. Une liste de suppléant.e.s est constituée pour répondre aux éventuels désistements, démissions ou impossibilité de siéger des membres. Les suppléant.e.s

doivent répondre aux mêmes exigences que les membres effectif.ve.s du Conseil. Cette liste est mise à jour tous les 2 ans, sur base de la procédure initiale.

CHAPITRE 3 : Le Fonctionnement

Section 1 : les séances

Art. 6. Le rythme des séances

Le Conseil se réunira au moins une fois par quadrimestre (en semaine après 18h).

Le Conseil peut demander des séances supplémentaires entre les réunions pour écouter des expert.es. L'option de prendre part à des ateliers/ visites est également possible.

Tou.tes les conseiller.ères communaux et les Echevin.es sont invité.es à assister aux réunions.

Section 2 : Le secrétariat

Art. 7. Les services Participation et Santé

Le secrétariat est assuré en alternance par les services Participation et Santé.

Art. 8. L'ordre du jour

L'ordre du jour est constitué sur base des points soumis par les services concernés, par le Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s et par chaque membre du Conseil.

Art. 9. Les convocations

Les convocations sont envoyées par le service Participation au moins 15 jours avant la date de la réunion, sauf en cas d'urgence. Elles doivent être adressées par mail aux membres du Conseil, ainsi qu'aux membres du Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s.

Art. 10. Les procès-verbaux de réunion

Les procès-verbaux de réunion sont rédigés par le secrétariat. Ils mentionnent les personnes présentes, excusées et absentes et reprennent de façon synthétique les débats, avis et recommandations sur les sujets à l'ordre du jour de la réunion.

Le procès-verbal est envoyé par mail aux membres du Conseil consultatif dans les 10 jours ouvrables qui la suivent et une copie est transmise aux membres du Collège.

Le procès-verbal est rectifié si nécessaire et est approuvé au début de la séance suivante.

Section 3 : Les décisions du Conseil consultatif

Art. 11. Décisions et quorum de présence

Le Conseil consultatif ne peut se réunir valablement que si la majorité de ses membres est présente. Il ne peut émettre d'avis ou de propositions que si les deux tiers des membres sont présents.

En cas de partage, la proposition mise aux voix est rejetée.

En cas d'absence de quorum, une nouvelle réunion est convoquée dans un délai raisonnable, et le Conseil peut alors valablement siéger quel que soit le nombre de membres présents. En cas d'absence d'un membre du Conseil, aucune procuration ne peut être présentée.

Section 4 : Les absences aux réunions

Art. 12. Exigences de motivation

Les absences aux réunions doivent être motivées.

Si un membre s'absente 2 fois sans motivation, il est considéré comme démissionnaire.

CHAPITRE 4 : Le mandat

Art. 13. La durée du mandat

Le mandat des membres du Conseil prend fin en décembre 2027.

Le mandat prend fin par :

a) La démission ;

b) L'absence non justifiée, à deux reprises aux réunions ;

c) L'apparition d'incompatibilité/ de conflits d'intérêts avec les missions du Conseil. La qualité des membres est incompatible avec :

- L'exercice d'un mandat public[1], électif ou non, gratuit ou rémunéré aux niveaux européen, fédéral, régional, communautaire ou local, en ce compris, les mandats au sein de toute structure publique ou privée, soumise à la législation sur les marchés publics ou au sein de laquelle une représentation des groupes politiques est organisée ou qui perçoit un subside de la commune ;

- L'exercice de toute autre activité rétribuée par la Commune, le CPAS ou la zone de police.

d) La tenue de comportements ou propos injurieux, insultants à l'égard de quiconque.

Art. 14. Indemnités financières

La participation au Conseil consultatif est bénévole. Aucune indemnité financière n'est octroyée.

CHAPITRE 5. Dispositions transitoires et conflit d'interprétation

Art. 19. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur à la date de son adoption par le Conseil communal.

Art. 20. Conflit d'interprétation et/ou situation non prévue

Tout conflit d'interprétation des dispositions du présent règlement sera tranché par le Collège des Bourgmestre et Echevin.es.

Toute situation non prévue par le présent règlement sera du ressort du Collège.

[1] On entend par « mandat public » :
- La charge politique pour laquelle une personne a été élue ;
- La charge publique occupée suite à la désignation d'un pouvoir public au sein d'un organisme public ou privé pour y représenter un pouvoir public, quel qu'il soit ;
- La charge assimilée à une charge publique exercée à titre privé dans un organisme privé soumis à la législation sur les marchés publics ;
- La représentation d'un groupe politique représenté au Conseil communal dans un organisme d'administration, de gestion ou de conseil d'une des structures précitées qu'elles soient consultatives ou non. Cette notion étant interprétée de la façon la plus large en vue d'éviter tout conflit d'intérêts.

DÉCIDE

D'approuver le règlement du Conseil consultatif pour la promotion de la Santé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Adviesraad voor Gezondheid - Reglement

De gemeenteraad,

overwegende dat de beleidsnota 2025-2027 voorziet in de oprichting van nieuwe thematische adviesraden, waaronder de adviesraad voor gezondheidsbevordering;

overwegende dat de medewerkers van de diensten Gezondheid en Burgerparticipatie hebben overlegd om dit reglement voor te stellen;

gelet op de oproep tot kandidaturen die werd gelanceerd via het

participatieforum of via een persoonlijke brief, door de dienst Burgerparticipatie om nieuwe leden aan te stellen voor de adviesraden, waaronder de raad voor gezondheidsbevordering;

gelet op het reglement hieronder ;

Gemeentebestuur van Etterbeek

Reglement over de werking van de Burgeradviesraad voor Gezondheid

HOOFDSTUK 1: Algemene bepalingen

Afdeling 1: voorwerp en opdracht

Art. 1. Voorwerp

Voor de toepassing van dit reglement gelden de volgende definities:

- de burgeradviesraad: de adviesraad voor gezondheid van Etterbeek. Het is een orgaan dat uitsluitend bestaat uit inwoners van Etterbeek en dat een representatieve steekproef van de bevolking samenbrengt.
- het college: het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek.

De gemeenteraad van Etterbeek richt een “burgeradviesraad voor gezondheid” op.

Art. 2. Opdrachten

De adviesraad heeft als algemene opdracht om adviezen uit te brengen en voorstellen of aanbevelingen te doen aan het college van burgemeester en schepenen over alle kwesties die de acties van de gemeente voor de gezondheid kunnen bevorderen. De adviesraad heeft de volgende specifieke opdrachten:

- Suggesties doen en initiatieven bevorderen en ondersteunen op basis van het principe “Voorkomen is beter dan genezen”, vertaald in concrete acties rond voeding, lichaamsbeweging, mentale gezondheid, toegankelijkheid van zorg… en elke actie die gericht is op het verminderen van sociale gezondheidsongelijkheden;
- Inwoners de kans geven om hun voorstellen, meningen en bezorgdheden over gezondheid te delen.
- Inwoners de kans geven om het college te informeren over situaties in de gemeente die verband houden met de gezondheidsuitdagingen.
- De inwoners laten inzien dat zij een rol hebben binnen de gemeente door hen actief bij het beleid te betrekken.

HOOFDSTUK 2: De adviesraad

Afdeling 1: rol en adviezen van de raad

Art. 3. Raadgevende rol

De raad brengt adviezen uit op vraag van het college van burgemeester en schepenen.

Hij legt ook aanbevelingen voor aan het college.

De adviezen van de raad zijn adviserend.

Het college van burgemeester en schepenen motiveert zijn beslissing om het advies of de aanbeveling van de raad al dat niet te volgen.

Afdeling 2: samenstelling van de raad

Art. 4. Leden

De adviesraad is als volgt samengesteld:

- 30 inwoners in totaal: Volgens de voorwaarden uit artikel 5, §1 van dit reglement worden de inwoners van Etterbeek bij loting geselecteerd, zowel onder de vrijwilligers die zich spontaan hebben aangemeld voor het project als onder degenen die een brief hebben ontvangen na een eerste loting.

Parallel ondersteunt een team van Etterbeekse professionals, die werken aan gezondheid, de werkzaamheden van de raad op occasionele basis. Dit team kan bestaan uit:

- een vertegenwoordiger van een medisch centrum
- een vertegenwoordiger van een ziekenhuis uit Etterbeek
- een vertegenwoordiger van een patiëntenvereniging
- een vertegenwoordiger uit de sportwereld • een vertegenwoordiger van de sociale woningen
- een vertegenwoordiger van het OCMW.

Ook de bevoegde gemeentediensten ondersteunen de werkzaamheden van de raad:

- een vertegenwoordiger van de burgerparticipatie
- een vertegenwoordiger van de gezondheidsbevordering

De verschillende gemeentediensten kunnen een uitnodiging krijgen om hun standpunt toe te lichten, informatie te geven over lopende projecten en advies te geven over de haalbaarheid van voorstellen van de raad.

De burgemeester en de schepen die bevoegd is voor Gezondheidsbevordering zijn aanwezig als waarnemers. Zij worden voorafgaand aan de debatten gehoord voor een goed begrip van de agendapunten. Wanneer de burgemeester afwezig is, of wanneer

het besproken punt onder de bevoegdheid van een andere schepen valt, kan die schepen in de plaats van de burgemeester worden gehoord.

Art. 5. Voorwaarden voor de aanstelling van de leden

§1. De inwoners die in de raad zetelen hebben zich ofwel vrijwillig kandidaat gesteld, ofwel werden zij geloot door de dienst die daartoe wordt aangesteld door het college van burgemeester en schepenen, op basis van een extractie uit het rijksregister en in naleving van de wetgeving over de bescherming van persoonsgegevens.

In april 2025 werden 3000 uitnodigingen verstuurd naar de mensen die werden geloot om lid te worden van de adviesraad.

Nadat zij de nodige informatie hebben gekregen, beschikken die personen over een termijn van één week om hun deelname aan de raad te aanvaarden of te weigeren. Op basis van de positieve antwoorden werd een tweede loting uitgevoerd om 30 deelnemers te selecteren.

De samenstelling moet een minimumquota garanderen van:

- Gelijkheid mannen-vrouwen;
- 1/3 jonger dan 30 jaar
- De best mogelijke vertegenwoordiging van de verschillende wijken.

Als die loting niet voldoende is om dat quotum te behalen, wordt een nieuwe loting uitgevoerd en wordt dezelfde procedure toegepast totdat het gewenste quotum wordt behaald.

§2. Alle leden zijn vrij om zich terug te trekken uit de raad. Zij bezorgen hun ontslag schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen. Het college informeer de gemeenteraad van het ontslag zodat die er akte van kan nemen en het ontslag kan bevestigen. Het college van burgemeester en schepenen kan, met een gemotiveerde beslissing en na verhoor, een lid uitsluiten dat gedrag stelt in strijd met het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

§3. Er wordt een lijst met plaatsvervangers opgesteld om eventuele terugtrekking, ontslag of verhindering van leden op te vangen. De plaatsvervangers moeten beantwoorden aan dezelfde eisen als de effectieve leden van de raad. Deze lijst wordt om de twee jaar bijgewerkt op basis van de oorspronkelijke procedure.

HOOFDSTUK 3: Werking

Afdeling 1: zittingen

Art 6. Ritme van de zittingen

De raad komt minstens een keer om de vier maanden samen (tijdens de week, na 18 uur). De raad kan extra zittingen vragen tussen de vergaderingen om te luisteren naar experts. Er is ook de mogelijkheid om deel te nemen aan workshops/bezoeken.

Alle gemeenteraadsleden en schepenen krijgen een uitnodiging om de vergaderingen bij te wonen.

Afdeling 2: secretariaat

Art. 7. De diensten Participatie en Gezondheid

De diensten Participatie en Gezondheid zorgen afwisselend voor het secretariaat.

Art. 8. Agenda

De agenda wordt opgesteld op basis van de punten die worden voorgelegd door de betrokken diensten, door het college van burgemeester en schepenen en door elk lid van de raad.

Art. 9. Uitnodigingen

De dienst Participatie verstuurt de uitnodiging minstens veertien dagen voor de vergadering verstuurd, behalve in dringende gevallen. Ze worden via e-mail verstuurd naar de leden van de raad en naar de leden van het college van burgemeester en schepenen.

Art. 10. Verslagen van de vergaderingen

De verslagen van de vergaderingen worden opgesteld door het secretariaat. Ze vermelden de aanwezige, verontschuldigde en afwezige personen en geven een synthetische weergave van de debatten, adviezen en aanbevelingen over de onderwerpen die op de agenda van de vergadering staan.

Het verslag wordt via e-mail verstuurd naar de leden van de raad binnen 10 werkdagen na de vergadering. De leden van het college krijgen een kopie van het verslag.

Het verslag wordt indien nodig aangepast en wordt goedgekeurd aan het begin van de volgende zitting.

Afdeling 3: beslissingen van de adviesraad

Art. 11. Beslissing en aanwezigheidsquorum

De adviesraad kan enkel geldig vergaderen als de meerderheid van de leden aanwezig is. Hij kan enkel adviezen en voorstellen doen als twee derde van de leden aanwezig zijn. Bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

Als het quorum niet is bereikt, wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen binnen een redelijke termijn. Tijdens die vergadering kan de raad geldig vergaderen ongeacht het aantal aanwezige leden.

In geval van afwezigheid van een lid van de raad kan geen volmacht worden

voorgelegd.

Afdeling 4: afwezigheden op vergaderingen

Art. 12. Motiveringsvereisten

Afwezigheden op vergaderingen moeten gemotiveerd worden.

Als een lid 2 keer afwezig is zonder motivering, wordt hij beschouwd als zijnde ontslagnemend.

HOOFDSTUK 4: Mandaat

Art. 13. Duur van het mandaat

Het mandaat van de leden van de raad eindigt in december 2027.

Het mandaat eindigt door:

a) Ontslag

b) Ongerechtvaardigde afwezigheid tijdens twee vergaderingen

c) Het ontstaan van onverenigbaarheden/belangenconflicten met de opdrachten van de raad. De hoedanigheid van lid van de raad is niet verenigbaar met:

- De uitoefening van een openbaar mandaat[1], al dan niet via verkiezing verkregen en al dan niet bezoldigd op Europees, federaal, gewestelijk, gemeenschaps- of lokaal niveau, met inbegrip van de mandaten binnen elke structuur, openbaar of privé, die onderworpen is aan de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten of waarbinnen een vertegenwoordiging van politieke fracties georganiseerd wordt of die een subsidie krijgt van de gemeente;

- De uitoefening van elke andere activiteit die bezoldigd wordt door de gemeente, het OCMW of de politiezone.

d) Het zich schuldig maken aan grof of beledigend gedrag of taalgebruik jegens wie dan ook.

Art. 14. Financiële vergoedingen

De raadsleden nemen op vrijwillige basis deel aan de adviesraad. Zij ontvangen geen financiële vergoeding.

HOOFDSTUK 5. Overgangsbepalingen

en interpretatiegeschil

Art. 19. Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op de datum van zijn goedkeuring door de gemeenteraad.

Art. 20. Interpretatiegeschil en/of onvoorziene situatie

Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing over alle interpretatiegeschillen over de bepalingen uit dit reglement.

Elke situatie die niet voorzien is in dit reglement valt onder de bevoegdheid van het college.

[1] Onder "openbaar mandaat verstaat men:
- Het politieke ambt waarvoor iemand verkozen werd;
- Het openbare ambt dat iemand bekleedt wegens een aanstelling door een overheid binnen een openbare of private instelling om daar om het even welke overheid te vertegenwoordigen;
- Het ambt gelijkgesteld met een openbaar ambt dat als privépersoon wordt uitgeoefend in een private instelling die onderworpen is aan de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten;
- De vertegenwoordiging van een politieke fractie die vertegenwoordigd is in de gemeenteraad in een bestuurs-, beheers-, of adviesorgaan van een van de bovengenoemde structuren, ongeacht die een adviserende rol hebben of niet. Dat begrip wordt zo ruim mogelijk geïnterpreteerd om eventuele belangenconflicten te vermijden.

BESLIST

om het reglement van de Adviesraad voor Gezondheidsbevordering goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Conseil consultatif de la Santé_Règlement.pdf

22.09.2025/A/0007 **Convention de mise a disposition d'un emplacement pour l'installation d'un rucher citoyen dans la zone « Lorfor » du Jardin Hap**

Le Conseil communal,

Considérant que depuis 2012, la zone « Lorfor » du jardin Hap accueillait un rucher citoyen avec pour objectifs :
d'offrir à minimum 2 et maximum 3 apiculteurs bruxellois, diplômés et membres de la SRABE, de préférence etterbeekois, la possibilité de pratiquer localement l'apiculture ;
de sensibiliser le public etterbeekois à la nature en ville (dégustation de miel, visite du rucher, animations pédagogiques, etc.) ;

Considérant que le projet a été momentanément suspendu en vue de la réalisation des travaux d'aménagement du parc Hap, laps de temps durant lequel les apiculteurs qui y étaient actifs avaient trouvé d'autres emplacements pour leurs ruches ;

Considérant que le projet a repris dans la zone « Lorfor » du jardin Hap depuis septembre 2020, avec de bons résultats ;

Considérant que la convention adoptée en 2020 arrive à échéance le 21 septembre 2025 ;

Considérant qu'il est proposé de la renouveler pour une nouvelle période de 5 ans ;

Considérant que les trois apiculteurs actifs dans ce projet souhaitent renouveler leur candidature (cf. lettres reprises en annexe) ;

Considérant la convention ci-après, précisant les dispositions de fonctionnement du rucher du parc Hap ;

DECIDE :
d'approuver les candidatures de Monsieur Didier Guillain, Monsieur Bertrand Cochois et Monsieur Pierre Bourguignon au rucher du parc Hap ;
d'adopter la convention ci-après, ayant pour objet de préciser les dispositions relatives au projet de rucher du parc Félix Hap.

Convention de mise à disposition d'un emplacement pour l'installation d'un rucher citoyen dans la zone « Lorfor » du Jardin Hap

ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

La Commune d'Etterbeek, propriétaire du terrain, sise à Etterbeek, Avenue d'Auderghem, 113-115, 1040 Bruxelles, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Madame Annick PETIT, Secrétaire Communale (gérance : Transition Ecologique – 31 avenue des Casernes –3ème étage), ci-dessous dénommée « la Commune » et soussignée de première part ;

La Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs (S.R.A.B.E. asbl) représentée par deux Administrateurs, Anne Van Eeckhout, Présidente, et Arthur Van Peene, membre du conseil d'administration (siège social situé Rue au Bois, 365B bte 19 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre), ci-dessous dénommée « SRABE » et soussignée de deuxième part ;

Et, soussigné de troisième part :

Madame, Monsieur, ……..… , agissant à titre individuel, domicilié…….....…

et ci-dessous dénommé.e « l'occupant » ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Contexte

Le Jardin Félix Hap, situé entre la chaussée de Wavre et la rue Louis Hap, est un parc appartenant à la commune d'Etterbeek et géré par le service Espaces Verts de celle-ci.

L'ensemble du parc est classé par la Commission Royale des Monuments et Sites (y compris la maison Hap et l'Orangerie) par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 février 2001. Il fait dès lors l'objet de conditions particulières de conservation. Aucune construction fixe, de type attachée à perpétuelle demeure, ni modification du relief, ne peut être pratiquée sans autorisation préalable et écrite de la Commune. L'occupant doit veiller tout particulièrement à donner aux installations éventuelles un aspect esthétique harmonieux, en utilisant prioritairement des matières naturelles, tandis que le recours aux matières plastiques ne peut être fait que de manière pondérée ou non visible.

Le parc est consacré au repos et à la promenade. Les jeux de ballon, le vélo et les pique-niques y sont par conséquent formellement interdits.

Ce parc a fait l'objet d'une rénovation dans le cadre du Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray.

Parmi les aménagements faits au parc, la parcelle « Lorfor » a été transformée pour accueillir plusieurs projets, gérés par le Service Transition Ecologique de la Commune :

Des parcelles potagères (individuelles et collectives) mises à disposition de citoyens et groupes de citoyens ;

Un compost, géré de manière collective par l'ensemble des participants;

Un rucher citoyen.

Les projets recouvrent plusieurs objectifs : ils ont pour but de promouvoir la nature en milieu urbain, de sensibiliser aux problématiques environnementales, de favoriser l'accès à une alimentation saine et durable et d'augmenter la cohésion sociale, le plaisir de se retrouver et de partager entre citadins.

ARTICLE 2 : Objectifs du projet « rucher citoyen »

Ce projet consiste en l'installation et la gestion de minimum 2 et maximum 3 colonies d'abeilles, avec pour objectifs :

D’offrir à minimum 2 et maximum 3 apiculteurs bruxellois, diplômés et membres de la SRABE, de préférence etterbeekois, la possibilité de pratiquer localement l’apiculture ;

De sensibiliser le public etterbeekois à la nature en ville (dégustation de miel, visite du rucher, animations pédagogiques, etc.).

ARTICLE 3 : Description des biens mis à disposition

La zone du ‘Lorfor’ est de la propriété de la commune d’Etterbeek. Son aménagement et son entretien sont confiés au service communal Espaces Verts.

La Commune met à disposition à titre précaire et révocable à tout moment sans indemnité aucune selon les conditions de l’article 5, un emplacement dans la partie non accessible au public du Jardin Hap.

L’emplacement est donné en occupation dans l’état où il se trouve, bien connu de l’occupant, avec toutes les servitudes actives ou passives. Un procès-verbal d’état des lieux est dressé par le propriétaire et les occupants dès signature de la présente convention.

Considérant qu’il s’agit d’une occupation précaire, la présente autorisation ne tombe pas dans le champ d’application des différentes lois relatives aux baux à loyers, qu’ils soient d’habitation principale, de commerce ou autres reprises au Code Civil.

La zone Lorfor est accessible via un portique dans les heures d’ouverture du Jardin Hap et l’emplacement des ruches sera accessible via un cadenas à code. Ce code sera donné à l’occupant une fois cette convention signée et celui-ci ne peut en aucun cas le divulguer à autrui.

L’espace destiné à l’apiculture sera balisé par la Commune. Les coordonnées de la SRABE et des occupants (numéros de GSM) devront toujours être affichées sur le site concédé.

ARTICLE 4 : Destination

L’emplacement peut uniquement être utilisé à usage privé pour l’installation de minimum 2 et maximum 3 colonies d’abeilles, des ruchettes d’élevage éventuelles et d’un abreuvoir.

L’occupant n’est pas autorisé à affecter tout ou partie de l’emplacement à l’exercice d’une activité professionnelle.

ARTICLE 5 : Durée et conditions résolutoires

Cette autorisation d’occupation est accordée pour une période de 5 ans.

Elle prend cours le 21/09/2025 pour se terminer de plein droit le 20/09/2030 sans notification ou signification préalable.

La convention est renouvelable sur demande écrite par lettre recommandée introduite 3 mois avant le terme de la présente convention.

La convention d'occupation ne pourra en aucun cas être renouvelée tacitement.

Les trois parties peuvent renoncer à la présente convention, moyennant un préavis d'un mois.

Le non-respect des obligations prévues à la présente convention entraînera de plein droit sa résolution immédiate et sans indemnité.

En cas de non-renouvellement du contrat, de retrait, de résiliation ou pour quelque cause que ce soit, les occupants concernés auront 2 mois à dater de la décision de la Commune pour remettre le bien dans son état initial, conformément à l'état des lieux visé à l'article 3. A défaut, cette remise en état pourra être effectuée d'office par la Commune, aux frais, risques et périls des occupants concernés. Pour éviter toute mortalité, les abeilles hivernant ne peuvent être déplacées. Une trêve sera appliquée durant cette période (décembre à mars).

ARTICLE 6 : Indemnité d'occupation

L'emplacement est mis gratuitement à disposition.

En contrepartie, l'occupant s'engage :

à participer au développement des activités de sensibilisation de la place de l'abeille en ville du service Transition écologique ;

à réserver une partie de sa production de miel pour les activités de sensibilisation ;
compléter un tableau de bord de suivi du rucher à chacune de ses interventions (visites, interventions, traitements, divisions, quantités de miel récoltées, difficultés éventuellement rencontrées,…). Ce tableau de bord peut être à tout moment consulté par le propriétaire, les occupants ou la SRABE.

ARTICLE 7 : Garantie

Aucune garantie n'est demandée.

ARTICLE 8 : Conditions de l'occupation – Prescriptions

L'occupant doit communiquer immédiatement au propriétaire tout changement de coordonnées ;

L'occupant doit s'occuper de ses ruches de manière régulière, continue et en personne prudente et raisonnable selon la notion consacrée reprise au code civil et dans la jurisprudence ;

Chacun des occupants (ou groupe d'occupants en cas de demande d'occupation conjointe) possède et gère individuellement sa ruche et sa ruchette d'élevage éventuelle (1 apiculteur, 1 ruche, 1 ruchette) ;

L'occupant doit effectuer le travail selon les prescriptions du « Guide de bonne

pratique apicole » de l'AFSCA ;

L'occupant doit enregistrer sa ruche auprès de l'AFSCA ;

L'occupant doit avertir (ou faire avertir) la Commune et la SRABE des difficultés (raison de santé par exemple) qu'il rencontrerait pour gérer les ruches ;

L'occupant doit tenir en état de propreté permanente l'emplacement qu'il occupe et doit donc enlever lui-même tous les déchets produits sur le site ;

L'occupant est joignable à tout moment et intervient (ou s'assure d'une intervention) dans les plus brefs délais en cas de problème lié au rucher ;

L'occupant accepte de participer aux rencontres de coordination organisées par la Commune selon les besoins ;

Les occupants se rencontrent régulièrement, selon les besoins, pour assurer la coordination du rucher, sa gestion régulière et continue ainsi que le partage du matériel d'apiculture ;

L'occupant accepte d'encadrer des activités pédagogiques (minimum 3 et maximum 5 par occupant, en fonction des demandes adressées au service Transition écologique), en vue de sensibiliser le public etterbeekois à la place de l'abeille en ville ;

L'occupant accepte de témoigner de son expérience en vue de la promotion de ce projet de rucher (tant à la presse que lors d'activités organisées par le service Transition Ecologique).

Pour limiter tout risque dû à des difficultés ou négligence de gestion du rucher par les occupants, la SRABE s'engage par la présente à apporter aux occupants toute assistance nécessaire à la bonne gestion du rucher ;

Sur simple demande de la Commune, la SRABE s'engage par la présente convention, lors de la résiliation ou du retrait d'un occupant, à rechercher un occupant, apiculteur diplômé, membre de la SRABE, qu'elle proposerait à la Commune pour remplacer l'occupant « en partance » ;

En cas de négligence ou d'abandon de gestion du rucher par les occupants, la SRABE s'engage à reprendre dans un de ses ruchers les ruches et colonies d'abeilles et les occupants concernés acceptent de faire don à la SRABE des ruches et colonies d'abeilles concernées par la présente convention.

ARTICLE 9 : Interdictions

Il est interdit à l'occupant de :

faire du bruit (radio, instruments de musique, etc.) à un niveau sonore pouvant déranger les voisins ;

installer des constructions sans autorisation préalable et écrite de la Commune ;

laisser des déchets sur l'emplacement ;

rassembler des matériaux sur l'emplacement qui n'ont rien à voir avec la bonne gestion du rucher ;

divulguer le code du cadenas donnant accès à la zone.

ARTICLE 10 : Engagement de la Commune

La Commune s'engage à :

Organiser des rencontres de coordination et de suivi du projet en présence des occupants et de la SRABE selon les nécessités ;

Assurer la communication globale du projet via son site internet, sa page Facebook communale, son journal communal ou tout autre média ;

Développer des activités de sensibilisation, en collaboration avec les occupants. Ces activités de sensibilisation seront programmées au calendrier en concertation entre les occupants et le service Transition écologique afin d'assurer une dégustation de miel et une visite optimale du rucher ;

Mettre à disposition de l'eau, via deux citernes de récupération et une arrivée d'eau de ville, ainsi qu'un accès à l'électricité ;

Réaliser le balisage du site ;

Avertir le secrétariat de la SRABE de tout essaimage dont il aurait connaissance sur le territoire de la commune d'Etterbeek ;

Mettre à disposition un local de stockage du matériel apicole et un espace pour la récolte du miel.

ARTICLE 11 : Contacts

Toutes demandes et remarques devront faire l'objet d'un courrier adressé :

Pour la Commune, au Service Transition écologique,

Pour la SRABE, à son siège social,

Pour les occupants, à leur adresse e-mail privée.

ARTICLE 12 : Dispositions générales

L'occupant décharge expressément la Commune et la SRABE de toute responsabilité du chef d'accidents qui se produiraient sur l'espace concédé, ainsi que du chef de vols, brigandage ou vandalisme dont il pourrait être victime.

L'accès de tout visiteur dans l'espace balisé occupé par les ruches, autre que les visiteurs conviés lors d'activités organisées par la commune, se fera sous la responsabilité des occupants.

ARTICLE 13 : Publicité

Toute publicité est interdite sauf autorisation spécifique de la Commune.

En cas de communication à propos du rucher, la visibilité (logo et nom) de la Commune d'une part, et de la SRABE d'autre part, sera assurée sur tous types de supports.

ARTICLE 14 : Accident et assurance

L'occupant est tenu de se faire dûment assurer, pendant toute la durée de l'autorisation, contre les risques liés à l'activité exercée.

L'occupant renonce à tout recours contre la Commune et la SRABE pour tout dommage qu'il pourrait subir, ainsi que du chef de vols, brigandage ou vandalisme dont ils pourraient être victimes.

ARTICLE 15 : Occupation et sous-occupation

Sauf autorisation écrite préalable de la Commune, il est expressément interdit à l'occupant de céder en tout ou en partie les droits nés de la présente autorisation.

ARTICLE 16 : Cas non prévus et résolution de litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, ainsi que pour les cas non prévus par la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans un délai de deux mois.

Tous les cas non prévus par la présente convention seront tranchés sans appel par le Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s, après avoir entendu la (ou les) partie(s) en cause.

Tout amendement à la présente convention devra être approuvé par toutes les parties, notamment par le Conseil des Bourgmestre et Echevin.e.s de la commune d'Etterbeek.

Fait à Etterbeek, le ..... , chaque partie déclarant avoir reçu un exemplaire,

Pour la Commune d'Etterbeek :

Par ordonnance,

La Secrétaire communale Le Bourgmestre,

Annick PETIT Vincent DE WOLF

Pour la SRABE :

Les administrateurs de la SRABE,

Anne VAN EECKHOUT, Présidente Arthur VAN PEENE, Membre du conseil d'administration

L'occupant :

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een locatie voor de plaatsing van een bijenstal voor burgers in de Lorforzone van de Haptuin

De gemeenteraad,

Overwegende dat sinds 2012 in de zone “Lorfor” van de Hap-tuin een burgerbijenstal was gevestigd met als doelstellingen:

- minimaal 2 en maximaal 3 Brusselse imkers, gediplomeerd en lid van de SRABE, bij voorkeur uit Etterbeek, de mogelijkheid te bieden om lokaal aan bijenteelt te doen;
- het publiek in Etterbeek bewust te maken van de natuur in de stad (honingproeverij, bezoek aan de bijenkasten, educatieve activiteiten, enz.);

overwegende dat het project tijdelijk werd opgeschort tijdens de werkzaamheden voor de heraanleg van het Happark; dat de imkers die er actief waren gedurende die periode andere plaatsen hebben gevonden voor hun bijenstallen waarover zij zeer tevreden zijn;

overwegende dat het project sinds september 2020 in de zone “Lorfor” van de Hap-tuin is hervat, met goede resultaten;

overwegende dat de in 2020 aangenomen overeenkomst op 21 september 2025 afloopt;

overwegende dat de drie imkers die bij dit project betrokken zijn, hun kandidatuur willen verlengen (zie bijgevoegde brieven);

overwegende de onderstaande overeenkomst, waarin de bepalingen voor de werking van de bijenkasten in het Hap-park worden gespecificeerd;

BESLIST:

1. de kandidaturen van de heer Didier Guillain, de heer Bertrand Cochois en de heer Pierre Bourguignon voor de bijenkasten in het Hap-park goed te keuren;
2. de onderstaande overeenkomst goed te keuren, die tot doel heeft de bepalingen met betrekking tot het project van bijenkasten in het Félix Hap-park te specificeren.

Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een locatie voor de plaatsing van een bijenstal voor burgers in de Lorforzone van de Haptuin

TUSSEN DE ONDERGETEKENDEN:

De gemeente Etterbeek, eigenaar van het terrein, gelegen in Etterbeek, Kazernenlaan 31, 1040 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris (beheer: Ecologische Transitie, Kazernenlaan 31/1, 3e verdieping), hieronder “de gemeente” genoemd, de eerste ondergetekende,

De Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs (S.R.A.B.E. vzw) vertegenwoordigd door twee bestuurders, Anne Van Eeckhout, voorzitster, en Arthur Van Peene, lid van de raad van bestuur (maatschappelijke zetel gelegen Bosstraat 365B bus 19 in 1150 Sint-Pieters-Woluwe), hieronder "SRABE" genoemd en de tweede ondergetekende,

en de derde ondergetekende:

Mevrouw, mijnheer, ..., individueel handelend, gedomicilieerd .....

en hieronder "de gebruiker" genoemd;

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

ARTIKEL 1: Context

De Félix Haptuin, die is gelegen tussen de Waversesteenweg en de Louis Hapstraat, is een park dat eigendom is van de gemeente Etterbeek en wordt beheerd door de dienst Groene Ruimten van de gemeente.

Het volledige park is geklasseerd door de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen (met inbegrip van het Haphuis en de Oranjerie) bij een besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 15 februari 2001. Er gelden dus speciale voorwaarden voor het behoud ervan. Er mag geen enkele vaste constructie, die blijvend verbonden blijft, noch een wijziging van het reliëf worden uitgevoerd zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de gemeente. De gebruiker moet er in het bijzonder voor zorgen dat de eventuele installaties die worden geplaatst er harmonieus uitzien op esthetisch vlak, door hoofdzakelijk natuurlijke materialen gebruiken. Plastic materialen mogen slechts mate worden gebruikt of op plaatsen waar ze niet zichtbaar zijn.

Het park is bedoeld om tot rust te komen en te wandelen. Balspelen, fietsen en picknicks zijn er dus uitdrukkelijk verboden.

Het park werd gerenoveerd in het kader van het Duurzaam Wijkcontract

In het kader van die werken werd het Lorforperceel heraangelegd zodat er verschillende projecten kunnen worden uitgevoerd, die worden beheerd door de dienst Ecologische Transitie van de gemeente:

(Individuele en collectieve) moestuinpercelen voor burgers en burgercollectieven ;

Een compostplaats die door alle deelnemers wordt onderhouden ;

Een bijenstal voor burgers

Die projecten streven verschillende doelstellingen na: ze willen de natuur in een stedelijke omgeving promoten, mensen bewustmaken van milieuproblemen, de toegang tot gezonde en duurzame voeding bevorderen, de sociale cohesie versterken en mensen meer zin geven om elkaar te ontmoeten en ervaringen te delen.

ARTIKEL 2: Doelstellingen van het project “bijenstal voor burgers”

In het kader van dit project wordt een bijenstal voor minstens 2 en maximaal 3 bijenkolonies geïnstalleerd en beheerd. De doelstellingen zijn:

Minimaal 2 en maximaal 3 Brusselse imkers, die een diploma hebben en lid zijn van de SRABE en bij voorkeur uit Etterbeek komen, de mogelijkheid geven om op lokaal niveau aan bijenteelt te doen;

De Etterbekenaren bewustmaken van de natuur in de stad (honingproeverij, bezoek aan de bijenstal, pedagogische activiteiten, enzovoort).

ARTIKEL 3: Beschrijving van de goederen die ter beschikking worden gesteld

De Lorforzone is eigendom van de gemeente Etterbeek. De aanleg en het onderhoud van de Lorforzone worden toevertrouwd aan de gemeentedienst Groene Ruimten.

De gemeente stelt tijdelijk en steeds herroepbaar en zonder enige vergoeding volgens de voorwaarden uit artikel 5 een locatie ter beschikking in et deel van de Haptuin dat niet toegankelijk is voor het publiek.

De locatie wordt in gebruik gegeven in de staat waarin ze zich bevindt en waarvan de gebruiker op de hoogte is, met alle actieve of passieve erfdienstbaarheden. Er wordt een proces-verbaal van plaatsbeschrijving opgesteld door de eigenaar en de gebruikers na de ondertekening van deze overeenkomst.

Aangezien het gaat over een precaire bezetting, valt deze toelating buiten het toepassingsgebied van de verschillende wetten in verband met huurcontracten, of het nu gaat over een hoofdwoning, handelszaak of andere uit het Burgerlijk Wetboek.

De Lorforzone is toegankelijk via een poortje tijdens de openingsuren van de Haptuin en de locatie van de bijenstallen zal toegankelijk zijn via een hangslot met code. De gebruiker krijgt die code zodra deze overeenkomst ondertekend is. Hij mag de code in geen geval doorgeven aan derden.

De ruimte die bedoeld is voor bijenteelt zal worden afgebakend door de gemeente. De gegevens van de SRABE en van de gebruikers (gsm-nummers) moeten altijd uithangen op de site.

ARTIKEL 4: Bestemming

De locatie mag enkel worden gebruikt voor privédoeleinden voor de plaatsing van minstens 2 en maximaal 3 bijenkolonies, eventuele kweekbakken en een drinkplaats.

De gebruiker mag het volledige perceel of een deel ervan niet gebruiken voor de uitoefening van een beroepsactiviteit.

ARTIKEL 5: Duur en ontbindende voorwaarden

Deze gebruikstoelating wordt verleend voor een periode van 5 jaar.

Ze gaat in op 21/09/2025 en eindigt van rechtswege op 20/09/2030 zonder voorafgaande kennisgeving of betekening.

De overeenkomst kan worden verlengd na een schriftelijke aanvraag per aangetekend schrijven 3 maanden voor het einde van deze overeenkomst.

De gebruiksovereenkomst kan in geen geval stilzwijgend verlengd worden.

De drie partijen kunnen afzien van deze overeenkomst op voorwaarde van een opzegtermijn van een maand.

De niet-naleving van de verplichtingen uit deze overeenkomst heeft van rechtswege haar onmiddellijk ontbinding tot gevolg zonder vergoeding.

In geval van niet-verlenging van de overeenkomst, intrekking, ontbinding of om welke reden dan ook, beschikken de betrokken gebruikers over 2 maanden vanaf de datum van de beslissing van de gemeente om het goed in zijn oorspronkelijke staat te herstellen, overeenkomstig de plaatsbeschrijving uit artikel 3. Zo niet, dan kan de gemeente de locatie in haar oorspronkelijke staat herstellen op kosten en risico van de betrokken gebruikers. Om sterfte te vermijden, mogen bijen in winterslaap niet worden verplaatst. Tijdens die periode (van december tot maart) wordt een pauze ingelast.

ARTIKEL 6: Vergoeding voor het gebruik

De locatie wordt gratis ter beschikking gesteld.

In ruil daarvoor verbindt de gebruiker zich ertoe:

deel te nemen aan de uitwerking van activiteiten van de dienst Ecologische Transitie om de burgers bewust te maken van de plaats van de bij in de stad;

een deel van zijn honingproductie te bewaren voor bewustmakingsactiviteiten;

een boordtabel in te vullen van de bijenplaats bij elke interventie (rondleidingen, ingrepen, behandelingen, verdelingen, hoeveelheid geoogste honing, eventuele moeilijkheden...). Die boordtabel kan op elk moment worden geraadpleegd door de eigenaar, de gebruikers of de SRABE.

ARTIKEL 7: Waarborg

Er wordt geen waarborg gevraagd.

ARTIKEL 8: Voorwaarden voor het gebruik – Voorschriften

De gebruiker moet de eigenaar onmiddellijk op de hoogte brengen van wijzigingen van zijn gegevens.

De gebruiker moet regelmatig en als een voorzichtig en redelijk persoon volgens de betekenis die is vastgelegd in het Burgerlijk Wetboek en in de rechtspraak voor de bijenstallen zorgen.

Elke gebruiker (of groep van gebruikers in geval vaan een gezamenlijke aanvraag) heeft zijn eigen bijenstal en eventueel een kweekbak en verzorgt die individueel (1 imker, 1 bijenstal, 1 kweekbak).

De gebruikers moeten hun werk uitvoeren volgens de voorschriften van de “Gids voor goede imkerpraktijken” van het FAVV.

De gebruiker moet zijn bijenstal registreren bij het FAVV.

De gebruiker moet de gemeente en de SRABE waarschuwen (of laten waarschuwen) over de moeilijkheden die hij zou ondervinden bij het beheer van de bijenstallen (bijvoorbeeld om gezondheidsredenen).

De gebruiker moet de locatie die hij gebruikt voortdurend proper houden en moet dus zelf al het afval meenemen dat hij op de site produceert.

De gebruiker is op elk moment bereikbaar en kan zo snel mogelijk tussenkomen (of zorgt ervoor dat er iemand langskomt) als er zich problemen voordoen met de bijenstal.

De gebruiker gaat ermee akkoord om de coördinatiebijeenkomst bij te wonen die de gemeente naargelang de behoeften organiseert.

De gebruikers komen naargelang de behoeften regelmatig samen om de bijenstal te coördineren en te beheren en om materiaal uit te wisselen.

De gebruiker gaat ermee akkoord om pedagogische activiteiten (minimum 3 en maximum 5 per gebruiker, in functie van de aanvragen bij de dienst Ecologische Transitie) te begeleiden met als doel om de Etterbekenaren bewust te maken van de plaats van de bij in de stad.

De gebruiker stemt ermee in om over zijn ervaring te getuigen om het project van de bijenstal te promoten (zowel in de pers als tijdens activiteiten die georganiseerd worden door de dienst Ecologische Transitie).

Om alle risico's te vermijden die te wijten zijn aan moeilijkheden of nalatigheid door de gebruikers bij het beheer van de bijenstal, verbindt de SRABE zich er hierbij toe om de gebruikers alle nodige bijstand te verlenen voor een goed beheer van de bijenstal.

De SRABE verbindt zich er via deze overeenkomst toe om op vraag van de gemeente in geval van ontbinding of terugtrekking van een gebruiker een nieuwe gebruiker, gediplomeerde imker, lid van de SRABE te zoeken die zij zal voorstellen aan de gemeente om de vertrekkende gebruiker te vervangen.

In geval van nalatigheid of een gebrek aan beheer van de bijenstal door de gebruikers verbindt de SRABE zich ertoe om de bijenstallen en bijenkolonies over te nemen in

een van haar bijenstallen en de betrokken gebruikers gaan ermee akkoord om de bijenstallen en bijenkolonies waarop deze overeenkomst betrekking heeft aan de SRABE te schenken.

ARTIKEL 9: Verboden

Het is voor de gebruiker verboden om:

lawaai te maken (radio, muziekinstrumenten, enz.) op een geluidsniveau dat de buren zou kunnen storen;

constructies te installeren zonder dat de gemeente daarvoor vooraf schriftelijk de toestemming geeft;

afval achter te laten op de locatie;

op de locatie materialen te verzamelen die niets te maken hebben met het goede beheer van de bijenstal;

de code van het hangslot dat toegang geeft tot de zone te verspreiden.

ARTIKEL 10: Verbintenis van de gemeente

De gemeente verbindt zich ertoe:

Bijeenkomsten te organiseren voor de coördinatie en de opvolging van het project in aanwezigheid van de gebruikers en de SRABE naargelang de behoeften;

De algemene communicatie van het project te verzekeren via haar website, de gemeentelijke Facebookpagina, haar gemeenteblad of andere media.

Bewustmakingsactiviteiten uit te werken in samenwerking met de gebruikers. Die bewustmakingsactiviteiten worden gepland in overleg met de gebruikers en de dienst Ecologische Transitie om een honingdegustatie en een rondleiding in de bijenstal te organiseren;

Water ter beschikking te stellen via twee regenwatertanks en een aanvoerpunt van stadswater en elektriciteit ter beschikking te stellen;

De site af te bakenen;

Het secretariaat van de SRABE op de hoogte te brengen van elke uitzwerming waarvan zij op de hoogte zou zijn op het grondgebied van de gemeente Etterbeek;

Een opslagruimte ter beschikking te stellen voor het materiaal van de imkers en een ruimte voor de honingoogst.

ARTIKEL 11: Contact

Alle vragen en opmerkingen worden per brief bezorgd aan:

Voor de gemeente, aan de dienst Ecologische Transitie;

Voor de SRABE, aan haar maatschappelijke zetel;

Voor de gebruikers, aan hun privé-e-mailadres.

ARTIKEL 12: Algemene bepalingen

De gebruiker ontslaat de gemeente en de SRABE uitdrukkelijk van alle verantwoordelijkheid bij ongevallen die zich zouden voordoen in de in gebruik gegeven ruimte alsook bij diefstal of vandalisme waarvan hij het slachtoffer zou worden.

Wanneer andere bezoeker dan de bezoekers die uitgenodigd worden in het kader van activiteiten die door de gemeente georganiseerd worden de ruimte waar de bijenstallen zich bevinden betreden, gebeurt dat onder de verantwoordelijkheid van de gebruikers.

ARTIKEL 13: Reclame

Elke vorm van reclame is verboden behalve wanneer de gemeente een speciale toelating geeft.

Wanneer er over de bijenstal wordt gecommuniceerd, moeten de gemeente enerzijds en de SRABA anderzijds zichtbaar zijn (logo en naam) op alle communicatiedragers.

ARTIKEL 14: Ongeval en verzekering

De gebruiker moet zich behoorlijk verzekeren tegen de risico's die verband houden met de uitgeoefende activiteit en dat tijdens de volledige duur van de toelating.

De gebruiker ziet af van elk beroep tegen de gemeente en de SRABE voor de schade die hij zou kunnen lijden, evenals voor diefstal of vandalisme waarvan hij het slachtoffer zou kunnen worden.

ARTIKEL 15: Gebruik en ondergebruikgeving

Behalve wanneer de gemeente vooraf schriftelijke toestemming geeft, is het voor de gebruiker uitdrukkelijk verboden om de rechten die voortvloeien uit deze toelating volledig of gedeeltelijk over te dragen.

ARTIKEL 16: Onvoorziene gevallen en oplossing van geschillen

In geval van betwistingen, geschillen of andere onenigheden over de interpretatie of de uitvoering van onderhavige overeenkomst alsook voor de gevallen die niet voorzien zijn in deze overeenkomst, zullen de partijen zich inspannen om tot een regeling in der minne te komen via een minnelijke schikking en dat binnen twee maanden.

Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing over alle gevallen die niet voorzien zijn in deze overeenkomst nadat het de partij(en) in kwestie gehoord heeft.

Elke wijziging aan deze overeenkomst moet worden goedgekeurd door alle partijen, in het bijzonder door het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek.

Opgemaakt in Etterbeek op XX, elke partij verklaart een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de gemeente Etterbeek:

In opdracht:

De gemeentesecretaris, De burgemeester,

Annick PETIT Vincent DE WOLF

Voor de SRABE:

De bestuurders van de SRABE,

Anne VAN EECKHOUT, Arthur VAN PEENE,

Voorzitster Lid van de raad van bestuur

De gebruiker:

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen
Rucher Hap - Convention_FR-NL.docx, 25 08 20 Rucher Hap - Renouvellement Bourguignon Cochois.pdf, 25 08 20 Rucher Hap - Renouvellement Didier Guillain.pdf

---

22.09.2025/A/0008 **Convention octroyant une subvention à la commune d'Etterbeek dans le cadre de l'appel "Mobilité durable, Volet A 'Vivre la ville' » 2025**

Le Conseil communal,

Considérant l'introduction en juin 2025, auprès de Bruxelles Mobilité, d'une demande de subsides concernant l'organisation d'activités de sensibilisation à la marche et au vélo (Semaine de la Mobilité, activités de promotion du vélo (Be Bright et Etterbike for all) et cyclologistique communale) ;

Vu l'accord de principe de la subvention donné par Bruxelles Mobilité sur l'organisation de ces actions de sensibilisation dans le cadre de l'appel « Mobilité durable, Volet A 'Vivre la ville' » ;

Considérant que la subvention couvre la période du 25/08/2025 au 24/08/2026 ;

Considérant que la Région bruxelloise subsidie ces actions de sensibilisation pour un montant de 33.465,00 € ;

Vu le projet de convention afin d'obtenir lesdits subsides ;

Décide de prendre connaissance de l'obtention d'un subside de 33.465,00 € pour des actions de sensibilisation en lien avec la mobilité :

CONVENTION

Entre :

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Directeur général de Bruxelles Mobilité du Service public régional de Bruxelles, Monsieur Christophe Vanoerbeek,

Dénommée ci-après « *La Région* »

et

la commune de Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Vincent De Wolf , Bourgmestre et Madame Annick Petit, Secrétaire communale, agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et de la non annulation dans le délai légal par l'autorité de tutelle sur les Pouvoirs locaux de ladite décision d'approbation,

Dénommée ci-après « *Le Bénéficiaire* »,

il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de l'octroi au Bénéficiaire d'une subvention de la Région, d'un montant de 33.465 € conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du …….. 2025.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, la Région peut décider de réduire la subvention ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

Article 2. Objet de la subvention

La subvention est allouée au Bénéficiaire pour l'organisation de Appel a projet pour les communes - Mobilité durable - volet A 'Vivre la Ville' en 2025.

Article 2.1. Mission et objectifs

Descriptif du projet : Semaine de la Mobilité, activités de promotion du vélo (Be Bright et Etterbike for all) et cyclologistique communale.

Objectifs du projet : Ces projets tendent à promouvoir la mobilité active et plus particulièrement le vélo. L'objectif est de susciter l'engouement à travers un documentaire inspirant, une balade à vélo agréable et inclusive et d'autres actions de sensibilisation. Il vise également à accélérer la transition vers une mobilité durable au sein même de l'administration communale. Lever les freins à l'implémentation du vélo-cargo ou du vélo électrique répond à des objectifs de réduction de gaz à effet de serre.

Indicateurs de réalisation : nombre de participants aux activités, nombre de goodies distribués, nombre de vélos achetés et de services qui passeront au vélo électrique ou au vélo-cargo (éventuellement, nombre de véhicule automobile dont l'AC se passera (revente/fin du leasing)).

Article 2.1. Budget

Le budget relatif à la présente convention s'établit sous la forme suivante :

Postes des dépenses	**Total (TVAC)**	**A prendre en charge par la Région**	**Pris en charge par d'autres**		**Financés par des fonds propres**
			Nom	**Montant**	
Frais de fonctionnement	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Frais de personnel	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Frais de matériel*	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Frais administratifs	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Frais de sous-traitance, tiers, honoraires	32.355,00 €	32.355,00 €		0 €	
Frais de déplacement	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Frais de séjour	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Frais de promotion et publication	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Frais de loyer et charges locatives	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Frais de nourriture	1.110,00 €	1.110,00 €		0 €	
Total	33.465,00 €	33.465,00 €		0 €	

*l'achat de matériel dont l'utilisation dépasse la durée du projet (équipement électronique, etc.) est conditionné à une autorisation préalable, à solliciter via un formulaire spécifique disponible auprès d'aldepeint@sprb.brussels.

Article 3 - Durée

Conformément à l'article 20, alinéa 6 de l'ordonnance de finances du 20 juin 2025 ouvrant des crédits provisoires pour les mois de juillet, d'août et de septembre 2025 sur le budget de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2025, par dérogation à l'article 62 §3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mai 2024 relatif au contrôle administratif et budgétaire de l'entité régionale, la période de couverture de la subvention débute le 25/08/2025 et se termine le 24/08/2026 .

Article 4 - Communication

Il sera fait mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité lors de toute communication du bénéficiaire relative à l'objet de la subvention, quel qu'en soit le support.

Dans toute reproduction du logo de la Région de Bruxelles-Capitale, le bénéficiaire veillera à respecter scrupuleusement la charte graphique du Service public régional de Bruxelles, disponible via info@sprb.brussels.

Le bénéficiaire informera Bruxelles Mobilité de la tenue des activités subventionnées, et l'invitera à assister aux moments-clés, notamment dans le cas d'une inauguration du projet ou d'un événement de clôture (voir coordonnées ci-dessous du Directeur Mobilité et Sécurité routière).

Article 5 - Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement

La subvention sera liquidée en deux tranches :

Une **première tranche** de 20.079,00 EUR sur la base d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni en annexe 1 et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels, après la notification du présent arrêté au bénéficiaire.

Le **solde** de 13.386,00 EUR sur présentation :

- d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni en annexe 2 et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels (une seule demande de paiement par mail, dans un fichier PDF unique).

- du **dossier complet de justificatifs** envoyé à aldepeint@sprb.brussels (+ cpickett@sprb.brussels en copie) comprenant les pièces listées ci-dessous, datées et signées :

  - une copie de la déclaration de créance

  - le guide des subventions fourni en annexe 3

  - le rapport financier (établi selon le modèle fourni en annexe 4) appuyé de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues par la convention qui sont nommés, numérotés et inventoriés. Chaque justificatif présenté doit être une copie certifiée conforme de l'original et doit obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense

  - le rapport d'activités complété et signé (établi selon le modèle fourni en annexe 5)

  - la déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside (établie selon le modèle fourni en annexe 6)

  - la déclaration sur l'honneur relative aux frais de personnel (établie selon le modèle fourni en annexe 7)

  - un exemplaire de chaque support promotionnel, s'il échet

Sont éligibles les factures relatives à des fournitures livrées ou des prestations fournies pendant la période de couverture, et qui permettent d'identifier clairement le type de frais concerné, et ce quelle que soit la date de la facture. Le nom et l'année du projet visé par la présente subvention doivent cependant être repris par l'organisme émetteur sur toutes les factures émises en dehors de la période de couverture.

Les factures originales doivent mentionner qu'il s'agit d'une dépense financée par la Région de Bruxelles-Capitale ; la mention « Bruxelles Mobilité » doit être apposée sur chaque pièce originale.

Le dossier complet de justificatifs doit être introduit au plus tard le 24/02/2027 **selon les modalités reprises ci-dessus**. Si le dossier de justificatifs est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention et est tenu de rembourser les montants déjà perçus.

L'introduction du dossier de justificatifs donne lieu au décompte final du montant effectivement dû. L'envoi ultérieur de pièces justificatives supplémentaires n'est dès lors pas pris en compte, sauf demande expresse émanant du contrôleur financier de Bruxelles Mobilité.

La liquidation des différentes tranches de la présente subvention est suspendue aussi longtemps que le bénéficiaire, pour une subvention analogue reçue antérieurement, n'a pas, le cas échéant, régularisé sa situation.

Article 6 - Présentation des pièces justificatives

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidiants, la ventilation entre pouvoirs subsidiants devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de paiement). Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces :

- le nom du fournisseur
- la date de la pièce
- le montant hors TVA
- le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée.

La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

Article 7 - Contrôle des subventions

Les articles 165 à 169 de l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale sont d'application. Ces articles sont reproduits, in extenso, ci-dessous :

« ***Art. 165.*** *§ 1er. Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par elle sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.*

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

§ 2. Aucune action subventionnée ne peut être mise en oeuvre par le ou les bénéficiaires de la subvention avant la notification de l'arrêté signé et daté octroyant celle-ci et, le cas échéant, de la convention qui s'y rapporte.

Le Gouvernement est autorisé à déterminer les exceptions au présent article.

§ 3. Le Gouvernement est autorisé à déterminer différents types de subventions dans l'arrêté qui règle le contrôle budgétaire.

Art. 166. *Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît également à toute entité comptable le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.*

Art. 167. *Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire:*

1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention;

2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée;

3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 166;

4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 165, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 168. *Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 165 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 166.*

Lorsqu'une subvention est payée par tranches, chaque tranche est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Art. 169. *Dans le cadre de l'octroi de subventions, les comptables-trésoriers des recettes non fiscales et les gestionnaires de dossiers des entités comptables vérifient au préalable l'existence de créances non recouvrées, au profit de leur entité comptable, dont l'échéance est dépassée, dues par une personne physique ou morale demanderesse d'une subvention.*

Le gestionnaire de dossier invite le débiteur à solder sa dette afin que la subvention puisse lui être octroyée.

Le Gouvernement est autorisé à déterminer les exceptions au présent article. ».

La subvention est soumise au principe de non-enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparait que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, le remboursement correspondant sera réclamé.

Article 8 - Paiements

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.

Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Article 9 - TVA

Les dépenses prises en compte dans le cadre de la subvention allouée sont des dépenses hors TVA. La TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) ne peut être considérée comme éligible que si elle est effectivement et définitivement supportée par le Bénéficiaire.

Article 10 - Marchés publics

Le Bénéficiaire est soumis aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le respect de la législation et de la réglementation relatives aux marchés publics par le Bénéficiaire constitue une condition de l'octroi de la présente subvention, au même titre que l'obligation du Bénéficiaire de communiquer à la Région les documents et informations qu'elle requiert. Son non-respect peut entraîner la suppression des subventions encore à verser ainsi qu'une demande de restitution des subventions déjà accordées.

Article 11 - Litiges

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

Article 12 - Demande de modification

Toute demande de modification (période de couverture, délai de remise du dossier de justificatifs, répartition du budget entre les différents postes de dépenses) doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'établissement d'un avenant **au plus tard 8 semaines** avant la fin de la période de couverture de la subvention. **La validité de l'avenant est conditionnée à sa signature par les deux parties avant la fin de la période de couverture de la subvention.**

Article 13 - Transmission des documents

À l'exception des communications prévues à l'article 5, toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. **Pour la Région**

   Iris Tower

   Bruxelles Mobilité - Direction Mobilité et Sécurité routière

   A l'attention de Mr Bruno van Loveren, Directeur f.f.

   Place Saint-Lazare 2

   1035 BRUXELLES

2. **Pour le Bénéficiaire**

   La commune de Etterbeek

   Avenue des Casernes 31/1

   1040 Etterbeek

Article 14 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur le jour de la notification de l'arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le ……..

Pour la commune de Etterbeek		Pour la Région de Bruxelles-Capitale, Le Directeur général de Bruxelles Mobilité
Vincent De Wolf, Bourgmestre	Annick Petit, Secrétaire communale	ir. Christophe Vanoerbeek

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Overeenkomst houdende toekenning van een subsidie aan de gemeente Etterbeek in het kader van de oproep “Duurzame mobiliteit, Deel A ‘De stad beleven’” 2025

De gemeenteraad,

overwegende dat in juni 2025 bij Brussel Mobiliteit een subsidieaanvraag werd ingediend met betrekking op de organisatie van sensibiliseringsacties om zich te voet of met de fiets te verplaatsen (Week van de Mobiliteit, activiteiten om de fiets te promoten (Be Bright en Etterbike for all) en fietslogistiek van de gemeente);

gelet op het principeakkoord voor de subsidie van Brussel Mobiliteit voor de organisatie van deze sensibiliseringsacties in het kader van de oproep “Duurzame mobiliteit, Deel A ‘De stad beleven’”;

overwegende dat de subsidie de periode van 25/08/2025 t.e.m. 24/08/2026 dekt;

overwegende dat het Brussels Gewest de sensibiliseringsacties subsidieert voor een bedrag van 33.465,00 euro;

gelet op het overeenkomst besluit om die subsidies te krijgen;

Beslist kennis te nemen van de toekenning van een subsidie van 33.465,00 euro voor sensibiliseringsacties in verband met mobiliteit :

OVEREENKOMST

Tussen:

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de heer Christophe Vanoerbeek, directeur-generaal van het bestuur Brussel Mobiliteit van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel,

Hierna "*het gewest*" genoemd

en

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, in naam waarvan gezamenlijk optreden de heer Vincent De Wolf , burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, handelend onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring van deze overeenkomst door de gemeenteraad en het niet-vernietigen van voornoemde goedkeuringsbeslissing binnen de wettelijke termijn door de overheid die toezicht houdt op de plaatselijke besturen,

Hierna "*de begunstigde*" genoemd,

wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Onderwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst behelst de nadere regels m.b.t. de toekenning van een gewestelijke subsidie van 33.465 € aan de begunstigde, in overeenstemming met het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van …… 2025.

Het toepassingsgebied van het voornoemde besluit mag in geen geval gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden op grond van deze overeenkomst.

In geval van niet-uitvoering van één of meerdere bepalingen van dit overeenkomst kan het Gewest beslissen de subsidie te verminderen of om volledige of gedeeltelijke terugbetaling te verzoeken.

Artikel 2. Voorwerp van de subsidie

De subsidie wordt toegekend aan de begunstigde voor de organisatie van Duurzame mobiliteit, Deel A 'De stad beleven' in 2025.

Artikel 2.1. Opdracht en doelstellingen

Beschrijving van het project: Week van de Mobiliteit, activiteiten om de fiets te promoten (Be Bright en Etterbike for all) en fietslogistiek van de gemeente

Doelstellingen van het project: Deze projecten willen de actieve mobiliteit promoten en vooral de fiets. Het doel is om enthousiasme te wekken door middel van een inspirerende documentaire, een aangename en inclusieve fietstocht en andere bewustmakingsacties. Het doel is ook om de transitie naar duurzame mobiliteit binnen het gemeentebestuur zelf te versnellen. Het wegnemen van obstakels voor de invoering van bakfietsen of elektrische fietsen sluit aan bij de doelstellingen om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen.

Verwezenlijkingsindicatoren: aantal deelnemers aan de activiteiten, aantal uitgedeelde goodies, aantal aangekochte fietsen en aantal diensten die overstappen naar de elektrische fiets of bakfiets (eventueel aantal autovoertuigen waarvan het gemeentebestuur afscheid neemt (doorverkoop/einde leasing)

Artikel 2.1. Budget

Het budget met betrekking tot deze overeenkomst ziet er als volgt uit:

Uitgavenposten	**Totaal (incl. btw)**	**Ten laste van het gewest**	**Ten laste van anderen**		**Gefinancierd met eigen middelen**
			Naam	Bedrag	
Werkingskosten	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Personeelskosten	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Materiaalkosten*	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Administratieve kosten	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Kosten van onderaanneming, derden, vergoedingen	32.355,00 €	32.355,00 €		0 €	
Verplaatsingskosten	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Verblijfskosten	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Promotie- en publicatiekosten	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Huurkosten en -lasten	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Kosten voor voeding	1.110,00 €	1.110,00 €		0 €	
Totaal	33.465,00 €	33.465,00 €		0 €	

* voor de aankoop van materiaal dat ook na de projectperiode nog gebruikt zal worden (elektronische apparatuur en dergelijke) is voorafgaande toestemming vereist, die moet worden aangevraagd met behulp van een specifiek formulier dat verkrijgbaar is op aldepeint@gob.brussels

Artikel 3 - Duur

Overeenkomstig artikel 20, lid 6 van de financieordonnantie van 20 juni 2025 houdende opening van voorlopige kredieten voor de maanden juli, augustus en september 2025 op de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2025, in afwijking van het artikel 62 §3 van het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 30 mei 2024 betreffende de administratieve en begrotingscontrole van de gewestelijke entiteit, gaat de dekkingsperiode van de subsidie in op 25/08/2025 en eindigt op 24/08/2026.

Artikel 4 - Communicatie

Bij elke communicatie van de begunstigde over het voorwerp van de subsidie moet de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest alsook het logo van het gewest of Brussel Mobiliteit vermeld worden, ongeacht de gebruikte drager.

Voor elke reproductie van het logo van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet de begunstigde de huisstijl van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, die verkrijgbaar is via info@gob.brussels, nauwgezet naleven.

De begunstigde moet Brussel Mobiliteit op de hoogte brengen van de gesubsidieerde activiteiten en uitnodigen om belangrijke momenten bij te wonen, in het bijzonder de inhuldiging van het project of een slotevent (zie contactgegevens hieronder van de directeur Mobiliteit en Verkeersveiligheid).

Artikel 5 - Nadere regels voor de vereffening en te verschaffen stukken bij de betalingsaanvragen

De subsidie wordt in twee schijven vereffend:

Een **eerste schijf** van 20.079 EUR op basis van een schuldvordering, opgesteld volgens het als bijlage 1 bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar invoice@gob.brussels, met kopie voor aldepeint@gob.brussels, na de kennisgeving van dit besluit aan de begunstigde.

Het **saldo** van 13.386 EUR tegen overlegging van:

- een schuldvordering opgesteld volgens het als bijlage 2 bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar invoice@gob.brussels, met kopie voor aldepeint@gob.brussels (één enkele betalingsaanvraag per e-mail, in de vorm van één enkel pdf-bestand).

- het **volledige verantwoordingsdossier** verstuurd naar aldepeint@gob.brussels (+ cpickett@gob.brussels in kopie) met alle hieronder opgesomde stukken, gedateerd en ondertekend:

  - een kopie van de schuldvordering

  - de subsidiegids verstrekt als bijlage 3

  - het financiële verslag (opgesteld volgens het als bijlage 4 bezorgde model), gestaafd met alle verantwoordingsstukken voor de subsidieerbare uitgaven waarin de overeenkomst voorziet, benaamd, genummerd en opgelijst. Elk ingediend verantwoordingsstuk moet een eensluidend verklaarde kopie van het origineel zijn en moet vergezeld zijn van een rekeninguittreksel of kasticket waaruit de uitgave blijkt.

  - het ingevulde en ondertekende activiteitenverslag (opgesteld volgens het als bijlage 5 bezorgde model)

  - de verklaring op erewoord dat de subsidie correct aangewend zal worden (opgesteld volgens het als bijlage 6 bezorgde model)

  - de verklaring op erewoord met betrekking tot de personeelskosten (opgesteld volgens het als bijlage 7 bezorgde model)

  - een exemplaar van alle gebruikte promotiemateriaal, indien van toepassing

Komen in aanmerking de facturen met betrekking tot de uitgevoerde leveringen of prestaties tijdens de dekkingsperiode, en die het mogelijk maken het soort betrokken kosten duidelijk te identificeren, ongeacht de datum van de factuur. De uitgifte-instelling moet de naam en het jaar van het project dat onder deze subsidie valt echter vermelden op alle facturen die buiten de dekkingsperiode worden uitgeschreven.

De originele facturen moeten vermelden dat het om een door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gefinancierde uitgave gaat; op elk origineel document moet de naam “Brussel Mobiliteit” vermeld staan.

Het volledige dossier met verantwoordingsstukken moet uiterlijk op 24/02/2027 **volgens de bovenvermelde nadere regels**. Als het dossier met verantwoordingsstukken na deze datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie en moet hij alle reeds ontvangen bedragen terugbetalen.

Op basis van het ingediende dossier met verantwoordingsstukken wordt de eindafrekening opgemaakt die het daadwerkelijk verschuldigde bedrag bepaalt. Later verzonden bijkomende verantwoordingsstukken worden bijgevolg niet in aanmerking genomen, behalve op uitdrukkelijk verzoek van de financiële controleur van Brussel Mobiliteit.

De vereffening van de verschillende schijven van deze subsidie wordt opgeschort zolang de begunstigde in voorkomend geval zijn situatie voor een vergelijkbare eerder ontvangen subsidie niet heeft geregulariseerd.

Artikel 6 - Voorlegging van de verantwoordingsstukken

Bij meerdere financieringen van verschillende oorsprong moet de begunstigde elke twijfel over de voorgelegde stukken wegnemen, zowel bij de betalingsaanvraag als bij eventuele latere controles, of het nu gaat om controles op stukken of ter plaatse.

Als een verantwoordingsstuk voorgelegd wordt aan meerdere subsidiërende overheden, moet de opsplitsing ervan over de subsidiërende overheden vooraf aanvaard worden en op elk origineel stuk vermeld worden.

De verantwoordingsstukken moeten ofwel gekwiteerd zijn, ofwel moeten de betalingsbewijzen erbij gevoegd worden (bankrekeninguittreksels of elke andere vorm van betaalbewijs). Bij wijze van versoepeling van deze regel worden ook kopieën van de verantwoordingsstukken en van de betalingsbewijzen aanvaard.

De verantwoordingsstukken moeten chronologisch genummerd worden en voorgegaan worden door een lijst die, in de volgorde van de genummerde stukken, volgende elementen vermeldt:

- de naam van de leverancier

- de datum van het document

- het bedrag excl. btw

- het bedrag inclusief btw als deze verschuldigd is, d.w.z. daadwerkelijk betaald is.

De lijst moet afgesloten worden met een totaal en moet gedagtekend en ondertekend worden door een persoon die gemachtigd is om de begunstigde te verbinden.

Artikel 7 - Controle van de subsidies

De artikelen 165 tot 169 van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn van toepassing. De genoemde artikelen worden hieronder in extenso weergegeven:

“***Art. 165.*** *§ 1 Overeenkomstig artikel 11 van de wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door haar zonder interest verleend terugvorderbaar geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.*

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

§ 2. Geen enkele gesubsidieerde actie mag door de begunstigde of de begunstigden van de subsidie worden uitgevoerd vóór de kennisgeving van het ondertekende en gedateerde besluit tot verlening ervan en, in

voorkomend geval, van de desbetreffende overeenkomst.

De Regering is gemachtigd om de uitzonderingen op dit artikel te bepalen.

§ 3. De Regering is gemachtigd om verschillende subsidietypes te bepalen in het besluit dat de begrotingscontrole regelt.

Art. 166. *Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen ook aan iedere boekhoudkundige entiteit het recht om ter plaatse controle te doen uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.*

Art. 167. *Overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van het bedrag van de subsidie de begunstigde:*

1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;

2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;

3° die de in artikel 166 bedoelde controle verhindert;

4°die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 165 bedoelde verantwoordingen, dan is hij gehouden tot terugbetaling ten belope van het deel dat niet werd verantwoord.

Art. 168. *Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 16 mei 2003, kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 165 bedoelde verantwoordingen te verstrekken of zich aan de in artikel 166 bepaalde controle te onderwerpen.*

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Art. 169. *In het kader van de toekenning van subsidies gaan de rekenplichtigen van de niet-fiscale ontvangsten en de dossierbeheerders van de boekhoudkundige entiteiten vooraf na of er niet-geïnde vervallen schuldvorderingen ten gunste van hun boekhoudkundige entiteit uitstaan op een natuurlijke of rechtspersoon die een subsidie aanvraagt.*

De dossierbeheerder verzoekt de debiteur zijn schuld te vereffenen opdat de subsidie hem toegekend zou kunnen worden.

De Regering is gemachtigd om de uitzonderingen op dit artikel te bepalen."

De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: als blijkt dat de begunstigde zich op eender welke manier heeft verrijkt door het project uit te voeren, zal de terugbetaling van het overeenkomstige bedrag worden geëist.

Artikel 8 - Betalingen

De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten.

Ze gebeuren zo snel mogelijk, rekening houdend met de vereisten inherent aan de controles.

Artikel 9 - Btw

De uitgaven die in aanmerking komen voor de toegekende subsidie, zijn uitgaven zonder btw. De btw (Belasting over de Toegevoegde Waarde) kan enkel in aanmerking komen als ze daadwerkelijk en definitief door de begunstigde wordt gedragen.

Artikel 10 - Overheidsopdrachten

De Begunstigde is onderworpen aan de bepalingen van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

Het naleven van de wet- en regelgeving met betrekking tot overheidsopdrachten door de Begunstigde vormt een voorwaarde voor de toekenning van deze subsidie, evenals zijn plicht om het Gewest de documenten en informatie te bezorgen die het vraagt. Het niet naleven ervan kan leiden tot het intrekken van nog uit te betalen subsidies en tot een verzoek tot teruggave van reeds toegekende subsidies.:

Artikel 11 - Geschillen

Alle geschillen over deze overeenkomst vallen onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

Artikel 12 - Verzoek tot wijziging

Elk verzoek tot wijziging (dekkingsperiode, de termijn voor de indiening van het verantwoordingsdossier, verdeling van het budget over de verschillende uitgavenposten) moet verplicht het voorwerp uitmaken van een verzoek tot opstelling van een addendum en dit **uiterlijk 8 weken** voor het einde van de dekkingsperiode van de subsidie. **Het addendum is enkel geldig als het door beide partijen is ondertekend vóór de dekkingsperiode van de subsidie afloopt.**

Artikel 13 - Bezorging van de documenten

Met uitzondering van de mededelingen waarin artikel 5 voorziet, moeten de partijen alle kennisgevingen of mededelingen die gedaan moeten worden op grond van deze overeenkomst geldig versturen naar de volgende adressen:

1. **Voor het gewest**

   Iris Tower

   Brussel Mobiliteit - Directie Mobiliteit en Verkeersveiligheid

   Ter attentie van de heer Bruno van Loveren, waarnemend directeur

   Sint-Lazarusplein 2

   1035 BRUSSEL

2. **Voor de begunstigde**

   Gemeente Etterbeek

   Caserneslaan 31/1

   1040 Etterbeek

Artikel 14 - Inwerkingtreding

Deze door de partijen ondertekende overeenkomst treedt in werking op de kennisgevingsdatum van het subsidiebesluit waarbij deze overeenkomst is gevoegd.

Elke prestatie geleverd voorafgaand aan de inwerkingtreding, op eigen initiatief of als gevolg van onjuiste instructies, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

Opgesteld in Brussel, in twee exemplaren, op ……..

Voor de gemeente Etterbeek		Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest De directeur-generaal van Brussel Mobiliteit
Vincent De Wolf, Burgemeester	Annick Petit, Gemeentesecretaris	ir. Christophe Vanoerbeek

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

22.09.2025/A/0009 **Convention octroyant une subvention à la commune d'Etterbeek dans le cadre de l'appel à projet "Mobilité durable - volet B 'Mobilité scolaire active'" en 2025**

Le Conseil communal,

Considérant l'introduction en juin 2025, auprès de Bruxelles Mobilité, d'une demande de subsides dans le cadre de l'appel à projet pour les communes - Mobilité durable - volet B 'Mobilité scolaire active' en 2025 (encadrement des rues scolaires et création d'un pédibus) ;

Vu l'accord de principe de la subvention donné par Bruxelles Mobilité sur l'organisation de ces actions de sensibilisation dans le cadre de l'appel « Mobilité durable - volet B 'Mobilité scolaire active'» ;

Considérant que la subvention couvre la période du 25/08/2025 au 24/08/2026 ;

Considérant que la Région bruxelloise subsidie ces actions de mobilité active et sécurité routière pour un montant de 23.266,00 € ;

Vu le projet de convention afin d'obtenir lesdits subsides ;

Décide de prendre connaissance de l'obtention d'un subside de 23.266,00 € pour des

actions de sensibilisation en lien avec la mobilité :

CONVENTION

Entre :

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Directeur général de Bruxelles Mobilité du Service public régional de Bruxelles, Monsieur Christophe Vanoerbeek,

Dénommée ci-après « *La Région* »

et

la commune de Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre et Madame Annick Petit, Secrétaire communale, agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et de la non annulation dans le délai légal par l'autorité de tutelle sur les Pouvoirs locaux de ladite décision d'approbation,

Dénommée ci-après « *Le Bénéficiaire* »,

il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de l'octroi au Bénéficiaire d'une subvention de la Région, d'un montant de 23.266 € conformément à l'arrêté ministériel du …….. 2025.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, la Région peut décider de réduire la subvention ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

Article 2. Objet de la subvention

La subvention est allouée au Bénéficiaire pour l'organisation de Appel a projet pour les communes - Mobilité durable - volet B 'Mobilité scolaire active' en 2025.

Article 2.1. Mission et objectifs

Descriptif du projet : Encadrement des rues scolaires et création d'un pédibus.

Objectifs du projet : Le projet vise à renforcer l'attrait pour la mobilité active lors des déplacements domicile-école. L'objectif est de promouvoir l'emploi de modes de déplacement durable auprès des enfants. Les rues scolaires répondent également à des enjeux de santé publique puisque les enfants sont un public vulnérable face aux polluants émis par les véhicules à essence. Les pédibus ont également pour but de diminuer la pression automobile et de sensibiliser les parents à la mobilité active.

Indicateurs de réalisation : nombre de jours d'encadrement des rues scolaires, nombre d'enfants participant au pédibus, nombre d'itinéraires à pied créés.

Article 2.1. Budget

Le budget relatif à la présente convention s'établit sous la forme suivante :

Postes des dépenses	**Total (TVAC)**	**A prendre en charge par la Région**	**Pris en charge par d'autres**		**Financés par des fonds propres**
			Nom	**Montant**	
Frais de fonctionnement	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Frais de personnel	10.788,00 €	10.788,00 €		0 €	
Frais de matériel*	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Frais administratifs	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Frais de sous-traitance, tiers, honoraires	8.134,00 €	8.134,00 €		0 €	
Frais de déplacement	4.344,00 €	4.344,00 €		0 €	
Frais de séjour	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Frais de promotion et publication	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Frais de loyer et charges locatives	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Frais de nourriture	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Total	23.266 €	23.266 €		0 €	

*l'achat de matériel dont l'utilisation dépasse la durée du projet (équipement électronique, etc.) est conditionné à une autorisation préalable, à solliciter via un formulaire spécifique disponible auprès d'aldepeint@sprb.brussels.

Article 3 - Durée

Conformément à l'article 20, alinéa 6 de l'ordonnance de finances du 20 juin 2025 ouvrant des crédits provisoires pour les mois de juillet, d'août et de septembre 2025 sur le budget de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2025, par dérogation à l'article 62 §3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mai 2024 relatif au contrôle administratif et budgétaire de l'entité régionale, la période de couverture de la subvention débute le 25/08/2025 et se termine le 24/08/2026.

Article 4 - Communication

Il sera fait mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité lors de toute communication du bénéficiaire relative à l'objet de la subvention, quel qu'en soit le support.

Dans toute reproduction du logo de la Région de Bruxelles-Capitale, le bénéficiaire veillera à respecter scrupuleusement la charte graphique du Service public régional de Bruxelles, disponible via info@sprb.brussels.

Le bénéficiaire informera Bruxelles Mobilité de la tenue des activités subventionnées, et l'invitera à assister aux moments-clés, notamment dans le cas d'une inauguration du projet ou d'un événement de clôture (voir coordonnées ci-dessous du Directeur Mobilité et Sécurité routière).

Article 5 - Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement

La subvention sera liquidée en deux tranches :

Une **première tranche** de 13.959,60 EUR sur la base d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni en annexe 1 et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels, après la notification du présent arrêté au bénéficiaire.

Le **solde** de 9.306,40 EUR sur présentation :

- d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni en annexe 2 et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels (une seule demande de paiement par mail, dans un fichier PDF unique).

- du **dossier complet de justificatifs** envoyé à aldepeint@sprb.brussels (+ cpickett@sprb.brussels en copie) comprenant les pièces listées ci-dessous, datées et signées :

  - une copie de la déclaration de créance

  - le guide des subventions fourni en annexe 3

  - le rapport financier (établi selon le modèle fourni en annexe 4) appuyé de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues par la convention qui sont nommés, numérotés et inventoriés. Chaque justificatif présenté doit être une

copie certifiée conforme de l'original et doit obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense

- le rapport d'activités complété et signé (établi selon le modèle fourni en annexe 5)

- la déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside (établie selon le modèle fourni en annexe 6)

- la déclaration sur l'honneur relative aux frais de personnel (établie selon le modèle fourni en annexe 7)

- un exemplaire de chaque support promotionnel, s'il échet

Sont éligibles les factures relatives à des fournitures livrées ou des prestations fournies pendant la période de couverture, et qui permettent d'identifier clairement le type de frais concerné, et ce quelle que soit la date de la facture. Le nom et l'année du projet visé par la présente subvention doivent cependant être repris par l'organisme émetteur sur toutes les factures émises en dehors de la période de couverture.

Les factures originales doivent mentionner qu'il s'agit d'une dépense financée par la Région de Bruxelles-Capitale ; la mention « Bruxelles Mobilité » doit être apposée sur chaque pièce originale.

Le dossier complet de justificatifs doit être introduit au plus tard le 24/02/2027 **selon les modalités reprises ci-dessus**. Si le dossier de justificatifs est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention et est tenu de rembourser les montants déjà perçus.

L'introduction du dossier de justificatifs donne lieu au décompte final du montant effectivement dû. L'envoi ultérieur de pièces justificatives supplémentaires n'est dès lors pas pris en compte, sauf demande expresse émanant du contrôleur financier de Bruxelles Mobilité.

La liquidation des différentes tranches de la présente subvention est suspendue aussi longtemps que le bénéficiaire, pour une subvention analogue reçue antérieurement, n'a pas, le cas échéant, régularisé sa situation.

Article 6 - Présentation des pièces justificatives

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidiants, la ventilation entre pouvoirs subsidiants devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de paiement). Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste

reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces :

- le nom du fournisseur

- la date de la pièce

- le montant hors TVA

- le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée.

La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

Article 7 - Contrôle des subventions

Les articles 165 à 169 de l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale sont d'application. Ces articles sont reproduits, in extenso, ci-dessous :

« ***Art. 165.*** *§ 1er. Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par elle sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.*

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

§ 2. Aucune action subventionnée ne peut être mise en oeuvre par le ou les bénéficiaires de la subvention avant la notification de l'arrêté signé et daté octroyant celle-ci et, le cas échéant, de la convention qui s'y rapporte.

Le Gouvernement est autorisé à déterminer les exceptions au présent article.

§ 3. Le Gouvernement est autorisé à déterminer différents types de subventions dans l'arrêté qui règle le contrôle budgétaire.

Art. 166. *Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît également à toute entité comptable le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.*

Art. 167. *Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire:*

1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention;

2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée;

3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 166;

4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 165, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 168. *Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 165 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 166.*

Lorsqu'une subvention est payée par tranches, chaque tranche est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Art. 169. *Dans le cadre de l'octroi de subventions, les comptables-trésoriers des recettes non fiscales et les gestionnaires de dossiers des entités comptables vérifient au préalable l'existence de créances non recouvrées, au profit de leur entité comptable, dont l'échéance est dépassée, dues par une personne physique ou morale demanderesse d'une subvention.*

Le gestionnaire de dossier invite le débiteur à solder sa dette afin que la subvention puisse lui être octroyée.

Le Gouvernement est autorisé à déterminer les exceptions au présent article. ».

La subvention est soumise au principe de non-enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparait que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, le remboursement correspondant sera réclamé.

Article 8 - Paiements

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.

Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Article 9 - TVA

Les dépenses prises en compte dans le cadre de la subvention allouée sont des dépenses hors TVA. La TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) ne peut être considérée comme éligible que si elle est effectivement et définitivement supportée par le Bénéficiaire.

Article 10 - Marchés publics

Le Bénéficiaire est soumis aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le respect de la législation et de la réglementation relatives aux marchés publics par le Bénéficiaire constitue une condition de l'octroi de la présente subvention, au même titre que l'obligation du Bénéficiaire de communiquer à la Région les documents et informations qu'elle requiert. Son non-respect peut entraîner la suppression des

subventions encore à verser ainsi qu'une demande de restitution des subventions déjà accordées.

Article 11 - Litiges

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

Article 12 - Demande de modification

Toute demande de modification (période de couverture, délai de remise du dossier de justificatifs, répartition du budget entre les différents postes de dépenses) doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'établissement d'un avenant **au plus tard 8 semaines** avant la fin de la période de couverture de la subvention. **La validité de l'avenant est conditionnée à sa signature par les deux parties avant la fin de la période de couverture de la subvention.**

Article 13 - Transmission des documents

À l'exception des communications prévues à l'article 5, toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. **Pour la Région**

   Iris Tower

   Bruxelles Mobilité - Direction Mobilité et Sécurité routière

   A l'attention de Mr Bruno van Loveren, Directeur f.f.

   Place Saint-Lazare 2

   1035 BRUXELLES

2. **Pour le Bénéficiaire**

   La commune de/d' Etterbeek

   Avenue des Casernes 31/1

   1040 Etterbeek

Article 14 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur le jour de la notification

de l’arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l’entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l’est aux risques et périls du bénéficiaire.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le ……..

Pour la commune de Etterbeek		Pour la Région de Bruxelles-Capitale, Le Directeur général de Bruxelles Mobilité
Vincent De Wolf, Bourgmestre	Annick Petit, Secrétaire communale	ir. Christophe Vanoerbeek

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Overeenkomst houdende toekenning van een subsidie aan de gemeente Etterbeek in het kader van projectoproepen “Duurzame mobiliteit, Deel B 'Actieve schoolmobiliteit’” 2025

De gemeenteraad,

overwegende dat in juni 2025 bij Brussel Mobiliteit een subsidieaanvraag werd ingediend in het kader van projectoproepen “Duurzame mobiliteit, Deel B 'Actieve schoolmobiliteit’” 2025 (begeleiding van de schoolstraten en oprichting van een loopbus);

gelet op het principeakkoord voor de subsidie van Brussel Mobiliteit voor de organisatie van deze acties met betrekking tot actieve mobiliteit en verkeersveiligheid in het kader van de oproep “Duurzame mobiliteit, Deel B 'Actieve schoolmobiliteit’”;

overwegende dat de subsidie de periode van 25/08/2025 t.e.m. 24/08/2026 dekt;

overwegende dat het Brussels Gewest de sensibiliseringsacties subsidieert voor een bedrag van 23.266,00 euro;

gelet op het overeenkomst besluit om die subsidies te krijgen;

Beslist kennis te nemen van de toekenning van een subsidie van 23.266,00 euro voor sensibiliseringsacties in verband met mobiliteit :

OVEREENKOMST

Tussen:

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de heer Christophe Vanoerbeek, directeur-generaal van het bestuur Brussel Mobiliteit van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel,

Hierna "*het gewest*" genoemd

en

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, in naam waarvan gezamenlijk optreden de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, handelend onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring van deze overeenkomst door de gemeenteraad en het niet-vernietigen van voornoemde goedkeuringsbeslissing binnen de wettelijke termijn door de overheid die toezicht houdt op de plaatselijke besturen,

Hierna "*de begunstigde*" genoemd,

wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Onderwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst behelst de nadere regels m.b.t. de toekenning van een gewestelijke subsidie van 23.266 € € aan de begunstigde, in overeenstemming met het ministerieel besluit / besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van …… 2025.

Het toepassingsgebied van het voornoemde besluit mag in geen geval gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden op grond van deze overeenkomst.

In geval van niet-uitvoering van één of meerdere bepalingen van dit overeenkomst kan het Gewest beslissen de subsidie te verminderen of om volledige of gedeeltelijke terugbetaling te verzoeken.

Artikel 2. Voorwerp van de subsidie

De subsidie wordt toegekend aan de begunstigde voor de organisatie van Duurzame

mobiliteit, Deel B 'Actieve schoolmobiliteit' in 2025.

Artikel 2.1. Opdracht en doelstellingen

Beschrijving van het project: begeleiding van de schoolstraten en oprichting van een loopbus

Doelstellingen van het project: Het project wil actieve mobiliteit aantrekkelijker maken voor het woon-schoolverkeer. Het doel is om het gebruik van duurzame vervoerswijzen bij kinderen te promoten. Schoolstraten spelen ook een rol op het gebied van volksgezondheid, aangezien kinderen kwetsbaar zijn voor de verontreinigende stoffen die door benzinevoertuigen worden uitgestoten. De loopbussen hebben ook tot doel om de druk op autoverkeer te verminderen en ouders bewust te maken van actieve mobiliteit.

Verwezenlijkingsindicatoren: aantal dagen begeleiding van de schoolstraten, aantal kinderen dat deelneemt aan de loopbus, aantal wandelroutes dat wordt gecreëerd.

Artikel 2.1. Budget

Het budget met betrekking tot deze overeenkomst ziet er als volgt uit:

Uitgavenposten	**Totaal (incl. btw)**	**Ten laste van het gewest**	**Ten laste van anderen**		**Gefinancierd met eigen middelen**
			Naam	Bedrag	
Werkingskosten	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Personeelskosten	10.788,00 €	10.788,00 €		0 €	
Materiaalkosten*	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Administratieve kosten	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Kosten van onderaanneming, derden, vergoedingen	8.134,00 €	8.134,00 €		0 €	
Verplaatsingskosten	4.344,00 €	4.344,00 €		0 €	
Verblijfskosten	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Promotie- en publicatiekosten	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Huurkosten en -lasten	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Kosten voor voeding	xx,xx €	xx,xx €		xx,xx €	
Totaal	23.266 €	23.266 €		0 €	

* voor de aankoop van materiaal dat ook na de projectperiode nog gebruikt zal worden (elektronische apparatuur en dergelijke) is voorafgaande toestemming vereist, die moet worden aangevraagd met behulp van een specifiek formulier dat verkrijgbaar is op aldepeint@gob.brussels

Artikel 3 - Duur

Overeenkomstig artikel 20, lid 6 van de financieordonnantie van 20 juni 2025 houdende opening van voorlopige kredieten voor de maanden juli, augustus en september 2025 op de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2025, in afwijking van het artikel 62 §3 van het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 30 mei 2024 betreffende de administratieve en begrotingscontrole van de gewestelijke entiteit, gaat de dekkingsperiode van de subsidie in op 25/08/2025 en eindigt op 24/08/2026.

Artikel 4 - Communicatie

Bij elke communicatie van de begunstigde over het voorwerp van de subsidie moet de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest alsook het logo van het gewest of Brussel Mobiliteit vermeld worden, ongeacht de gebruikte drager.

Voor elke reproductie van het logo van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet de begunstigde de huisstijl van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, die verkrijgbaar is via info@gob.brussels, nauwgezet naleven.

De begunstigde moet Brussel Mobiliteit op de hoogte brengen van de gesubsidieerde activiteiten en uitnodigen om belangrijke momenten bij te wonen, in het bijzonder de inhuldiging van het project of een slotevent (zie contactgegevens hieronder van de directeur Mobiliteit en Verkeersveiligheid).

Artikel 5 - Nadere regels voor de vereffening en te verschaffen stukken bij de betalingsaanvragen

De subsidie wordt in twee schijven vereffend:

Een **eerste schijf** van 13959,6 EUR op basis van een schuldvordering, opgesteld volgens het als bijlage 1 bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar invoice@gob.brussels, met kopie voor aldepeint@gob.brussels, na de kennisgeving van dit besluit aan de begunstigde.

Het **saldo** van 9306,4 EUR tegen overlegging van:

- een schuldvordering opgesteld volgens het als bijlage 2 bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar invoice@gob.brussels, met kopie voor aldepeint@gob.brussels (één enkele betalingsaanvraag per e-mail, in de vorm van één enkel pdf-bestand).

- het **volledige verantwoordingsdossier** verstuurd naar aldepeint@gob.brussels (+ cpickett@gob.brussels in kopie) met alle hieronder opgesomde stukken, gedateerd en ondertekend:

- een kopie van de schuldvordering

- de subsidiegids verstrekt als bijlage 3

- het financiële verslag (opgesteld volgens het als bijlage 4 bezorgde model), gestaafd met alle verantwoordingsstukken voor de subsidieerbare uitgaven waarin de overeenkomst voorziet, benaamd, genummerd en opgelijst. Elk ingediend verantwoordingsstuk moet een eensluidend verklaarde kopie van het origineel zijn en moet vergezeld zijn van een rekeninguittreksel of kasticket waaruit de uitgave blijkt.

- het ingevulde en ondertekende activiteitenverslag (opgesteld volgens het als bijlage 5 bezorgde model)

- de verklaring op erewoord dat de subsidie correct aangewend zal worden (opgesteld volgens het als bijlage 6 bezorgde model)

- de verklaring op erewoord met betrekking tot de personeelskosten (opgesteld volgens het als bijlage 7 bezorgde model)

- een exemplaar van alle gebruikte promotiemateriaal, indien van toepassing

Komen in aanmerking de facturen met betrekking tot de uitgevoerde leveringen of prestaties tijdens de dekkingsperiode, en die het mogelijk maken het soort betrokken kosten duidelijk te identificeren, ongeacht de datum van de factuur. De uitgifte-instelling moet de naam en het jaar van het project dat onder deze subsidie valt echter vermelden op alle facturen die buiten de dekkingsperiode worden uitgeschreven.

De originele facturen moeten vermelden dat het om een door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gefinancierde uitgave gaat; op elk origineel document moet de naam “Brussel Mobiliteit” vermeld staan.

Het volledige dossier met verantwoordingsstukken moet uiterlijk op 24/02/2027 **volgens de bovenvermelde nadere regels**. Als het dossier met verantwoordingsstukken na deze datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie en moet hij alle reeds ontvangen bedragen terugbetalen.

Op basis van het ingediende dossier met verantwoordingsstukken wordt de eindafrekening opgemaakt die het daadwerkelijk verschuldigde bedrag bepaalt. Later verzonden bijkomende verantwoordingsstukken worden bijgevolg niet in aanmerking genomen, behalve op uitdrukkelijk verzoek van de financiële controleur van Brussel Mobiliteit.

De vereffening van de verschillende schijven van deze subsidie wordt opgeschort zolang de begunstigde in voorkomend geval zijn situatie voor een vergelijkbare eerder ontvangen subsidie niet heeft geregulariseerd.

Artikel 6 - Voorlegging van de verantwoordingsstukken

Bij meerdere financieringen van verschillende oorsprong moet de begunstigde elke twijfel over de voorgelegde stukken wegnemen, zowel bij de betalingsaanvraag als bij eventuele latere controles, of het nu gaat om controles op stukken of ter plaatse.

Als een verantwoordingsstuk voorgelegd wordt aan meerdere subsidiërende overheden, moet de opsplitsing ervan over de subsidiërende overheden vooraf

aanvaard worden en op elk origineel stuk vermeld worden.

De verantwoordingsstukken moeten ofwel gekwiteerd zijn, ofwel moeten de betalingsbewijzen erbij gevoegd worden (bankrekeninguittreksels of elke andere vorm van betaalbewijs). Bij wijze van versoepeling van deze regel worden ook kopieën van de verantwoordingsstukken en van de betalingsbewijzen aanvaard.

De verantwoordingsstukken moeten chronologisch genummerd worden en voorgegaan worden door een lijst die, in de volgorde van de genummerde stukken, volgende elementen vermeldt:

- de naam van de leverancier

- de datum van het document

- het bedrag excl. btw

- het bedrag inclusief btw als deze verschuldigd is, d.w.z. daadwerkelijk betaald is.

De lijst moet afgesloten worden met een totaal en moet gedagtekend en ondertekend worden door een persoon die gemachtigd is om de begunstigde te verbinden.

Artikel 7 - Controle van de subsidies

De artikelen 165 tot 169 van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn van toepassing. De genoemde artikelen worden hieronder in extenso weergegeven:

"***Art. 165.*** *§ 1 Overeenkomstig artikel 11 van de wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door haar zonder interest verleend terugvorderbaar geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.*

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

§ 2. Geen enkele gesubsidieerde actie mag door de begunstigde of de begunstigden van de subsidie worden uitgevoerd vóór de kennisgeving van het ondertekende en gedateerde besluit tot verlening ervan en, in voorkomend geval, van de desbetreffende overeenkomst.

De Regering is gemachtigd om de uitzonderingen op dit artikel te bepalen.

§ 3. De Regering is gemachtigd om verschillende subsidietypes te bepalen in het besluit dat de begrotingscontrole regelt.

Art. 166. *Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 16 mei 2003 verleent de*

begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen ook aan iedere boekhoudkundige entiteit het recht om ter plaatse controle te doen uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

Art. 167. *Overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van het bedrag van de subsidie de begunstigde:*

1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;

2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;

3° die de in artikel 166 bedoelde controle verhindert;

4°die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 165 bedoelde verantwoordingen, dan is hij gehouden tot terugbetaling ten belope van het deel dat niet werd verantwoord.

Art. 168. *Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 16 mei 2003, kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 165 bedoelde verantwoordingen te verstrekken of zich aan de in artikel 166 bepaalde controle te onderwerpen.*

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Art. 169. *In het kader van de toekenning van subsidies gaan de rekenplichtigen van de niet-fiscale ontvangsten en de dossierbeheerders van de boekhoudkundige entiteiten vooraf na of er niet-geïnde vervallen schuldvorderingen ten gunste van hun boekhoudkundige entiteit uitstaan op een natuurlijke of rechtspersoon die een subsidie aanvraagt.*

De dossierbeheerder verzoekt de debiteur zijn schuld te vereffenen opdat de subsidie hem toegekend zou kunnen worden.

De Regering is gemachtigd om de uitzonderingen op dit artikel te bepalen."

De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: als blijkt dat de begunstigde zich op eender welke manier heeft verrijkt door het project uit te voeren, zal de terugbetaling van het overeenkomstige bedrag worden geëist.

Artikel 8 - Betalingen

De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten.

Ze gebeuren zo snel mogelijk, rekening houdend met de vereisten inherent aan de controles.

Artikel 9 - Btw

De uitgaven die in aanmerking komen voor de toegekende subsidie, zijn uitgaven

zonder btw. De btw (Belasting over de Toegevoegde Waarde) kan enkel in aanmerking komen als ze daadwerkelijk en definitief door de begunstigde wordt gedragen.

Artikel 10 - Overheidsopdrachten

De Begunstigde is onderworpen aan de bepalingen van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

Het naleven van de wet- en regelgeving met betrekking tot overheidsopdrachten door de Begunstigde vormt een voorwaarde voor de toekenning van deze subsidie, evenals zijn plicht om het Gewest de documenten en informatie te bezorgen die het vraagt. Het niet naleven ervan kan leiden tot het intrekken van nog uit te betalen subsidies en tot een verzoek tot teruggave van reeds toegekende subsidies.:

Artikel 11 - Geschillen

Alle geschillen over deze overeenkomst vallen onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

Artikel 12 - Verzoek tot wijziging

Elk verzoek tot wijziging (dekkingsperiode, de termijn voor de indiening van het verantwoordingsdossier, verdeling van het budget over de verschillende uitgavenposten) moet verplicht het voorwerp uitmaken van een verzoek tot opstelling van een addendum en dit **uiterlijk 8 weken** voor het einde van de dekkingsperiode van de subsidie. **Het addendum is enkel geldig als het door beide partijen is ondertekend vóór de dekkingsperiode van de subsidie afloopt.**

Artikel 13 - Bezorging van de documenten

Met uitzondering van de mededelingen waarin artikel 5 voorziet, moeten de partijen alle kennisgevingen of mededelingen die gedaan moeten worden op grond van deze overeenkomst geldig versturen naar de volgende adressen:

1. **Voor het gewest**

   Iris Tower

   Brussel Mobiliteit - Directie Mobiliteit en Verkeersveiligheid

   Ter attentie van de heer Bruno van Loveren, waarnemend directeur

   Sint-Lazarusplein 2

   1035 BRUSSEL

2. Voor de begunstigde

Gemeente Etterbeek

Caserneslaan 31/1

1040 Etterbeek

<u>Artikel 14 - Inwerkingtreding</u>

Deze door de partijen ondertekende overeenkomst treedt in werking op de kennisgevingsdatum van het subsidiebesluit waarbij deze overeenkomst is gevoegd.

Elke prestatie geleverd voorafgaand aan de inwerkingtreding, op eigen initiatief of als gevolg van onjuiste instructies, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

Opgesteld in Brussel, in twee exemplaren, op ……..

Voor de gemeente Etterbeek		Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest De directeur-generaal van Brussel Mobiliteit
Vincent De Wolf, Burgemeester	Annick Petit, Gemeentesecretaris	ir. Christophe Vanoerbeek

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

22.09.2025/A/0010 **Modification du règlement « subside Collations saines »**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en séance du 25 mars 2021, le Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s a approuvé la création du subside « Collations saines » visant à soutenir les ASBL etterbeekoises dans la mise à disposition de collations saines pour leurs bénéficiaires lors d'activités éducatives, sociales, ou culturelles ;

Considérant qu'en séance du 31 mai 2021, le Conseil Communal a approuvé le règlement d'octroi du subside « Collations saines » ;

Considérant le succès rencontré par ce subside auprès des ASBL etterbeekoises et les retours faits par celles-ci au sujet du règlement ;

Considérant le règlement modifié proposé par les services de la Promotion de la Santé et de la Cohésion sociale en concertation avec leurs échevins (détail des modifications en pièce jointe) ;

Que les modifications effectuées concernent :

- La temporalité du subside : l'appel à projets n'aura lieu qu'une fois par an et non deux afin de simplifier la gestion administrative et financière de celui-ci ;
- L'annulation des demandes pour les activités ponctuelles, une seule demande ayant été faite depuis la création du subside en 2021 ;
- Le changement de dénomination : « le service en charge du subside » est désormais appelé « le service concerné » pour permettre la co-gestion de l'appel à projets par plusieurs services communaux ;
- La suppression des mouvements de jeunesse et des groupements d'habitants dans les porteurs de projets potentiels, aucune demande de leur part n'ayant été faite depuis 2021, le service Animation étant en accord avec cela ;
- La dénomination des services communaux ayant changé de nom (Promotion de la Santé et Transition écologique) ;
- La suppression des services Jeunesse et Enseignement du comité de sélection, peu concernés par ce règlement, ces 2 services étant en accord avec cela ;
- La répartition des 2 tranches de paiements en 70%-30% au lieu de 80%-20% afin de faciliter la gestion financière du subside.

Considérant que le subside sera octroyé pour une année scolaire soit de septembre à août avec la diffusion de l'appel à projets en mai-juin ;

Considérant que le règlement a été relu et corrigé par une juriste de la Commune ;

DÉCIDE d'approuver la modification du règlement « subside Collations saines » telle que ci-dessous proposée.

Règlement relatif à l'octroi d'un subside « Collations Saines » aux ASBL et

associations de fait etterbeekoises pour l'achat de collations saines

Article 1 – Subside etterbeekois pour la promotion et la mise à disposition de collations saines lors d'activités à finalité sociale, éducative ou culturelle d'ASBL ou d'associations de fait.

La commune d'Etterbeek se dote d'un subside visant à promouvoir une alimentation saine et durable lors des activités à finalité sociale, éducative ou culturelle, proposées par les ASBL et les associations de fait sur le territoire communal. L'objectif de ce subside est de rendre accessible ce type d'alimentation au plus grand nombre, prioritairement aux publics qui ont peu de moyens financiers et de sensibiliser les Etterbeekoi•se•s à l'alimentation saine afin d'engendrer des changements positifs dans leurs habitudes alimentaires lesquels permettent de prévenir l'apparition de nombreuses maladies.

Article 2 – Définitions

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

- Collation saine : un repas léger qui se compose d'aliments riches en nutriments, qui permet un apport énergétique important, et contient le moins possible de sucres, sel, lipides, graisse saturée, et d'acides gras ajoutés. Une collation saine est de préférence faite maison et composée d'aliments non transformés tels que des fruits, des fruits secs, des légumes, des légumineuses ou des céréales complètes, de préférence issu•e•s de l'agriculture locale et de saison.

  Sont exclu•e•s de cette définition :

  * Les soda, les jus de fruits industriels (avec sucres ajoutés) et les boissons alcoolisées.

  * La viande et les aliments contenant de la viande transformée (saucisson, viande fumée, charcuterie, etc.) car leur consommation en trop grande quantité a des effets négatifs sur la santé, tels que l'augmentation des risques de développer des cancers, des maladies coronariennes, ou encore le diabète de type II. De plus, la production de la viande a un impact important sur l'environnement.

  * Les céréales transformées et les barres chocolatées trop riches en sucre, ainsi que les encas salés tels que les chips, ou les biscuits apéritifs dont les teneurs en sel sont excessives.

- Association sans but lucratif (ASBL) : un groupement de personnes physiques ou morales, qui a une personnalité juridique propre, indépendante de celle de ses membres ;

- Association de fait : un groupement, une association temporaire et spontanée d'individus, qui ne dispose pas d'une personnalité juridique et qui n'est pas soumise à une règlementation légale spécifique.

- Subside « Collations Saines » : le subside est destiné à soutenir les initiatives qui promeuvent une alimentation saine lors d'activités organisées sur le territoire de la commune d'Etterbeek par les ASBL ou les associations de fait. Le subside « Collations Saines » couvre en partie les dépenses liées à l'achat de collations à destination du public etterbeekois des porteur•euse•s de projet visé•e•s à l'article 3 du présent règlement et distribuées à l'occasion

d'activités sociales, éducatives ou culturelles qu'elles•ils mettent en place.

Article 3 – Conditions d'octroi du subside

§1er Les porteur•euse•s de projet sont :

- Des associations sans but lucratif ;
- Des associations de fait à finalité sociale, éducative, culturelle ;

Ils•elles doivent posséder leur siège social à Etterbeek, ou démontrer leur ancrage sur le territoire de la commune d'Etterbeek. L'activité doit être organisée à Etterbeek.

Toutes les organisations à but commercial sont exclues.

Toute demande émanant d'une association de fait doit être signée au minimum par deux représentant•e•s de ce groupement. Ceux•celles-ci s'engagent au bon suivi de l'application du présent règlement.

§2 Pour prétendre au subside institué par le présent règlement, le•la demandeur•euse devra remplir les conditions suivantes :

- Mettre en place des collations qui respectent les exigences en matière d'alimentation saine mentionnées dans l'article 2 alinéa 1 et 2 du présent règlement ;
- Être une ASBL ou une association de fait dont l'activité concernée par la demande de subside se situe sur le territoire de la Commune d'Etterbeek ; Les cofinancements sont acceptés à condition qu'ils soient mentionnés dans le dossier remis dans le cadre de la demande du subside et qu'il n'y ait pas de double financement des mêmes dépenses ;

§3 Le versement du subside sera effectué en 2 tranches après approbation des demandes par le comité de sélection et le Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s.

Article 4 – Procédure de remise des dossiers

§1er Les ASBL et les associations de fait visées aux articles 2 et 3 du présent règlement ont la possibilité de soumettre un dossier de demande de subsides à la suite d'un appel à projets annuel publié par la Commune, via le formulaire « Collations saines», accessible sur le site internet de la Commune ou envoyé à la demande par le service concerné ;

§2 Le formulaire de demande d'octroi de subsides Collations saines doit être adéquatement complété et transmis à l'administration communale à l'adresse mail collations.saines@etterbeek.brussels au plus tard à la date mentionnée sur le document relatif à l'appel à projets;

Article 5 – Procédure d'octroi du subside

§1er Les dossiers sont examinés par un comité de sélection composé :

- D'un•e membre du Service de la Promotion de la Santé ;
- D'un•e membre du Service de la Cohésion Sociale ;
- D'un•e membre du Service de la Transition écologique ;

Un quorum de 2 membres sur 3 est suffisant pour se réunir et prendre des décisions.

En aucun cas, un•e membre du comité de sélection ne pourra être membre d'une association, quelle que soit sa forme, requérant un subside.

§2 Le comité de sélection soumet des propositions motivées d'attribution des subsides au Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s.

§3 Le Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s se positionne sur l'attribution des subsides qu'il valide ou amende au besoin, sur la base de l'avis transmis par le comité de sélection visé au §1 du présent article.

§4 La décision du Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s d'approbation ou de refus du subside, est notifiée **par le service concerné** aux demandeur•euse•s. Cette notification se fait dans le mois qui suit la date de clôture des dépôts de dossier.

Article 6 – Critères d'attribution du subside

Le comité de sélection se base sur les critères suivants pour proposer ou non l'octroi du subside:

- Le caractère sain des collations proposées au public du•de la demandeur•euse, tel que défini dans l'article 2 du présent règlement.
- Le caractère durable des collations proposées au public du•de la demandeur•euse. Une attention particulière est portée sur le caractère local, équitable et saisonnier des aliments proposés ;
- La volonté du•de la demandeur•euse de conscientiser son public et d'engager chez celui-ci un changement positif dans ses habitudes alimentaires en lui apportant des informations susceptibles de le sensibiliser aux bénéfices pour la santé et l'environnement d'une alimentation saine, équilibrée et durable;
- La volonté du•de la demandeur•euse d'impliquer le public dans la préparation et/ou la gestion des collations saines (exemples : ateliers cuisine, gestion d'un « bar sain », etc.);
- Dans le cas où les demandes dépasseent le budget prévu, et dans en cas d'égalité entre deux projets, la priorité est donnée aux projets n'ayant pas bénéficié d'un autre subside communal.

Article 7 – Clause de non-discrimination

Les porteur·euse·s de projet s'engagent à ne tolérer, lors de leurs activités, aucune forme de discrimination visée dans le code bruxellois de l'égalité, lequel doit être en tout temps respecté.

Article 8 – Montant du subside accordé

§1er Dans les limites des crédits budgétaires communaux disponibles pour l'exercice en cours, le montant du subside est fixé à un maximum de 1000 euros par association. Le montant du subside octroyé est calculé en fonction notamment du nombre de participant•e•s à ces activités, de la fréquence et de la nature de celles-ci, ainsi que du nombre total de demandes de subsides enregistrées lors de l'appel. Il est demandé, dans le formulaire de demande de subside, de détailler le nombre de personnes impactées ainsi que la nature et la fréquence des activités.

§2 Un seul subside est octroyé par an par association, sauf dérogation accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s.

§3 Le subside est versé en deux tranches, une première tranche de 70% de la subvention est versée dans les 3 mois suivant l'approbation de la demande par le Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s et le solde est versé dans le mois qui suit la réception du dossier d'évaluation prévu à l'article 9, à la condition que le projet ait été réalisé tel que prévu dans le formulaire de candidature et dans le respect des exigences reprises à l'article 2.

Article 9 – Obligations du bénéficiaire du subside

§1er En vue de la liquidation de la seconde tranche du subside, le•la bénéficiaire du subside doit transmettre à la Commune un dossier d'évaluation relatif à l'état d'avancement du projet, ainsi que les justificatifs (tickets de caisses/factures et preuves de paiements) des dépenses qui prouvent le caractère sain des collations pour l'achat desquelles le subside a été dépensé, qui porte sur la période d'évaluation précitée. Ce dossier et les justificatifs doivent être transmis 3 mois avant la clôture du projet. Les derniers justificatifs sont remis lors de la clôture du projet.

§2 En bénéficiant du subside, le•la demandeur•euse s'engage à participer à un atelier organisé et financé par la Commune, au sein de la structure bénéficiant de ce subside, afin qu'un•e professionnel•le de la nutrition prodigue des conseils relatifs à l'alimentation saine et durable à la fois au personnel de l'association et à son public. Cette prestation est également destinée à permettre un échange sur les denrées achetées et les recettes utilisées, afin de vérifier l'adéquation de celles-ci sur le plan nutritionnel. Le service communal concerné organisera ces ateliers dans la mesure du possible dans un délai de 3 mois après l'octroi des subsides.

Dans le cas où des organismes bénéficient du subside pendant plusieurs années consécutives, cet atelier est organisé et financé par la commune pendant 3 ans.

§4 La•le bénéficiaire du subside s'engage à rembourser partiellement ou totalement (selon la demande du Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s) la somme perçue en cas de non-exécution totale ou partielle du projet ou de l'utilisation du subside d'une manière non propice à atteindre l'objectif auquel le gestionnaire du projet s'est engagé, à savoir promouvoir une alimentation saine par la mise à disposition de collations saines.

Article 10 – Protection des données

§ 1. Les données personnelles communiquées dans le formulaire ne seront utilisées à d'autres fins que celles de traiter les demandes introduites suite à l'appel à projets et d'accompagner les réalisations des projets.

§ 2. Aucune donnée ne sera partagée avec des tiers sans le consentement qui sera demandé le cas échéant.

§ 3. Les porteur•euse•s de projet peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification de leurs données en envoyant un mail à collations.saines@etterbeek.brussels ou par courrier postal à l'administration communale à l'attention du service concerné.

Article 11 – Litiges

Tout conflit d'interprétation des présentes dispositions sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s pour décision.

Article 12 – Entrée en vigueur

Le présent règlement, approuvé au Conseil communal du 22.09.2025 entre en vigueur le 23.09.2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Wijziging van het reglement "Subsidie gezonde tussendoortjes"

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 25 maart 2021 de invoering van de subsidie "Gezonde tussendoortjes" heeft goedgekeurd om Etterbeekse vzw's te steunen om gezonde tussendoortjes aan te bieden aan hun begunstigden tijdens educatieve, sociale en culturele activiteiten;

overwegende dat de gemeenteraad het reglement voor de toekenning van de subsidie "Gezonde tussendoortjes" heeft goedgekeurd in zijn zitting van 31 mei 2021;

overwegende dat deze subsidie veel succes heeft bij de Etterbeekse vzw en dat zij feedback geven over het reglement;

gelet op het gewijzigde reglement dat de diensten Gezondheidsbevordering en Sociale Cohesie voorstellen in overleg met hun schepenen (detail van de wijzigingen in bijlage);

overwegende dat de volgende wijzigingen werden aangebracht:

- Tijdsplanning van de subsidie: de projectoproep vindt slechts een keer per jaar plaats in plaats van twee keer om het administratieve en financiële beheer te vereenvoudigen.

- Schrapping van aanvragen voor eenmalige activiteiten: slechts één aanvraag is ingediend sinds de invoering van de subsidie in 2021.

- Benaming van de dienst die verantwoordelijk is voor de subsidie: de dienst wordt aangeduid als "betrokken dienst" om de gezamenlijke coördinatie van de projectoproep door meerdere gemeentediensten mogelijk te maken.

- Schrapping van jeugdbewegingen en bewonersgroepen als potentiële projectdragers: sinds 2021 is er geen aanvraag van deze groepen geweest.

- Naamswijziging van gemeentediensten: de diensten "Gezondheidsbevordering" en "Ecologische Transitie" hebben een nieuwe benaming gekregen.

- Schrapping van de diensten Jeugd en Onderwijs uit het selectiecomité: deze twee diensten hebben een beperkte betrokkenheid bij dit reglement (deze twee diensten zijn hiermee akkoord).

- Herverdeling van de twee betalingsschijven: in plaats van de vorige verdeling van 80%-20% wordt de nieuwe verdeling 70%-30%, om het financiële beheer van de subsidie te vergemakkelijken.

overwegende dat de subsidie wordt toegekend voor een schooljaar, van september tot augustus, en dat de projectoproep wordt verspreid in mei en juni;

overwegende dat het reglement is nagelezen en gecorrigeerd door een jurist van de gemeente;

BESLIST om het aangepaste reglement “Subsidie gezonde tussendoortjes” goed te keuren.

Reglement over de toekenning van een subsidie “Gezonde tussendoortjes” aan Etterbeekse vzw's en feitelijke verenigingen voor de aankoop van gezonde tussendoortjes

Artikel 1 – Etterbeekse subsidie voor het promoten en het aanbieden van gezonde tussendoortjes tijdens activiteiten met een sociaal, educatief of cultureel doel van vzw's of feitelijke verenigingen.

De gemeente Etterbeek heeft een subsidie in het leven geroepen om gezonde en duurzame voeding te promoten tijdens activiteiten met een sociaal, educatief of cultureel doel die worden georganiseerd door vzw's en feitelijke verenigingen in de gemeente. Het doel van deze subsidie is dit soort voeding voor zoveel mogelijk mensen toegankelijk te maken, vooral voor mensen met weinig financiële middelen en om de Etterbekenaren bewust te maken van gezonde voeding. Op die manier wil de gemeente positieve veranderingen in hun eetgewoonten teweegbrengen en ziekten helpen voorkomen.

Artikel 2 – Definities

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

- Gezond tussendoortje: dit is een lichte maaltijd die is samengesteld uit voedingsrijke voedingsmiddelen, een hoge energie-inname mogelijk maakt en zo weinig mogelijk suiker, zout, vetstoffen, verzadigd vet en toegevoegde vetzuren bevat. Een gezond tussendoortje is bij voorkeur huisgemaakt en bevat onbewerkte voedingsmiddelen zoals fruit, gedroogde vruchten, groenten, peulvruchten of volle granen, bij voorkeur afkomstig van lokale en seizoensgebonden landbouw.

  Zijn uitgesloten van die definitie:
  - Frisdranken, industriële (met toegevoegde suikers) vruchtensappen en alcoholische dranken.
  - Vlees en voedingsmiddelen die bewerkt vlees bevatten (worst, gerookt vlees, vleeswaren, enzovoort), omdat hun consumptie in te grote hoeveelheden negatieve gevolgen heeft voor de gezondheid, zoals een verhoogd risico op kanker, kransslagaderaandoeningen en diabetes type II. Bovendien heeft de productie van vlees een grote impact op het milieu.
  - Bewerkte granen en chocoladerepen met een te hoog suikergehalte en zoute snacks, zoals chips en aperitiefkoekjes met een te hoog zoutgehalte.

- Vereniging zonder winstoogmerk (vzw): groep van natuurlijke of rechtspersonen met een eigen rechtspersoonlijkheid, die losstaat van die van haar leden, die een belangeloos doel nastreeft in de gemeente Etterbeek.
- Feitelijke vereniging: een groep, een tijdelijke en spontane vereniging van personen zonder rechtspersoonlijkheid die niet aan een specifieke wettelijke regeling is onderworpen.

- Subsidie “Gezonde tussendoortjes”: de subsidie is bedoeld om initiatieven te steunen die gezonde voeding promoten tijdens activiteiten die worden

georganiseerd door vzw's of feitelijke verenigingen in van de gemeente Etterbeek. De subsidie “Gezonde tussendoortjes” dekt een deel van de uitgaven voor de aankoop van tussendoortjes voor het Etterbeekse publiek van de projectdragers bedoeld in artikel 3 van dit reglement. Die tussendoortjes worden uitgedeeld tijdens de sociale, educatieve of culturele activiteiten die de projectdragers organiseren.

Artikel 3 – Voorwaarden voor de toekenning van de subsidie

§1. De projectdragers zijn:

- Verenigingen zonder winstoogmerk;
- Feitelijke verenigingen met een sociaal, educatief, cultureel oogmerk;

Zij moeten hun maatschappelijke zetel in Etterbeek hebben of hun verankering in de gemeente Etterbeek aantonen. De activiteit moet plaatsvinden in Etterbeek.

Commerciële organisaties zijn uitgesloten.

Als een feitelijke vereniging de subsidie aanvraagt, moeten minstens twee vertegenwoordigers van de vereniging de aanvraag ondertekenen. Zij verbinden zich tot een correcte toepassing van dit reglement.

§2. Om aanspraak te maken op de subsidie die dit reglement invoert, moet de aanvrager aan de volgende voorwaarden voldoen:

- Tussendoortjes aanbieden die voldoen aan de criteria voor gezonde voeding uit artikel 2, alinea 1 en 2 van dit reglement.
- Een vzw of een feitelijke vereniging zijn waarvan de activiteit waarvoor de subsidie wordt aangevraagd in Etterbeek plaatsvindt. Medefinanciering wordt aanvaard op voorwaarde dat ze wordt vermeld in de subsidieaanvraag en dat er geen dubbele financiering van dezelfde uitgaven is.

§3. De subsidie wordt in twee schijven betaald na goedkeuring van de aanvraag door het selectiecomité en het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 4 – Indiening van dossiers

§1. De vzw’s en feitelijke verenigingen uit artikels 2 en 3 van dit reglement kunnen een aanvraagdossier indienen naar aanleiding van een jaarlijkse projectoproep die de gemeente publiceert, via het formulier “Gezonde tussendoortjes”, dat op de website van de gemeente staat of dat de betrokken dienst opstuurt.

Aanvragers moeten het aanvraagformulier “Subsidie gezonde tussendoortjes” invullen en aan de gemeente bezorgen via e-mail naar gezonde.tussendoortjes@etterbeek.brussels en dat ten laatste op de datum vermeld in de projectoproep.

Artikel 5 – Toekenning van de subsidie

§1. Een selectiecomité onderzoekt de dossiers. Dat comité bestaat uit:

- Een medewerker van de dienst Gezondheidsbevordering,
- Een medewerker van de dienst Sociale Cohesie,
- Een medewerker van de dienst Ecologische Transitie,

Een quorum van 2 van de 3 leden is voldoende om te vergaderen en beslissingen te nemen. Een lid van het selectiecomité lid mag in geen enkel geval lid zijn van een vereniging, van welke vorm ook, die een subsidie aanvraagt.

§2. Het selectiecomité legt gemotiveerde voorstellen voor de toekenning van de subsidie voor aan het college van burgemeester en schepenen.

§3. Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing over de toekenning van de subsidies, die het bevestigt of indien nodig wijzigt, op basis van het advies van het selectiecomité uit §1 van dit artikel.

§4. De betrokken dienst brengt de aanvragers op de hoogte van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen (goedkeuring of weigering van de subsidie). Dat doet de dienst binnen een maand na de uiterste datum voor de indiening van de dossiers.

Artikel 6 – Toekenningscriteria

Het selectiecomité baseert zich op de volgende criteria om een voorstel te doen over het al dan niet toekennen van de subsidie:

- Het gezonde karakter van de tussendoortjes die de aanvrager aanbiedt aan zijn publiek, zoals omschreven in artikel 2 van dit reglement.
- Het duurzame karakter van de tussendoortjes die de aanvrager aanbiedt aan zijn publiek. Bijzondere aandacht gaat naar het lokale, eerlijke en seizoensgebonden karakter van de aangeboden voedingsmiddelen.
- De intentie van de aanvrager om zijn publiek bewustzijn bij te brengen en om bij zijn publiekeen positieve verandering in de eetgewoonten teweeg te brengen door het informatie te geven die bewustzijn bijbrengt over de voordelen die een gezonde, evenwichtige en duurzame voeding heeft op de gezondheid en het milieu.
- De intentie van de aanvrager om het publiek te betrekken bij de bereiding en/of het beheer van gezonde tussendoortjes (bijvoorbeeld: kookworkshops, een “gezonde bar”, enzovoort).
- Als er meer aanvragen zouden zijn dan dat er budget is, en als twee projecten een gelijk aantal stemmen hebben, krijgen projecten die nog geen andere subsidie van de gemeente hebben gekregen voorrang.

Artikel 7 – Non-discriminatieclausule

De projectdragers verbinden zich ertoe om tijdens hun activiteiten geen enkele vorm van discriminatie te tolereren zoals bedoeld in het Brusselse gelijkheidswetboek, dat te allen tijde moet worden nageleefd.

Artikel 8 – Bedrag van de subsidie

§1. Afhankelijk van de beschikbare middelen in de gemeentebegroting tijdens het lopende begrotingsjaar bedraagt de subsidie maximaal 1.000 euro per vereniging. Het bedrag wordt berekend in functie van het aantal deelnemers aan die activiteiten, de frequentie ervan en het totaalaantal subsidieaanvragen tijdens de projectoproep. In het aanvraagformulier voor de subsidie wordt specifiek gevraagd om het aantal betrokken personen en de aard en frequentie van de activiteiten gedetailleerd te beschrijven.

§2. Per jaar wordt slechts één subsidie toegekend per vereniging, tenzij het college van burgemeester en schepenen een afwijking toestaat.

§3. De subsidie wordt in twee schijven betaald. Een eerste schijf 70% van de subsidie wordt betaald binnen 3 maanden na goedkeuring van de aanvraag door het college van burgemeester en schepenen. De tweede schijf wordt betaald binnen een maand na ontvangst van het evaluatiedossier bedoeld in artikel 9 op voorwaarde dat het project is uitgevoerd zoals gepland op het kandidatuurformulier en volgens de eisen uit artikel 2.

Artikel 9 – Verplichtingen van de begunstigde van de subsidie
§1. Voor de betaling van de tweede schijf van de subsidie moet de begunstigde van de subsidie aan de gemeente een evaluatiedossier bezorgen over de voortgang van het project. Daarnaast moet de begunstigde bewijsstukken (kassatickets, factuur, betalingsbewijs) indienen van de uitgaven. Dat evaluatiedossier en de bewijsstukken van de uitgaven moeten worden opgestuurd binnen 3 maanden voor het einde van het project. De laatste bewijsstukken worden opgestuurd aan het einde van het project.

§3. Door de subsidie te ontvangen, verbindt de aanvrager zich ertoe deel te nemen aan een workshop die de gemeente organiseert en financiert bij de vereniging die deze subsidie ontvangt. Die workshop is ook bedoeld om de aangekochte voedingsmiddelen en de gebruikte recepten te bespreken om er zeker van te zijn dat ze geschikt zijn. De betrokken gemeentedienst organiseert die workshops in de mate van het mogelijke binnen 3 maanden na toekenning van de subsidie.
Als de vereniging de subsidie meerdere opeenvolgende jaren ontvangt, organiseert en financiert de gemeente deze workshop gedurende 3 jaar.

§4. De begunstigde van de subsidie verbindt zich ertoe het ontvangen bedrag geheel of gedeeltelijk (volgens de vraag van het college van burgemeester en schepenen) terug te betalen als hij het volledig of gedeeltelijk niet uitvoert of als hij de subsidie niet gebruikt op een manier om de doelstellingen te bereiken waartoe hij zich heeft verbonden, namelijk het promoten van gezonde voeding door gezonde tussendoortjes aan te bieden.

Artikel 10 – Gegevensbescherming
§1. De gegevens uit het formulier worden enkel gebruikt om de aanvragen te verwerken die werden ingediend naar aanleiding van de projectoproep en om de projecten uit te voeren.
§2. Er worden geen gegevens gedeeld met derden zonder toestemming, die zo nodig gevraagd zal worden.
§3. Projectdragers kunnen hun recht op toegang en verbetering van hun gegevens uitoefenen door een e-mail te sturen naar gezonde.tussendoortjes@etterbeek.brussels of per brief naar het gemeentebestuur ter attentie van de betrokken dienst.

Artikel 11 – Geschillen
Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing als er geschillen zijn over de interpretatie van dit reglement.

Artikel 12 – Inwerkingtreding
Dit reglement, dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 22.09.2025, treedt in werking op 23.09.2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Règlement Collations saines 2025_corrections_NL.pdf, Règlement Collations saines

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

22.09.2025/A/0011 **Arrêté organique pour le personnel ouvrier et de maîtrise - Annexe I - Personnel de charge - Modification.**

Le Conseil,

Revu sa délibération sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. 005-97/11749-iv) ;

Vu l'arrêté organique pour le personnel ouvrier et de maîtrise et en particulier l'article 7 de l'Annexe I – Du personnel de charge ;

Considérant que ledit article prévoit que le personnel de charge est assimilé au grade d'ouvrier auxiliaire – niveau E ;

Vu la décision du Conseil communal du 26 juin 2023 décidant de modifier l'arrêté organique pour le personnel ouvrier et de maîtrise et en particulier l'Annexe VI – Tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades ;

Considérant que sur base des nouvelles dispositions prévues à l'arrêté organique pour le personnel ouvrier et de maîtrise il est possible à un ouvrier auxiliaire de niveau E d'accéder au grade d'ouvrier à condition de compter minimum 5 ans d'ancienneté dans le niveau E/E4 et moyennant deux évaluations positives successives et d'un avis favorable dûment motivé du responsable hiérarchique ;

Considérant qu'il serait opportun de prévoir des mesures similaires pour le personnel de charge ;

Considérant que ce passage du niveau E vers le niveau D pour le personnel de charge se fera graduellement sur une période de trois ans ;

Considérant qu'il est, dès lors, nécessaire de revoir l'article 7 de l'Annexe I – Personnel de charge de l'Arrêté organique pour le personnel ouvrier et de maîtrise ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumise à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les article 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE de modifier l'article 7 de l'Annexe I – Personnel de charge de l'Arrêté organique pour le personnel ouvrier et de maîtrise comme suit :

ANNEXE I – PERSONNEL DE CHARGE

Ancien texte

Article 7. - Le personnel de charge est assimilé au grade d'ouvrier auxiliaire – niveau E 1

- Il bénéficiera du supplement de traitement "code E 2" après 9 ans d'ancienneté de service

effectif reserve d'évaluation positive et du supplément de traitement "code E 3" après 18

ans d'ancienneté de service effectif sous reserve d'évaluation positive et est dispensé de

formation continuée. Toutefois, la carrière accélérée pourra être octroyée en cas de

formation professionnelle.

Nouveau texte

Article 7. - Le personnel de charge est assimilé au grade d'ouvrier auxiliaire – niveau E

Toutefois, après minimum 5 ans de service effectif dans le niveau E/ E4 l'agent pourra

bénéficier d'une promotion ou d'un changement de niveau vers le niveau D moyennant

deux évaluations positives successives et l'avis favorable dûment motive du responsible

hiérarchique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Organiek besluit voor het werklieden- en meesterschapspersoneel - Bijlage I - Lastenpersoneel - Wijziging.

De gemeenteraad,

gezien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

gezien het organiek besluit voor het werklieden- en meesterschapspersoneel en in het bijzonder artikel 7 van Bijlage I – Over het lastenpersoneel;

overwegende dat het genoemde artikel voorziet dat het lastenpersoneel wordt gelijkgesteld met de graad van hulpwerkman (-vrouw) - niveau E;

gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van 26 juni 2023 beslissende om het organiek besluit voor het werklieden- en meesterschapspersoneel te wijzigen en in het

bijzonder Bijlage VI – Tabel van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en tot de graden;

overwegende dat op basis van de nieuwe bepalingen voorzien in het organiek besluit voor het werklieden- en meesterschapspersoneel het mogelijk is voor een hulpwerkman (-vrouw) van niveau E om toegang te hebben tot de graad van werkman (-vrouw) niveau D op voorwaarde van minimum 5 jaar anciënniteit te tellen in het niveau E/E4 en onder voorbehoud van twee opeenvolgende gunstige evaluaties en een gunstig gemotiveerd advies van de hiërarchische verantwoordelijke;

overwegende dat het passend zou zijn om gelijkaardige maatregelen te voorzien voor het lastenpersoneel;

overwegende dat deze overgang van niveau E naar niveau D voor het lastenpersoneel geleidelijk zal gebeuren over een periode van drie jaar;

overwegende dat het daarom noodzakelijk is om artikel 7 van Bijlage I – Over het lastenpersoneel van het organiek besluit voor het werklieden- en meesterschapspersoneel te herzien;

overwegende dat er over het ontwerp van deze beraadslaging onderhandeld werd met de representatieve vakbondsorganisaties waarvan protocol in de bijlage;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST om artikel 7 van Bijlage I – Over het lastenpersoneel van het organiek besluit voor het werklieden- en meesterschapspersoneel te wijzigen als volgt :

BIJLAGE I – LASTENPERSONEEL

Oude versie

Artikel 7. – Het lastenpersoneel wordt gelijkgesteld met de graad van hulpwerkman (vrouw) – niveau E 1.

- Hij zal genieten van het weddesupplement “Code E 2” na 9 jaar dienstanciënniteit onder voorbehoud van een

gunstige evaluatie en van het weddesupplement “Code E 3” na 18 jaar werkelijke dienstanciënniteit onder

voorbehoud van een gunstige evaluatie en wordt vrijgesteld van de doorlopende vorming. Echter, de versnelde

loopbaan zal toegestaan worden in het geval van beroepsvorming.

Nieuwe versie

Artikel 7. – Het lastenpersoneel wordt gelijkgesteld met de graad van hulpwerkman (vrouw) – niveau E.

- Echter, na minimum 5 jaar effectieve dienst in het niveau E/E4 zal het personeelslid kunnen genieten van een

bevordering of van een niveauverandering naar niveau D mits twee opeenvolgende gunstige evaluaties en een

gunstig voldoende gemotiveerd advies van de hiërarchische verantwoordelijke.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
00206BF43303250724111201.pdf, Document_Notif01_pas d'objection T31486006768785596184 8.pdf

---

Tutelle CPAS - OCMW toezicht

22.09.2025/A/0012 **CPAS - Compte 2023**

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

OCMW - Rekening 2023

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
Bilan.docx, Compte+de+résultats.docx, compte+budget+-+Version+définitive.(1).docx, Comité de concertation Commune - CPAS - PV 10.09.2025.pdf

---

22.09.2025/A/0013 **CPAS - Budget 2025 et plan triennal 2025-2027**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS, et notamment ses articles 24, 26bis, 72, 73 et 88 ;

Vu l'avis favorable du comité de direction du CPAS rendu lors de sa réunion du 6 juin 2025 sur l'avant-projet de budget 2025 ;

Vu l'avis favorable du comité technique rendu lors de ses réunions des 10 juin et 10 septembre 2025 ;

Vu l'avis favorable du comité de concertation Commune–CPAS émis lors de sa réunion du 10 septembre 2025 ;

Vu l'arrêté du 4 juillet 2025 des membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, chargés de la politique d'aide aux personnes, portant annulation de la délibération 105/23.06.2025/A/0006 par laquelle le Conseil avait initialement approuvé le budget 2025 et ses annexes, parmi lesquels le plan triennal 2025–2027 ;

Attendu que le Conseil de l'action sociale arrête chaque année, pour

l'exercice suivant, le budget des recettes et des dépenses du Centre, auquel doivent être joints une note de politique générale et le rapport visé à l'article 26bis, § 5, de la loi organique ;

Attendu qu'un plan triennal doit être joint au budget de la première et de la quatrième année de la législature, comprenant une note d'orientation et un plan de gestion ;

Attendu que le programme de politique générale, annexé au premier plan triennal de la législature, expose les priorités politiques et les moyens budgétaires y consacrés ;

Attendu que le budget 2025 et ses annexes avaient été approuvés une première fois par le Conseil de l'action sociale en sa séance du 23 juin 2025 ainsi que par le Conseil communal en sa séance du 23 juin 2025;

Attendu que cette délibération a été annulée par l'arrêté précité au motif que le compte 2023 n'avait pas été préalablement approuvé;

Attendu que le compte 2023 du Centre a été adopté par le Conseil de l'action sociale en sa séance du 22 septembre 2025 et qu'il est, en date du même jour, soumis à l'approbation du Conseil communal, statuant en première autorité de tutelle ;

Considérant que le moyen ayant fondé l'annulation de la décision du 23 juin 2025 a disparu ;

DÉCIDE :
D'approuver la délibération du Conseil de l'action sociale du 22 septembre 2025 approuvant le budget 2025 et ses annexes, parmi lesquels le plan triennal 2025–2027.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 24 votes positifs, 7 abstentions.
Abstentions : Caroline Joway, Audrey Petit, Pieterjan Vanden Boer, Thibault Deleixhe, Delphine Cordier, Athenais Cazalis de Fondouce, Helena Ruiz Fabra.

OCMW - Begroting 2025 en driejarig financieringsplan 2025-2027

De gemeenteraad,

gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, in het bijzonder artikels 24, 26bis, 72, 73 en 88;

gelet op het gunstig advies van het directiecomité van het OCMW tijdens de vergadering van 6 juni 2025 over het voorontwerp van de begroting 2025;

gelet op het gunstig advies van het technisch comité tijdens de vergaderingen van 10 juni en 10 september 2025;

gelet op het gunstig advies van het overlegcomité gemeente-OCMW tijdens de vergadering van 10 september 2025;

gelet op het besluit van 4 juli 2025 van de leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor het beleid inzake

bijstand aan personen, tot nietigverklaring van de beraadslaging 105/23.06.2025/A/0006 waarmee de raad oorspronkelijk de begroting 2025 en haar bijlagen, waaronder het driejarenplan 2025-2027, had goedgekeurd;

overwegende dat de raad voor maatschappelijk welzijn elk jaar voor het volgende begrotingsjaar de begroting van de inkomsten en uitgaven van het Centrum vaststelt, waaraan een algemene beleidsnota en het in artikel 26bis, § 5, van de organieke wet bedoelde verslag moeten worden toegevoegd;

overwegende dat het driejarenplan bij de begroting moet worden gevoegd van het eerste en het vierde jaar van de legislatuur, met inbegrip van een oriëntatienota en een beheerplan;

overwegende dat het algemene beleidsprogramma, bijgevoegd bij het eerste driejarenplan van de legislatuur, de beleidsprioriteiten en daarbij horende budgettaire middelen bevat;

overwegende dat de begroting 2025 en haar bijlagen een eerste keer werden goedgekeurd door de raad voor maatschappelijk welzijn in zijn zitting van 23 juni 2025 2025 en door de gemeenteraad in zijn zitting van 23 juni 2025;

overwegende dat die beraadslaging nietig werd verklaard door het bovengenoemde besluit omdat de rekening 2023 niet vooraf werd goedgekeurd;

overwegende dat de rekening 2023 van het centrum werd goedgekeurd door de raad voor maatschappelijk welzijn in zijn zitting van 22 september 2025, en dat die, op dezelfde dag, ter goedkeuring werd voorgelegd aan de gemeenteraad, die als eerste toezichthoudende instantie een beslissing neemt;

overwegende dat de grond waarop de nietigverklaring van het besluit van 23 juni 2025 was gebaseerd, is verdwenen;

BESLIST:

om de beraadslaging van de raad voor maatschappelijk welzijn van 22 september 2025 tot goedkeuring van de begroting 2025 en haar bijlagen, waaronder het driejarenplan 2025-2027, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 24 positieve stemmen, 7 onthoudingen.
Onthoudingen : Caroline Joway, Audrey Petit, Pieterjan Vanden Boer, Thibault Deleixhe, Delphine Cordier, Athenais Cazalis de Fondouce, Helena Ruiz Fabra.

10 annexes / 10 bijlagen
B.2025_Note+explicative (1).pdf, DGP+CPAS+2025-2030.pdf, B.+2025_Avis+groupe+techique+(signé).pdf, 14_Annexe_Bijlage_B1_B3.xlsx, B.+2025+-+Emprunts.xlsx, B.+2025+-+Programme+investissement+++financement.xlsx, Rapport+économies+d'échelle (1).pdf, Note+explicative+-+Plan+financier+2025-2027.pdf, Budget+2025+-+Version+finale.pdf, 14_Annexe_Bijlage_P1_P6.xlsx

---

Service de prévention - Preventiedienst

22.09.2025/A/0014 **Conclusion d'une convention entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la commune d'Etterbeek pour l'année 2025/Approbation.**

Le Conseil communal,

Considérant que les Contrats de Sécurité et de Prévention successifs conclus depuis 1994 entre l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et la Commune d'Etterbeek, prévoient un budget de 5.684,29 euros à rétrocéder à l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes ;

Considérant que le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2025 conclu entre le Ministère de l'Intérieur et notre Commune ne déroge pas à ce principe ;

Considérant que cette rétrocession équivaut en fait à une subvention communale en faveur d'une asbl;

Considérant que toute subvention doit faire l'objet d'une convention liant les parties et précisant les droits et obligations de chacune d'entre elles,

DECIDE dapprouver la conclusion de la convention 2025 entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la Commune d'Etterbeek, ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

CONVENTION

ENTRE

La commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Monsieur **De Wolf**, Bourgmestre et Madame **PETIT**, Secrétaire communale, en exécution d'une délibération du Conseil communal du ....

ET

L'a.s.b.l. Transit, ayant son siège rue Stephenson 96 à 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur **MOLS**, Président et Monsieur **Delhauteur**, Trésorier.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Dans le cadre du plan stratégique de sécurité et de prévention, conclu entre l'Etat fédéral et la commune d'Etterbeek, l'a.s.b.l. Transit, a pour mission :

§ D'être un centre de crise d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical ;

§ D'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7.

§ D'être un centre d'accueil et d'orientation ;

§ De proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;

§ D'accompagner les usagers de drogue(s) dans les démarches nécessaires à l'amélioration

de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration sociale.

Pour ce faire un subside de € 5.684,29 est octroyé par l'Etat fédéral.

Article 2

L'a.s.b.l. Transit engagera le personnel nécessaire pour exécuter sa mission. Elle est le prestataire de service et l'employeur administratif du personnel engagé.

Article 3

La commune d'Etterbeek s'engage à rétrocéder, à l'a.s.b.l. Transit le montant du subside qui lui est alloué par l'autorité subsidiante, aux fins d'exécuter sa mission.

Article 4

La commune d'Etterbeek s'engage à liquider au profit de l'a.s.b.l. Transit, et ce sur base d'une déclaration de créance établie par l'asbl, une avance de 80% du montant du subside octroyé par l'Etat fédéral. Le solde de 20% sera versé sur présentation du bilan comptable approuvé par l'assemblée générale annuelle et du P.V. de ladite assemblée.

Article 5

Le dossier des pièces justificatives concernant les dépenses imputées, tant en matière de frais de personnel qu'en matière de frais de fonctionnement, sera effectuée par l'a.s.b.l. Transit, conformément aux directives financières du plan stratégique de sécurité et de prévention émises par le Ministère de l'Intérieur. Ce dossier sera tenu à disposition de l'Administration du SPF Intérieur au siège de l'a.s.b.l. Transit.

Article 6

Tout ou partie du montant versé par la commune d'Etterbeek à l'asbl Transit, et non couvert par des pièces justificatives valables, sera ultérieurement restitué à la commune d'Etterbeek qui en fait l'avance.

Article 7

Cette convention est valable pour l'année **2025** et annule les conventions précédentes, conclues entre l'a.s.b.l. Transit et la commune d'Etterbeek. La présente convention pourra être reconduite chaque année, conformément à la durée du subside accordée par l'autorité subsidiante.

Article 8

L'asbl Transit s'engage à appliquer toutes les mesures nécessaires afin de permettre le contrôle tel que le défini par l'autorité subsidiante.

Article 9

Les deux parties s'engagent à mener à bien cet accord. En cas de litiges issus de cet accord, seul le Tribunal Civil sera habilité à statuer sur les différends.

Article 10

Dans le cas où l'asbl Transit ne respecterait pas les principes évoqués dans l'article 1, la commune d'Etterbeek se réserve le droit de résilier cette convention.

Cette convention a été rédigée à Etterbeek, en quatre exemplaires.

Par la présente, chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Etterbeek, le ……**2025**.

Pour l'a.s.b.l. Transit

Le Président, Le Trésorier,

Pierre MOLS
Baptiste Delhauteur

Pour la Commune d'Etterbeek

Pour le Collège,

La Secrétaire Communale, Le Bourgmestre,

Madame **PETIT**
Monsieur **De Wolf**

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Afsluiting van een overeenkomst tussen de TRANSIT vzw voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de gemeente Etterbeek voor het jaar 2025/Goedkeuring.

De Gemeenteraad,

overwegende dat de achtereenvolgende veiligheids- en preventie contracten afgesloten sinds 1994 tussen de belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Gemeente Etterbeek systematisch een begroting van 5.684,29 euros voorzien aan de vzw TRANSIT voor ontvangst en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden;

overwegende dat het Strategische veiligheids en preventieplan 2025 afgesloten tussen het Ministerie van Binnenlandse Zaken en onze gemeente van dit principe niet afwijkt;

overwegende dat deze teruggave daarom een gemeentelijke subsidie ten bate van een vzw betekent;

overwegende dat elke subsidiering het voorwerp moet uitmaken van de conclusie van een overeenkomst die de partijen verbind en de rechten en plichten van elk van beiden verduidelijkt;

BESLIST de conclusie van de hierbijgevoegde overeenkomst 2025 tussen vzw TRANSIT voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de Gemeente Etterbeek goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

OVEREENKOMST

TUSSEN

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam handelen De Heer **De Wolf**, Burgemeester, en Mevrouw **PETIT**, Gemeentesecretaris, in uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van ……..

EN

De v.z.w. Transit, gelegen Stephensonstraat 96 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de Heer **MOLS**, Voorzitter, en de Heer **Delhauteur**, penningmeester.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1

In het kader van de strategische veiligheids-en preventieplannen, afgesloten tussen de Federale Staat en de gemeente Etterbeek, vervult de v.z.w. Transit de volgende opdracht:

§ Functioneren als opvang-en crisiscentrum voor druggebruikers, aangehouden door politiediensten of doorgestuurd door gemeentelijke diensten of het sociaal-medisch netwerk;

§ Een laagdrempelig crisisopvangcentrum zijn met verblijf van korte duur, toegankelijk 7 dagen per week en 24 uur op 24.

§ Een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn;

§ Sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden;

§ Druggebruikers begeleiden bij het regulariseren van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie.

Hiervoor kent de Federale Staat een subsidie toe van € 5.684,29.

Artikel 2

De v.z.w. Transit zal het nodige personeel aanwerven. Zij is de prestatieplichtige en de administratieve werkgever van het aangeworven personeel.

Artikel 3

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om deze subsidie over te maken aan de v.z.w. Transit.

Artikel 4

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om een voorschot, ten bedrage van 80% van de totale door de Federale Staat toegekende subsidie, over te maken aan de v.z.w. Transit en dit op basis van een attest van schuldvordering opgemaakt door de v.z.w. Transit. Het saldo van 20% zal gestort worden na voorlegging van de boekhoudkundige balans goedgekeurd door de Jaarlijkse Algemene Vergadering en het proces-verbaal van deze laatste.

Artikel 5

Het dossier van de rechtvaardigingsstukken betreffende de uitgaven geboekt zowel voor de personeelskosten als voor de werkingsmiddelen, zullen door de v.z.w. Transit uitgevoerd

worden overeenkomstig de financiële richtlijnen van de strategische veiligheids-en preventieplannen uitgevaardigd door het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Dit dossier zal ter beschikking worden gesteld van de Administratie van de Federale Overheidsdienst Interieur in de lokalen van de v.z.w. Transit.

Artikel 6

Uitgaven die niet gedekt zijn door geldige rechtvaardigingsstukken, zullen later aan de gemeente Etterbeek, die het heeft voorgeschoten, terugbetaald worden.

Artikel 7

Deze overeenkomst geldt voor het jaar **2025** en vervangt alle vorige overeenkomsten tussen de v.zw. Transit en de gemeente Etterbeek. De huidige overeenkomst kan jaarlijks verlengd worden, overeenkomstig de duur van de subsidies toegekend door de subsidiërende overheid.

Artikel 8

De v.z.w. Transit verbindt zich ertoe om alle nodige maatregelen te treffen teneinde de controle, zoals omschreven door de subsidiërende overheid, mogelijk te maken.

Artikel 9

Beide partijen verbinden zich ertoe om deze overeenkomst na te leven. Eventuele geschillen zullen enkel door de burgerlijke rechtbank beslecht kunnen worden.

Artikel 10

Mocht de v.z.w. Transit de principes zoals uiteengezet in artikel 1 niet naleven, behoudt de gemeente Etterbeek zich het recht om deze overeenkomst te ontbinden.

Deze overeenkomst werd opgemaakt te Brussel, in vier exemplaren.

Elk der contractanten verklaart hierbij een exemplaar ontvangen te hebben.

Etterbeek, ……**2025**.

Voor de v.z.w. Transit

De Voorzitter, De Penningmeester,

Pierre MOLS
Baptiste Delhauteur

Voor de Gemeente Etterbeek

Voor het College,

De Gemeentesecretaris, De Burgemeester,

Mevrouw **PETIT** De
Heer **De Wolf**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

22.09.2025/A/0015 **Convention de subventionnement entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et la Commune d'Etterbeek concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2024/Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 du Ministère de la Justice modifié par l'arrêté royal du 26 décembre 2015, déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité ;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 2024 accordant une allocation financière aux organismes pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour l'année 2024 ;

Attendu qu'aux termes de ces arrêtés notre commune a procédé à l'engagement d'un travailleur universitaire à temps plein chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Attendu qu'à cet effet une convention est établie chaque année entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et notre Commune ;

Vu la convention de subventionnement 2024 transmise le 11 juin 2025,

DECIDE dapprouver la conclusion de la convention de subventionnement entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et la Commune d'Etterbeek concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2024, ci-dessous.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Convention 2024 relative au subventionnement d'un organisme agissant en tant que Service d'accompagnement

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, article 69, alinéa 1er, 4°, alinéas 6 et 7, modifié par les lois des 27 décembre 2006, 12 mai 2014 et 25 décembre 2016, et article 69bis, inséré par la loi du 25 décembre 2016 ;

Vu l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles des organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour l'exercice d'une mission ou le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires, visée à l'article 69, alinéa 1er, 4°, alinéas 6 et 7 et de l'article 69 bis de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifié par l'arrêté royal du 16 juin 2022, ci-après dénommé « l'AR » ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juillet 2022 en exécution de l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles des organismes peuvent bénéficier d'une allocation financière pour l'exercice d'une mission ou pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires mentionné à l'article 69, 1er alinéa, 4°, sixième et septième alinéas et l'article 69bis de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, ci-après dénommé « l'AM » ;

Entre

L'État fédéral, représenté par la Ministre de la Justice, Madame Annelies VERLINDEN, établie Boulevard du Jardin Botanique 50/65 – 6ème étage 1000 Bruxelles, ci-après dénommé « le Ministre » ;

Et

La commune d'Etterbeek représentée par le conseil communal, pour lequel intervient Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, ci-après dénommée « l'organisme » ;

Il est convenu ce qui suit :

Chapitre 1er. Définitions

Article 1er. Dans la présente convention, on entend par :

1°Organisme : Commune, province, structure de coopération intercommunale, association sans but lucratif ou fondation d'utilité publique ;

2° Service d'accompagnement : un service d'accompagnement tel que visé à l'article 1er, 3°, de l'AR, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs dans un organisme, ayant pour mission l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, d'une peine de travail, d'une formation ou d'un traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire;

3° Service d'accompagnement simple : le service d'accompagnement qui suit les peines de travail/travaux d'intérêt général en fournissant pour chaque justiciable un endroit approprié à la prestation et suit de près le déroulement de la prestation ;

4° Service d'accompagnement de terrain : le service d'accompagnement qui suit les peines de travail/travaux d'intérêt général en travaillant avec un groupe de justiciables.

Chapitre 2. Généralités

Article 2. Conformément aux dispositions de la présente convention, le Ministre octroie annuellement une subvention de 59.547,28 € maximum à l'organisme.

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an à dater du 1er janvier 2023 et peut être renouvelée conformément à l'article 6 de l'AM.

Les parties peuvent résilier unilatéralement la convention par lettre recommandée moyennant un délai de préavis de 6 mois.

La reconduction de la convention, visée à l'alinéa 2, dépend notamment de l'évaluation du fonctionnement du service d'accompagnement (via le rapport d'activités) et du contrôle

des justifications financières (via le dossier financier) visées aux articles 10 et 11 de la présente convention.

Chapitre 3. Objet de la subvention

Art. 3. La subvention visée à l'article 2 de la présente convention concerne le soutien financier à un organisme pour la mise en place d'un service d'accompagnement.

Art. 4. L'organisme, visé à l'article 2 de la présente convention, se charge de l'accompagnement simple d'une peine de travail ou d'un travail d'intérêt général. Le service d'accompagnement propose à chaque justiciable un lieu de prestation adéquat et assure le suivi du bon déroulement de l'exécution de la peine/mesure.

L'organisme répond du respect des obligations visées à l'article 8 de l'AM :

- *d'engager le personnel destiné à l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, d'une peine de travail, d'une formation ou d'un traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire. Ce personnel est désigné comme le ou les travailleur(s) du service d'accompagnement;*

- *d'agir en tant qu'employeur conformément aux dispositions légales et réglementaires prévues par le droit de la protection du travail;*

- *d'assumer les moyens d'action associés au recrutement et les frais de fonctionnement;*

- *de veiller à offrir au personnel une formation appropriée à la mission du service d'accompagnement et un encadrement spécialisé;*

- *de soutenir le service d'accompagnement quant au développement de son contenu par son expertise spécifique.*

L'organisme mobilise 1 équivalent temps plein (ci-après : ETP). Chaque membre du personnel du service possède au minimum un diplôme de bachelier ou un diplôme équivalent dans le domaine psycho social ou juridique pour réaliser les objectifs visés au chapitre II, section 3 de de l'AM.

Art. 5. Conformément à l'article 16 de l'AM, l'organisme accomplit sa mission en respectant les critères suivants, qui sont évalués sur la base des indicateurs objectifs indiqués en regard :

Critère	**Indicateur objectif**

1° L'offre répond à la demande des partenaires de la chaîne pénale.	Tout justiciable envoyé vers le service d'accompagnement pour effectuer une peine de travail ou un travail d'intérêt général doit être pris en charge. Si à titre tout à fait exceptionnel la mise en œuvre de la peine ou de la mesure n'est pas possible, le service motive son refus à l'égard de l'assistant de justice ; Par Maison de Justice, le service d'accompagnement développe une offre large et variée de lieux de prestation répondant à la demande des Maisons de Justice et de autorités judiciaires. Cette offre est actualisée régulièrement et le service entretient des contacts réguliers avec les lieux de prestation et leur assure un soutien afin de faciliter l'exécution des peines. Le territoire d'action sur lequel travaille le service d'accompagnement est celui défini en collaboration avec la Maison de justice compétente et précisé dans le rapport d'activité. Chaque ETP subventionné est mobilisé. En cas d'absence prolongée d'un membre du personnel, l'organisme s'engage à remplacer celui-ci le plus rapidement possible dans un délai maximum de 4 mois. Le remplaçant est affecté à la réalisation de l'objectif de la convention de subvention.
2° Le justiciable bénéficie d'un soutien maximal dans l'accomplissement de sa peine de travail ou de son travail d'intérêt général.	La peine/mesure doit être exécutée dans le délai légal d'exécution. Le choix du lieu de prestation tient compte des horaires du justiciable, de ses aptitudes, et de l'accessibilité géographique.

3° L'organisme rend compte de ses activités.	Le service d'accompagnement rend compte à l'assistant de justice, pour chaque justiciable, du déroulement de la peine de travail ou du travail d'intérêt général et transmet à cet effet les documents nécessaires tels que « l'aperçu des heures prestés » permettant la clôture du dossier. Le service d'accompagnement informe la Maison de justice de l'offre de lieux de prestation et des modifications de cette offre. Le service d'accompagnement rend compte de ses activités sur une base annuelle (et à la demande exceptionnelle de l'administration sur une base trimestrielle) des prestations fournies. Le service d'accompagnement collabore aux actions de sensibilisation et aux sessions d'information organisées par la Maison de justice compétente.
4 ° Chaque membre du personnel engagé dans un service d'accompagnement simple, doit, sur base annuelle, avoir clôturé l'encadrement d'au moins 67 dossiers ou des dossiers portant sur au moins 6075 heures prononcées de peines de travail et de travaux d'intérêt général ou avoir rempli 90% des deux critères précédents cumulés.	Sur la base du rapport d'activité annuel, visé à l'article 10, §1 de la présente convention, le service d'accompagnement démontre que chaque ETP subventionné pour l'accompagnement simple des TIG et des PTA a encadré au moins 67 dossiers clôturés ou des dossiers portant sur au moins 6075 heures prononcées de peines de travail et de travaux d'intérêt général ou avoir rempli 90% des deux critères précédents cumulés. Le critère visé au point 1°, selon lequel un lieu de prestation est fourni pour chaque justiciable, demeure cependant toujours applicable en priorité.

Chapitre 4. Dispositions financières

Art. 6. Conformément à l'article 10 de l'AR, la subvention annuelle visée à l'article 2 de la présente convention, est payée comme suit :

1° une première tranche de 80 % du montant de la subvention est payée immédiatement après la décision d'octroi de la subvention annuelle ;

2° une deuxième tranche de 20 % du montant de la subvention est payée après contrôle et approbation des justifications de fond et financière visées aux articles 10 et 11.

Art. 7. La subvention peut être utilisée pour les frais suivants dans la mesure où ils ont été exposés entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année à laquelle la subvention se rapporte :

1° les frais de personnel : Les frais de personnel désignent les coûts salariaux ou tous autres frais supportés par l'employeur pour la mise en service du personnel engagé dans la convention, en ce compris les primes et les cotisations sociales, dans les limites du forfait octroyé.

2° les moyens d'action et les frais de fonctionnement : Les moyens d'actions recouvrent les frais administratifs[1], les frais de déplacement[2] et les investissements[3] et les frais de fonctionnement sont les frais qui ont pour but de soutenir la mise en œuvre des mesures judiciaires.

Les frais éligibles visés au 2° sont des frais en lien avec la mission et couvrent par exemple : les frais de poste, de téléphone, les frais d'entretien des locaux, l'achat d'une photocopieuse, la participation à un colloque. Cette liste n'est pas exhaustive.

Conformément à l'article 8 de l'AR, au moins 70 % de la subvention sont utilisés pour les frais de personnel qu'implique l'affectation des ETP visés à l'article 4, alinéa 3, de la présente convention.

Art. 8. Le montant de la subvention annuelle ne peut pas être majoré des soldes disponibles établis à l'occasion des décomptes annuels visés à l'article 12 de la présente convention.

Chapitre 5. Justification et contrôle

Art. 9. En cas de modification dans le personnel, l'organisation soumet, par voie électronique, le formulaire "PG 1 changement de personnel" auprès de la Direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice, qui figure en annexe 1 de la présente convention.

Art.10. § 1er. L'organisme introduit annuellement un rapport d'activités du fonctionnement du service d'accompagnement tel que visé à l'article 2 de la présente convention, démontrant que ou dans quelle mesure l'activité pour laquelle la subvention est octroyée a été réalisée.

Ce rapport d'activité comporte à minima :

- L'aperçu des ETP déployés sur une base annuelle
- Le relevé des prestations sous la forme d'un volet quantitatif et qualitatif.

§ 2. Le rapport d'activités visé au paragraphe 1er est introduit par voie électronique, au plus tard le **31 janvier** de l'année qui suit l'octroi de la subvention, auprès de la Direction du Partenariat (direction.partenariats@cfwb.be) dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice.

Art.11. § 1er. L'organisme introduit annuellement une justification financière de la subvention visée à l'article 2 de la présente convention, attestant des frais exposés pour la réalisation de l'activité pour laquelle la subvention a été octroyée, qu'ils soient issus de l'activité ou d'autres sources. Cette justification financière (dossier financier) se compose du formulaire « 25_FORM_PG_Rapport financier » joint en **annexe 2** à la présente convention.

§ 2. La justification financière visée au paragraphe 1er est introduite par voie électronique,

au plus tard le **31 mars** de l'année qui suit l'octroi de la subvention, auprès de la direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice.

Art. 12. À l'issue du contrôle, tel que décrit à l'article 11, § 1er de la présente convention, chaque organisme reçoit un décompte annuel provisoire et dispose de 20 jours ouvrables pour marquer son accord ou pour soumettre des arguments, motivations ou justificatifs additionnels éventuels. Sur cette base, la Direction du Partenariat dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice établit le décompte annuel définitif.

Art. 13. Le Ministre récupère la subvention en tout ou en partie en cas :

1° de non-respect des conditions, telles que mentionnées aux chapitres 2 à 5 de la présente convention ;

2° d'absence de justification ou d'insuffisance de justification des frais, tels que mentionnés à l'article 11 de la présente convention, pour lesquels la subvention a été utilisée.

Chapitre 6. Dispositions finales

Art. 14. La présente convention entre en vigueur le 01 janvier 2024.

Établie par voie électronique conformément à l'article 8.1, 1°, du Code civil. Chacune des parties déclare avoir reçu le document signé électroniquement.

La Ministre de la Justice

Annelies VERLINDEN

Le Bourgmestre de la commune d'Etterbeek,

Vincent DE WOLF

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 15 septembre 2025.

[1] Les frais administratifs couvrent à la fois les frais habituels occasionnés par le fonctionnement d'un service d'accompagnement ainsi que les frais de formation et de mission ou dépenses connexes.

[2] Les frais de déplacement du domicile au lieu de travail ne peuvent entrer en ligne de compte, ceux-ci sont à imputer sur les frais de personnel.

[3]Les investissements sont les dépenses qui ont une valeur unitaire d'au moins 500 euros et dont l'objet a une durée d'utilisation estimable de plus d'un an.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Subsidie overeenkomst tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2024 /Goedkeuring

De Gemeenteraad,

gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 van het ministerie van Justitie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen en de criminaliteitspreventie;

gelet op het koninklijk besluit van 29 november 2024 tot toekenning van een financiële toelage aan organisaties voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor het jaar 2024;

overwegende dat onze gemeente krachtens dat besluit overgegaan is tot de aanwerving van een voltijdse universitaire medewerker belast met de begeleiding van personen die het voorwerp uitmaken van beslissingen van gerechtelijke instanties;

overwegende dat daartoe hierop een overeenkomst is jaarlijks opgesteld tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en onze gemeente;

gezien de subsidie overeenkomst 2024 die op 11 juni 2025 werd doorgestuurd,

BESLIST de conclusie van de subsidie overeenkomst tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2024 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

Overeenkomst 2024 betreffende de subsidiëring van een organisatie die optreedt als begeleidingsdienst

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, artikel 69, eerste lid, 4°, zesde en zevende lid, gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006, 12 mei 2014 en 25 december 2016, en artikel 69bis, ingevoegd bij de wet van 25 december 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 december 2015 houdende de voorwaarden waaronder organisaties een financiële toelage kunnen genieten voor de uitvoering van een opdracht of voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, bedoeld in artikel 69bis, eerste lid, 4°, zesde en zevende lid, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juni 2022 ; hierna "het KB" genoemd;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 juli 2022 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 26 december 2015 houdende de voorwaarden waaronder organisaties een financiële toelage kunnen genieten voor de uitvoering van een opdracht of voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, bedoeld in artikel 69, eerste lid, 4°, zesde en zevende lid en artikel 69bis van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen; hierna "het MB" genoemd;

tussen

De federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie, Mevrouw Annelies VERLINDEN;

Hierna “de minister” genoemd,

en

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de gemeenteraad, waarvoor Meneer Vincent DE WOLF, burgemeester, tussenbeide komt;

Hierna “de organisatie” genoemd,

wordt overeengekomen wat volgt:

Hoofdstuk 1. Definities

Artikel 1. In deze overeenkomst wordt verstaan onder:

1° Organisatie: gemeente, provincie, intergemeentelijk samenwerkingsverband, vereniging zonder winstoogmerk en stichting van openbaar nut;

2°Begeleidingsdienst: een begeleidingsdienst als vermeld in het artikel 1, 3°, van het KB, i.e. het geheel van medewerkers binnen een organisatie die instaan voor de begeleiding van een dienstverlening, een werkstraf, een opleiding of voor een behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel;

3°Dispatchingsdienst: de begeleidingsdienst verzorgt de opvolging van de werkstraffen/dienstverleningen door voor iedere justitiabele een geschikte prestatieplaats te voorzien en de werkzaamheden van nabij op te volgen;

4°Dienst werkvloer: de begeleidingsdienst verzorgt de opvolging van de werkstraffen/dienstverleningen door op de werkvloer samen met de justitiabelen te werken;

Hoofdstuk 2. Algemeen

Art. 2. De minister kent, conform de bepalingen van deze overeenkomst, jaarlijks een subsidie van maximaal 59.547,28 € toe aan de organisatie.

Deze overeenkomst heeft een looptijd van een jaar vanaf 1 januari 2024, en kan conform artikel 6 van het MB herhaaldelijk worden verlengd.

De partijen kunnen de overeenkomst eenzijdig opzeggen per aangetekend schrijven, mits een opzegtermijn van 6 maanden in acht te nemen.

De verlenging van de overeenkomst, vermeld in het tweede lid, is onder meer afhankelijk van de evaluatie van de werking van de dispatchingsdienst en de controle van de functionele en financiële verantwoording, vermeld in artikel 10 en 11 van deze overeenkomst.

Hoofdstuk 3. Voorwerp van de subsidie

Art. 3. De subsidie, vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, betreft de financiële ondersteuning van een begeleidingsdienst.

Art. 4. De organisatie, die optreedt als begeleidingsdienst, als vermeld in artikel 2 van deze

overeenkomst, fungeert als een dispatchingsdienst en staat in voor de begeleiding van een gerechtelijke maatregel, met name het voorzien in de opvolging van werkstraffen en dienstverleningen door voor iedere justitiabele in een geschikte prestatieplaats te voorzien en de werkzaamheden van nabij op te volgen.

De organisatie staat in voor de naleving van de verplichtingen, vermeld in artikel 8 van het MB.

- personeel in te zetten bestemd voor de begeleiding van een dienstverlening, een werkstraf, een opleiding of een behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel. Dit personeel wordt als de medewerker(s) van de begeleidingsdienst aangeduid;

-te handelen als werkgever conform de wettelijke en reglementaire bepalingen voorzien in het arbeidsbeschermingsrecht;

- de actiemiddelen op zich te nemen die verbonden zijn aan de aanwerving en de werkingsmiddelen;

- voor het personeel te voorzien in een opleiding aangepast aan de missie van de begeleidingsdienst en een gespecialiseerde omkadering;

- Zijn specifieke expertise in te zetten ter ondersteuning van de begeleidingsdienst bij de inhoudelijke uitwerking.

De organisatie zet 1 voltijdsequivalent (verder: VTE) met minimum een bachelor diploma of een daarmee gelijkgesteld diploma op psychosociaal of juridisch gebied om de doelstellingen, vermeld in hoofdstuk II afdeling 3, van het MB te realiseren.

Art. 5. Conform artikel 16 van het MB vervult de organisatie haar missie met respect voor volgende criteria, die beoordeeld worden op basis van de daarbij vermelde objectieve indicatoren:

Criterium	**Objectieve indicator**

1° Het aanbod is afgestemd op de vraag van de partners in de strafrechtsketen.	Iedere justitiabele die conform de gemaakte afspraken naar de begeleidingsdienst wordt doorverwezen, kan een werkstraf of dienstverlening uitvoeren. Indien er voor de justitiabele uitzonderlijk niet in een omkadering kan worden voorzien, motiveert de begeleidingsdienst de weigering ten aanzien van de justitieassistent; Per justitiehuis wordt een ruim en gevarieerd aanbod aan prestatieplaatsen voorzien. Dit aanbod wordt nauwgezet opgevolgd en bij problemen worden door de begeleidingsdienst verbetervoorstellen geformuleerd. Het werkingsgebied waarin de begeleidingsdienst actief is, is het werkingsgebied dat in samenwerking met het bevoegde justitiehuis is vastgesteld en in het activiteitenrapport is gespecificeerd. Iedere gesubsidieerde VTE wordt ingezet. Een personeelslid dat gedurende vier maanden afwezig is, wordt vervangen en ingezet voor de realisatie van de doelstelling van de subsidieovereenkomst.
2° De justitiabele wordt maximaal ondersteund in het vervullen van zijn voorwaarden.	De omkadering wordt conform de gemaakte afspraken binnen de voorziene uitvoeringstermijn van het mandaat op een voor de justitiabele geschikte locatie en tijdstip aangeboden zodat de toegankelijkheid maximaal wordt verzekerd.

3° De organisatie brengt verslag uit over haar werkzaamheden.	De begeleidingsdienst brengt per justitiabele verslag uit aan de justitieassistent over het verloop van de werkstraf of dienstverlening en bezorgt daartoe de vooropgestelde documenten. De begeleidingsdienst informeert het justitiehuis over het aanbod van prestatieplaatsen en van wijzigingen in dit aanbod. De begeleidingsdienst brengt jaarlijks (en bij uitzondering op verzoek van de administratie op kwartaalbasisverslag) uit over zijn activiteiten. De begeleidingsdienst werkt mee aan sensibiliseringsactiviteiten en informatiesessies, door het bevoegde justitiehuis georganiseerd.
4° Elke gesubsidieerde VTE-personeelslid tewerkgesteld in een dispatchingsdienst moet op jaarbasis minimum 67 afgesloten dossiers hebben omkaderd, of afgesloten dossiers hebben omkaderd gebaseerd op minimum 6075 uitgesproken uren werkstraf en dienstverlening of 90% van de twee voorgaande criteria cumulatief vervuld hebben.	Op basis van het jaarlijks activiteitenrapport vermeld in artikel 10, §1 van deze overeenkomst, toont de begeleidingsdienst aan dat elke gesubsidieerde VTE ten minste 67 afgesloten dossiers heeft omkaderd of afgesloten dossiers hebben omkaderd gebaseerd op minimum 6075 uitgesproken uren werkstraf en dienstverlening of 90% van de twee voorgaande criteria cumulatief vervuld hebben. Het criterium zoals vermeld in punt 1°, dat inhoudt dat voor elke justitiabele een prestatieplaats voorzien wordt, blijft echter steeds prioritair van toepassing.

Hoofdstuk 4. Financiële bepalingen

Art. 6. De jaarlijkse subsidie, vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, wordt, conform artikel 10 van het KB als volgt uitbetaald:

1° een eerste schijf van 80% van het subsidiebedrag wordt uitbetaald onmiddellijk na de beslissing tot toekenning van de jaarlijkse subsidie;

2° een tweede schijf van 20% van het subsidiebedrag wordt uitbetaald nadat de inhoudelijke en financiële verantwoording, vermeld in artikel 10 en 11 van deze overeenkomst, is gecontroleerd en goedgekeurd.

Art. 7. De subsidie kan worden aangewend voor volgende kosten, voor zover deze gerealiseerd zijn tussen 1 januari en 31 december van het jaar waarop de subsidie betrekking heeft:

1° personeelskosten: De personeelskosten verwijzen naar de loonkosten of elke andere kost die door de werkgever worden gedragen voor de indienststelling van het in het kader van de overeenkomst aangeworven personeel. Hierin zijn inbegrepen: de premies en de sociale bijdragen en dat rekening houdend met het toegekende forfaitair bedrag.

2° actiemiddelen en werkingskosten: De actiemiddelen omvatten de administratieve kosten[1], de reiskosten[2] en de investeringen[3] en de werkingskosten zijn de kosten die tot doel hebben de uitvoering van gerechtelijke maatregelen te ondersteunen.

De in aanmerking komende kosten, vermeld 2°, zijn kosten in verband met de missie en betreffen bijvoorbeeld: porto, telefoon, onderhoud van lokalen, aankoop van een fotokopieerapparaat, deelname aan een conferentie. Deze lijst is niet volledig.

Conform artikel 8 van het KB wordt ten minste 70% van de subsidie aangewend voor personeelskosten, waarmee de VTE, vermeld in artikel 4, derde lid van deze overeenkomst, worden ingezet.

Art. 8. Het bedrag van de jaarlijkse subsidie kan niet verhoogd worden met het beschikbare saldo die vastgesteld worden naar aanleiding van de jaarlijkse afrekeningen, vermeld in artikel 12 van deze overeenkomst.

Hoofdstuk 5. Verantwoording en controle

Art. 9. De organisatie dient bij een wijziging van het personeelsbestand het formulier 'PG 1 Changement de personnel' op elektronische wijze in bij de Direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) die van de Administration générale des Maisons de Justice afhangen, dat als bijlage 1 bij deze overeenkomst is gevoegd.

Art. 10. §1. De organisatie dient jaarlijks een functionele verantwoording in van de subsidie, vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, waarbij wordt aangetoond dat, of in welke mate, de activiteit waarvoor de subsidie is toegekend, gerealiseerd is.

Deze activiteitenrapport bevat ten minste:

- een overzicht van de op jaarbasis ingezette VTE's

- een opgave van de geleverde diensten in de vorm van een kwantitatief en kwalitatief gedeelte

§2. Het activiteitenrapport vermeld in paragraaf 1, wordt uiterlijk op 31 januari van het jaar dat volgt op de toekenning van de subsidie op elektronische wijze ingediend bij de Direction du Partenariat (direction.partenariats@cfwb.be) die van de Administration générale des Maisons de Justice afhangen.

Art. 11 §1. De organisatie dient jaarlijks een financiële verantwoording in van de subsidie vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, waarbij wordt aangetoond welke kosten zijn gemaakt voor de uitvoering van de activiteit waarvoor de subsidie is toegekend, ongeacht of deze afkomstig zijn van de activiteit zelf of andere bronnen. Deze financiële verantwoording (financieel dossier) bestaat uit het formulier « 25_FORM_PG_Rapport

Financier » dat als **bijlage 2** bij deze overeenkomst is gevoegd.

§2. De financiële verantwoording, vermeld in paragraaf 1, wordt uiterlijk **op 31 maart** van het jaar dat volgt op de toekenning van de subsidie op elektronische wijze worden ingediend bij de Direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) die van de Administration générale des Maisons de Justice afhangen.

Art. 12. Na afloop van de controle van de financiële verantwoording vermeld in artikel 11, paragraaf 1 van deze overeenkomst, ontvangt elke organisatie een voorlopige jaarlijkse afrekening en beschikt ze over 20 werkdagen om ofwel haar akkoord, ofwel eventuele argumenten, motiveringen en bijkomende bewijsstukken voor te leggen. Op basis daarvan maakt, de Direction du Partenariat die van de Administration générale des Maisons de Justice afhangen, de definitieve jaarlijkse afrekening op.

Art. 13. De minister vordert de subsidie gedeeltelijk of volledig terug in geval van:

1° niet-naleving van de voorwaarden, zoals vermeld in hoofdstuk 2 tot en met 5 van deze overeenkomst;

2° het niet of onvoldoende verantwoorden van de kosten zoals vermeld in artikel 11 van deze overeenkomst, waarvoor de subsidie is aangewend.

Hoofdstuk 6. Slotbepalingen

Art. 14. Deze overeenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Elektronisch opgemaakt conform artikel 8.1, 1°, van het Burgerlijk Wetboek. Elke partij verklaart het elektronisch ondertekend document te hebben ontvangen.

De Minister van Justitie,

Annelies VERLINDEN

De burgemeester van de gemeente Etterbeek

Vincent DE WOLF

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 15 september 2025.

[1] De administratiekosten dekken tegelijk de gewone kosten die veroorzaakt worden door de werking van een begeleidingsdienst evenals de opleidings- of zendingskosten en de uitgaven die er verband mee houden.

[2] De reiskosten voor het woon-werkverkeer komen niet in aanmerking. Zij dienen op de loonkosten ingebracht te worden.

[3] De investeringen zijn de uitgaven die een eenheidswaarde hebben van minstens 500 euro en waarvan het voorwerp een vermoedelijke gebruiksduur van meer dan één jaar heeft.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Développement et financement de projets - Ontwikkeling en financiering van projecten

22.09.2025/A/0016 **Programme régional Renolab.ID - Projet Renov'Ett au service de la rénovation énergétique collective/groupée de logements privés. Signature de la Convention entre la commune d'Etterbeek et la Région (Bruxelles Environnement).**

Le Conseil communal,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22/05/2024 de répondre à l'appel à projets RENOLAB.ID 2024 (Bruxelles Environnement) en vue de soumettre un projet concernant le logement privé ;

Considérant que la candidature du projet intitulé « Renov'Ett » (nom susceptible d'être modifié) a été sélectionnée par le jury RENOLAB.ID du 2 octobre 2024 ;
Vu que, par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15/05/2025, le projet Renov'Ett est doté d'un subside de 200.000 € ;

Considérant que le projet Renov'Ett consiste à développer une méthodologie visant à mettre la commune au service de la rénovation énergétique collective/groupée de logements privés, en ce compris le partage et les communautés d'énergie ;

Considérant que le projet assisterait concrètement les propriétaires dans leur parcours de rénovation énergétique groupée ;

Considérant qu'en s'appuyant sur l'accompagnement d'au moins un groupe de rénovation collective, le projet contribuera à construire une méthodologie de mise en œuvre adaptée aux communes ;

Considérant que cette méthodologie traitera les points suivants :

- Comment identifier, former et entretenir la dynamique d'un groupe pertinent,
- Comment mener une communication proactive et efficace,
- Comment identifier les travaux et les démarches administratives à réaliser,
- Comment identifier et mobiliser les autres parties prenantes : en particulier les architectes et les entrepreneurs, mais aussi la Région (pour l'octroi des primes Renolution notamment),
- Comment et dans quelle mesure concrètement mutualiser la mise en œuvre,
- Où placer les limites du rôle de la commune en tant qu'AMO (Assistant à la Maîtrise d'Ouvrage),
- Comment organiser l'équipe et les compétences au sein de la commune ;

Considérant les dépenses éligibles (pas de cofinancent demandé au porteur de projet) :

- Personnel : Maximum 80.000 € par ETP et par an,
- Frais de fonctionnement directs (par exemple honoraires prestaires externes, communication, etc.) : 100%,
- Frais de fonctionnement indirects : Maximum 15% des frais de personnel,
- Frais d'investissement : Maximum 50 % des dépenses subventionnées ;

Considérant que le projet prend cours le 15/01/2025 et se termine le 14/01/2028 ;

Considérant que le projet serait porté par le service Plan Action Climat, avec le soutien d'autres services communaux dans le cadre de leurs missions et compétences respectives ;

Considérant que des informations plus détaillées sur le projet figurent ci-joint, notamment

la candidature soumise, ainsi que la réglementation Renolab.ID ;

Considérant que l'octroi du subside se formalise par la signature d'une Convention entre la commune d'Etterbeek et la Région (Bruxelles Environnement) ;

Considérant que cette Convention est fournie par la Région uniquement en langue française (voir ci-joint) ;

Décide de signer la Convention entre la commune d'Etterbeek et la Région (Bruxelles Environnement) - Programme régional Renolab.ID : Projet Renov'Ett au service de la rénovation énergétique collective/groupée de logements privés.

Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2025/RenoB/ID/1040/Renovett

Entre d'une part, Bruxelles Environnement, dont le siège est situé sur le Site de Tour & Taxis, Avenue du Port 86C/3000, 1000 Bruxelles, représenté par Barbara DEWULF, Directrice générale adjointe

et d'autre part, Commune Etterbeek, dont le siège est situé Avenue des Casernes 31/1, 1040 Bruxelles, représenté par Vincent De Wolf Bourgmestre et Annick Petit Secrétaire Communale, ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée au bénéficiaire en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'Arrêté ».

Article 2 – Montant

Le montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de subventionnement transmise par le bénéficiaire.

Au cas où les factures laissent apparaître que le projet a été modifié, le subside sera recalculé. Il ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

Article 3 – Durée de la mission

La période à subsidier prend cours le 15/01/2025 et se termine le 14/01/2028.

Article 4 – Personnes de contact

Pour l'exécution de la présente convention, la personne de contact à Bruxelles Environnement est
JEANMART Céline,
cjeanmart@ environnement.brussels,
02/563.41.66
ou son remplaçant.

La personne en charge de l'exécution de la mission auprès du bénéficiaire est
Jean-François Maljean,
jean-francois.maljean@ etterbeek.brussels

0497/59.98.91

Bruxelles Environnement doit être préalablement informé de tout remplacement du personnel repris ci-dessus.

Article 5 - Description de la mission

Article 5.1 - Finalité générale

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet « Renovett », ci-après dénommé « le projet », tel qu'il a été précisé dans son dossier de candidature déposé le cadre de l'appel à projet RENOLAB.ID 2024.
Le projet « Renovett » consiste à développer une méthodologie visant à mettre la commune au service de la rénovation énergétique collective/groupée de logements privés, en ce compris le partage et les communautés d'énergie.

Le projet trouve son origine dans les réflexions du Groupe de Travail Intercommunal (GTI) concernant la Rénovation énergétique collective du bâti, formé dans le cadre de la stratégie RENOLUTION. Les premières conclusions du GTI insistent sur le rôle des communes dans la dynamisation de la rénovation énergétique collective. Il y a un consensus général sur la nécessité d'être soutenu dans le parcours de rénovation. En s'appuyant sur l'accompagnement d'au moins un groupe de rénovation collective, nous allons contribuer à construire une méthodologie de mise en œuvre adaptée aux communes.

Le bénéficiaire a été pleinement informé que son projet doit respecter le principe de « ne pas causer de préjudice important » (DNSH – « Do not significant harm »), tel que défini dans le Règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et dans ses mesures d'exécution. La subvention versée ne peut donc être utilisée que de manière à ne pas nuire significativement aux six objectifs environnementaux suivants :
1) l'atténuation du changement climatique ;
2) l'adaptation au changement climatique ;
3) l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines;
4) l'économie circulaire ;
5) la prévention et la réduction de la pollution et 6) la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Article 5.2 – Objectifs, indicateurs de performances et ressources

• Objectifs du projet

Le projet proposé par la commune d'Etterbeek vise à lever les freins, stimuler la rénovation énergétique collective / groupée de logements privés sur notre territoire, en ce compris le partage et les communautés d'énergie. le projet envisage un service qui s'apparente à de l'AMO (assistance à la maîtrise d'ouvrage). Ainsi, le.la gestionnaire communal.e de projet assisterait concrètement les propriétaires dans leur parcours de rénovation énergétique groupée :

- Revue de la littérature, rencontre de personnes ressources, benchmarking
- Elaboration d'une stratégie d'action
- Communication et information
- Aide à la constitution et stimulation de groupe(s) de propriétaires
- Profilage des candidats, diagnostic des biens immobiliers, priorisation des travaux à envisager, etc.

- Expertise technico-juridique
- Participation aux réunions
- Soutien à la recherche de solutions techniques et financières avantageuses / innovantes, en particulier des solutions coordonnées : achats groupés, recours à un même architecte ou entrepreneur, négociation de prêts avantageux
- Travailler sur la circularité et l'empreinte écologique des chantiers et des matériaux de rénovation
- Aide au relogement temporaire en cas de nécessité pendant de gros chantiers
- Soutien pour l'obtention de primes RENOLUTION Soutien en matière de Permis d'urbanisme
- Promotion des bonnes pratiques énergétiques domestiques : régulation des installations HVAC, utilisation économe de l'eau et de l'électricité, etc.
- Construction d'une méthodologie de mise en œuvre adaptée aux communes
- Partage d'expérience / dissémination (livrables) au niveau de la RBC et au-delà
- Etc.

Afin de faire profiter prioritairement les autres communes bruxelloises des résultats, le projet envisage de construire et partager une méthodologie de mise en œuvre adaptée aux communes. Celle-ci abordera notamment les étapes et les thèmes suivants :

- Comment identifier, former et entretenir la dynamique d'un groupe pertinent de personnes prêtes au temps T à se lancer ensemble dans l'aventure et disposant de la motivation et des moyens nécessaires (voir notamment la distinction proposée dans cette candidature entre la communauté géographique et la communauté d'intérêt)
- Prise en compte de paramètres socioéconomiques, de PEB du bâti, d'homogénéité, de géographie, de types de travaux envisagés, d'intérêts partagés, etc.
- Comment mener une communication proactive en vue d'identifier et de contribuer à l'émergence d'un groupe pilote de rénovation collective
- Comment identifier les travaux et les démarches administratives à réaliser en tenant compte des priorités des habitants, mais aussi de celles des pouvoirs publics (lutte contre la pauvreté énergétique, urbanisme et patrimoine, révision du CoBrACE, avec l'obligation pour tous les logements bruxellois de disposer d'un certificat PEB dans un délai de quelques années, de même que l'obligation de rénover rapidement des logements PEB F et G) - Comment identifier et mobiliser les autres parties prenantes : en particulier les architectes et les entrepreneurs, mais aussi la Région (pour l'octroi des primes Renolution notamment) Comment et dans quelle mesure concrètement mutualiser la mise en œuvre : achats groupés, recours à un même architecte et / ou entrepreneur, dossiers administratifs groupés, partage d'expériences, etc.
- Où placer les limites du rôle de la commune en tant qu'AMO (Assistant à la Maîtrise d'Ouvrage) : entre le simple « animateur de groupe » et le « quasi » maître d'ouvrage
- Comment organiser l'équipe et les compétences au sein de la commune, en proposant une véritable plus- value aux habitants, mais sans alourdir excessivement la charge de travail et porter préjudice aux misions de base des services, et avec une définition claire des responsabilités juridiques et financières des parties prenantes

• Livrables à développer lors du projet

La méthodologie de mise en oeuvre adaptée aux communes se décline sous forme de livrables qui constituent un ensemble de moyens et d'outils plutôt variées et informels (workshops, visites de terrain, interactions directes, fiches techniques). Celle-ci constituera le principal livrable et abordera notamment les étapes et les thèmes suivants :

- Comment identifier, former et entretenir la dynamique d'un groupe pertinent de personnes prêtes au temps T à se lancer ensemble dans l'aventure et disposant de la motivation et des moyens nécessaires (voir notamment la distinction proposée dans cette candidature entre la communauté géographique et la communauté d'intérêt)
- Prise en compte de paramètres socioéconomiques, de PEB du bâti, d'homogénéité, de géographie, de types de travaux envisagés, d'intérêts partagés, etc.
- Comment mener une communication proactive et une dynamique de groupe efficace en vue d'identifier et de contribuer à l'émergence d'un groupe pilote de rénovation collective qui soit résilient et durable dans le temps
- Comment identifier les travaux et les démarches administratives à réaliser en tenant compte des priorités des habitants, mais aussi de celles des pouvoirs publics (lutte contre la pauvreté énergétique, urbanisme et patrimoine, révision du CoBrACE, avec l'obligation pour tous les logements bruxellois de disposer d'un certificat PEB dans un délai de quelques années, de même que l'obligation de rénover rapidement des logements PEB F et G)
- Comment identifier et mobiliser les autres parties prenantes : en particulier les architectes et les entrepreneurs, mais aussi la Région (pour l'octroi des primes Renolution notamment)
- Comment et dans quelle mesure concrètement mutualiser la mise en oeuvre : achats groupés, recours à un même architecte et / ou entrepreneur, dossiers administratifs groupés, partage d'expériences, etc.
- Où placer les limites du rôle de la commune en tant qu'AMO (Assistant à la Maîtrise d'Ouvrage) : entre le simple « animateur de groupe » et le « quasi » maître d'ouvrage
- Comment organiser l'équipe et les compétences au sein de la commune, en proposant une véritable plus-value aux habitants, mais sans alourdir excessivement la charge de travail et porter préjudice aux misions de base des services, et avec une définition claire des responsabilités juridiques et financières des parties prenantes

En vue de diffuser cette méthodologie de mise en oeuvre adaptée aux communes, le projet envisage une stratégie et des outils de partage et de dissémination s'appuyant sur :

- Des réunions, groupes de travail, workshops et conférences, dont au moins 1 organisée par nous et au moins 1 à laquelle nous participerons en tant qu'invité pour présenter nos résultats
- Des journées d'étude et visites de terrain, dont au moins 1 organisée par nous et au moins 1 à laquelle nous participerons en tant qu'invité pour présenter nos résultats
- Des initiatives de vulgarisation destinées à un public plus large : réseaux sociaux, communiqués de presse, site internet et journal communal…
- Rassembler (dans un site web par exemple), un vade mecum : une série d'informations pratiques et utiles telles que les bonnes pratiques, les « lessons learned », les pièges à éviter, des fiches techniques, des recommandations, les sources d'information les plus pertinentes, etc.

• Ressources

Le bénéficiaire affectera le personnel nécessaire à la bonne exécution du projet.

Article 5.3 - Planning provisoire et lieu(x) du déroulement de la mission

Le projet s'étale sur 3 ans et comporte 4 phases dont les 3 constituent le cœur du projet, la 4ème étant l'étape de diffusion à plus grande échelle :

1. Démarrage – 6 premiers mois :

- Mise à niveau et benchmarking : prise de connaissance du contexte, en particulier des initiatives/projets de rénovations collectives en RBC et leurs retours d'expériences
- Typologie de nos propriétaires et des logements privés
- Elaboration d'une stratégie d'action
- Communication proactive en vue d'identifier et de contribuer à l'émergence d'au moins un groupe pilote de rénovation collective.

2. Mise en œuvre sur le terrain – Après le démarrage et jusqu'à la fin du processus :

- Soutien actif à la mise en œuvre de la rénovation énergétique collective / groupée d'au moins un groupe pilote de rénovation collective. Ce groupe pilote sera constitué lors de la phase de démarrage évoquée ci-dessus
- Service qui s'apparente à de l'AMO (assistance à la maîtrise d'ouvrage) : voir liste plus détaillée des tâches ci-dessus (soutien à la recherche de solutions techniques et financières avantageuses / innovantes, support administratif, etc.)

3. Construire une méthodologie de mise en œuvre adaptée aux communes – Après le démarrage et jusqu'à la fin du processus. Cette méthodologie traitera les points suivants :

- Comment identifier, former et entretenir la dynamique d'un groupe pertinent
- Comment mener une communication proactive et efficace
- Comment identifier les travaux et les démarches administratives à réaliser
- Comment identifier et mobiliser les autres parties prenantes : en particulier les architectes et les entrepreneurs, mais aussi la Région (pour l'octroi des primes Renolution notamment)
- Comment et dans quelle mesure concrètement mutualiser la mise en œuvre
- Où placer les limites du rôle de la commune en tant qu'AMO (Assistant à la Maîtrise d'Ouvrage)
- Comment organiser l'équipe et les compétences au sein de la commune

4. Partage d'expérience / dissémination (livrables) au niveau de la RBC: il s'agira de diffuser notre méthodologie de mise en œuvre adaptée aux communes et ce, tout au long du processus.

Article 5.4 - Public cible

Le bénéficiaire est tenu de donner une visibilité suffisante à ses réalisations, à la stratégie régionale dans laquelle ses réalisations s'inscrivent et de montrer également que le projet a bénéficié d'une intervention financière de la Région.

Ainsi, l'ensemble des documents produits dans le cadre du projet devront porter le logo de Bruxelles Environnement et de Renolution. Ces documents devront être présentés au Comité d'accompagnement visé à l'article 6 pour validation avant publication.

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage également à intégrer dans sa communication externe (site Internet, documents de promotion éventuellement publiés dans le cadre du projet, etc.) :

• le logo « Renolution » , ce logo sera fourni par Bruxelles-Environnement
• le logo de la Région portant la mention « avec le soutien de la Région de Bruxelles-Capitale — met de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ». Le logo de la Région de Bruxelles-Capitale est téléchargeable sur son site : http://be.brussels/files-fr/a-propos-de-la-region/mrbc/charte-graphique/mi-sponsor/mi-sponsor/view

Article 5.5 - Aspects communication :

5.5.1. Droit à l'utilisation des informations liées au projet

Toutes les informations non strictement confidentielles relatives à la mise en œuvre du projet (et ce à tous les stades de mise en œuvre) peuvent être utilisées par Bruxelles Environnement pour faire des statistiques, des études, organiser des séminaires ou des visites d'entreprises. Elles peuvent également être utilisées pour diffuser et promouvoir l'exemplarité et mettre en avant l'entreprenariat bruxellois dans le cadre d'expositions, d'événements, publications, etc…
Dans la mesure du possible et si cela est opportun avec la finalité de l'usage de ces informations non confidentielles, Bruxelles Environnement s'engage à mentionner dans ses communications la mention suivante : « développé(s) grâce au Projet « Renovett » dans le cadre du RENOLAB. »

5.5.2. Droit d'utilisation des Résultats

5.5.2.1 Le bénéficiaire concède à Bruxelles Environnement qui l'accepte, un droit non exclusif d'utiliser les résultats du projet (e.a les livrables visés au point 5.2 ci-dessus), ci-après dénommé « Résultats » dans les conditions suivantes :

- Bruxelles Environnement est autorisé à utiliser les Résultats à des fins d'exemplarité et de reproduction (produits dérivés)
- Bruxelles Environnement est titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les produits dérivés.
- Bruxelles Environnement est autorisé à transférer les Résultats à des tiers pour autant que l'usage reste non commercial et reprenne systématiquement les modalités d'usage visées au point 5.5.3.

5.5.2.2 Usages non autorisés : Bruxelles Environnement s'interdit toute utilisation lucrative des Résultats. L'usage des Résultats (en tout ou en partie) est limité à un cadre strictement non commercial.

5.5.2.3 Modalités d'usage : Bruxelles Environnement s'engage à mentionner dans ses communications et publications relatives aux résultats et aux produits dérivés, la mention suivante : « développé(s) grâce au Projet « Renovett ».

5.5.2.4 Propriété : Le bénéficiaire est titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les Résultats, en ce compris les droits d'Auteur.

Article 5.6 – Rapports d'activités :

Un rapport d'activités sera transmis aux différentes étapes du déroulement du projet (cf. article 8 - Modalités de liquidations).

Un rapport final sera rédigé sur base du Template transmis par Bruxelles Environnement et présentera les étapes et la méthodologie du projet, ainsi que ses résultats quantitatifs et qualitatifs (cf. point « Indicateurs » ci-dessus).

Le rapport final sera accompagné d'une fiche de synthèse de maximum une page A4, rédigée dans un objectif de publication, reprenant la description du projet et les résultats quantitatifs et qualitatifs.

Le cas échéant, cette fiche pourra être publiée sur le site web du RENOLAB.

Article 6 – Accompagnement

Pour veiller à la bonne exécution des missions, il sera institué un Comité d'Accompagnement ci-après dénommé le « CA » composé de la manière suivante :
• un représentant du bénéficiaire
• un représentant de Bruxelles Environnement
• un représentant du Ministre de l'Environnement

Le CA peut inviter toute autre personne dont il estime la présence utile.

Le CA se réunira autant de fois que l'exige la bonne exécution de la présente convention.

Le CA peut proposer toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la mission, y compris des mesures relatives à la modification de la durée ou de la liste des dépenses éligibles. Toute modification ainsi proposée devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention. Cet avenant sera approuvé par toutes les parties et joint aux documents justificatifs nécessaires à la liquidation. En cas de modification du plan de liquidation entraînant un changement de l'impact budgétaire par année, l'avenant devra en outre être présenté à l'Inspection des Finances pour avis préalable.

Le bénéficiaire doit se conformer aux termes de la présente convention. Le non-respect de ces instructions est considéré comme une infraction aux stipulations de la convention. Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle de Bruxelles Environnement. Ce contrôle peut consister en une visite sur place ou en une demande d'informations complémentaires.

Préalablement à chacune des réunions du CA, le bénéficiaire fournira au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion, par courriel au représentant de Bruxelles Environnement, un rapport d'état d'avancement des travaux. Ceux-ci seront rédigés (et illustrés) dans l'optique de préparer directement les chapitres du rapport final. Ils serviront donc de base de discussion.

Le bénéficiaire rédigera, pour chacune des réunions du CA, un projet de PV qu'il transmettra dans les 10 jours ouvrables qui suivent la réunion, par courriel à chacun des membres du CA. Une fois approuvé par tous, ce PV sera joint au dossier de suivi de la subvention.

Article 7 – Dépenses éligibles

Les dépenses prises en compte dans le cadre de la subvention allouée sont des dépenses HORS TVA. La TVA ne peut être considérée comme éligible que si elle est effectivement et définitivement supportée par le bénéficiaire.

Les dépenses éligibles sont détaillées dans le point « 4.2 Dépenses éligibles » du règlement RENOLAB.ID 2023. Seules les dépenses qui rentrent dans le cadre du règlement seront prises en charge par la subvention.

Les postes et les montants pris en charge sont conformes au budget subventionné tel qu'annexé à la demande de subside.

Toute modification significative devra être discutée lors du Comité d'Accompagnement.

Article 8 – Modalités de liquidations

La première tranche sera payée selon les termes de l'Arrêté de Subvention.

Les tranches suivantes T2, T3, T4, T5, T6 seront liquidées sur base d'un rapport intermédiaire envoyé au préalable de chaque CA intermédiaire qui aura lieu environ tous les 6 mois après la notification de la subvention. Le rapport sera transmis par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T + n° de la tranche correspondante »
• à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
• au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Suite à l'approbation de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T+ n° de la tranche correspondante » sera introduite dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci par voie électronique :
invoice@environnement.brussels et ou via Mercurius (PEPPOL - Coordonnées de Bruxelles-Environnement)

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, date de réception faisant foi.

Le solde (T7) sera liquidé sur base d'un dossier final qui reprendra
• un rapport final rendant compte du déroulement de la mission notamment sur base des indicateurs de mise en œuvre mentionnés à l'article 5
• un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subside. Elles seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Bruxelles Environnement met à disposition le modèle d'IGD à utiliser.
• des pièces justificatives et des preuves de paiement pour chacune des dépenses reprise dans l'IGD. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard le 15/08/2028 de préférence par voie électronique avec comme objet la référence SUB/2025/RenoB/ID/1040/Renovett suivie de « /Solde »
• à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
• au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation par le CA du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance finale portant la référence SUB/2025/RenoB/ID/1040/Renovett suivie de « /Solde » sera introduite dans le mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci,
• par voie électronique (format pdf) à invoice@environnement.brussels

• … ou via Mercurius (PEPPOL - Coordonnées de Bruxelles-Environnement)

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de Bruxelles Environnement y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Article 9 – Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 165 à 169 de l'Ordonnance du 04/04/2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles Capitale ainsi qu'aux dispositions reprises aux articles 59 à 65 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30/05/2024 relatif au contrôle administratif et budgétaire de l'entité régionale ce qui implique notamment que :

• Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.
• Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.
• Aucune action subventionnée ne peut-être mise en œuvre par le bénéficiaire de la subvention avant la notification de l'arrêté signé et daté octroyant celle-ci et le cas échéant , de la convention qui s'y rapporte.
Une exception est accordée pour les actions qui démarrent le 1er janvier de l'année budgétaire en cours. Ces dossiers peuvent être soumis jusqu'au 30 avril de l'année budgétaire en cours au
Ministre du Budget pour accord budgétaire moyennant motivation.
• Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles Environnement le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
• Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :
1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
1° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordé ;
2° qui met obstacle au contrôle indiqué ci-dessus ;
3° qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.
• Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
• La subvention est soumise au principe de bonne gestion financière, à savoir aux principes d'économie, d'efficience et d'efficacité ainsi qu'au principe de transparence.
• La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparait que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention.
• Lorsque le bénéficiaire d'une subvention est un organisme de droit public ou une personne qui, quelle que soit sa forme juridique et sa nature, à la date de la décision de lancer un marché, est doté d'une personnalité juridique, a été créé avec pour objectif spécifique de satisfaire des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial et dépend de l'Etat, des Régions, des Communautés, des autorités locales

ou d'autres organismes ou personnes telles que visées à l'article 2, 1° c) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, de l'une des manières suivantes :

1° soit son activité est financée majoritairement par l'Etat, les Régions, les Communautés, les autorités locales ou d'autres organismes ou personnes visées à l'article 2, 1° c) de la loi du 17 juin 2016 ;

1° soit sa gestion est soumise à un contrôle de l'Etat, des Régions, des Communautés, des autorités locales ou d'autres organismes ou personnes visées à l'article 2, 1° c) de la loi du 17 juin 2016 ;

2° soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par l'Etat, les Régions, les Communautés, les autorités locales ou d'autres organismes ou personnes visées à l'article 2, 1° c) de la loi du 17 juin 2016 ;

alors ladite subvention ou dotation est soumise aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, conformément à l'article 2, 1°, c), de ladite loi.

La non-soumission à la loi précitée ne dispense pas le bénéficiaire de l'obligation de rechercher la voie la moins onéreuse.

Article 10 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur sous condition suspensive de la notification de l'arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Article 11 – Responsabilité civile

Toute prestation effectuée avant le début de la mission fixé à l'art.3, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Article 12 – Règlement des litiges

En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.

A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord. Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles Environnement peut convenir de commun accord avec le bénéficiaire, de recourir à un arbitre.

Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Bruxelles, le ___/___/____

Pour Bruxelles Environnement,

Barbara DEWULF
Directrice générale adjointe

Pour le bénéficiaire,

Vincent De Wolf
Bourgmestre

Annick Petit
Secrétaire Communal

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Gewestelijk programma Renolab.ID - Project Renov'Ett voor collectieve/gegroepeerde energierenovatie van privéwoningen. Ondertekening van de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeen en het Gewest (Leefmilieu Brussel)

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 22/05/2024 om te reageren op de projectoproep RENOLAB.ID 2024 (Leefmilieu Brussel) om een project voor privéwoningen in te dienen;

overwegende dat de kandidatuur van het project met de naam "Renov'Ett" (naam kan nog wijzigen) werd gekozen door de jury van RENOLAB.ID op 2 oktober 2024;

overwegende dat het project Renov'Ett, bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15/05/2025, een subsidie van 200.000 euro heeft gekregen;

overwegede dat het project "Renov'Ett" bestaat uit de ontwikkeling van een methodologie om de gemeente in te zetten voor de collectieve/gegroepeerde energierenovatie van privéwoningen, met inbegrip van het delen van energie en energiegemeenschappen;

overwegende dat het project de eigenaars concreet zou bijstaan in hun traject van gegroepeerde energierenovatie;

overwegende dat, met de hulp van ten minste één collectieve renovatiegroep het project zal bijdragen aan de ontwikkeling van een implementatiemethode die is aangepast aan de gemeenten;

overwegende dat die methode de volgende punten zal behandelen:
- Hoe de dynamiek van een relevante groep te identificeren, te vormen en in stand te houden,
- Hoe proactief en effectief te communiceren,
- Hoe de uit te voeren werkzaamheden en administratieve procedures identificeren,
- Hoe andere belanghebbenden identificeren en mobiliseren: met name architecten en aannemers, maar ook het Gewest (met name voor de toekenning van Renolution-premies),
- Hoe en in hoeverre de uitvoering concreet kan worden gebundeld,
- Waar de grenzen van de rol van de gemeente als ondersteuning van opdrachtgevers liggen,
- Hoe het team en de competenties binnen de gemeente moeten worden georganiseerd;

gelet op de subsidiabele uitgaven (geen medefinanciering gevraagd aan de projectdrager):
- Personeel: Maximaal 80.000 euro per VTE per jaar,
- Rechtstreekse werkingskosten (bijvoorbeeld honoraria van externe dienstverleners, communicatie, enz.): 100%
- Onrechtstreekse werkingskosten: Maximaal 15% van de personeelskosten
- Investeringskosten: Maximaal 50% van de gesubsidieerde uitgaven;

overwegende dat het project loopt van 15/01/2025 tot 14/01/2028;

overwegende dat het project zou worden uitgevoerd door de dienst Klimaatactieplan, met de steun van andere gemeentediensten in het kader van hun respectieve taken en bevoegdheden;

overwegende dat meer gedetailleerde informatie over het project bijgevoegd is, met name de ingediende aanvraag en het Renolab.ID-reglement;

overwegende dat de toekenning van de subsidie wordt geformaliseerd door de ondertekening van een overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Gewest (Leefmilieu Brussel);

overwegende dat deze overeenkomst door het Gewest uitsluitend in het Frans wordt verstrekt (zie bijlage);

BESLIST om de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Gewest (Leefmilieu Brussel) te ondertekenen - Gewestelijk programma Renolab.ID: Project Renov'Ett voor collectieve/gegroepeerde energierenovatie van privéwoningen.

Overeenkomst voor de subsidie met referentie SUB/2025/RenoB/ID/1040/Renovett

Tussen, enerzijds, Leefmilieu Brussel, met zetel op de site van Tour & Taxis, Havenlaan 86C/3000, 1000 Brussel, vertegenwoordigd door Barbara Dewulf, adjunct-directeur-generaal,

en anderzijds, gemeente Etterbeek, met zetel op de Kazernenlaan 31/1, 1040 Brussel, vertegenwoordigd door Vincent De Wolf, burgemeester en Annick Petit, gemeentesecretaris, hierna "de begunstigde" genoemd

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst heeft tot doel heeft de bepalingen te verduidelijken over het gebruik, de te leveren bewijsstukken en de eventuele terugbetaling van de subsidie die aan de begunstigde is toegekend op basis van het besluit met de in de titel vermelde referentie, hierna "het besluit" genoemd.

Artikel 2 – Bedrag

Het bedrag is berekend op basis van de begrotingsraming zoals vermeld in de subsidieaanvraag die door de begunstigde is ingediend.

Als uit de facturen blijkt dat het project is gewijzigd, wordt de subsidie opnieuw berekend. Deze mag in geen geval hoger zijn dan het oorspronkelijk bij het besluit toegekende bedrag.

Artikel 3 – Duur van de opdracht

De te subsidiëren periode loopt van 15/01/2025 tot 14/01/2028.

Artikel 4 – Contactpersonen

Voor de uitvoering van deze overeenkomst is de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel:
JEANMART Céline,
cjeanmart@ environnement.brussels,

02/563.41.66
of haar vervanger.

De persoon die verantwoordelijk is voor de uitvoering van het project bij de begunstigde is:
Jean-François Maljean
jean-francois.maljean@etterbeek.brussels
0497/59.98.91

Leefmilieu Brussel moet vooraf op de hoogte worden gebracht van elke vervanging van het hierboven vermelde personeel.

Artikel 5 – Beschrijving van de opdracht

Artikel 5.1 - Algemeen doel

De begunstigde verbindt zich ertoe het project “Renovett”, hierna “het project” genoemd, uit te voeren zoals het is beschreven in zijn kandidatuurdossier dat is ingediend in het kader van de projectoproep RENOLAB.ID 2024.
Het project “Renovett” bestaat uit de ontwikkeling van een methodologie om de gemeente in te zetten voor de collectieve/gegroepeerde energierenovatie van privéwoningen, met inbegrip van het delen van energie en energiegemeenschappen.

Het project vindt zijn oorsprong in de overwegingen van de intercommunale werkgroep over de collectieve energierenovatie van gebouwen, die is opgericht in het kader van de RENOLUTION-strategie. De eerste conclusies van de intercommunale werkgroep benadrukken de rol van de gemeenten bij het stimuleren van collectieve energierenovatie. Er bestaat een algemene consensus over de noodzaak van ondersteuning bij het renovatieproces. Met de hulp van ten minste één collectieve renovatiegroep zullen we bijdragen aan de ontwikkeling van een implementatiemethode die is aangepast aan de gemeenten.

De begunstigde is volledig op de hoogte gebracht van het feit dat zijn project moet voldoen aan het principe van “geen aanzienlijke afbreuk doen” (DNSH – “Do not significant harm”), zoals gedefinieerd in Verordening (EU) 2020/852 betreffende de totstandbrenging van een kader ter bevordering van duurzame beleggingen en de uitvoeringsmaatregelen daarvan. De toegekende subsidie mag dus alleen worden gebruikt op een manier die geen aanzienlijke afbreuk doet aan de volgende zes milieudoelstellingen: 1) mitigatie van klimaatverandering; 2) aanpassing aan klimaatverandering; 3) duurzaam gebruik en bescherming van aquatische en mariene hulpbronnen; 4) circulaire economie; 5) preventie en vermindering van verontreiniging; en 6) bescherming en herstel van biodiversiteit en ecosystemen. 1) de mitigatie van klimaatverandering; 2) de adaptatie aan klimaatverandering; 3) het duurzaam gebruik en de bescherming van water en mariene hulpbronnen; 3) de circulaire economie; 4) de preventie en bestrijding van verontreiniging en 6) de bescherming en het herstel van de biodiversiteit en ecosystemen.

Artikel 5.2 – Doelstellingen, prestatie-indicatoren en middelen

• Doelstellingen van het project

Het door de gemeente Etterbeek voorgestelde project heeft tot doel de belemmeringen weg te nemen en de collectieve/gegroepeerde energierenovatie van privéwoningen op ons grondgebied te stimuleren, met inbegrip van het delen van energie en energiegemeenschappen. Het project voorziet in een dienst die vergelijkbaar is met de ondersteuning van opdrachtgevers. Zo zou de gemeentelijke projectbeheerder de

eigenaars concreet bijstaan in hun traject van gegroepeerde energierenovatie:

- Literatuuronderzoek, ontmoetingen met contactpersonen, benchmarking
- Uitwerking van een actiestrategie
- Communicatie en informatie
- Hulp bij het opzetten en stimuleren van een of meer groepen eigenaren
- Profilering van kandidaten, diagnose van onroerend goed, prioritering van te overwegen werkzaamheden, enz.
- Technisch-juridische expertise
- Deelname aan vergaderingen
- Ondersteuning bij het zoeken naar voordelige/innovatieve technische en financiële oplossingen, met name gecoördineerde oplossingen: groepsaankopen, gebruik van dezelfde architect of aannemer, onderhandelen over voordelige leningen
- Werken aan de circulariteit en de ecologische voetafdruk van bouwplaatsen en renovatiematerialen
- Hulp bij tijdelijke herhuisvesting als dat nodig is tijdens grote bouwprojecten
- Ondersteuning bij het verkrijgen van RENOLUTION-premies Ondersteuning op het gebied van stedenbouwkundige vergunningen
- Bevordering van goede energiepraktijken in woningen: regeling van HVAC-installaties, zuinig gebruik van water en elektriciteit, enz.
- Ontwikkeling van een implementatiemethode die is aangepast aan de gemeenten
- Delen van ervaringen/verspreiding (opleveringen) op het niveau van het BHG en daarbuiten
- Enzovoort.

Om andere Brusselse gemeenten als eerste te laten meegenieten van de resultaten, is het project van plan een implementatiemethode te ontwikkelen en te delen die is aangepast aan de gemeenten. Die methode zal met name de volgende stappen en thema's behandelen:

- Hoe een relevante groep mensen identificeren, opleiden en gemotiveerd houden die op tijdstip T klaar zijn om samen het avontuur aan te gaan en over de nodige motivatie en middelen beschikken (zie met name het onderscheid dat in deze kandidatuur wordt gemaakt tussen de geografische gemeenschap en de belangengemeenschap)?
- Rekening houden met sociaaleconomische parameters, de energieprestatie van gebouwen, homogeniteit, geografie, soorten geplande werkzaamheden, gedeelde belangen, enz.
- Hoe proactief communiceren om één proefgroep voor collectieve renovatie te identificeren en bij te dragen aan de totstandkoming ervan.
- Hoe de uit te voeren werkzaamheden en administratieve procedures identificeren rekening houdend met de prioriteiten van de bewoners, maar ook met die van de overheid (bestrijding van energiearmoede, stedenbouw en erfgoed, herziening van het BWLKE, met de verplichting voor alle Brusselse woningen om binnen enkele jaren over een EPC-ATTEST te beschikken, evenals de verplichting om woningen met EPC F en G snel te renoveren) Hoe andere belanghebbenden identificeren en mobiliseren: met name architecten en aannemers, maar ook het Gewest (met name voor de toekenning van Renolution-premies), Hoe en in hoeverre de uitvoering concreet kan worden gebundeld: groepsaankopen, gebruik van dezelfde architect en/of aannemer, gegroepeerde administratieve dossiers, ervaringen delen, enzovoort
- Waar de grenzen van de rol van de gemeente als ondersteuning van opdrachtgevers liggen: tussen louter “groepsbegeleider” en “quasi” opdrachtgever
- Hoe het team en de competenties binnen de gemeente moeten worden

georganiseerd, waarbij een echte meerwaarde wordt geboden aan de inwoners, maar zonder de werklast buitensporig te verzwaren en afbreuk te doen aan de basistaken van de diensten, en met een duidelijke omschrijving van de juridische en financiële verantwoordelijkheden van de betrokken partijen

• Te ontwikkelen opleveringen tijdens het project

De implementatiemethode die is aangepast aan de gemeenten, wordt weergegeven in de vorm van opleveringen die een reeks vrij gevarieerde en informele middelen en instrumenten omvatten (workshops, bezoeken op het terrein, directe interacties, technische fiches). Dit zal de belangrijkste oplevering vormen en zal met name de volgende stappen en thema's behandelen:

- Hoe een relevante groep mensen identificeren, opleiden en gemotiveerd houden die op tijdstip T klaar zijn om samen het avontuur aan te gaan en over de nodige motivatie en middelen beschikken (zie met name het onderscheid dat in deze kandidatuur wordt gemaakt tussen de geografische gemeenschap en de belangengemeenschap)?
- Rekening houden met sociaaleconomische parameters, de energieprestatie van gebouwen, homogeniteit, geografie, soorten geplande werkzaamheden, gedeelde belangen, enz.
- Hoe proactief communiceren en een efficiënte groepsdynamiek creëren om één proefgroep voor collectieve renovatie te identificeren en bij te dragen aan de totstandkoming ervan die veerkrachtig en duurzaam is in de tijd
- Hoe de uit te voeren werkzaamheden en administratieve procedures identificeren rekening houdend met de prioriteiten van de bewoners, maar ook met die van de overheid (bestrijding van energiearmoede, stedenbouw en erfgoed, herziening van het BWLKE, met de verplichting voor alle Brusselse woningen om binnen enkele jaren over een EPC-ATTEST te beschikken, evenals de verplichting om woningen met EPC F en G snel te renoveren)
- Hoe andere belanghebbenden identificeren en mobiliseren: met name architecten en aannemers, maar ook het Gewest (met name voor de toekenning van Renolution-premies),
- Hoe en in hoeverre de uitvoering concreet kan worden gebundeld: groepsaankopen, gebruik van dezelfde architect en/of aannemer, gegroepeerde administratieve dossiers, ervaringen delen, enzovoort
- Waar de grenzen van de rol van de gemeente als ondersteuning van opdrachtgevers liggen: tussen louter “groepsbegeleider” en “quasi” opdrachtgever
- Hoe het team en de competenties binnen de gemeente moeten worden georganiseerd, waarbij een echte meerwaarde wordt geboden aan de inwoners, maar zonder de werklast buitensporig te verzwaren en afbreuk te doen aan de basistaken van de diensten, en met een duidelijke omschrijving van de juridische en financiële verantwoordelijkheden van de betrokken partijen

Om deze implementatiemethode die is aangepast aan gemeenten te verspreiden, voorziet het project in een strategie en instrumenten voor het delen en verspreiden van informatie, gebaseerd op:

- Vergaderingen, werkgroepen, workshops en lezingen, waarvan er ten minste 1 door ons wordt georganiseerd en ten minste 1 waaraan wij als gast deelnemen om onze resultaten voor te stellen
- Studiedagen en bezoeken op het terrein, waarvan er ten minste 1 door ons wordt georganiseerd en ten minste 1 waaraan wij als gast deelnemen om onze resultaten voor te stellen

- Voorlichtingsinitiatieven voor een breder publiek: sociale media, persberichten, website en gemeenteblad
- Het samenstellen (bijvoorbeeld op een website) van een vademecum: een reeks praktische en nuttige informatie, zoals goede praktijken, geleerde lessen, te vermijden valkuilen, technische fiches, aanbevelingen, de meest relevante informatiebronnen, enz.

• Middelen

De begunstigde zal het personeel inzetten dat nodig is voor de goede uitvoering van het project.

Artikel 5.3 - Voorlopige planning en locatie(s) van de opdracht

Het project heeft een looptijd van 3 jaar en bestaat uit 4 fasen, waarvan er 3 de kern van het project vormen en de 4e fase de verspreiding op grotere schaal betreft:

1. Start – eerste 6 maanden:

- Upgrade en benchmarking: kennismaking met de context, in het bijzonder met initiatieven/projecten voor collectieve renovaties in het BHG en hun ervaringen
- Typologie van onze eigenaars en privéwoningen
- Uitwerking van een actiestrategie
- Proactieve communicatie om ten minste één proefgroep voor collectieve renovatie te identificeren en bij te dragen aan de totstandkoming ervan.

2. Uitvoering op het terrein – Na de start en tot het einde van het proces:

- Actieve ondersteuning bij de uitvoering van de collectieve/gegroepeerde energierenovatie van ten minste één proefgroep voor collectieve renovatie. Deze proefgroep zal worden samengesteld tijdens de hierboven genoemde startfase.
- Dienstverlening die vergelijkbaar is met ondersteuning van de opdrachtgever: zie de meer gedetailleerde lijst van taken hierboven (ondersteuning bij het zoeken naar voordelige/innovatieve technische en financiële oplossingen, administratieve ondersteuning, enz.)

3. Een implementatiemethode ontwikkelingen die is aangepast aan de gemeenten – Na de start en tot het einde van het proces. Die methode zal de volgende punten behandelen:

- Hoe de dynamiek van een relevante groep te identificeren, te vormen en in stand te houden,
- Hoe proactief en effectief te communiceren,
- Hoe de uit te voeren werkzaamheden en administratieve procedures identificeren,
- Hoe andere belanghebbenden identificeren en mobiliseren: met name architecten en aannemers, maar ook het Gewest (met name voor de toekenning van Renolution-premies),
- Hoe en in hoeverre de uitvoering concreet kan worden gebundeld,
- Waar de grenzen van de rol van de gemeente als ondersteuning van opdrachtgevers liggen,
- Hoe het team en de competenties binnen de gemeente moeten worden georganiseerd;

4. Delen van ervaringen/verspreiding (opleveringen) op het niveau van het BHG: we

zullen onze implementatiemethode, die is aangepast aan de gemeenten, gedurende het hele proces verspreiden.

Artikel 5.4 - Doelgroep

De begunstigde is verplicht om voldoende zichtbaarheid te geven aan zijn realisaties en aan de gewestelijke strategie waarin deze realisaties passen, en om ook aan te tonen dat het project financiële steun van het Gewest heeft gekregen.

Op alle documenten die in het kader van het project worden geproduceerd, moet dus het logo van Leefmilieu Brussel en Renolution staan. Deze documenten moeten vóór publicatie ter goedkeuring worden voorgelegd aan het in artikel 6 bedoelde begeleidingscomité.

Bovendien verbindt de begunstigde zich ertoe om in zijn externe communicatie (website, promotiedocumenten die eventueel in het kader van het project worden gepubliceerd, enz.) het volgende te vermelden:

• het logo “Renolution”, dat door Leefmilieu Brussel wordt verstrekt
• het logo van het Gewest met de vermelding “avec le soutien de la Région de Bruxelles-Capitale — met de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”. Het logo van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan worden gedownload op de website: http://be.brussels/files-fr/a-propos-de-la-region/mrbc/charte-graphique/mi-sponsor/mi-sponsor/view

Artikel 5.5 - Communicatieaspecten:

5.5.1. Recht op gebruik van informatie over het project

Alle informatie die niet strikt vertrouwelijk is over de uitvoering van het project (in alle fasen van de uitvoering) kan door Leefmilieu Brussel worden gebruikt voor het opstellen van statistieken, het uitvoeren van studies en het organiseren van seminaries of bedrijfsbezoeken. Ze kunnen ook worden gebruikt om het voorbeeldige karakter te verspreiden en te promoten en het Brusselse ondernemerschap in de verf te zetten in het kader van tentoonstellingen, evenementen, publicaties, enz.
Voor zover mogelijk en als dit opportuun is voor het doel van het gebruik van deze niet-vertrouwelijke informatie, verbindt Leefmilieu Brussel zich ertoe in zijn communicatie de volgende vermelding op te nemen: “ontwikkeld dankzij het project ”Renovett" in het kader van RENOLAB.”

5.5.2. Recht op gebruik van de resultaten

5.5.2.1 De begunstigde verleent Leefmilieu Brussel, die dit aanvaardt, een niet-exclusief recht om de resultaten van het project (o.a. de in punt 5.2 hierboven bedoelde opleveringen), hierna “Resultaten” genoemd, te gebruiken onder de volgende voorwaarden:

- Leefmilieu Brussel mag de Resultaten gebruiken voor voorbeeld- en reproductiedoeleinden (afgeleide producten).
- Leefmilieu Brussel is houder van de intellectuele eigendomsrechten op de afgeleide producten.
- Leefmilieu Brussel heeft het recht om de Resultaten aan derden over te dragen, op voorwaarde dat het gebruik niet-commercieel blijft en systematisch voldoet aan de gebruiksvoorwaarden vermeld in punt 5.5.3.

5.5.2.2 Niet-toegestaan gebruik: Leefmilieu Brussel verbindt zich ertoe de Resultaten niet voor commerciële doeleinden te gebruiken. Het gebruik van de Resultaten (geheel of gedeeltelijk) is beperkt tot een strikt niet-commercieel kader.

5.5.2.3 Gebruiksvoorwaarden: Leefmilieu Brussel verbindt zich ertoe om in zijn communicatie en publicaties over de resultaten en afgeleide producten de volgende vermelding op te nemen: “ontwikkeld dankzij het project ‘Renovett’”.

5.5.2.4 Eigendom: De begunstigde is houder van de intellectuele eigendomsrechten op de Resultaten, met inbegrip van de auteursrechten.

Artikel 5.6 - Activiteitenverslag:

Er wordt een activiteitenverslag opgesteld in de verschillende fasen van het project (zie artikel 8 – Vereffeningsvoorwaarden).

Er wordt een eindverslag opgesteld op basis van het door Leefmilieu Brussel verstrekte Template, waarin de fasen en de methodologie van het project worden beschreven, evenals de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten ervan (zie punt “Indicatoren” hierboven).

Het eindverslag wordt vergezeld van een samenvatting van maximaal één A4-pagina, opgesteld met het oog op publicatie, met een beschrijving van het project en de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten.

Eventueel kan deze samenvatting worden gepubliceerd op de website van RENOLAB.

Artikel 6 – Begeleiding

Om toe te zien op de goede uitvoering van de opdrachten wordt een Begeleidingscomité opgericht, hierna het “BC” genoemd, dat als volgt is samengesteld:
• een vertegenwoordiger van de begunstigde
• een vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel
• een vertegenwoordiger van de minister van Leefmilieu

Het BC kan elke andere persoon uitnodigen waarvan het de aanwezigheid nuttig acht.

Het BC komt zo vaak bijeen als nodig is voor de goede uitvoering van deze overeenkomst.

Het BC kan alle maatregelen voorstellen die nodig zijn voor de goede uitvoering van de opdracht, met inbegrip van maatregelen voor de wijziging van de duur of de lijst van subsidiabele uitgaven. Elke voorgestelde wijziging moet worden vastgelegd in een aanhangsel bij deze overeenkomst. Dit aanhangsel wordt door alle partijen goedgekeurd en bij de voor vereffening benodigde bewijsstukken gevoegd. In geval van een wijziging van het vereffeningsplan die een verandering van de jaarlijkse budgettaire impact tot gevolg heeft, moet het aanhangsel bovendien ter voorafgaande advies aan de Inspectie van Financiën worden voorgelegd.

De begunstigde moet zich houden aan de voorwaarden van deze overeenkomst. Het niet naleven van deze instructies wordt beschouwd als een inbreuk op de bepalingen van de overeenkomst. De begunstigde verbindt zich ertoe zich te onderwerpen aan elke controle van Leefmilieu Brussel. Deze controle kan bestaan uit een bezoek ter plaatse of een verzoek om aanvullende informatie.

Voorafgaand aan elke vergadering van het BC zal de begunstigde ten minste 5 werkdagen vóór de datum van de vergadering per e-mail aan de vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel een voortgangsrapport over de werkzaamheden bezorgen. Deze rapporten worden opgesteld (en geïllustreerd) met het oog op de directe voorbereiding van de hoofdstukken van het eindrapport. Ze zullen dus als basis voor de discussie dienen.

De begunstigde stelt voor elke vergadering van het BC een ontwerpverslag op dat hij binnen 10 werkdagen na de vergadering per e-mail naar elk lid van het BC stuurt. Na goedkeuring door alle leden wordt dit verslag toegevoegd aan het dossier voor de opvolging van de subsidie.

Artikel 7 – Subsidiabele uitgaven

De uitgaven die in aanmerking komen voor de toegekende subsidie zijn uitgaven exclusief btw. Btw kan alleen als subsidiabel worden beschouwd als deze daadwerkelijk en definitief door de begunstigde wordt gedragen.

De subsidiabele uitgaven worden gedetailleerd beschreven in punt “4.2 Uitgaven die in aanmerking komen” van het RENOLAB.ID 2023-reglement. Alleen uitgaven die binnen het kader van het reglement vallen, komen in aanmerking voor subsidie.

De vergoede posten en bedragen zijn in overeenstemming met de gesubsidieerde begroting zoals bijgevoegd bij de subsidieaanvraag.

Elke belangrijke wijziging moet worden besproken in het Begeleidingscomité.

Artikel 8 – Vereffeningsvoorwaarden

De eerste schijf wordt betaald volgens de voorwaarden van het Subsidiebesluit.

De volgende schijven T2, T3, T4, T5 en T6 worden vereffend op basis van een tussentijds verslag dat voorafgaand aan elk tussentijds BC wordt verzonden, die ongeveer om de 6 maanden na de kennisgeving van de subsidie plaatsvindt. Het verslag wordt elektronisch verzonden met als onderwerp de in de titel vermelde referentie, gevolgd door “/T + nummer van de overeenkomstige schijf”
• aan de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel en in kopie
• aan de dienst Subsidies van Leefmilieu Brussel (sub@ leefmilieu.brussels)

Na goedkeuring van dit verslag en bekrachtiging van het verschuldigde bedrag, wordt binnen 2 maanden een schuldvordering met de in de titel vermelde referentie, gevolgd door “/T+ nummer van de overeenkomstige schijf”, elektronisch ingediend bij de boekhoudafdeling van Leefmilieu Brussel:
invoice@ leefmilieu.brussels en/of via Mercurius (PEPPOL - Contactgegevens van Leefmilieu Brussel)

De betaling zal worden uitgevoerd binnen 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, waarbij de datum van ontvangst als bewijs geldt.

Het saldo (T7) wordt vereffend op basis van een einddossier dat het volgende bevat
• een eindverslag over het verloop van de opdracht, met name op basis van de in artikel 5 genoemde uitvoeringsindicatoren
• een algemene uitgave inventaris (AUI) met alle uitgaven die in het kader van de subsidie zijn aangegeven. Deze worden gesorteerd per uitgavencategorie en genummerd. Leefmilieu Brussel stelt het te gebruiken AUI-model ter beschikking.

• bewijsstukken en betalingsbewijzen voor elke uitgave die in de AUI is opgenomen. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen worden ofwel afzonderlijk verstrekt, ofwel bijgevoegd bij het bewijsstuk waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk op 15/08/2028 worden ingediend, bij voorkeur elektronisch, met als onderwerp de referentie SUB/2025/RenoB/ID/1040/Renovett gevolgd door "/Solde".
• aan de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel en in kopie
• aan de dienst Subsidies van Leefmilieu Brussel (sub@ leefmilieu.brussels)

Als het dossier na deze datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Na goedkeuring van het eindrapport door het BC en de bekrachtiging van het verschuldigde bedrag door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door middel van een controleverslag, wordt een definitieve schuldvordering met referentie SUB/2025/RenoB/ID/1040/Renovett gevolgd door "/Solde" ingediend bij de boekhoudafdeling van Leefmilieu Brussel, en dit:
• elektronisch (in pdf-formaat) naar invoice@ leefmilieu.brussels
• of via Mercurius (PEPPOL - Contactgegevens van Leefmilieu Brussel)

Als de schuldvordering na deze datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie; de betalingsverplichting van Leefmilieu Brussel vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, waarbij de stempel van ontvangst als bewijs geldt.

Artikel 9 – Controle van de toekenning en het gebruik van de subsidies

De begunstigden zijn onderworpen aan de verplichtingen die zijn vastgelegd in de artikelen 165 tot en met 169 van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, alsook aan de bepalingen van de artikelen 59 tot en met 65 van het besluit van de Brussels hoofdstedelijke Regering van 30/05/2024 betreffende de administratieve en begrotingscontrole van de gewestelijke entiteit, wat met name het volgende inhoudt:

• Elke subsidie moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze is toegekend.
• Elke begunstigde van een subsidie moet het gebruik van de ontvangen bedragen verantwoorden, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.
• Geen enkele gesubsidieerde actie mag door de begunstigde van de subsidie worden uitgevoerd vóór de kennisgeving van het ondertekende en gedateerde besluit tot toekenning ervan en, in voorkomend geval, van de overeenkomst die daarop betrekking heeft.
Een uitzondering wordt gemaakt voor acties die op 1 januari van het lopende begrotingsjaar van start gaan. Deze dossiers kunnen tot 30 april van het lopende begrotingsjaar worden voorgelegd aan de
minister van Begroting voor begrotingsakkoord mits motivering.
• Louter door het feit een subsidie te aanvaarden, verleent de begunstigde aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

• De begunstigde is verplicht het bedrag van de subsidie onmiddellijk terug te betalen:
1° als hij de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie niet naleeft;

1° de subsidie niet gebruikt wordt voor de doeleinden waarvoor zij is toegekend;
2° die de hierboven bedoelde controle belemmert;
3° die al een subsidie ontvangt voor hetzelfde doel, op basis van dezelfde bewijsstukken

Wanneer de begunstigde nalaat het gebruik van de in het kader van de subsidie ontvangen bedragen te verantwoorden, is hij verplicht het niet-verantwoorde deel terug te betalen.
• De betaling van subsidies kan worden opgeschort zolang de begunstigde voor eerder ontvangen soortgelijke subsidies nalaat de bewijsstukken te verstrekken over het gebruik van de ontvangen bedragen of zich niet onderwerpt aan de controle van het gebruik van de toegekende middelen.
• De subsidie is onderworpen aan het principe van goed financieel beheer, namelijk de principes van zuinigheid, efficiëntie en doeltreffendheid, alsmede het principe van transparantie.
• De subsidie is onderworpen aan het principe van geen verrijking voor de begunstigde: als blijkt dat de begunstigde zich op welke manier dan ook verrijkt door de uitvoering van het project, voorziet de wet in de terugbetaling van een deel van de subsidie.
• Wanneer de begunstigde van een subsidie een publiekrechtelijke instelling is of een persoon die ongeacht zijn rechtsvorm en aard op de datum van de beslissing om tot een opdracht over te gaan, beschikt over rechtspersoonlijkheid, opgericht is met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen belang die niet van industriële of commerciële aard zijn en op een van de volgende wijzen afhangt van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de lokale overheidsinstanties of andere instellingen of personen, als bedoeld in artikel 2, 1° c) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten:

1° ofwel worden zijn werkzaamheden in hoofdzaak gefinancierd door de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de lokale overheidsinstanties of andere instellingen of personen die ressorteren onder artikel 2, 1° c) van de wet van 17 juni 2016;
2° ofwel is zijn beheer onderworpen aan het toezicht van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de lokale overheidsinstanties of andere instellingen of personen die ressorteren onder artikel 2, 1° c) van de wet van 17 juni 2016;
3° ofwel zijn meer dan de helft van de leden van het bestuurs-, leidinggevende of toezichthoudende orgaan aangewezen door de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de lokale overheidsinstanties of andere instellingen of personen die ressorteren onder artikel 2, 1° c) van de wet van 17 juni 2016;

dan is voornoemde subsidie onderworpen aan de bepalingen van de wet van 17 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten, overeenkomstig artikel 2, 1°, c) van die wet.

Het feit niet onder voornoemde wet te ressorteren ontslaat de begunstigde niet van de verplichting om de goedkoopste oplossing te zoeken.

Artikel 10 – Inwerkingtreding

Deze overeenkomst, ondertekend door de partijen, treedt in werking onder de opschortende voorwaarde van de kennisgeving van het subsidiebesluit waaraan deze overeenkomst is gehecht.

Elke prestatie die vóór de inwerkingtreding wordt geleverd, hetzij op eigen initiatief, hetzij op basis van niet-conforme instructies, is voor risico en op eigen verantwoordelijkheid van de begunstigde.

Artikel 11 – Burgerlijke aansprakelijkheid

Elke prestatie die vóór het begin van de in artikel 3 vastgestelde opdracht wordt geleverd,

hetzij op eigen initiatief, hetzij op basis van niet-conforme instructies, is voor risico en op eigen verantwoordelijkheid van de begunstigde.

Artikel 12 – Regeling van geschillen

In geval van moeilijkheden met tot de interpretatie of uitvoering van deze overeenkomst, in geval van lacunes in deze overeenkomst en, meer in het algemeen, in geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw naar een oplossing te zoeken.

Bij gebrek aan een minnelijke schikking kunnen de partijen overeenkomen een beroep te doen op een of meer in onderling overleg aangewezen deskundigen. Overeenkomstig de artikelen 1676 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek en met het oog op de oplossing van elk geschil dat al is ontstaan of zou kunnen ontstaan uit de uitvoering van deze overeenkomst, kan Leefmilieu Brussel in onderling overleg met de begunstigde overeenkomen een beroep te doen op een arbiter.

Als de partijen beslissen geen beroep te doen op een arbiter of als een van de partijen niet akkoord gaat met het inschakelen van een arbiter, zijn uitsluitend de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Brussel, op ___/___/____

Voor Leefmilieu Brussel,

Barbara Dewulf
Adjunct-directeur-generaal

Voor de begunstigde,

Vincent De Wolf
Burgemeester

Annick Petit
Gemeentesecretaris

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen
NTF_2025_RenoB_ID_1040_Renovett.pdf, reglement_renolabid_2024_fr_0 (1).pdf, LEGI_2025_RenoB_ID_1040_Renovett.pdf, Candidature_2024_RenolabID Etterbeek draft V260824.docx, CONT_2025_RenoB_ID_1040_Renovett.pdf

---

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

22.09.2025/A/0017 **Conseil de quartier de La Chasse - Procès-verbal de la deuxième séance 2025**

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a

approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant les documents en annexes listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 2e séance :
CQ Chasse_2025_Séance 2_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :

1. Carnet d'idées
2. Carnet d'idées_Propositions finales

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la deuxième séance 2025 du conseil de quartier de La Chasse.

Le Conseil prend connaissance.
31 votants : 31 votes positifs.

Wijkraad De Jacht - Verslag van de tweede zitting 2025

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 2de zitting:
WR Jacht_2025_Zitting 2_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:

1. Ideeënboekje
2. Ideeënboekje_Slotvoorstellen

NEEMT KENNIS van het verslag van de tweede zitting 2025 van de wijkraad De Jacht.

De raad neemt kennis.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen
WR Jacht_2025_Zitting 2_Verslag.pdf, A1_Carnet d'idées.pdf, B2_Ideeënboekje_Slotvoorstellen.pdf, CQ Chasse_2025_Séance 2_PV.pdf, B1_Ideeënboekje.pdf, A2_Carnet d'idées_Propositions finales.pdf

---

Climat - Klimaat

22.09.2025/A/0018 **Règlement relatif à l'octroi de primes contribuant à la revalorisation, ainsi qu'à la transition écologique des commerçants et artisans de proximité**

Le Conseil Communal,

Considérant que le Plan Climat d'Etterbeek prévoit de favoriser une offre culturelle et commerciale locale et durable (objectif stratégique numéro 4), ainsi que de favoriser les commerces participant à la transition écologique (action T.4.1.4), notamment en intégrant des critères de durabilité de l'activité commerciale dans les conditions d'octroi des primes ;

Considérant que le fonctionnaire du Service Plan Climat, la fonctionnaire du Service Développement économique et commercial, ainsi que la responsable des projets stratégiques de la Commune ont collaboré à une proposition de révision des primes « starter », « booster » et « upgrader », afin d'y intégrer des conditions d'octroi répondant davantage aux enjeux de la transition écologique de l'économie locale ;

Considérant que le règlement présenté ci-dessous révise et abroge le règlement relatif aux primes pour les commerçants et artisans de proximité;

Considérant que l'approbation de ce règlement n'implique pas de moyens budgétaires supplémentaires, dans la mesure où il constitue une nouvelle grille d'attribution des primes sur la base du budget déjà alloué aux primes « starter », « booster » et « upgrader » (à l'article budgétaire 520 332 0202) ;

Considérant que le règlement existant (intitulé *Règlement relatif à l'octroi de primes dans le cadre du plan de revalorisation des commerçants et artisans*) serait abrogé par le nouveau règlement ci-dessous (intitulé *Règlement relatif à l'octroi de primes contribuant à la revalorisation ainsi qu'à la transition écologique des commerçants et artisans de proximité*) ;

Considérant qu'il n'y aurait pas de période de coexistence des deux règlements ;

Considérant la proposition de règlement ci-dessous ;

Article 1 :

Système etterbeekois de primes contribuant à la revalorisation, ainsi qu'à la transition écologique des commerçants et artisans de proximité.

La commune d'Etterbeek se dote d'un Plan qui contribue au dynamisme, à l'attractivité, à la convivialité, à la qualité de vie dans les quartiers, ainsi qu'à la transition écologique des commerçants et artisans de proximité. Le plan consiste, notamment, en la création d'un système de primes visant à soutenir les commerçants et artisans de proximité selon le type de projets entrepris.

Article 2 - Définitions :

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1 . **Commerçant** : toute personne physique ou morale développant une activité commerciale ouverte au public sur le territoire de la commune d'Etterbeek ;

2 . **Artisan** : toute personne physique ou morale active dans la production, la transformation, la réparation, la restauration d'objets, la prestation de services dont les activités présentent des aspects essentiellement manuels, un caractère authentique, développant un certain savoir-faire axé sur la qualité, la tradition, la création ou l'innovation ;

3 . **Transition écologique** : on entend par transition écologique « une évolution vers un nouveau modèle économique et social, qui apporte une solution globale et pérenne

aux grands enjeux environnementaux de notre siècle et aux menaces qui pèsent sur notre planète. Opérant à tous les niveaux, la transition écologique vise à mettre en place un modèle de développement résilient et durable qui repense nos façons de consommer, de produire, de travailler et de vivre ensemble. » (oxfamfrance.org);

4. **Primes** :

Prime premier établissement : prime destinée aux commerçants et artisans installés à Etterbeek pour la première fois ;

Prime commerce durable : prime destinée aux commerçants et artisans qui consentent à un nouvel investissement en vue diminuer l'impact climatique et environnemental de leur activité, tout en contribuant au développement économique durable du territoire ;

Les investissements éligibles à la prime commerce durable portent notamment sur ce qui suit :

- Investissements consentis permettant une baisse de la consommation énergétique (à titre d'exemple, remplacement d'équipements à faible performance énergétique, réalisation de petits travaux d'isolation, optimisation de la régulation de la température du bâtiment, installation d'éclairage LED, gestion temporelle ou présentielle des luminaires, etc.) ;
- Labellisations écoresponsables: obtention de certifications telles que Bio, Fairtrade, Good Food, etc. ;
- Investissements mettant en place une politique « zéro déchets » (à titre d'exemple, mise en place de filières de réutilisation, réparation, etc.) et de gestion écologique des déchets (à titre d'exemple, recours à des services de compostage utilisant la mobilité douce) ;
- Valorisation des filières locales ou recours à un transport durable (véhicules zéro émissions directes) ;
- Missions d'audit énergétique, de comptabilité des émissions de gaz à effet de serre, formations en durabilité, etc. Toute demande doit revêtir un caractère utile par rapport aux activités de l'entreprise (apportant une plus-value objective) ou nécessaire qui sera apprécié par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Prime à l'embellissement : une prime destinée aux commerçants et artisans réalisant des petits travaux et rénovations en vue de la mise en valeur de l'établissement où ils exercent leur activité. Les travaux et rénovations effectués ne peuvent pas engendrer une augmentation structurelle de la consommation énergétique du commerce (à titre d'exemple, l'installation d'équipements de climatisation, de luminaires additionnels ou d'une enseigne lumineuse ne représentent pas des dépenses éligibles, à moins que cette dernière ne remplace une enseigne, à utilisation égale, plus énergivore).

Article 3 - Montant :

Prime premier établissement

Dans les limites des crédits budgétaires communaux disponibles pour l'exercice en cours, le montant de la prime est fixé à 500 euros par prime.

Le montant maximal de la prime est majoré de 1000 euros, lorsque le projet admis participe aux objectifs de transition écologique et du développement durable, notamment, la promotion de l'économie circulaire, et du commerce équitable, l'achat et la vente de produits qui assurent un revenu vital aux producteurs et travailleurs.

Prime commerce durable et prime à l'embellissement

Dans les limites des crédits budgétaires communaux disponibles pour l'exercice en cours, le montant de la prime est fixé à 60% du montant du projet admis TVAC avec un maximum de 1000 euros par prime.

Le montant maximal de la prime est majoré de 50% (soit un plafond porté à 1500 euros), lorsque le projet admis est géré par un commerçant ou un artisan qui engage des travailleurs en situation de handicap et qui bénéficie soit de la prime d'insertion soit de l'intervention dans l'adaptation du poste de travail (interventions prévues par l'arrêté 2014/152 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées portant application des articles 19,1° et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée).

Le montant maximal de la prime est majoré de 50% (soit un plafond porté à 1500 euros), lorsque l'investissement couvre également des travaux d'aménagement pour améliorer l'accessibilité aux personnes porteuses d'un handicap (rampe d'accès, adaptation des sanitaires, etc.).

Les primes peuvent être cumulées à d'autres aides financières publiques, à condition que le montant des aides cumulées ne dépasse pas le coût de l'investissement ou des travaux. Si le montant des aides cumulées dépasse le coût des travaux, la prime n'est accordée qu'à due concurrence. Aussi, la prime plafonnée à 1 000 euros ainsi que son éventuelle majoration de 500 euros seront automatiquement réduites pour ne pas dépasser le coût de l'investissement ou des travaux.

La prime starter peut être cumulée avec la prime commerce durable ou la embellissement. Le montant total octroyé, par commerçant et artisan par année civile, s'élève à 3000 euros.

Article 4 – Conditions d'octroi de la prime :

Pour prétendre à une des primes instituées par le présent règlement, le demandeur devra remplir les conditions suivantes :

1. Être un commerçant ou un artisan conformément aux définitions reprises à l'article 2 du présent règlement ;
2. Être en règle avec les dispositions légales et les règlementations fiscales, sociales et environnementales qui régissent l'exercice de la profession pour laquelle la prime est sollicitée, ainsi que vis-à-vis des prescriptions urbanistiques ;
3. Être établi sur le territoire de la commune d'Etterbeek ou, lorsqu'il s'agit d'une demande pour une prime starter, s'établir professionnellement pour la première fois sur le territoire de la commune d'Etterbeek ;
4. Déclarer sur l'honneur occuper moins de 10 ETP, disposer d'un chiffre d'affaires ou d'un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros et ne pas exercer son activité dans un des secteurs expressément exclus conformément à l'article 6 du présent règlement ;
5. Notifier au Service du développement économique et commercial la cessation de son activité professionnelle à Etterbeek ;
6. Restituer intégralement la prime si la déclaration afférente à l'octroi de la prime s'avère être inexacte ou incomplète ;
7. Déclarer les éventuelles autres aides financières publiques, ainsi que leur montant. La prime visée par le présent règlement et son éventuelle majoration, cumulées aux autres aides publiques financières, ne pouvant en aucun cas

conduire le bénéficiaire à percevoir un montant supérieur à celui de l'investissement ou des travaux visés.

Article 5 – Formalités administratives :

Pour être recevable, la demande doit être introduite par le commerçant ou l'artisan de l'établissement dans les neuf mois qui suivent la réception de la facture finale du projet pour lequel une prime est sollicitée, au moyen d'un formulaire mis à disposition au Service du développement économique et commercial (Hôtel communal ou par mail economie@etterbeek.brussels) ou téléchargeable via le site internet de la commune (https://etterbeek.brussels).

La demande est adressée au Service du développement économique et commercial soit par recommandé, soit contre accusé de réception. En cas de demande par mail au service concerné, la date du mail d'accusé de réception fait foi. La demande doit obligatoirement être accompagnée des pièces justificatives spécifiées dans le formulaire de demande (descriptif du projet, facture, preuve de paiement, déclaration sur l'honneur, etc.).

Les demandes incomplètes ne sont pas prises en compte. Le Service du développement économique et commercial centralise les demandes d'octroi de prime et vérifie le respect des conditions d'octroi sur la base des pièces fournies par le demandeur.

Pour chaque candidature, un avis peut être demandé au Service climat pour acter le respect des critères liés à la transition écologique.

Sur base du rapport du Service du développement économique et commercial, le Collège des Bourgmestre et Echevins décide de l'attribution de la prime. Tout refus d'octroi de la prime doit être motivé. La décision est portée à la connaissance du demandeur de la prime par courrier.

L'attribution des primes s'effectue dans l'ordre chronologique de l'introduction des demandes. Un registre de demandes de prime est tenu en fonction de la date de réception des demandes. Toute contestation sera adressée par courrier recommandé au Collège des Bourgmestre et Echevins dans les 30 jours de la notification de la décision.

Article 6 – Exclusions :

Les activités exercées dans les secteurs suivants ne pourront prétendre à la prime :

- les night-shops et les phone-shops
- les agences de paris et de jeux de hasard
- les banques et les autres institutions financières
- le secteur des assurances le secteur de la vente, de l'achat et de la location des biens immobiliers
- la grande distribution, y compris les supermarchés et hypermarchés

Article 7 - Litiges :

Tout conflit d'interprétation des dispositions du présent règlement sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

Article 8 – Entrée en vigueur :

Le présent règlement, approuvé au Conseil communal du 15 septembre 2025, entre en

vigueur le 1er novembre 2025.

Article 9 – Disposition abrogatoire

Le présent règlement abroge en date du 31 octobre 2025 le précédent système de primes pour la revalorisation des commerçants et artisans de proximité.

Toute demande de prime introduite avant cette date sera par conséquent traitée en tenant compte des critères établis par le règlement communal du 03/05/2021.

A partir du 1er novembre 2025, toute demande de prime est évaluée selon les dispositions contenues dans le présent règlement.

Article 10 – Evaluation :

Les présents règlements et Plans feront l'objet d'une évaluation à l'occasion de sa deuxième année d'application. Cette évaluation intégrera une analyse statistique des demandes de primes ainsi qu'une évaluation des besoins des Commerces et Artisans locaux. Cette évaluation contribuera à la mise à jour des initiatives communales en matière de développement économique et commercial, ainsi qu'à une adaptation éventuelle de la liste des exclusions.

Décide :

D'approuver le réglement relatif à l'octroi de primes contribuant à la revalorisation, ainsi qu'à la transition écologique des commerçants et artisans de proximité, qui abroge le Règlement relatif à l'octroi de primes dans le cadre du plan de revalorisation des commerçants et artisans.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Reglement voor de toekenning van premies die bijdragen aan de herwaardering en de ecologische transitie van lokale handelaars en ambachtslui

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Agence Immobilière Sociale - Sociale VerhuurKantoren

22.09.2025/A/0019 **Convention de coopération entre la Commune d'Etterbeek et l'A.I.S.-Etterbeek**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code bruxellois du logement et ses arrêtés d'exécution et en particulier l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales, notamment son articles 2§1er, 7°, qui

impose aux AIS de joindre à leur dossier d'agrément une convention de coopération conclue avec un service d'accompagnement partenaire ;

Considérant la crise persistante du logement dans la Région de Bruxelles-Capitale, marquée par un déficit structurel de logements publics et abordables et par une demande croissante de ménages précarisés ;

Considérant le rôle essentiel de services sociaux de la Commune dans l'accompagnement des personnes et familles en difficulté, notamment en matière d'accès effectif à un logement décent et adapté à leurs besoins ;

Considérant que les agences immobilières sociales constituent un instrument reconnu et privilégié de la politique régionale du logement, en ce qu'elles permettent de mobiliser le parc locatif privé dans une logique d'intérêt général, d'en assurer une gestion sociale et de contribuer à l'amélioration qualitative du parc existant ;

Considérant, en particulier, l'importance de l'A.I.S.-Etterbeek dans la mise en œuvre locale de cette politique, tant pour favoriser l'accès au logement des ménages vulnérables que pour lutter contre l'insalubrité et soutenir la revalorisation du patrimoine immobilier ;

Décide :

D'approuver les termes et la signature de la convention de collaboration conclue entre la commune et l'Agence Immobilière Sociale Etterbeek, rédigée comme suit :

Convention de coopération

ENTRE, d'une part,

La Commune d'Etterbeek, située 31/1 Avenue des Casernes à 1040 Etterbeek, représentée par M. Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Mme. Annick Petit, Secrétaire communale,

Ci-après « la Commune » ;

ET, d'autre part,

L'association sans but lucratif Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek, dont le siège est sis 31/1 Avenue des Casernes à 1040 Etterbeek, représentée par M. Vincent De Wolf, Président, et M. Philippe Demol, Administrateur-délégué,

Ci-après « l'A.I.S.-Etterbeek »,

Ci-après, ensemble, « les Parties »,

PRÉAMBULE

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Attribution prioritaire

Dans le cadre de la présente convention, l'A.I.S.-Etterbeek s'engage à réserver en priorité certains logements aux personnes ou ménages en difficulté, signalés par les services sociaux communaux, conformément à l'article 31 du Code bruxellois du logement.

Elle s'engage également, dans le cadre de la politique locale de lutte contre l'insalubrité, à mettre à disposition de la Commune des logements de transit destinés à reloger temporairement les ménages contraints de quitter un logement présentant un danger pour la sécurité ou la santé de leurs occupants.

Les logements concernés dans le cadre de la présente convention sont situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 2 – Accompagnement social

Les services sociaux de la Commune, en concertation avec le CPAS, assureront un accompagnement social spécifique des locataires conformément à l'article 120, § 4, du Code bruxellois du logement.

S'il y a lieu, la Commune et l'A.I.S.-Etterbeek collaborent dans le respect des dispositions particulières relatives au secret professionnel partagé, afin de garantir un accompagnement adéquat et conforme aux règles de droit.

Article 3 – Participation aux initiatives locales

L’A.I.S.-Etterbeek s’engage à prendre part, sur simple invitation de la Commune, aux réunions de concertation, projets, événements ou activités organisés en lien avec la politique locale du logement. Cette participation vise à renforcer la coordination des actions, à favoriser les échanges d’informations utiles et à assurer la cohérence des interventions au bénéfice des ménages concernés.

Article 4 – Durée

La présente convention est conclue pour une durée de six ans. Elle prend cours à compter de son adoption par le Conseil communal et viendra à échéance de plein droit le 31 juillet 2031.

Article 5 – Comité d’évaluation

Un comité d’évaluation est institué afin d’assurer le suivi de la présente convention et d’examiner les modalités de sa mise en oeuvre.Ce comité est notamment composé comme suit :

1. Le membre du Collège des bourgmestre et échevins portant la compétence du logement ou son représentant ;

2. Le Président du CPAS ou son représentant ;

3. Le Directeur de l'A.I.S.-Etterbeek.

Il se réunit au minimum une fois par an et peut, le cas échéant, établir un rapport sur l’état de la collaboration entre les Parties, assorti de recommandations destinées à en améliorer l’efficacité.

Article 6 – Dispositions finales

La présente convention s’applique sans préjudice des autres conventions conclues ou à conclure entre les Parties, pour autant que celles-ci ne portent pas atteinte à ses stipulations.

Elle peut être résiliée à tout moment par l’une ou l’autre des Parties, moyennant le respect d’un préavis de six mois, notifié par courrier recommandé.

En cas de différend relatif à l’interprétation ou à l’exécution de la présente convention, les Parties s’engagent à rechercher, dans un premier temps, une solution amiable par la voie de la concertation au sein d’un comité d’évaluation visé à l’article

5. À défaut d'accord dans un délai raisonnable, le litige pourra être porté devant les juridictions compétentes de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Fait à Etterbeek, le

Pour la Commune

La Secrétaire communale, Le Bourgmestre,

Annick PETIT Vincent DE WOLF

Pour l'A.I.S.-Etterbeek

L'Administrateur-délégué, Le Président,

Philippe DEMOL Vincent DE WOLF

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het SVK-Etterbeek

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de Brusselse Huisvestingscode en de uitvoeringsbesluiten, en in het bijzonder het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren, met name artikel 2, §1, 7°, dat de sociale verhuurkantoren verplicht om bij hun erkenningsdossier een samenwerkingsovereenkomst met een begeleidende partnerdienst te voegen;

gelet op de aanhoudende wooncrisis in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die wordt gekenmerkt door een structureel tekort aan publieke en betaalbare woningen en een groeiende vraag van kwetsbare gezinnen;

gelet op de essentiële rol van de sociale diensten van de gemeente in de begeleiding van personen en gezinnen in moeilijkheden, met name voor de toegang tot een behoorlijke woning die is afgestemd op hun behoeften;

overwegende dat de sociale verhuurkantoren een erkend en bevoorrecht instrument vormen binnen het gewestelijk huisvestingsbeleid, aangezien zij het private huurpatrimonium mobiliseren in het algemeen belang, zorgen voor sociaal beheer en bijdragen aan de kwalitatieve verbetering van het bestaande woningaanbod;

gelet, in het bijzonder, op het belang van het SVK-Etterbeek in de lokale uitvoering van dit beleid, zowel voor het bevorderen van de toegang tot huisvesting voor kwetsbare gezinnen als voor het bestrijden van ongeschikte woonomstandigheden en het ondersteunen van de herwaardering van het vastgoedpatrimonium;

BESLIST

om de voorwaarden en de ondertekening van de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente en het sociaal verhuurkantoor van Etterbeek goed te keuren.

Samenwerkingsovereenkomst

TUSSEN, enerzijds,

De gemeente Etterbeek, gelegen Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris,

hierna “de gemeente” genoemd,

EN, anderzijds,

De vereniging zonder winstoogmerk Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek, waarvan de zetel is gelegen Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, voorzitter, en de heer Philippe Demol, gedelegeerd bestuurder,

hierna “het SVK-Etterbeek” genoemd,

hierna samen “de partijen” genoemd,

PREAMBULE

ER WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1 – Prioritaire toewijzing

In het kader van deze overeenkomst verbindt het SVK-Etterbeek zich ertoe om bepaalde woningen met voorrang voor te behouden aan personen of gezinnen in moeilijkheden, die worden gemeld door de gemeentelijke sociale diensten, overeenkomstig artikel 31 van de Brusselse Huisvestingscode.

Het verbindt zich er ook toe, in het kader van het lokaal beleid ter bestrijding van ongezonde woonomstandigheden, om transitwoningen ter beschikking te stellen van de gemeente, die bedoeld zijn voor de tijdelijke herhuisvesting van gezinnen die gedwongen zijn een woning te verlaten die een gevaar vormt voor de veiligheid of gezondheid van de bewoners.

De woningen waarop deze overeenkomst betrekking heeft, bevinden zich op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 2 – Sociale begeleiding

De sociale diensten van de gemeente, in overleg met het OCMW, bieden specifieke sociale begeleiding aan de huurders, overeenkomstig artikel 120, § 4, van de Brusselse Huisvestingscode.

Als dat nodig is, werken de gemeente en het SVK-Etterbeek samen volgens de bijzondere bepalingen van het gedeeld beroepsgeheim, om een adequate en juridisch conforme begeleiding te garanderen.

Artikel 3 – Deelname aan lokale initiatieven

Het SVK-Etterbeek verbindt zich ertoe, op eenvoudige uitnodiging van de gemeente, deel te nemen aan overlegvergaderingen, projecten, evenementen of activiteiten die verband houden met het lokale woonbeleid. Het doel daarvan is om de acties beter te coördineren, de uitwisseling van nuttige informatie te bevorderen en te zorgen voor samenhang in de tussenkomsten voor de betrokken gezinnen.

Artikel 4 – Duur

Deze overeenkomst wordt gesloten voor een duur van zes jaar. Ze gaat in vanaf de goedkeuring door de gemeenteraad en eindigt van rechtswege op 31 juli 2031.

Artikel 5 – Evaluatiecomité

Er wordt een evaluatiecomité opgericht om de opvolging van deze overeenkomst te verzekeren en de voorwaarden van de uitvoering ervan te onderzoeken.

Dit comité is als volgt samengesteld:

Het lid van het college van burgemeester en schepenen bevoegd voor huisvesting of zijn vertegenwoordiger;

De voorzitter van het OCMW of zijn vertegenwoordiger

De directeur van het SVK-Etterbeek

Het comité komt minstens één keer per jaar samen en kan, indien nodig, een verslag opstellen over de stand van de samenwerking tussen de partijen, vergezeld van aanbevelingen om de efficiëntie ervan te verbeteren.

Artikel 6 – Slotbepalingen

Deze overeenkomst geldt onverminderd andere overeenkomsten die tussen de partijen zijn gesloten of zullen worden gesloten, op voorwaarde dat deze geen afbreuk doen aan de bepalingen ervan.

Ze kan te allen tijde door één van de partijen worden opgezegd, op voorwaarde van een opzegtermijn van zes maanden, betekend met een aangetekende brief.

In geval van een geschil over de interpretatie of uitvoering van deze overeenkomst verbinden de partijen zich ertoe om eerst via overleg binnen het evaluatiecomité bedoeld in artikel 5 een minnelijke oplossing te zoeken. Bij gebrek aan akkoord binnen een redelijke termijn kan het geschil worden voorgelegd aan de bevoegde rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

Opgemaakt in Etterbeek, op

Voor de gemeente

De gemeentesecretaris, De burgemeester,

Annick PETIT Vincent DE WOLF

Voor SVK-Etterbeek

De gedelegeerd bestuurder, De voorzitter,

Philippe DEMOL Vincent DE WOLF

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Convention de collaboration Commune - AIS Etterbeek 2025-2030 .docx

---

Crèches - Crèches

22.09.2025/A/0020 **Crèche communale "Aimé Dupont" - Délibération du 23/07/2025 (BOS ID : 75797) relative à la convention avec la Guise ASBL portant sur un accord de collaboration concernant 8 séances de psychomotricité relationnelle par semaine pour la période du 02/09/2025 au 26/06/2026 - Ratification - report du 20/08/2025**

Le Conseil communal,

Considérant que l'asbl «La Guise» propose d'organiser des séances de psychomotricité relationnelle pour les enfants fréquentant la crèche Aimé Dupont ; que, lors de ces séances, les enfants sont accompagnés par leur puéricultrice ;

Considérant qu'il convient de préciser les modalités pratiques de l'organisation de ces séances, ainsi que les modalités financières notamment la participation des parents ;

Considérant que cette convention concerne la période du 02/09/2025 au 26/06/2026 et devait dès lors être signée pour le 02/09/2025 au plus tard ;

Considérant qu'après consultation du marché, la Guise ASBL est le seul organisme à dispenser au sein d'autres entités des séances de psychomotricité selon la méthode Aucouturier et capable de couvrir les plages horaire de septembre 2025 à juin 2026 telles que proposées, qu'il n 'y a donc pas de mise en concurrence possible

Vu la délibération du Collège des bourgmestre et échevin•es du 23/07/2025 (BOS ID : 75797) décidant d'autoriser la passation de la convention reprise ci-après, entre d'une part, la Commune d'Etterbeek et d'autre part, l'asbl «La Guise», portant sur un accord de collaboration concernant huit séances de psychomotricité relationnelle par semaine pour des groupes d'enfants accompagnés de leurs puéricultrices pour la période du 02/09/2025 au 26/06/2026, sous réserve de sa ratification par le Conseil communal ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DÉCIDE

De ratifier la délibération du Collège des bourgmestre et échevin•es du 23/07/2025 (BOS

ID : 75797) décidant d'autoriser la passation de la convention reprise ci-après, entre d'une part, la Commune d'Etterbeek et d'autre part, l'asbl «La Guise», portant sur un accord de collaboration concernant huit séances de psychomotricité relationnelle par semaine pour des groupes d'enfants accompagnés de leurs puéricultrices pour la période du 02/09/2025 au 26/06/2026 :

CONVENTION 2025-2026
Entre d'une part,
La Crèche Aimé Dupont
Rue des Champs, 67
1040 Bruxelles
Tél : 02/648.20.55
Représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, Madame Annick PETIT, Secrétaire communal et Madame Béatrice VAN VELTHOVEN, Directrice
Et d'autre part,
La Guise asbl
Rue du Brochet, 55
1050 Bruxelles
Tél : 02/735.04.59
Représentée par Sylvie Marlier, Psychomotricienne

Art. 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention porte sur un accord de collaboration concernant huit séances par semaine, de psychomotricité relationnelle pour des groupes d'enfants accompagnés de leurs puéricultrices.

Art. 2 ORGANISATION PRATIQUE

Art. 2.1. Les Séances

Période : du mardi 2 septembre 2025 au vendredi26 juin 2026 en dehors des congés scolaires.

Horaire de septembre à juin :

- Le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi de 8h45 à 9h30
- Le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi de 10h à 10h45

Toute séance annulée par La Guise sera, dans la mesure du possible, postposée à un autre jour.
Deux séances par an, annulées par la crèche au plus tard 24h à l'avance, seront déduites du décompte final, les autres annulations seront facturées.

Art. 3 MODALITÉS FINANCIÈRES

Le prix :
Le coût d'une séance est fixé à 90€.
Coût pour les séances
90€ x 286 séances = **25 740€**
Coût total : 25 740€
Le paiement sera effectué par l'administration communale sur le compte de La Guise 001–2108629-22 sur base d'une facture trimestrielle établie par La Guise.

Cette convention est valable pour la période de septembre 2025 à juin 2026.
Ainsi fait en triple exemplaire à Bruxelles, le

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Crèche communale "Aimé Dupont" - Beraadslaging van 23/07/2025 (BOS ID: 75797) bettreffende de overeenkomst met de vzw La Guise voor een samenwerkingsovereenkomst voor 8 relationele psychomotorieksessies per week

voor de periode van 02/09/2025 tot 26/06/2026 - Bekrachtiging- uitstel van 20/08/2025

De gemeenteraad,

overwegende dat de vzw La Guise voorstelt om relationele psychomotorieksessies te organiseren voor kinderen in de crèche Aimé Dupont; overwegende dat de kinderen tijdens die sessies worden begeleid door hun kinderverzorgster;

overwegende dat de praktische details voor de organisatie van deze sessies en de financiële voorwaarden (met name de bijdrage van de ouders) moeten worden vastgelegd;

overwegende dat deze overeenkomst geldt voor de periode van 02/09/2025 tot 26/06/2026 en voor 02/09/2025 moest worden ondertekend;

overwegende dat na raadpleging van de markt Guise vzw de enige organisatie is die binnen andere entiteiten psychomotorieksessies volgens de Aucouturier-methode aanbiedt en de voorgestelde tijdblokken van september 2025 tot juni 2026 kan invullen; dat er dus geen mededinging mogelijk is;

gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 23/07/2025 (BOS ID: 75797) houdende toestemming om de onderstaande overeenkomst te sluiten tussen de gemeente Etterbeek en de vzw La Guise voor een samenwerkingsovereenkomst voor 8 relationele psychomotorieksessies per week voor kinderen onder begeleiding van hun kinderverzorgster voor de periode van 02/09/2025 tot 26/06/2026, onder voorbehoud van bekrachtiging door de gemeenteraad;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 23/07/2025 (BOS ID: 75797) te bekrachtigen houdende toestemming om de onderstaande overeenkomst te sluiten tussen de gemeente Etterbeek en de vzw La Guise voor een samenwerkingsovereenkomst voor 8 relationele psychomotorieksessies per week voor kinderen onder begeleiding van hun kinderverzorgster voor de periode van 02/09/2025 tot 26/06/2026:

OVEREENKOMST 2025-2026
Tussen enerzijds,
Crèche Aimé Dupont
Veldstraat 67
1040 Brussel
Tel.: 02/648.20.55
Vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, en mevrouw Béatrice Van Veltoven, directrice
En anderzijds,
La Guise vzw
Snoekstraat 55
1050 Brussel
Tel.: 02/735.04.59
Vertegenwoordigd door Sylvie Marlie, specialiste psychomotoriek.
Art. 1 – VOORWERP VAN DE OVEREENKOMST
Deze overeenkomst is een samenwerkingsovereenkomst voor acht relationele

psychomotorieksessies per week voor groepen kinderen onder begeleiding van hun kinderverzorgsters.

Art. 2 – PRAKTISCHE ORGANISATIE

Art. 2.1. Sessies

Periode: van dinsdag 2 september 2025 tot en met vrijdag 26 juni 2026, behalve schoolvakanties.

Uurrooster van september tot juni:

- Dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag: van 8.45 uur tot 9.30 uur
- Dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag: van 10.00 uur tot 10.45 uur

Elke sessie die La Guise of de crèche annuleert zal in de mate van het mogelijke uitgesteld worden naar een andere dag.
Per jaar worden twee sessies die de crèche uiterlijk 24 uur op voorhand annuleert afgetrokken van de eindafrekening. Andere annuleringen worden gefactureerd.

Art. 3 – FINANCIËLE VOORWAARDEN

Prijs:
De kostprijs van een sessie is 90 euro
Kostprijs voor de sessies
90 euro x 286 sessies = **25.740 euro**
Totale kostprijs: 25.740 euro
Het gemeentebestuur voert de betaling uit op de rekening van La Guise
001–2108629-22 op basis van een driemaandelijkse factuur opgesteld door La Guise.

Deze overeenkomst is geldig voor de periode van september 2025 tot juni 2026.
Opgemaakt in drie exemplaren in Brussel op

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

22.09.2025/A/0021 **Crèche communale "Aimé Dupont" - Délibération du 23/07/2025 (BOS ID : 75840) relative à la convention avec la Guise ASBL portant sur un accord de collaboration concernant les réunions formatives trimestrielles des puériculteur·rices dans le cadre des séances de psychomotricité organisées au bénéfice des enfants pour la période du 02/09/2025 au 26/06/2026 - Ratification - report du 20/08/2025**

Le Conseil communal,

Considérant que l'asbl «La Guise» propose d'organiser des séances de psychomotricité relationnelle pour les enfants fréquentant la crèche Aimé Dupont ; que, lors de ces séances, les enfants sont accompagnés par leur puéricultrice ;

Considérant que, dans ce cadre, des réunions de formations aux techniques de psychomotricité pour les puéricultrices sont également organisées ;

Considérant qu'il convient de préciser les modalités pratiques de l'organisation de ces formations, ainsi que les modalités financières notamment la participation des parents ;

Considérant que cette convention concerne la période du 02/09/2025 au 26/06/2026 et devait dès lors être signée pour le 02/09/2025 au plus tard ;

Considérant qu'après consultation du marché, la Guise ASBL est le seul organisme à dispenser au sein d'autres entités des séances de psychomotricité selon la méthode Aucouturier et capable de couvrir les plages horaire de septembre 2025 à juin 2026 telles que proposées, qu'il n 'y a donc pas de mise en concurrence possible

Vu la délibération du Collège des bourgmestre et échevin•es du 23/07/2025 (BOS ID : 75840) décidant d'autoriser la passation de la convention reprise ci-après, entre d'une part, la Commune d'Etterbeek et d'autre part, l'asbl «La Guise», portant sur un accord de collaboration concernant les réunions formatives trimestrielles des puériculteur•rices dans le cadre des séances de psychomotricité organisées au bénéfice des enfants pour la période du 02/09/2025 au 26/06/2026, sous réserve de sa ratification par le Conseil communal ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DÉCIDE

De ratifier la délibération du Collège des bourgmestre et échevin•es du 23/07/2025 (BOS ID : 75840) décidant d'autoriser la passation de la convention reprise ci-après, entre d'une part, la Commune d'Etterbeek et d'autre part, l'asbl «La Guise», portant sur un accord de collaboration concernant les réunions formatives trimestrielles des puériculteur•rices dans le cadre des séances de psychomotricité organisées au bénéfice des enfants pour la période du 02/09/2025 au 26/06/2026 :

CONVENTION 2025-2026

Entre d'une part,
La Crèche Aimé Dupont
Rue des Champs, 67
1040 Bruxelles
Tél : 02/648.20.55
Représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, Madame Annick PETIT, Secrétaire communale et Madame Béatrice VAN VELTHOVEN, Directrice

Et d'autre part,
La Guise asbl
Rue du Brochet, 55
1050 Bruxelles
Tél : 02/735.04.59
Représentée par Sylvie Marlier, Psychomotricienne

Art. 1 – OBJET DE LA CONVENTION
Cette convention porte sur un accord de collaboration concernant les réunions formatives trimestrielles avec les puéricultrices qui accompagnent les enfants aux séances de psychomotricité hebdomadaires ainsi que les responsables psychopédagogiques et les assistent sociaux de la crèche.
Art. 2 ORGANISATION PRATIQUE
Période : du mardi 2 septembre 2025 au vendredi 26 juin 2026
Les réunions se déroulent à la crèche, dans la mesure du possible dans un local indépendant afin de libérer les puéricultrices de la surveillance des enfants pendant la sieste.
1 réunion d'1h par groupe avant la mise en place des séances, soit un total de 16 réunions de 1h = **16 h**
8 réunions d'1h30 par trimestre, soit un total de 24 réunions d'1h30 =**36 h**

Un temps de **12 h** est prévu afin de pouvoir organiser des réunions avec la direction ainsi qu'avec les deux responsables psychopédagogiques et **6 h** pour d'éventuelles réunions supplémentaires si cela est nécessaire. Soit un total de **18** h.
Toute réunion annulée par La Guise ou par la crèche sera postposée à un autre jour.

Art. 3 MODALITÉS FINANCIÈRES

Le prix :
50€ x 70 heures = **3500€**
5€ x 60 déplacements = **300€**
Coût total : 3800 €
Le paiement sera effectué par l'administration communale sur le compte de La Guise 001–2108629-22 sur base d'une facture trimestrielle établie par La Guise.

Cette convention est valable pour la période de septembre 2025 à juin 2026.
Ainsi fait en triple exemplaire à Bruxelles, le

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Crèche communale "Aimé Dupont" - Beraadslaging van 23/07/2025 (BOS ID : 75840) bettreffende de overeenkomst met de vzw La Guise voor een samenwerkingsovereenkomst voor de driemaandelijkse opleidingsbijeenkomsten voor de kinderverzorgers in het kader van de psychomotorieksessies voor de kinderen voor de periode van 02/09/2025 tot 26/06/2026 - Bekrachtiging- uitstel van 20/08/2025

De gemeenteraad,

overwegende dat de vzw La Guise voorstelt om relationele psychomotorieksessies te organiseren voor kinderen in de crèche Aimé Dupont; overwegende dat de kinderen tijdens die sessies worden begeleid door hun kinderverzorgster;

overwegende dat de kinderverzorgsters hiervoor ook opleidingen krijgen over de psychomotoriektechnieken;

overwegende dat de praktische details voor de organisatie van deze opleidingen en de financiële voorwaarden (met name de bijdrage van de ouders) moeten worden vastgelegd;

overwegende dat deze overeenkomst geldt voor de periode van 02/09/2025 tot 26/06/2026 en voor 02/09/2025 moest worden ondertekend;

overwegende dat na raadpleging van de markt Guise vzw de enige organisatie is die binnen andere entiteiten psychomotorieksessies volgens de Aucouturier-methode aanbiedt en de voorgestelde tijdblokken van september 2025 tot juni 2026 kan invullen; dat er dus geen mededinging mogelijk is;

gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 23/07/2025 (BOS ID: 75840) houdende toestemming om de onderstaande overeenkomst te sluiten tussen de gemeente Etterbeek en de vzw La Guise voor een samenwerkingsovereenkomst voor de driemaandelijkse bijeenkomsten en opleidingen voor de kinderverzorgers in het kader van de psychomotorieksessies

voor de kinderen voor de periode van 02/09/2025 tot 26/06/2026, onder voorbehoud van bekrachtiging door de gemeenteraad;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 23/07/2025 (BOS ID: 75840) te bekrachtigen houdende toestemming om de onderstaande overeenkomst te sluiten tussen de gemeente Etterbeek en de vzw La Guise voor een samenwerkingsovereenkomst voor de driemaandelijkse bijeenkomsten en opleidingen voor de kinderverzorgers in het kader van de psychomotorieksessies voor de kinderen voor de periode van 02/09/2025 tot 26/06/2026:

OVEREENKOMST 2025-2026

Tussen enerzijds,
Crèche Aimé Dupont
Veldstraat 67
1040 Brussel
Tel.: 02/648.20.55
Vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, en mevrouw Béatrice Van Veltoven, directrice

En anderzijds,
La Guise vzw
Snoekstraat 55
1050 Brussel
Tel.: 02/735.04.59
Vertegenwoordigd door Sylvie Marlie, specialiste psychomotoriek.

Art. 1 – VOORWERP VAN DE OVEREENKOMST
Deze overeenkomst is een samenwerkingsovereenkomst voor de driemaandelijkse opleidingsbijeenkomsten met de kinderverzorgsters die de kinderen begeleiden tijdens de wekelijkse psychomotorieksessies en voor de psychopedagogisch verantwoordelijken en de maatschappelijk werkers van de crèche.
Art. 2 – PRAKTISCHE ORGANISATIE
Periode: van dinsdag 2 september 2025 tot en met donderdag 26 juni 2026
De bijeenkomsten vinden plaats in de crèche, in de mate van het mogelijke in een apart lokaal om de kinderverzorgsters vrij te stellen van het toezicht op de kinderen tijdens het middagslaapje.
1 bijeenkomst van 1 uur per groep voor de organisatie van de sessies, hetzij in totaal 16 bijeenkomsten van 1 uur = **16 uur**
8 bijeenkomsten van 1.30 uur per trimester, hetzij in totaal 24 bijeenkomsten van 1.30 uur = **36 uur**
Er is **12 uur** gepland om de bijeenkomsten met de directie te organiseren en met de twee psychopedagogisch verantwoordelijken en **6 uur** voor eventuele bijkomende bijeenkomsten als dat nodig is, hetzij een totaal van **18 uur**.

Elke sessie die La Guise of de crèche annuleert wordt uitgesteld naar een andere dag.

Art. 3 – FINANCIËLE VOORWAARDEN

Prijs:

50 euro x 70 uur =**3.500 euro**

5 euro x 60 verplaatsingen =**300 euro**

Totale kostprijs: 3.800 euro

Het gemeentebestuur voert de betaling uit op de rekening van La Guise 001–2108629-22 op basis van een driemaandelijkse factuur opgesteld door La Guise.

Deze overeenkomst is geldig voor de periode van september 2025 tot juni 2026.
Opgemaakt in drie exemplaren in Brussel op …

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Finances - Financiën

22.09.2025/A/0022 **Budget 2025 – Modification n°2 services ordinaire et Modification n°1 extraordinaire**

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Begroting 2025 - Wijzigingen n° 2 gewone en Wijzigingen n° 1 buitengewone diensten

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen
mb 1 extra ordinaire.pdf, bw 2.pdf, Courrier accompagnant notification12894753171067108424.pdf, Notification Etterbeek MB 2 SO MB 1 SE 20259560202577106973244.pdf, mb 2.pdf, bw buitengewone 1.pdf

---

22.09.2025/A/0023 **Convention relative aux missions d'intérêt général du réseau IRIS Sud (HIS) et la commune d'Etterbeek - année 2025**

Le Conseil communal,

L'Interhospitalière Régionale des Infrastructures de Soins, Association de droit public créée en vertu du chapitre XII bis de la loi du 7 juillet 1976 organique des CPAS, représentée par Julie Fiszman, Présidente, et Dirk Thielens, Administrateur délégué ff,

ci-après dénommée « iris-Faîtière ».

Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, dont les articles 106 à 108 ;

Vu la Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu la Communication de la Commission relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général ;

Vu la Décision de la Commission du 5 juillet 2016 concernant l'Aide d'Etat SA. 19864 - 2014/C (ex 2009/NN54) mise à exécution par la Belgique relative au Financement des hôpitaux publics IRIS en Région de BruxellesCapitale ;

Vu la Loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, dont l'article 57 § 4 et les Chapitre XII et XIIbis ;

Vu l'Ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les Statuts de l'Association iris-Faîtière qui prévoient que celle-ci définit les missions sociales d'intérêt général à charge des associations locales et des ASBL hospitalières en exécution de l'ordonnance du treize février deux mille trois portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles Capitale et de l'ordonnance du vingt-deux octobre deux mille vingt modifiant l'article 79 et le chapitre XIIbis de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, dont l'article 135/5, §2 ;

Vu les Statuts de l'Association hospitalière HIS ;

Vu que la compensation visée à l'article 3 de la présente convention intervient sans préjudice de l'article 46 des Statuts de l'Association hospitalière HIS ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Nature des obligations

La Commune d'Etterbeek, ainsi que les Communes de Saint-Gilles, Ixelles et Anderlecht, sont des membres associés de HIS afin d'assurer la cohésion sociale. Aussi elle a confié à HIS dont elle est associée des missions d'intérêt général visant notamment et précisément à maintenir un service public hospitalier de qualité qui consistent notamment en :

- La participation à la politique de santé publique incluant notamment la garantie et la pérennité d'une offre hospitalière diversifiée et de proximité et le maintien d'un statut public des institutions et du personnel ;
- L'accueil en tout temps et la prise en charge de tous les patients qui requièrent des soins hospitaliers quelles que soient leurs conditions sociales et leurs situations administratives, quelles que soient leurs pathologies, aussi lourdes et chroniques soient-elles, y compris l'accompagnement en fin de vie ;
- La mission déléguée des CPAS de l'aide médicale spécialisée aux personnes qui bénéficient de l'aide sociale des CPAS ou qui font appel à eux, ainsi qu'aux personnes en situation illégale, aux candidats réfugiés et aux personnes sans domicile, en ce compris l'assistance aux patients indigents pour l'obtention du remboursement des soins par tout tiers habilité.

Article 2. Charges liées aux obligations

Ces missions de service public spécifiques confiées à HIS entraînent les coûts suivants faisant l'objet de la compensation visée à l'article 3 :

- Les charges liées aux incidences des décisions de la Région de Bruxelles-Capitale d'ajouter et d'actualiser le chapitre XIIbis de la loi organique des CPAS ;
- Les charges liées aux incidences des décisions des Communes-mères de maintenir une offre multisites d'activités d'hospitalisation sur de nombreux sites plutôt que de les concentrer sur un nombre restreint de sites ;
- Les charges liées à l'obligation de maintenir le statut public du personnel des hôpitaux ;
- Les charges liées à l'obligation d'accessibilité sans discrimination de tous les patients nécessitant des soins hospitaliers
- Les charges liées à la mission déléguée par certains CPAS bruxellois qui reprennent le coût supplémentaire des procédures avec les CPAS.

Pour décrire précisément et de manière homogène les modalités de calcul des charges liées à ces obligations, l'association iris-Faîtière établit une circulaire approuvée par la Commune selon la procédure visée à l'article 4 de la présente Convention. Cette circulaire adressée à HIS et jointe en annexe à la présente.

Article 3. Compensation

Sans préjudice de l'article 46 des statuts de HIS, en fonction de ses crédits budgétaires et dans la limite des moyens disponibles, la Commune octroie à HIS une

compensation financière qui est à minima le montant perçu dans le cadre de l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale destiné à couvrir les charges décrites à l'article 2 ci-dessus.

Cette compensation, cumulée à celles versées par les trois autres Communes, ne peut dépasser 100% des charges de missions d'intérêt général de HIS pour la même année ; l'excédent éventuel doit être remboursé à chacune des quatre Communes, selon la proportion des versements de compensation de chacune d'entre elles pour la même année.

Le versement à l'hôpital de la partie de la compensation perçue dans le cadre de l'ordonnance du 13 février 2003 se fera maximum 15 jours après encaissement par la commune.

Toute compensation complémentaire sera versé dès que les moyens financiers seront disponibles et au plus tard à la fin de l'année civile qui suit l'année pour laquelle la compensation est octroyée

Article 4. Contrôle

Au sein du Conseil d'administration d'iris-Faîtière, la Commune approuve la circulaire adoptée relative aux modalités d'application de la convention et, notamment, aux modalités de calcul des charges de mission d'intérêt général. A défaut, elle établit avec les trois autres Communes de manière autonome quels sont les éléments financiers à prendre en considération pour déterminer les coûts raisonnables correspondant à des charges réelles non subventionnées par un autre pouvoir public telles que décrites à l'article 2. Dans ce dernier cas, l'inventaire de ces éléments financiers est communiqué par les quatre Communes à HIS.

Dans les six mois qui suivent la fin de l'année, HIS établit le décompte des charges de mission d'intérêt général, qui sont inscrites dans les comptes de HIS pour l'exercice clôturé. Ce décompte fera l'objet d'un rapport spécial attesté par le Réviseur d'entreprise de l'hôpital public. L'ensemble est transmis à l'association faîtière iris pour le 15 juillet au plus tard.

Le conseil communal de la Commune désigne les agents de ses services chargés du contrôle des hôpitaux chargés des missions décrites dans la présente convention. HIS garantit à ces agents un libre accès à ses locaux et la possibilité de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

À la demande des agents désignés par le conseil communal, HIS présente tous les justificatifs nécessaires pour les frais généraux d'exploitation et pour les autres frais

relatifs aux missions et charges visées à l'article

2.

Au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit l'octroi de la compensation financière accordée en vertu de l'article 3 ci-dessus, sur base du rapport spécial établissant les décomptes des charges liées aux missions d'intérêt général, l'association iris-Faîtière établit un rapport comparatif de la compensation versée en application de l'article 3 ci-dessus et des charges décrites à l'article 2. Ce rapport est transmis à la Commune.

Article 5. Remboursement

S'il ressort du contrôle effectué conformément à l'article 4 que la compensation perçue par HIS dépasse les charges décrites à l'article 2, la Commune adoptera une décision à l'égard de HIS lui imposant de rembourser la partie de la compensation non justifiée dans les trois mois de sa décision en application de l'article 46 des statuts de HIS.

Article 6. Litige

Tout litige entre les parties afférent à la présente convention est soumis à conciliation. La demande de conciliation est adressée par lettre recommandée au Président du conseil d'administration d'iris-Faîtière, dans les sept jours de la décision contestée.

L'introduction de la demande de conciliation suspend l'exécution de la décision contestée. Le président convoque sans délai le Bureau du Conseil d'administration. Celui-ci se réunit dans le mois et propose, endéans le même délai, au conseil d'administration, une résolution au conflit. Lors de sa plus prochaine réunion, le Conseil d'administration statue sur la demande de conciliation introduite à la majorité prévue à l'article 31, alinéa 2 des statuts d'iris-Faîtière.

À défaut d'accord ou en cas de désaccord de la Commune ou de HIS, le litige est porté devant les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Article 7. Entrée en vigueur et durée

La présente convention prend ses effets à la date de la signature par les parties. Elle est conclue pour une durée de un an courant rétroactivement du 1er janvier au 31 décembre 2025. Toute prorogation doit faire l'objet d'une nouvelle convention.

Fait à Bruxelles, le
Chacune des parties reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour la Commune,
Le Bourgmestre, Vincent DE WOLF
La Secrétaire communale, Annick PETIT

Pour HIS,
Le Président a.i., Jean SPINETTE
La Directrice générale, Catherine GOLDBERG

Pour l'association iris faitière,
L'Administrateur délégué ff, Dirk THIELENS
La Présidente, Julie FISZMAN

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Overeenkomst betreffende de opdrachten van algemeen van de Iris ziekenhuizen Zuid (IZZ) en de gemeente Etterbeek - dienstjaar 2025

De gemeenteraad,

Gelet op het Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie, waarvan de artikelen 106 tot 108;

Gelet op de beslissing van de Commissie van 20 december 2011 met betrekking tot de toepassing van artikel 106, paragraaf 2, van het verdrag over de werking van de Europese Unie in verband met staatssteun in de vorm van compensatie van de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen;

Gelet op de Mededeling van de Commissie betreffende de toepassing van de regels van de Europese Unie inzake staatssteun op de compensaties toegekend voor het verlenen van diensten van algemeen economisch belang;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1975 betreffende de OCMW's, waarvan artikel 57, § 4, en de Hoofdstukken XII en XIIbis;

Gelet op de statuten van de koepelvereniging iris;

Gelet op de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ;

Gelet de compensatie bedoeld in artikel 3 van huidige overeenkomst geldt onverminderd artikel 46 van de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ.

BESLIST de tekst van de overeenkomst van 9 juli 2024 tussen de ziekenhuizen IZZ en de gemeente Etterbeek goed te keuren:

Gedaan te Brussel op

Elk der partijen verklaart één exemplaar te hebben ontvangen.

In aanwezigheid van:

De Interhospitalenkoepel van de Regio voor Infrastructurele Samenwerking, Publiekrechtelijke vereniging opgericht krachtens hoofdstuk XII bis van de organieke wet van 7 juli 1976 betreffende de OCMW's, vertegenwoordigd door Julie Fiszman, Voorzitster en Dirk Thielens, waarnemend Afgevaardigd bestuurder, hierna vermeld als « iris-Koepel ».

Gelet op het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, waarvan de artikelen 106 tot 108;

Gelet op de beslissing van de Commissie van 20 december 2011 met betrekking tot de toepassing van artikel 106, paragraaf 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie in verband met staatssteun in de vorm van compensaties van de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen;

Gelet op de Mededeling van de Commissie betreffende de toepassing van de regels van de Europese Unie inzake staatssteun op de compensaties toegekend voor het verlenen van diensten van algemeen economisch belang;

Gelet op het Besluit van de Commissie van 5 juli 2016 betreffende Steunmaatregel SA. 19864 - 2014/C (ex 2009/NN54) die door België ten uitvoer is gelegd inzake de Overheidsfinanciering van de Brusselse openbare ziekenhuizen van het IRIS-netwerk;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de OCMW's, waarvan artikel 57, § 4, en de Hoofdstukken XII en XIIbis;

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de statuten van de Koepelvereniging iris, waarin wordt bepaald dat deze de sociale opdrachten van algemeen nut vaststelt die de plaatselijke verenigingen en de ziekenhuis-vzw's moeten vervullen in uitvoering van de ordonnantie van dertien februari tweeduizend en drie houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de ordonnantie van tweeëntwintig oktober tweeduizend twintig tot wijziging van artikel 79 en hoofdstuk XIIbis van de organieke wet van 8 juli
1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met inbegrip van artikel 135/5, § 2;

Gelet op de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ;

Overwegende dat de compensatie bedoeld in artikel 3 van onderhavige overeenkomst geldt onverminderd artikel 46 van de statuten van de ziekenhuisvereniging IZZ.

Wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Aard van de plichten

De Gemeente Etterbeek, evenals de gemeenten Anderlecht, Sint-Gillis en Elsene, zijn deelgenoten van IZZ met het oog op de maatschappelijke samenhang. Daarom heeft zij aan IZZ waarvan zij deelgenoot is, opdrachten van algemeen nut toevertrouwd die onder meer en precies beogen een kwalitatieve ziekenhuisdienst te handhaven en inzonderheid bestaan uit:

- De bijdrage aan het volksgezondheidsbeleid, wat ook de waarborg en de bestendigheid inhoudt van een gediversifieerd en plaatselijk ziekenhuisaanbod en de instandhouding van het openbare statuut van de instellingen en het personeel;
- De gewaarborgde opvang en de opname van alle patiënten die verpleging nodig hebben, ongeacht hun sociale en administratieve toestand, ongeacht hun aandoeningen, ook indien deze zwaar en chronisch blijken, met inbegrip van levenseindebegeleiding;
- De gedelegeerde opdracht van de OCMW's voor gespecialiseerde geneeskundige hulp aan personen die op hen een beroep doen, aan personen die illegaal in het land verblijven, aan kandidaatvluchtelingen en aan daklozen, met inbegrip van de bijstand aan behoeftige patiënten voor het verkrijgen van terugbetaling van de zorgen door een gemachtigde derde.

Artikel 2. Lasten verbonden aan de plichten

Deze specifieke opdrachten van openbare dienst toevertrouwd aan IZZ brengen de volgende kosten mee, die gecompenseerd worden zoals bedoeld in artikel 3:

- De lasten verbonden aan de gevolgen van beslissingen genomen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om het hoofdstuk XIIbis van de organieke wet betreffende de OCMW’s toe te voegen en bij te werken;
- De lasten verbonden aan de gevolgen van beslissingen genomen door de voogdijgemeenten om een activiteitenaanbod van hospitalisatie te behouden op meerdere campussen, in plaats van ze te concentreren op een beperkt aantal vestigingen;
- De lasten verbonden aan de verplichting om het openbare statuut van de instellingen en het personeel in stand te houden;
- De lasten verbonden aan de verplichting om de toegang zonder discriminatie te verzekeren voor alle patiënten die nood hebben aan ziekenhuiszorgen.
- De lasten verbonden aan de door bepaalde Brusselse OCMW's gedelegeerde opdracht, die de extra kost omvatten van de procedures met de OCMW's.

Om de berekeningsmodaliteiten van deze lasten precies en gelijkmatig te beschrijven, heeft de iris-Koepel een omzendbrief opgesteld die goedgekeurd werd door de Gemeente volgens de procedure waarvan sprake in artikel 4 van onderhavige overeenkomst. De aan IZZ gerichte omzendbrief bevindt zich in bijlage van deze overeenkomst.

Artikel 3. Compensatie

Onverminderd artikel 46 van de statuten van IZZ, in functie van haar begrotingskredieten en binnen de perken van de beschikbare financiële middelen, kent de Gemeente aan IZZ een financiële compensatie toe die minstens gelijk is aan het bedrag ontvangen in het kader van de ordonnantie van 13 februari 2003 betreffende de

toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bestemd om de in artikel 2 hierboven omschreven kosten te dekken.

Deze compensatie die samengevoegd wordt bij deze overgemaakt door de drie andere Gemeenten, mag niet meer bedragen dan 100% van de kosten verbonden aan de opdrachten van algemeen nut van IZZ voor hetzelfde jaar; het eventuele overschot dient terugbetaald te worden aan elk van de vier Gemeenten, in verhouding tot de uitbetaalde compensaties door elk van hen voor datzelfde jaar.

De uitkering aan het ziekenhuis van het deel van de compensatie ontvangen in het kader van de ordonnantie van 13 februari 2003 zal uiterlijk 15 dagen na inning door de gemeente plaatsvinden.

Elke aanvullende compensatie wordt uitbetaald van zodra de financiële middelen beschikbaar zijn en ten laatste op het einde van het burgerlijk jaar volgend op dat waarvoor de compensatie is toegekend.

Artikel 4. Controle

Binnen de Raad van bestuur van de iris-Koepel, verleent de Gemeente goedkeuring aan de aangenomen omzendbrief met betrekking tot de uitvoeringsbepalingen en met name, de berekeningsmodaliteiten van de lasten verbonden aan de opdracht van algemeen nut. Zo niet, zal ze samen met de drie andere Gemeenten op autonome wijze vaststellen welke financiële elementen in overweging moeten worden genomen om te bepalen welke redelijke kosten overeenstemmen met de reële kosten die niet worden gesubsidieerd door een andere overheid zoals omschreven in artikel 2. In dit laatste geval, wordt de inventaris van deze financiële elementen door de vier Gemeenten meegedeeld aan IZZ.

Binnen de zes maanden volgend op het einde van het jaar, stelt IZZ een afrekening op van de kosten voor opdrachten van algemeen nut die staan ingeschreven in hun rekeningen voor het afgesloten dienstjaar. Deze afrekening wordt vervat in een bijzonder verslag bekrachtigd door de Bedrijfsrevisor van het openbaar ziekenhuis. Het geheel wordt overgemaakt aan de iris-Koepel uiterlijk tegen 15 juli.

De gemeenteraad van de Gemeente stelt de personeelsleden van zijn diensten aan, die belast worden met het toezicht op de ziekenhuizen die de opdrachten uitvoeren die in deze overeenkomst staan omschreven. IZZ waarborgt deze personeelsleden toegang tot hun lokalen en de mogelijkheid om ter plaatse de stukken en documenten in te zien die noodzakelijk zijn voor het vervullen van hun opdracht.

Op verzoek van de personeelsleden aangesteld door de gemeenteraad, legt IZZ alle noodzakelijke verantwoordingsstukken voor met betrekking tot de algemene exploitatiekosten en de andere onkosten betreffende de opdrachten en lasten bedoeld in artikel 2.

Ten laatste op 30 september van het jaar dat volgt op de toekenning van de krachtens artikel 3 hierboven toegekende compensatie, stelt de iris-Koepelvereniging op grond van het bijzonder verslag waarin de eindafrekeningen van de kosten verbonden aan de opdrachten van algemeen nut worden vastgesteld, een vergelijkend verslag op van de compensatie gestort in toepassing van het voormelde artikel 3 en van de kosten omschreven in artikel 2. Dit verslag wordt toegestuurd aan de Gemeente.

Artikel 5. Terugbetaling

Als uit de controle uitgeoefend overeenkomstig artikel 4 blijkt dat de compensatie ontvangen door IZZ de kosten overschrijdt die omschreven zijn in artikel 2, zal de Gemeente een beslissing treffen waarbij aan IZZ wordt opgelegd om het niet verantwoorde deel van de compensatie terug te betalen binnen drie maanden na haar beslissing, in toepassing van artikel 46 van de statuten van IZZ.

Artikel 6. Geschillen

Elk geschil tussen partijen met betrekking tot de onderhavige overeenkomst wordt onderworpen aan bemiddeling. Het verzoek tot bemiddeling zal gericht worden via aangetekend schrijven aan de Voorzitter van de Raad van bestuur van de iris-Koepel, binnen de zeven dagen volgend op de betwiste beslissing.

Het indienen van het verzoek tot bemiddeling schort de uitvoering op van de betwiste beslissing. De voorzitter roept het Bureau van de Raad van bestuur onmiddellijk bijeen. Het Comité vergadert binnen de maand en stelt binnen diezelfde termijn aan de Raad van bestuur een oplossing voor het geschil voor. De Raad van bestuur spreekt zich op zijn eerstvolgende vergadering met een meerderheid uit over het ingediende verzoek tot bemiddeling, zoals bepaald in artikel 31, lid 2 van de statuten van de iris-Koepel.

Indien een akkoord uitblijft of in geval van onenigheid van de Gemeente of IZZ, wordt het geschil voor de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel beslecht.

Artikel 7. Inwerkingtreding en duur

Deze overeenkomst heeft uitwerking op de datum van de ondertekening door de partijen. Ze wordt gesloten voor een periode van een jaar met terugwerkende kracht van 1 januari tot 31 december 2025. Voor elke verlenging dient een nieuwe overeenkomst gesloten te worden.

Voor de Gemeente,
De Burgemeester, Vincent DE WOLF
De Gemeentesecretaris, Annick PETIT

Voor IZZ,
De Voorzitter ai, Jean SPINETTE
De Algemeen directrice, Catherine GOLDBERG

Voor de iris-Koepelvereniging
De Afgevaardigd Bestuurder wnd, Dirk THIELENS
De Voorzitster, Julie FISZMAN

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Convention SIEG Commune Etterbeek.pdf, Convention SIEG Commune Etterbeek-NL.pdf

---

22.09.2025/A/0024 **Intervention du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales 2025**

Le conseil communal,

En date du 24 novembre 2011, le Parlement a modifié l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales (FRBRTC) en vue de créer une nouvelle mission au sein du FRBRTC permettant l'octroi de prêts aux communes pour financer une partie de leurs investissements d'intérêt général.

Au vu des besoins permanents de support des communes et des CPAS dans leur transformation numérique, considérant la décision du Gouvernement du 28 octobre 2021 de soutenir les pouvoirs locaux via le programme WE PULSE, considérant également la décision arrêtée par le Gouvernement en date du 7 décembre 2023 d'octroyer via le FRBRTC des prêts aux communes destinés à financer la transformation numérique des pouvoirs locaux, le Gouvernement a approuvé par arrêté du 20 décembre 2024 l'octroi de nouveaux prêts aux communes dans le cadre du programme We Pulse.

Le montant total maximum des prêts octroyés en 2025 aux communes **pour le développement de la solution applicative dans le domaine de la gestion des ressources humaines (GRH)** dans le cadre de l'arrêté du 20 décembre 2024 est fixé à **2,407 millions d'euros**. Cet arrêté fixe également les clés de répartition des capacités totales d'emprunt entre les communes, les modalités d'octroi des prêts, les échéances à respecter et les conditions d'irrécouvrabilité des prêts.

ENTRE :

LE FONDS REGIONAL BRUXELLOIS DE REFINANCEMENT DES TRESORERIES COMMUNALES

Représenté par Monsieur Bernard CLERFAYT, Ministre du Gouvernement de la Région de BruxellesCapitale chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, des Pouvoirs locaux, de l'Informatique régionale et de la Transition numérique.

Ci-après dénommé « le Fonds »

LE GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Représenté par Monsieur Bernard CLERFAYT, Ministre du Gouvernement de la Région de BruxellesCapitale chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, des Pouvoirs locaux, de l'Informatique régionale et de la Transition numérique.

Ci-après dénommé « le Gouvernement »

LA COMMUNE D'ETTERBEEK

représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Madame Annick PETIT, Secrétaire communale.

Ci-après dénommée « la Commune »

Il est convenu ce qui suit :

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1

La présente convention règle les modalités de mise à disposition de la commune d'un prêt du Fonds conformément aux articles 2, §4 et 4, §4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 créant le FRBRTC telle que modifiée par l'ordonnance du 24 novembre 2011 et de l'arrêté du 20 décembre 2024 attribuant aux communes des prêts en exécution de l'article 2, §4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

CHAPITRE II – DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 2

§1. Le Fonds octroie à la commune un prêt de 131.157,04 Euros destinés à financer l'investissement visant le développement de solutions informatiques applicatives dans les domaines de la gestion des ressources humaines des communes (GRH).

§2. La dépense d'investissement financée par le présent prêt sera liquidée par la commune au bénéfice de IRISTEAM ASBL.

§3. Le prêt sera mis à la disposition de la commune après transmission par la commune de la copie de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins engageant les dépenses d'investissement visés au paragraphe 1 du présent article.

La copie de la délibération doit être transmise au FRBRTC au plus tard le 30 septembre 2025.

Article 3

Ce prêt à long terme est remboursable en 10 ans. Le remboursement s'effectue par annuité constante, la première annuité étant due un an après la mise à disposition des fonds.

Le remboursement des charges en capital et intérêts de ce prêt est déclaré irrécouvrable par la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du

20 décembre 2024 pour autant que la commune respecte les articles 5, 6 et 7 de la présente convention.

Article 4

Le taux d'intérêt du prêt à long terme est fixé deux jours ouvrables avant la date valeur de la mise à disposition de fonds sur base du coût de financement du fonds pour un emprunt similaire.

CHAPITRE III –DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 5

Afin de permettre le contrôle et le suivi de l'utilisation conforme du prêt tel que visé à l'article 2, la commune transmettra au Fonds :

- jusqu'à la réalisation complète de l'investissement : un rapport annuel sur l'état d'avancement de la réalisation de l'investissement couvert par le prêt octroyé. Le rapport sera transmis pour le 31 janvier au plus tard,

- à la réception provisoire: le décompte de tous les paiements effectués au moyen du prêt octroyé. A ce décompte seront annexées toutes les pièces justificatives (décompte final, factures, extraits de compte).

Ces documents seront transmis au FRBRTC via courriel à l'adresse frbrtc@sprb.brussels ou par courrier à l'adresse suivante:

Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales
Direction de soutien au FRBRTC
Iris Tower – 24ème étage
Place Saint-Lazare, 2
1035 Bruxelles

Article 6

La commune autorise un représentant du Fonds à effectuer tout contrôle sur place et sur pièces de l'utilisation du prêt octroyé.

CHAPITRE IV - GARANTIES

Article 7

En cas de non-respect des conditions visées aux articles 5, 6 et 7 de la présente convention, constaté par le Ministre en charge du FRBRTC, ce dernier peut pour l'année ou les années suivantes qu'il désigne, interrompre la mise en irrécouvrable. Les échéances restant dues du montant du prêt octroyé seront à nouveau dues par la commune.

Article 8

En vue de garantir le remboursement, en principal ou en intérêts, de toutes les sommes dont la commune est redevable au Fonds en exécution de la présente convention, la commune autorise le Gouvernement à prélever d'office sur la Dotation générale aux communes la créance exigible.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

Article 9

La présente convention se termine de plein droit le jour qui suit le dernier remboursement en capital des prêts consentis par le Fonds et repris à l'article 2 de la présente convention.

Article 10

La présente convention prend ses effets à la date de signature par toutes les parties.

Fait à Bruxelles, le en
autant d'exemplaires
que de parties

Pour le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales : Le Ministre,

Bernard CLERFAYT

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale : Le Ministre,

Bernard CLERFAYT

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Tussenkomst van het brussels gewestelijk herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesauriën 2025

De Gemeenteraad,

Op 24 november 2011 heeft het Parlement de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën (BGHGT) gewijzigd om een nieuwe opdracht binnen het BGHGT te creëren die het mogelijk maakt om leningen toe te kennen aan gemeenten voor de

financiering van een deel van hun investeringen van algemeen belang.

Gezien de voortdurende behoefte aan ondersteuning van gemeenten en OCMW's bij hun digitale transformatie en rekening houdend met de beslissing van de Regering van 28 oktober 2021 om de lokale besturen te ondersteunen via het programma WE PULSE, de beslissing van de Regering van 7 december 2023 om via het BGHGT leningen toe te kennen aan gemeenten voor de financiering van de digitale transformatie van de lokale besturen, heeft de Regering bij besluit van 20 december 2024 de toekenning van nieuwe leningen aan gemeenten goedgekeurd in het kader van het programma We Pulse.

Het maximale totaalbedrag van de leningen die in 2025 aan gemeenten worden toegekend **voor de ontwikkeling van een applicatie voor personeelsbeheer (HRM)**, in het kader van het besluit van 20 december 2024, is vastgesteld op **2,407 miljoen euro**. Dit besluit bepaalt ook de verdeelsleutels van de totale leencapaciteit tussen de gemeenten, de voorwaarden voor het toekennen van de leningen, de te respecteren termijnen en de voorwaarden voor oninbaarheid van de leningen.

TUSSEN:

HET BRUSSELS GEWESTELIJK HERFINANCIERINGSFONDS VAN DE GEMEENTELIJKE THESAURIEËN

Vertegenwoordigd door de heer Bernard CLERFAYT, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Tewerkstelling en Beroepsopleiding, Plaatselijke Besturen, Gewestelijke informatica en Digitalisering.

Hierna genoemd " het Fonds"

DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING

Vertegenwoordigd door de heer Bernard CLERFAYT, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Tewerkstelling en Beroepsopleiding, Plaatselijke Besturen, Gewestelijke informatica en Digitalisering.

Hierna genoemd " de Regering"

DE GEMEENTE ETTERBEEK

Vertegenwoordigd door de Heer Vincent Dewolf, Burgemeester en Mevrouw Annick PETIT, Gemeentesecretaris.

Hierna genoemd " de Gemeente"

Wordt overeengekomen wat volgt:

HOOFDSTUK I – ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1

Deze overeenkomst bepaalt de voorwaarden waaronder het Fonds aan de gemeente een lening ter beschikking stelt overeenkomstig de artikelen 2, §4 en 4, §4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende de oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011 en van het besluit van 20 december 2024 dat aan de gemeenten leningen toekent, ter uitvoering van artikel 2, §4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het BGHGT.

HOOFDSTUK II – FINANCIËLE BEPALINGEN

Artikel 2

§1. Het Fonds staat aan de gemeente een lening toe van 131.157,04 Euro's bestemd tot de financiering van volgende investering in de ontwikkeling van IT-applicatie-oplossingen binnen de domeinen van het beheer van de human resources van de gemeenten (BHR)

§2. De met deze lening gefinancierde investeringsuitgaven zal door de gemeente ten voordele van IRISTEAM vzw worden vereffend.

§3. Deze lening zal aan de gemeente ter beschikking gesteld worden na door de gemeente overzending van de kopie van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen die de als bedoeld in paragraaf 1 uitgaven vastlegt

De kopie van de beraadslaging moet absoluut uiterlijk op 30 september 2025 overgemaakt zijn aan het

BGHGT.

Artikel 3

Deze lening op lange termijn is terugbetaalbaar op 10 jaar. De uitbetaling gebeurt in vaste jaarbedragen. De eerste annuïteit is verschuldigd één jaar na de terbeschikkingstelling van de fondsen.

De terugbetaling van de kapitaal- en intrestlasten van deze lening wordt oninvorderbaar verklaard bij beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 december 2024, op voorwaarde dat de gemeente zich houdt aan de artikelen 5 en 6 van deze overeenkomst.

Artikel 4

De intrestvoet van de lening op lange termijn wordt twee werkdagen voor de waardedatum van de terbeschikkingstelling van de fondsen vastgesteld op basis van de financieringskosten voor het Fonds van een gelijkaardige lening.

HOOFDSTUK III – BIJZONDELIJKE BEPALINGEN

Artikel 5

Om de conforme aanwending van de lening als bedoeld in artikel 2 te kunnen controleren en opvolgen, dient de gemeente aan het Fonds volgende stukken te bezorgen:

- Totdat de investering volledig is uitgevoerd: een jaarverslag waarin beschreven wordt hoever het staat met de realisatie van de investering die gedekt wordt door de toegekende lening. Dit verslag zal ingediend worden uiterst op 31 januari.

- Binnen de 180 dagen na de voorlopige ontvangst of akte van aankoop: de afrekening van alle betalingen die met behulp van de toegekende lening verricht werden. Bij deze afrekening worden alle bewijsstukken gevoegd (eindafrekening, facturen, rekeninguittreksels).

Deze stukken moeten elektronisch verzonden worden via e-mail op het volgende adres frbrtc@sprb.brussels of via de post naar het volgende adres:

Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën
Directie ondersteuning van het BGHGT
Iris Tower – 24ste verdieping
Sint-Lazarusplein, 2

1035 Brussel

Artikel 6

De gemeente geeft een vertegenwoordiger van het Fonds toelating om op stukken en ter plaatse iedere mogelijke controle uit te oefenen op de aanwending van de toegekende lening.

HOOFDSTUK IV- WAARBORGEN

Artikel 7

Indien de Minister bevoegd voor het BGHGT vaststelt dat de voorwaarden bedoeld in de artikelen 5 en 6 van deze overeenkomst niet worden nageleefd, hij kan de oninvorderbaarheid onderbreken voor het jaar of de volgende jaren die hij zelf aanduidt. De nog verschuldigde bedragen die waren geleend zullen dan door de gemeente verschuldigd zijn.

Artikel 8

Om de terugbetaling van alle bedragen, zowel wat de hoofdsom als de intresten betreft, die de gemeente in uitvoering van deze overeenkomst aan het Fonds verschuldigd is, te waarborgen, geeft de gemeente toelating aan de Regering om ambtshalve bij de algemene dotatie aan de gemeenten de invorderbare schuldvordering te innen.

HOOFDSTUK V – SLOTBEPALINGEN

Artikel 9

Deze overeenkomst loopt van rechtswege af op de dag die volgt op de laatste kapitaalsaflossing van de leningen toegekend door het Fonds en hernomen in artikel 2 van deze overeenkomst.

Artikel 10

Deze overeenkomst heeft uitwerking op de datum van de ondertekening door alle partijen.

Opgemaakt te
Brussel, op in
evenveel
exemplaren als
partijen

Voor het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën: De Minister,

Bernard CLERFAYT

Voor de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering: De
Minister,

Bernard CLERFAYT

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen
Convention FR Commune ETT WPII.docx1321549452960218628 1.pdf, Overeenkomst NL Gemeente ETT WPII.docx3592873035894208047.pdf, FRBRTC_WP II ETT7537454388304810053.pdf

22.09.2025/A/0025 **Règlement-Taxe sur les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne - Exercices 2026 à 2028 inclus.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 170, § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118, 252 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF) ;

Vu la situation financière de la Commune d'Etterbeek ;

Vu la nécessité de maintenir, pour les exercices 2025 à 2030, un équilibre entre les recettes et les dépenses de la Commune d'Etterbeek, tout en assurant une perception équitable des charges fiscales mises à charge des différentes catégories de redevables exerçant leurs activités sur le territoire communal ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que, dans le cadre de ses compétences fiscales, il appartient à une commune de choisir une matière imposable qui ne se retrouve que chez certains redevables dès lors qu'elle ne doit pas – et se trouverait dans l'impossibilité de – taxer tout ce qui peut l'être ; que l'exercice du pouvoir fiscal par une commune vise à lui permettre de maintenir son budget en équilibre, voire à dégager un certain surplus ; qu'il ne se justifie donc pas de procéder à une taxation généralisée ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne visées par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale

auxquelles la Commune doit faire face et à répartir de manière équitable la charge fiscale, sachant que d'autres règlements-taxes visent d'autres catégories de redevables ;

Considérant que les antennes de télécommunication, d'émission de signaux ou d'échange d'information par voie hertzienne taxées se distinguent d'autres infrastructures en raison des fonctions qu'elles remplissent, des besoins qu'elles permettent de rencontrer et des réglementations auxquelles elles sont soumises ;

Considérant que les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne constituent des infrastructures au travers desquelles se matérialise une activité lucrative permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans le secteur des télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploitées à des fins militaires ou de service public doivent être exonérées vu leur finalité d'intérêt général et le fait qu'elles ne poursuivent pas un but de lucre ;

Considérant que les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne du réseau A.S.T.R.I.D. doivent être exonérées vu qu'elles sont exploitées principalement pour des missions de service d'utilité publique et qu'il convient d'éviter de rendre plus difficile l'exercice de ces missions en alourdissant les charges fiscales de ce réseau ;

Considérant que la Circulaire du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2006 « Taxe sur les antennes de diffusion de téléphonie mobile » (M.B., 27 juin 2006) préconise d'exonérer les infrastructures du réseau ASTRID pour les raisons suivantes : « *A ce sujet, j'attire toutefois votre attention sur le fait qu'il n'est pas possible d'appliquer cette taxe aux infrastructures du réseau ASTRID. En effet, le réseau radiomobile ASTRID est exploité par la SA de droit public ASTRI conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1998 relative aux radio-communications des services de secours et de sécurité. Les relais de transmission, les mâts et antennes de ce réseau vont à moyen terme remplacer toutes les liaisons, les mâts et antennes utilisés jusque-là par les multiples services locaux et fédéraux. La loi du 20 juillet 2005 portant des dispositions diverses (articles 77 à 79, modifiant entre autres la loi du 8 juin 1998 précitée), précise que le réseau de communication électronique d'ASTRID est considéré comme un réseau « sui generis » et non comme un réseau public ni comme un réseau non public. Ce régime spécial est justifié par la*

nature des utilisateurs d'ASTRID, à savoir les services belges de secours et de sécurité, la Sûreté de l'Etat et les institutions, sociétés ou associations, de droit public ou privé, qui fournissent des services dans le domaine des secours et de sécurité. Comme cette limitation en matière d'utilisateurs s'applique tant sur les missions de service public que sur les activités commerciales, le but est de placer les deux catégories sous ce régime. Les « activités commerciales » d'ASTRID n'impliquent donc nullement que des activités soient fournies à des conditions commerciales, mais uniquement qu'un certain nombre de services supplémentaires soient offerts aux services de secours et de sécurité qui dépassent le cadre de la mission de service public d'ASTRID. Il en ressort donc que les infrastructures de télécommunication de ce réseau doivent être exclues du champ d'application de la taxe sur les antennes de diffusion de téléphonie mobile, tant pour les missions de service public que pour les activités commerciales du réseau ASTRID (…) » ;

Considérant que les juridictions bruxelloises ont, par ailleurs, accueilli favorablement l'exonération qui était prévue en faveur d'ASTRID par le règlement-taxe, au motif qu'il n'y a pas de comparaison possible entre les redevables de l'impôt et la s.a. de droit public ASTRID (voy. Civ. Bruxelles (36ème ch.), 28 juillet 2016, R.G. n° 2011/15736/A ; Civ.Bruxelles (36ème ch.), 16 janvier 2018, R.G. n° 2015/9620/A ; Civ. Bruxelles (32ème ch.), 11 janvier 2019, R.G. n°2015/8445/A et 2016/168/A ; Civ. Bruxelles (32ème ch.), 14 juin 2019, R.G. n° 2017/5349/A ; Civ. Bruxelles (32 ème ch.), 21 juin 2019, R.G. n° 2016/7768/A ; Civ. Bruxelles (32ème ch.), 30 avril 2020, R.G. n° 2018/6963/A) ;

Considérant que la Cour d'appel de Bruxelles est du même avis :*« Les services que la société ASTRID pourrait fournir sur une base commerciale le sont également dans le cadre de missions de secours et de sécurité et ils ne sont autorisés qu'en vertu d'un arrêté royal. Les activités commerciales réduites de cette société (qui fonctionne à 95% grâce aux subventions publiques) ne sont pas des activités à but de lucre, même pour celles qui dépassent le cadre strict initial des missions énumérées comme des services publics subventionnés. La situation de la société ASTRID n'est dès lors pas comparable à celle de l'appelante, entreprise commerciale cotée en bourse et agissant dans un but commercial » (Bruxelles (6ème ch.), 3 mars 2022, R.G. n° 2016/AF/363).* » ;

Considérant que le conseil communal estime que les arguments invoqués tant dans la circulaire du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale que dans les décisions du tribunal de première instance francophone de Bruxelles et de la Cour d'appel de Bruxelles, pour justifier l'exonération des dispositifs de la s.a. de droit public ASTRID, emportent la conviction et qu'il s'y rallie ; le Conseil communal décide, dès lors, pour ces motifs, que les infrastructures de la s.a. de droit public ASTRID doivent être exonérées de la taxe ;

Considérant que le but principal ou exclusif dans lequel les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne sont utilisées permet de distinguer de manière objective et raisonnablement justifiée les infrastructures taxées de celles qui ne le sont pas ;

Considérant que la Commune doit faire face à des dépenses toujours croissantes et doit, au minimum, présenter un budget des dépenses et recettes en équilibre en vertu de l'article 252 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que l'envoi de courriers recommandés engendre des frais pour la Commune qu'il convient de récupérer auprès des redevables défaillants.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

ARRÊTE :

I. DUREE ET ASSIETTE DE LA TAXE

Article 1. – Il est établi, pour les exercices 2026 à 2028 inclus, une taxe sur les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne installées sur le territoire de la Commune d'Etterbeek.

Article 2. – La taxe est due, par année civile entière, par antenne, quelle que soit la date d'installation de l'antenne de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne et la durée de fonctionnement du dispositif.

II. REDEVABLE

Article 3. – La taxe est due :

- lorsqu'un permis d'environnement ou une déclaration préalable est requis pour l'installation d'une antenne de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, sans qu'un permis d'urbanisme ne le soit, par le bénéficiaire du permis d'environnement ou de la déclaration préalable ou par la personne qui, du fait de l'installation, était soumise à l'obtention d'un tel permis ou à l'introduction d'une telle déclaration préalable ;
- lorsqu'un permis d'urbanisme est requis pour l'installation d'une antenne de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, par le bénéficiaire du permis d'urbanisme ou par la personne

qui, du fait de l'installation, était soumise à l'obtention d'un tel permis ;

- dans les autres cas, par le propriétaire d'une telle antenne ou par le titulaire de droits réels sur celle-ci. En cas d'indivision, la taxe est due solidairement par chaque copropriétaire et chaque titulaire de droits réels sur les antennes installées sur le territoire de la Commune d'Etterbeek.

La qualité de redevable est déterminée au 1er janvier de l'exercice ou à la date d'installation de l'antenne si celle-ci est postérieure au 1er janvier.

III. TAUX

Article 4. – Le montant de la taxe annuelle est fixé à**4.623,00 €** par antenne de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne.

Le taux de la taxe est adapté annuellement à**l'indice santé** du Royaume (base 2013) selon la formule suivante :

$$\frac{\text{taux de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le taux de base est le taux spécifié dans le règlement-taxe.

L'indice de base est l'indice de novembre 2025.

Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.

Après application du coefficient d'indexation, le taux est arrondi à la deuxième décimale supérieure

IV. EXONÉRATIONS

Article 5.- Sont exonérées de la taxe :

a) les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploitées exclusivement à des fins militaires ou de service public. Ne peuvent être considérés comme exploitées à des fins de service public, les antennes de télécommunications d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploitées par des personnes physiques ou morales poursuivant principalement un but de lucre.

b) les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne du réseau A.S.T.R.I.D.

c) les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploitée en dehors de toute activité commerciale ou lucrative.

V. DECLARATION

Article 6.- L'Administration communale adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée, datée et signée, **au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice d'imposition** . Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un**.** Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard à la date fixée à l'alinéa premier. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 7.- L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 30 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- deuxième enrôlement d'office : 60 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

VI. RECLAMATION

Article 8.- Toute réclamation contre la taxe établie en vertu du présent règlement peut être introduite par écrit auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins, dans un délai de trois mois à compter **du troisième jour ouvrable suivant** la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

La réclamation doit être signée et motivée, à défaut de quoi elle sera irrecevable.

L'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'obligation de paiement de la taxe, sauf décision contraire expresse du Collège.

VII. RECOUVREMENT

Article 9.- La présente taxe et sa majoration éventuelle seront perçues par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est due dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

VIII. CONTENTIEUX

Article 10.- Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Article 11.- Les frais de l'envoi recommandé sont à charge du redevable conformément à l'article 20 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

IX. ENTREE EN VIGUEUR

Article 12.- Le présent règlement entre en vigueur le**1er janvier 2026**.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Belastingreglement.- Belasting op antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven - Begrotingsjaren 2026 tot 2028 inbegrepen.

De gemeenteraad,

gelet op artikels 41, 162, 170 §4 van de Grondwet;

gelet op de artikels 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

gelet op de financiële situatie van de gemeente Etterbeek;

gelet op de noodzaak om tijdens de begrotingsjaren 2025 tot 2030 het evenwicht te behouden tussen de ontvangsten en de uitgaven van de gemeente Etterbeek en tegelijkertijd te zorgen voor een billijke inning van de fiscale rechten ten laste van de verschillende categorieën belastingplichtigen die hun activiteiten op het grondgebied van de gemeente uitoefenen;

overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat het haar toekomst in het kader van haar fiscale autonomie om de basis en de grondslag te bepalen van de belastingen waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, met name de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen ze heft;

overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als die van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële

behoeften;

overwegende dat het een gemeente, binnen het kader van haar fiscale bevoegdheden, vrij staat om een belastbare materie te kiezen die slechts bij bepaalde belastingplichtigen aangetroffen wordt, daar ze immers niet al hetgeen belast kan worden, moet belasten, en dit ook niet zou kunnen; dat de uitoefening van de fiscale bevoegdheid door een gemeente beoogt haar toe te laten haar begroting in evenwicht te houden, en zelfs een zeker overschot te boeken; dat het dus niet gegrond is om over te gaan tot algemene belasting;

overwegende dat de gemeenteraad het noodzakelijk vond om antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven die onder dit reglement vallen te belasten om extra inkomsten te genereren voor de financiering van de uitgaven van algemeen nut waarmee de gemeente wordt geconfronteerd en om de belastingdruk billijk te verdelen, wetende dat andere belastingreglementen gericht zijn op andere categorieën belastingplichtigen;

overwegende dat de belaste antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven verschillen van andere infrastructuren wegens de functies die zij vervullen, de behoeften waarin zij voorzien en de reglementen waaraan zij zijn onderworpen;

overwegende dat antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven een infrastructuur uitmaken waarmee een winstgevende activiteit wordt uitgeoefend, welke redelijkerwijze toelaten dat de natuurlijke personen of rechtspersonen, actief in de sector van de telecommunicatie, signaaloverdrachten en informatie-uitwisseling via hertzgolven beschikken over bijdragemogelijkheden die hun toelaten om de belastingen, die hen ten laste worden gelegd, te betalen;

Overwegende dat de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven die met militaire of openbare doeleinden uitgebaat worden van een vrijstelling moeten genieten gelet op hun doelstelling van algemeen belang en op het feit dat zij geen winstoogmerk nastreven;

overwegende dat de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven van het A.S.T.R.I.D.-net moeten worden vrijgesteld aangezien zij hoofdzakelijk worden geëxploiteerd voor taken van openbaar nut en dat het raadzaam is te voorkomen dat de uitoefening van deze taken wordt bemoeilijkt door de belastingdruk op dit net te verhogen;

overwegende dat in de omzendbrief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 april 2006 “Belasting op antennes voor mobiele telefonie” (M.B., 27 juni 2006) wordt aanbevolen de infrastructuur van het ASTRID-netwerk vrij te stellen om de volgende redenen: *“Ik vestig ter zake uw aandacht op de onmogelijkheid om deze belasting toe te passen op de infrastructuur van het netwerk A.S.T.R.I.D. Het radiomobiele netwerk A.S.T.R.I.D. wordt immers uitgebaa door de NV van publiek recht A.S.T.R.I.D. in overeenstemming met de bepalingen var de wet van 8 juni 1998 betreffende de communicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten. Het uitzendrelais, de masten en antennes van dit netwerk zullen op middellange termijn alle verbindingen, masten en antennes vervangen die tot dan door de vele lokale en federale diensten worden gebruikt. De wet van 20 juli 2005 houdende diverse bepalingen (artikelen 77 tot en met 79, die onder andere voormelde wet van 8 juni 1998 wijzigen) verduidelijkt dat het elektronische communicatienetwerk van A.S.T.R.I.D. beschouwd wordt als een "sui generis' netwerk en niet als een publiek of niet-publiek netwerk. De rechtvaardiging van dit bijzondere regime ligt in de aard van de gebruikers van A.S.T.R.I.D., namelijk de Belgische hulp- en veiligheidsdiensten, de Staatsveiligheid en de instellingen, vennootschappen of verenigingen, van publiek of privaat recht, die diensten verstrekken op het vlak van de hulpverlening en de veiligheid. Deze beperking inzake gebruikers slaat zowel op de taken van openbare dienst als op de commerciële activiteiten, het is dan ook de bedoeling beide categorieën onder hetzelfde regime onder te brengen. Met "commerciële activiteiten" van A.S.T.R.I.D. worden geenszins activiteiten bedoeld die aan commerciële voorwaarden worden aangeboden, maar enkel dat een aantal bijkomende diensten aan de hulp- en veiligheidsdiensten worden aangeboden die het kader van de taken van openbare dienst van A.S.T.R.I.D. te buiten gaan. Hieruit blijkt dus dat de telecommunicatie-infrastructuur van dit netwerk moet worden uitgesloten van het toepassingsveld van de belasting op de uitzendantennes van de mobiele telefonie, en dit zowel voor de taken van openbare dienst als voor de commerciële activiteiten van het netwerk A.S.T.R.I.D (...)”;*

overwegende dat de Brusselse rechterlijke instanties de vrijstelling waarin het belastingreglement voorziet positief hebben onthaald op grond dat er geen vergelijking mogelijk is tussen de belastingplichtigen en de nv van publiek recht ASTRID (zie Rb. Brussel (36e k.), 28 juli 2016, A.R. nr. 2011/15736/A; Rb. Brussel (36e k.), 16 januari 2018, A.R. nr. 2015/9620/A; Rb. Brussel (32e k.), 11 januari 2019, A.R. nrs. 2015/8445/A en 2016/168/A; Rb. Brussel (32e k.), 14 juni 2019, A.R. nr. 2017/5349/A; Rb. Brussel (32e k.), 21 juni 2019, A.R. nr. 2016/7768/A; Rb. Brussel (32e k.), 30 april 2020, A.R. nr. 2018/6963/A,);

overwegende dat het Hof van Beroep van Brussel het daarmee eens is: *“De diensten die ASTRID zou kunnen leveren op commerciële basis worden ook geleverd in he kader van de opdrachten van hulpverlening en veiligheid en zijn alleen toegestaan krachtens een koninklijk besluit. De beperkte handelsactiviteiten van deze vennootschap (die voor 95% werkt dankzij overheidssubsidies) zijn niet gericht op*

winst, zelfs niet voor de activiteiten die het oorspronkelijke strikte kader van de opdrachten die worden genoemd als gesubsidieerde openbare diensten te buiten gaan. De situatie van de vennootschap ASTRID is dus niet vergelijkbaar met die van appelante, een beursgenoteerde handelsonderneming met commercieel oogmerk" (Brussel (6e k.), 3 maart 2022, A.R. nr. 2016/AF/363).";

Overwegende dat de gemeenteraad acht dat de argumenten die zowel in de omzendbrief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als in de beslissingen van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel en het Hof van Beroep van Brussel worden aangevoerd om de vrijstelling van de installaties van de nv van publiek recht ASTRID te rechtvaardigen, overtuigend zijn en sluit zich daarbij aan; bijgevolg besluit de gemeenteraad, op die gronden, dat de infrastructuur van de nv van publiek recht ASTRID van de belasting moet worden vrijgesteld;

overwegende dat het hoofd- of exclusief doel waarvoor de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven gebruikt worden toelaat op objectieve en redelijk verantwoorde wijze de belaste van de onbelaste infrastructuren te onderscheiden;

overwegende dat de Gemeente geconfronteerd wordt met steeds stijgende uitgaven en minstens een begroting van uitgaven en inkomsten in evenwicht moet voorleggen, overeenkomstig artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

overwegende dat het verzenden van aangetekende brieven voor de gemeente kosten met zich meebrengt die moeten worden verhaald op in gebreke blijvende belastingplichtigen;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLUIT

I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1. – Er wordt voor de jaren 2026 tot en met 2028 een belasting gevestigd op de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven op het grondgebied van de gemeente Etterbeek.

Artikel 2. – De belasting is verschuldigd, per volledig kalenderjaar, per antenne, ongeacht de datum van plaatsing van de antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven en ongeacht de werkingsduur van de installatie.

II. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 3. – De belasting is verschuldigd:

- wanneer een milieuvergunning of voorafgaande verklaring is vereist voor de installatie van een antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven, zonder dat een stedenbouwkundige vergunning wordt vereist: door de begunstigde van de milieuvergunning of de voorafgaande verklaring of door de persoon die, uit hoofde van de installatie, een dergelijke vergunning moest verkrijgen of een dergelijke voorafgaande verklaring moest indienen;

- wanneer een stedenbouwkundige vergunning vereist is voor de installatie van een antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven: door de begunstigde van de stedenbouwkundige vergunning of door de persoon die, uit hoofde van de installatie, een dergelijke vergunning moest verkrijgen;

- in alle andere gevallen: door de eigenaar van die antenne of door de houder van de zakelijke rechten daarop. In geval van mede-eigendom is de belasting hoofdelijk verschuldigd door elke mede-eigenaar en elke houder van zakelijke rechten op de antennes die op het grondgebied van de gemeente Etterbeek geïnstalleerd zijn.

De hoedanigheid van belastingplichtige wordt bepaald op 1 januari van het jaar of op de datum van installatie van de antenne als deze later valt dan 1 januari.

III. AANSLAGVOET

Artikel 4. – Het bedrag van de jaarlijkse belasting bedraagt**4.623,00 euro** per antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven.

De aanslagvoet wordt jaarlijks aangepast aan de**gezondheidsindex** van het Koninkrijk (basis 2013) volgens de volgende formule:

$$\frac{\text{basistarief x nieuwe index}}{\text{basisindex}}$$

Het basistarief is de aanslagvoet die in dit belastingreglement is vermeld.

De basisindex is de index van november 2025.

De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

Na toepassing van de indexeringscoëfficiënt wordt de aanslagvoet afgerond naar boven op de tweede decimaal.

IV. VRIJSTELLINGEN

Artikel 5. – Zijn van de belasting vrijgesteld:

a) de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven die uitsluitend voor militaire of openbare doeleinden uitgebaat worden. De antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven die door natuurlijke of rechtspersonen hoofdzakelijk met winstdoeleinden uitgebaat worden, kunnen niet beschouwd worden als een uitbating van openbaar nut.
b) de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven van het netwerk A.S.T.R.I. D.
c) de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzgolven die wordt uitgebaat buiten iedere commerciële of winstgevende activiteit.

V. AANGIFTE

Artikel 6. – Het gemeentebestuur stuurt een aangifteformulier naar de belastingplichtige, dat hij ingevuld, gedateerd en ondertekend moet terugsturen **vóór 31 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar**. Belastingplichtigen die het formulier niet hebben ontvangen, moeten er een aanvragen. Elke belastingplichtige is er in ieder geval toe gehouden de voor de aanslag noodzakelijke elementen uiterlijk op de in de eerste alinea vastgestelde datum spontaan bij het gemeentebestuur aan te geven. De aangifte blijft geldig tot herroeping.

Artikel 7. – Het niet doen van een aangifte binnen de voorgeschreven termijn of een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige heeft tot gevolg dat de belasting ambtshalve wordt ingeschreven op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige, met een aangetekende brief, in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur gaat over tot de ambtshalve inkohiering van de belasting als de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden als volgt verhoogd:

- eerste ambtshalve inkohiering: 30% van het verschuldigde of geschatte recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 60% van het verschuldigde of geschatte recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100% van het verschuldigde of geschatte verschuldigde recht.

Een ambtshalve inkohiering wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de verhoging wanneer de belasting normaal ingekohierd werd in de loop van de drie aanslagjaren die volgen op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft.

VI. BEZWAAR

Artikel 8. – Bezwaren tegen de belasting die wordt gevestigd op grond van dit reglement kunnen schriftelijk worden ingediend, bij het college van burgemeester en schepenen, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf **de derde werkdag volgend** op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Het bezwaar moet ondertekend en gemotiveerd zijn. Zo niet, zal het onontvankelijk worden verklaard.

Het indienen van een bezwaart schort de verplichting tot betaling van de belasting niet op, tenzij uitdrukkelijk anders beslist door het college.

VII. INVORDERING

Artikel 9. – Deze belasting en eventuele verhoging ervan worden door middel van een kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt, zonder kosten, een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

VIII. GESCHILLEN

Artikel 10. – De geschillen worden geregeld volgens de bepalingen van het algemeen reglement op dit gebied.

Artikel 11.– De kosten van de aangetekende zending zijn ten laste van de belastingplichtige overeenkomstig artikel 20 van de het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen.

IX. INWERKINGTREDING

Artikel 12. – Dit reglement treedt in werking op**1 januari 2026**.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Document_Notif01_pas d'objection T318399318380776302884.pdf

22.09.2025/A/0026 **Règlement-redevance relatif à la délivrance de l'avis du Bourgmestre rendu dans le cadre d'une demande de licence de classe C ou F2 pour l'exploitation de jeux de hasard ou d'un établissement de jeux de hasard**

Le Conseil communal,

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment ses articles 117 alinéa 1er, 118 alinéa 1er et 137bis ;

Vu la Loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des Joueurs, ci-après « la loi du 7 mai 1999 » et plus particulièrement son article 6, lequel répartit les établissements de jeux de hasard en quatre classes « *à savoir les établissements de jeux de hasard de classe I ou casinos, les établissements de jeux de hasard de classe II ou salles de jeux automatiques, les établissements de jeux de hasard de classe III ou débits de boissons et les établissements de jeux de hasard de classe IV ou les endroits qui sont uniquement destinés à l'engagement de paris* » ;

Vu l'article 4, §1er de la loi du 7 mai 1999 par lequel « *il est interdit à quiconque d'exploiter un jeu de hasard ou un établissement de jeux de hasard, sous quelque forme, en quelque lieu et de quelque manière directe ou indirecte que ce soit, sans licence préalablement octroyée par la commission des jeux de hasard conformément à la présente loi et sous réserve des exceptions prévues par la loi* » ;

Vu l'article 25 de la loi du 7 mai 1999 lequel fixe huit classes de licences et trois licences supplémentaires, dont notamment la licence de « classe C » qui « *permet, pour des périodes de cinq ans renouvelables, aux conditions qu'elle détermine, l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe III ou débit de boissons* » et la « licence de classe F2 » qui « *permet, pour des périodes renouvelables de trois ans, aux conditions qu'elle détermine, l'engagement de paris pour le compte de titulaires de licence de classe F1 dans un établissement de jeux de hasard de classe IV fixe ou mobile. Cette licence permet également l'engagement de paris en dehors des établissements de jeux de hasard de classe IV dans les cas visés à l'article 43/4, § 5, 1° et 2°. Pour cette licence, des périodes renouvelables de trois ans sont également prévues* » ;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et plus particulièrement son article 43/4, §5 modifié par les lois du 7 mai 2019 et du 28 novembre 2021 qui stipule que « *§ 5. En dehors des établissements de jeux de hasard de classe IV précités peuvent également être engagés : 1° les paris sur les événements sportifs et sur les courses*

hippiques, à titre d'activité complémentaire strictement définie, par les libraires, personnes physiques ou personnes morales, inscrits à la Banque-carrefour des entreprises en qualité d'entreprise commerciale, pour autant qu'ils ne soient pas engagés dans des endroits où des boissons alcoolisées sont vendues pour être consommées sur place. Le Roi fixe les contours de l'activité complémentaire et les conditions spécifiques auxquelles les libraires doivent satisfaire pour l'engagement de ces paris. Ils doivent disposer d'une licence de classe F2 » ;

Considérant qu'en 2019, le législateur a décidé d'autoriser les libraires à engager des paris à titre d'activité complémentaire ;

Vu l'Arrêté royal du 17 février 2022 fixant les contours de l'activité complémentaire exercée par les libraires ;

Considérant qu'il ressort de l'article 6 de cet Arrêté royal du 17 février 2022 que la demande de licence F2 doit également être accompagnée du document-type « AVIS DU BOURGMESTRE SUR LES LIBRAIRIES » ;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant la forme de la licence de classe F2, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe F2 ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires d'une licence de classe F2 en matière d'administration et de comptabilité ;

Considérant qu'il ressort de l'article 2, § 1er de cet Arrêté royal du 22 décembre 2010 que la demande de licence F2 doit être accompagnée du document-type « AVIS DU BOURGEMESTRE SUR LES ETABLISSEMENTS DE JEUX DE HASARD DE CLASSE IV », complété et signé par l'instance compétente ;

Vu l'Arrêté royal du 11 octobre 2018 portant modification de l'Arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C, et plus particulièrement son article 1/1, lequel dispose que la demande d'une licence C est accompagnée du document-type « AVIS DU BOURGMESTRE SUR LES ETABLISSEMENTS DE JEUX DE HASARD DE CLASSE III » complété et signé par l'instance compétente ;

Considérant que la durée de validité de la licence F2 est limitée à 3 ans ;

Considérant que la durée de validité de la licence C est limitée à 5 ans ;

Considérant que l'avis qui doit être rendu dans le cadre de la demande de renouvellement de licence C ou F2 se fait dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que l'avis qui doit être rendu pour une première demande ;

Considérant que l'avis qui est rendu dans le cadre d'une demande de renouvellement d'une licence de classe C ou F2 implique dès lors un travail comparable à celui qui doit être fourni dans le cadre d'une première demande ;

Considérant que l'administration communale intervient également dans le cadre de la recherche et de la constatation d'infractions à la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasards, les paris, les établissements de jeux de hasards et la protection des joueurs et ses arrêtés d'exécution, en communiquant tout document utile ou tout renseignement complémentaire ainsi qu'en fournissant l'assistance des services de police aux officiers de police judiciaire et officiers auxiliaires du Procureur du Roi désignés à cet effet par la Commission des jeux de hasard ;

Considérant que le service qui est rendu par la commune et les services de police, dont elle assume en partie le financement, justifie l'établissement d'une redevance qui en est la contrepartie ;

Considérant qu'en vertu de l'article 6 de l'Arrêté royal du 17 février 2022 fixant les contours de l'activité complémentaire exercée par les libraires, la Commune doit vérifier que les librairies remplissent les conditions à satisfaire pour que l'engagement de paris soit considéré comme activité complémentaire ;

Considérant que la liberté du commerce et de l'industrie, consacrée par les articles II.3 et II.4 du code de droit économique n'est pas illimitée et n'est en tout cas pas de nature à entraver le pouvoir de la commune d'établir une redevance destinée à couvrir des dépenses occasionnées par une activité commerciale ;

Considérant qu'une redevance de 2.700 € représente une somme de 540 € par an ou de 45 € par mois pour les licences avec un validité de 5 ans, et de 900 € par an ou de 75 € par mois pour les licences avec une validité de 3 ans ; soit une somme modique qui n'est pas de nature à entraver de manière disproportionnée la liberté de commerce des redevables ;

Considérant que cette redevance est due dans le cadre d'un avis qui doit être rendu pour une demande de licence C, ainsi que pour un avis qui doit être rendu dans le cadre d'une demande de renouvellement de licence F2 ;

Considérant que cette redevance couvrira le traitement de la demande par l'administration communale quelle que soit la nature de l'avis (favorable ou défavorable) ;

Considérant qu'en cas de remise d'un avis négatif, le demandeur aura la possibilité de compléter son dossier et que cela n'impliquera pas de payer à nouveau la redevance sauf s'il y a un changement de numéro d'entreprise pour cet établissement ;

Considérant que la redevance est payable dès la demande d'avis du Bourgmestre et avant la délivrance de celui-ci ;

Considérant que cette redevance couvre une période de 5 ans équivalente à la période de validité de la licence C, et d'une période de 3 ans pour une licence F2 ;

Considérant par ailleurs, que la Commune entend lutter contre la multiplication des jeux de bingo dans les débits de boissons installés sur le territoire de la commune ;

Considérant que la mise à disposition de jeux de bingo dans les débits de boissons, notamment par l'affluence qu'elle génère, engendre des dépenses supplémentaires au niveau de la sécurité, de l'ordre public et de la propreté sans participer au coût de ces dépenses supplémentaires ; Qu'il est donc légitime de financer ces dépenses supplémentaires par le produit de la redevance ;

Considérant que, pour ces motifs, la commune entend réduire le montant pour les exploitants de jeux de bingo ou de jeux de hasard électroniques dont la licence C ou F2 est limitée à un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique afin qu'il soit en adéquation avec le service rendu ;

Considérant que le bénéfice de cette diminution sera octroyé au demandeur qui fournit la preuve que le formulaire de demande de licence C ou F2 comporte la mention expresse que l'autorisation sollicitée vise l'exploitation d'un seul jeu de

bingo ou jeu de hasard électronique ;

Considérant que pour ces derniers, le montant de la redevance est fixé à 1.350 € ; Que ce montant représente une somme modique qui n'est pas de nature à entraver de manière disproportionnée la liberté de commerce des redevables ;

Considérant que les services administratifs rendus aux tiers entraînent des charges pour la Commune et qu'il est équitable de faire supporter par les bénéficiaires les frais que ces services comportent ;

Considérant la situation financière de la Commune.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE

Article 1 : Durée et assiette

Il est établi pour les exercices2025 à 2030 compris au profit de la Commune des redevances payables au comptant pour les demandeurs :

- § en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence C ou F2 délivrée par la Commission des jeux de hasard ;
- § en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence C ou F2 délivrée par la Commission des jeux de hasard , lorsque la demande est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeux de bingo ou jeu de hasard électronique.

Article 2 : Faits générateurs de la redevance

La redevance est due au moment du dépôt de la demande faite à la Commune pour se voir décerner un avis du Bourgmestre, et ce sans préjudice de toute autre contribution demandée par une autre autorité.

Article 3 : Taux

Les redevances sont fixées sur base des taux repris ci-dessous :

- 2.700 € pour la constitution de dossiers lors des demandes en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence C ou F2 délivrée par la Commission des jeux de hasard ;
- 1.350 € pour la constitution de dossiers lors des demandes en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence C ou F2 délivrée par la Commission des jeux de hasard, lorsque la demande de licence est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeux de bingo ou jeu de hasard électronique.

Les montants de le redevance sont indexés annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation, l'indice de référence étant celui du mois de novembre 2025.

Les montants indexés sont arrondis au demi euro le plus proche.

Article 4 : Redevable

La redevance est due par la personne physique ou morale qui introduit une demande de licence de classe C ou F2 pour l'exploitation de jeux de hasard, et pour laquelle un avis du Bourgmestre est requis. Cette redevance est perçue indépendamment de toute autre contribution éventuellement exigée par une autre autorité.

Article 5 : Modalités du paiement de la redevance

Le paiement de la redevance est à effectuer, au comptant, à la Caisse communale, la preuve de ce paiement étant à produire préalablement à un examen de la demande de l'administration.

Le paiement de la redevance est dû dans les 5 jours ouvrables de l'introduction de la demande.

En l'absence de preuve de paiement le dossier sera déclaré incomplet.

Article 6 : Etendue de la redevance

Le montant de la redevance est destiné à couvrir les frais administratifs relatifs au traitement de la demande.

Par conséquent, le montant de la redevance est dû en cas de :

1. demande non-suivie d'effets ;
2. demande retirée ;
3. demande annulé ;
4. demande refusée.

Article 7 : Recouvrement - Contentieux

A défaut de paiement, le recouvrement sera effectué par voie de procédure civile légale. Le redevable qui conteste devoir la redevance qui lui est réclamée est cependant tenu d'en consigner le montant entre les mains du Receveur communal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa réclamation.

Article 8 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1er novembre 2025 et reste applicable jusqu'au 31 décembre 2030.

Article 9 : Abrogation

Le 13°, C) de l'article 1 du « règlement-redevances pour services administratifs – Modification » adopté le 24 mars 2025 est abrogé.

Le point est reporté.
31 votants : 31 votes positifs.

Retributiereglement voor de uitreiking van een advies van de burgemeester in het kader van een aanvraag voor een vergunning C of F2 voor de exploitatie van

kansspelen of een kansspelinrichting

De gemeenteraad,

gelet op artikel 173 van de Grondwet;

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 alinea 1, 118 alinea 1 en 137bis;

gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, hierna "de wet van 7 mei 1999" en meer in het bijzonder artikel 6 waarin de kansspelinrichtingen worden ingedeeld in vier klassen "*te weten de kansspelinrichtingen klasse I of casino's, de kansspelinrichtingen klasse II of speelautomatenhallen, de kansspelinrichtingen klasse III of drankgelegenheden en de kansspelinrichtingen klasse IV of plaatsen uitsluitend bestemd voor het aannemen van weddenschappen*";

gelet op artikel 4, §1 van de wet van 7 mei 1999 "*Het is eenieder verboden om, zonder voorafgaande vergunning van de Kansspelcommissie overeenkomstig deze wet toegestaan en behoudens de uitzonderingen door de wet bepaald, een kansspel of kansspelinrichting te exploiteren, onder welke vorm, op welke plaats en op welke rechtstreekse of onrechtstreekse manier ook*";

gelet op artikel 25 van de wet van 7 mei 1999 waarin acht soorten vergunning zijn vastgelegd en drie bijkomende vergunningen, waaronder de vergunning van klasse C die *"staat voor hernieuwbare periodes van vijf jaar, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de exploitatie toe van een kansspelinrichting klasse III of drankgelegenheid*" en de "licentie van klasse F2" die *"staat voor hernieuwbare periodes van drie jaar, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de aanneming van weddenschappen voor rekening van de houder van een vergunning klasse F1 toe in een vaste of mobiele kansspelinrichting klasse IV. Deze vergunning staat eveneens het aannemen van weddenschappen toe buiten een kansspelinrichting klasse IV voor de in artikel 43/4, §5, 1° en 2° bedoelde gevallen. Ook voor deze vergunning wordt een hernieuwbare periode van drie jaar ingesteld*";

gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de

bescherming van de spelers en in het bijzonder artikel 43/4, §5 gewijzigd door de wetten van 7 mei 2019 en 28 november 2021 dat het volgende bepaalt: "*§5.* "*Buiten voormelde kansspelinrichtingen klasse IV mogen tevens worden aangenomen: 1° de weddenschappen op sportevenementen en op paardenwedrennen, bij wijze van strikt omschreven nevenactiviteit door de dagbladhandelaars, natuurlijke personen of rechtspersonen, die als commerciële onderneming zijn ingeschreven in de Kruispuntbank voor ondernemingen, voor zover ze niet worden aangenomen in gelegenheden waar alcoholische dranken worden verkocht voor verbruik ter plaatse. De Koning bepaalt de omschrijving van de nevenactiviteit en de nadere voorwaarden die de dagbladhandelaars moeten naleven voor de aanneming van deze weddenschappen. Zij dienen te beschikken over een vergunning klasse F2*";

overwegende dat de wetgever in 2019 toestemming heeft gegeven aan boekhandelaars om weddenschappen aan te nemen als nevenactiviteit;

gelet op het koninklijk besluit van 17 februari 2022 tot vaststelling van de omschrijving van de nevenactiviteit uitgeoefend door boekhandelaars;

overwegende dat uit artikel 6 van het koninklijk besluit van 17 februari 2022 blijkt dat de aanvraag voor een vergunning F2 moet vergezeld zijn van het typedocument "ADVIES BURGEMEESTER INZAKE DAGBLADHANDELAARS";

gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende de vorm van de vergunning klasse F2, de wijze waarop de aanvragen voor een vergunning klasse F2 moeten worden ingediend en onderzocht en de verplichtingen waaraan vergunninghouders F2 moeten voldoen inzake beheer en boekhouding;

overwegende dat uit artikel 2, §1 van het koninklijk besluit van 22 december 2010 blijkt dat bij de aanvraag om een vergunning F2 het door de bevoegde instantie ingevulde en ondertekende typedocument "ADVIES BURGEMEESTER INZAKE KANSSPELINRICHTINGEN IV" dient te worden gevoegd;

gelet op het koninklijk besluit van 11 oktober 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C en in het bijzonder artikel 1/1 dat bepaalt dat bij de aanvraag om een vergunning klasse C het door de bevoegde instantie ingevulde en ondertekende typedocument "ADVIES BURGEMEESTER INZAKE KANSSPELINRICHTINGEN KLASSE III" dient te worden gevoegd;

overwegende dat de geldigheidsduur van de vergunning F2 is beperkt tot 3 jaar;

overwegende dat de geldigheidsduur van de vergunning C is beperkt tot 5 jaar;

overwegende dat het advies dat moet worden gegeven in het kader van de aanvraag tot vernieuwing van de vergunning C of F2 onder dezelfde voorwaarden wordt gegeven als het advies dat nodig is voor een eerste aanvraag;

overwegende dat het werk voor een advies in het kader van een aanvraag tot hernieuwing van een vergunning van klasse C of F2 vergelijkbaar is met het werk voor een eerste aanvraag;

overwegende dat het gemeentebestuur ook tussenkomt in het kader van het opsporen en vaststellen van inbreuken op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, weddenschappen, kansspelinrichtingen en de bescherming van speler en de uitvoeringsbesluiten ervan, door alle nuttige documenten of aanvullende informatie te bezorgen en door bijstand van politiediensten te verlenen aan de officieren van de gerechtelijke politie en hulpofficieren van de procureur des Konings die daartoe zijn aangesteld door de Kansspelcommissie;

overwegende dat de dienstverlening door de gemeente en de politiediensten, waarvan zij gedeeltelijk de financiering op zich neemt, de invoering van een heffing als tegenprestatie rechtvaardigt;

overwegende dat op grond van artikel 6 van het koninklijk besluit van 17 februari 2022 tot vaststelling van de omschrijving van de nevenactiviteit uitgeoefend door boekhandelaars, de gemeente moet controleren of de boekhandelaars voldoen aan de voorwaarden om het aannemen van weddenschappen te beschouwen als nevenactiviteit;

overwegende dat de vrijheid van handel en nijverheid, zoals vastgelegd in artikels II.3 en II.4 van het Wetboek van economisch recht, niet onbeperkt is en in elk geval geen belemmering vormt voor het recht van de gemeente om een heffing in te voeren om de uitgaven te dekken die ontstaan uit een handelsactiviteit;

overwegende dat een retributie van 2.700 euro overeenkomt met een bedrag van 540 euro per jaar of 45 euro per maand voor vergunningen met een geldigheid van 5 jaar, en van 900 euro per jaar of 75 euro per maand voor vergunningen met een geldigheid van 3 jaar; dat dit een bescheiden bedrag is dat de vrijheid van handel van

de retributieplichtigen niet onevenredig schaadt;

overwegende dat deze retributie verschuldigd is in het kader van een advies dat moet worden gegeven voor een aanvraag van vergunning C en in het kader van een advies dat moet worden gegeven voor een aanvraag tot vernieuwing van vergunning F2;

overwegende dat deze retributie de verwerking van de aanvraag door het gemeentebestuur dekt, ongeacht de aard van het advies (gunstig of ongunstig);

overwegende dat, in geval van een ongunstig advies, de aanvrager de mogelijkheid zal hebben om zijn dossier aan te vullen, zonder opnieuw de retributie te moeten betalen, tenzij er sprake is van een wijziging van het ondernemingsnummer voor deze inrichting;

overwegende dat de retributie verschuldigd is zodra de aanvraag voor een advies van de burgemeester wordt ingediend en voordat het advies wordt uitgereikt;

overwegende dat deze retributie een periode van 5 jaar dekt, gelijk aan de geldigheidsduur van een vergunning C, en een periode van 3 jaar voor een vergunning F2;

overwegende dat de gemeente bovendien de toename van bingospelen in drankgelegenheden op haar grondgebied wil bestrijden;

overwegende dat het aanbieden van bingospelen in drankgelegenheden, vooral door de toeloop die zij veroorzaken, extra uitgaven met zich meebrengt op het vlak van veiligheid, openbare orde en netheid, zonder bij te dragen aan de kosten van deze extra uitgaven; dat het bijgevolg gerechtvaardigd is om deze bijkomende uitgaven te financieren met de opbrengst van de retributie;

overwegende dat de gemeente om deze redenen de retributie wil verlagen voor uitbaters van bingospelen of elektronische kansspelen waarvan de vergunning C of F2 beperkt is tot één enkel bingospel of elektronisch kansspel, zodat deze in verhouding staat tot de geleverde dienstverlening;

overwegende dat dit verminderde tarief wordt toegekend aan de aanvrager die bewijst dat het aanvraagformulier voor een vergunning C of F2 uitdrukkelijk vermeldt dat de gevraagde vergunning uitsluitend betrekking heeft op de exploitatie van één enkel bingospel of elektronisch kansspel;

overwegende dat voor deze categorie het bedrag van de retributie is vastgesteld op 1.350 euro; dat dit een bescheiden bedrag is dat de vrijheid van handel van de retributieplichtigen niet onevenredig schaadt;

overwegende dat administratieve diensten voor derden kosten met zich meebrengen voor de gemeente en dat het rechtvaardig is dat de begunstigden de kosten van die diensten betalen;

gelet op de financiële situatie van de gemeente;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLUIT

Artikel 1: Duur en grondslag

Voor de jaren 2025 tot en met 2030 worden ten gunste van de gemeente contant te betalen retributies geheven voor aanvragers:

- voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning C of F2 door de Kansspelcommissie;
- voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning C of F2 door de Kansspelcommissie wanneer de aanvraag uitdrukkelijk is beperkt tot de exploitatie van een enkel bingospel of elektronisch kansspel.

Artikel 2: Feiten die aanleiding geven tot de retributie

De retributie is verschuldigd op het moment dat een aanvraag wordt ingediend bij de gemeente voor een advies van de burgemeester, onverminderd enige andere bijdrage die door een andere overheid kan worden gevraagd.

Artikel 3: Tarieven

Dit zijn de tarieven van de retributies:

§ 2.700 euro voor het opstellen van een dossier bij aanvragen voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning C of F2 door de Kansspelcommissie;

§ 1.350 euro voor het opstellen van een dossier bij aanvragen voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning C of F2 door de Kansspelcommissie wanneer de aanvraag van de vergunning uitdrukkelijk is beperkt tot de exploitatie van een enkel bingospel of elektronisch kansspel.

De bedragen van de retributie worden jaarlijks geïndexeerd volgens de consumptieprijsindex. De referte-index is die van de maand november 2025.

De geïndexeerde bedragen worden afgerond op de dichtstbijzijnde halve euro.

Artikel 4: Retributieplichtige

De retributie is verschuldigd door de natuurlijke persoon of rechtspersoon die een vergunning klasse C of F2 aanvraagt voor de exploitatie van kansspelen waarvoor een advies van de burgemeester is vereist. Deze retributie wordt geïnd ongeacht enige andere bijdrage die door een andere overheid kan worden gevraagd.

Artikel 5: Betaling van de retributie

De betaling van de retributie gebeurt contant aan de gemeentekas. Het gemeentebestuur moet het betalingsbewijs ontvangen voordat het de aanvraag onderzoekt.

De betaling van de retributie moet gebeuren binnen 5 werkdagen na de indiening van de aanvraag.

Zonder betalingsbewijs wordt het dossier onvolledig verklaard.

Artikel 6: Reikwijdte van de retributie

Het bedrag van de retributie dekt de administratieve kosten voor de verwerking van de aanvraag.

Bijgevolg is de retributie verschuldigd in de volgende gevallen:

1. aanvraag zonder gevolg
2. ingetrokken aanvraag
3. geannuleerde aanvraag
4. geweigerde aanvraag.

Artikel 7: Invordering – Geschillen

Als de retributie niet wordt betaald, wordt deze ingevorderd via een wettelijke burgerlijke procedure. De retributieplichtige die betwist de gevorderde heffing verschuldigd te zijn, is verplicht het bedrag in bewaring te geven bij de gemeenteontvanger totdat er een beslissing is genomen over het bezwaar.

Artikel 8: Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op 1 november 2025 en blijft van toepassing tot 31 december 2030.

Artikel 9: Opheffing

13°, C) van artikel 1 van het “reglement betreffende retributies voor administratieve diensten – Wijziging”, goedgekeurd op 24 maart 2025, wordt opgeheven.

Het punt wordt verdaagd.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

22.09.2025/A/0027 **Règlement-taxe sur l’exploitation de services de cyclopartage en flotte libre - Instauration**

Le Conseil communal ;

Vu les articles 10, 11, 41, 162 et 170, §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatif aux délais dans lesquels les règlements et ordonnances doivent être transmis au gouvernement de région, notamment l'article 2 ;

Vu la situation financière de la commune et la nécessité d'adopter des mesures garantissant des recettes suffisantes pour répondre aux besoins de service public et assurer un équilibre budgétaire ;

Vu l'ordonnance du 17 mars 2022 modifiant l'ordonnance du 29 novembre 2018 relative à l'utilisation de modes de transport partagés en flotte libre alternatifs à l'automobile ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2023 portant exécution de l'ordonnance du 29 novembre 2018 relative à l'utilisation de modes de transport partagés en flotte libre alternatifs à l'automobile ;

Considérant que le développement rapide des services de cyclopartage en flotte libre (trottinettes, vélos, scooters partagés) sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale génère une occupation significative de l'espace public communal, notamment en matière de stationnement, de mobilité, de sécurité et de salubrité urbaine ;

Considérant que la commune doit faire face à des charges croissantes liées à la

gestion et à la régulation de ces externalités, sans mécanisme de compensation adéquat intégré dans le dispositif régional d'autorisation ;

Considérant que le présent règlement a pour objet d'instituer une taxe sur l'usage du domaine public communal par les opérateurs de cyclopartage, indépendamment des redevances ou autorisations régionales applicables, et proportionnée aux externalités locales effectivement constatées ;

Considérant que la présente taxe ne poursuit ni un objectif de régulation de l'offre de mobilité, ni une finalité d'autorisation ou de contrôle administratif, mais tend exclusivement à compenser les coûts spécifiques supportés par la commune du fait de l'intensité d'usage de l'espace public, dans un cadre strictement local et proportionné ;

Considérant que le champ d'application de l'ordonnance du 17 mars 2022 modifiant l'ordonnance du 29 novembre 2018 relative à l'utilisation de modes de transport partagés en flotte libre alternatifs à l'automobile, ainsi que de ses arrêtés d'exécution, porte sur :

- § les règles applicables au stationnement des véhicules de cyclopartage en flotte libre et à l'usage du domaine public qui en découle ;
- § l'octroi des licences aux opérateurs de cyclopartage et le contrôle du respect des conditions d'exploitation ;
- § le respect des dispositions du Code de la route et de la sécurité routière en ce qui concerne la limitation de vitesse desdits véhicules ;
- § les modalités de transmission des données nécessaires au Gouvernement en vue de leur intégration dans les services numériques de mobilité multimodale de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le présent règlement-taxe porte sur un matière distincte des réglementations régionales ;

Considérant en outre que la Région de Bruxelles-Capitale, tout en régulant l'octroi de titres d'exploitation en flotte libre via l'arrêté du 13 juillet 2023 n'a pas entendu exclure la possibilité, pour les communes, de prévoir une fiscalité locale spécifique sur les charges concrètes supportées par celles-ci ;

Considérant que, dans le cadre de ses compétences fiscales, il appartient à une commune de choisir une matière imposable qui ne se retrouve que chez certains redevables dès lors qu'elle ne doit pas - et se trouverait dans l'impossibilité - de taxer tout ce qui peut l'être ; que l'exercice du pouvoir fiscal par une commune vise à lui permettre de maintenir son budget en équilibre, voire à dégager un certain

surplus ; qu'il ne se justifie donc pas de procéder à une taxation généralisée ;

Considérant que l'article 41 de la Constitution garantit à la commune une autonomie normative et fiscale dans la sphère de ses intérêts propres, et que le présent règlement respecte l'équilibre des compétences en ne portant pas atteinte aux missions ni aux revenus de la Région ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer l'exploitation de service de cyclopartage en flotte libre visé par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face et à répartir, de manière équitable, la charge fiscale, sachant que d'autres règlements-taxes visent d'autres catégories de redevables ;

Considérant que la taxe vise tous les opérateurs de services de cyclopartage mettant en circulation des véhicules sur le domaine public communal, selon une assiette combinée tenant compte du nombre de véhicules déployés et du volume des trajets effectués, deux critères objectivement mesurables et pertinents au regard de la charge supportée par la commune ;

Considérant que le champ d'application du présent règlement a été défini en référence aux catégories de véhicules reconnues par le Code de la route, en particulier les cycles, cyclomoteurs, cycles motorisés, afin de viser exclusivement les véhicules effectivement utilisés dans le cadre de services de cyclopartage en flotte libre, sans inclure les autres véhicules motorisés ou non motorisés ne correspondant pas aux usages concernés ; que cette référence permet d'assurer une assiette clairement délimitée, prévisible et objectivement fondée et qu'elle respecte en ce sens le principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination ;

Considérant que la réduction prévue au profit des opérateurs constitués sous forme de coopératives agréées ou d'associations sans but lucratif poursuivant une finalité sociale ou environnementale repose sur des considérations d'intérêt général tenant à la nature du service proposé, et qu'elle respecte en ce sens le principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination ;

Considérant que l'assiette, le tarif et les modalités de perception sont définis de manière suffisamment précise pour respecter le principe de légalité de l'impôt consacré à l'article 170, §4, de la Constitution, sans recours à des notions imprécises ou à une marge d'appréciation arbitraire ;

Considérant que l'exploitation de service de cyclopartage en flotte libre visé par le présent règlement constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activités disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

ARRÊTE

Article 1er - Objet

Il est établi, pour les exercices 2026 à 2030 inclus, une taxe communale sur l'exploitation, à des fins commerciales, d'un service de cyclopartage en flotte libre accessible sur le territoire de la commune d'Etterbeek. La taxe est calculée sur une base annuelle mais perçue en deux fois par exercice fiscal.

Article 2 - Définition

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1° **Code de la route** : arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

2° **Véhicule de cyclopartage** : - un cycle au sens de l'article 2.15.1 du Code de la route ; - un cyclomoteur au sens de l'article 2.17 du Code de la route, à savoir un cyclomoteur à deux roues tant de classe A que de classe B, ainsi que les speed pedelecs ; - tous les autres véhicules définis aux articles 2.15.2, 2.15.3 et 2.17 du Code de la route ;

3 ° **Parkings réservés** : un aménagement physique dans l'espace public pour entreposer des véhicules de cyclopartage, uniquement réservé aux véhicules de cyclopartage d'un ou plusieurs opérateurs spécifiques donnés ;

4° **Service de cyclopartage en flotte libre** : service de mise à disposition de véhicules de cyclopartages, notamment sur la voie publique, à des utilisateurs pour des déplacements occasionnels, où le véhicule de cyclopartage est entreposé, après chaque usage, pour un autre utilisateur et où le début et la fin de la période de location des véhicules de cyclopartage ne sont pas uniquement autorisés dans les parkings réservés.

5° **Opérateur** : toute personne physique ou morale, belge ou étrangère, qui organise, exploite ou met à disposition un service de cyclopartage en flotte libre accessible sur le territoire communal.

6 ° **Trajet enregistré** : toute utilisation effective d'un véhicule du service de cyclopartage en flotte libre, identifiée comme ayant débuté et/ou terminé sur le territoire d'Etterbeek.

Article 3 – Redevable

§1er. La taxe est due par toute personne physique ou morale, belge ou étrangère, qui organise, exploite ou met à disposition un service de cyclopartage en flotte libre accessible sur le territoire de la commune d'Etterbeek, à des fins commerciales, que cette mise à disposition soit directe ou opérée par l'intermédiaire de partenaires, de sous-traitants ou de plateformes techniques ;

§2. Lorsque plusieurs personnes agissent conjointement dans le cadre d'un même service, elles sont solidairement tenues au paiement de la taxe ;

§3. En cas d'exploitation sans autorisation régionale ou sans identification claire de l'opérateur, la personne au nom de laquelle les véhicules utilisés pour offrir le service de cyclopartage en flotte libre sont immatriculés ou géolocalisés à intervalles réguliers sur le territoire communal peut être présumée redevable, sauf preuve contraire.

Article 4 – Champ d'application

Le présent règlement s'applique à toute exploitation commerciale d'un service de cyclopartage en flotte libre accessible sur le territoire de la commune, indépendamment du lieu de domiciliation de l'opérateur ou de l'implantation de son siège social.

Article 5 – Fait générateur

La taxe est due**semestriellement** par tout opérateur du fait de la mise en service de

véhicules de cyclopartage en flotte libre permettant le départ et/ou l'arrivée de trajets sur le domaine public communal.

Article 6 – Assiette de la taxe

La taxe est calculée par opérateur sur base d'un montant forfaitaire annuel, auquel s'ajoutent de manière cumulative :

- un montant variable déterminé en fonction du nombre de véhicules exploités sur le territoire communal au cours de l'année civile ;
- un montant variable déterminé en fonction du nombre total de trajets enregistrés ayant débuté et/ou pris fin sur le territoire communal au cours de la même période.

Article 7 – Taux de la taxe

§1er. Le montant de la taxe est fixé comme suit :

- 1.000 EUR de forfait annuel par opérateur ;
- 20 EUR par an de supplément par véhicule de cyclopartage exploité par l'opérateur sur le territoire communal ;
- 30 EUR de supplément par tranche de 1.000 trajets enregistrés par an.

§2. En cas de cessation ou de début d'exploitation de service de cyclopartage en flotte libre sur le domaine public communal en cours d'exercice, le **forfait annuel** est établi sur base du nombre effectif de mois d'exploitation, tout mois entamé étant compté en entier.

§3. Une réduction de 50 % est accordée aux opérateurs constitués sous forme :

- de sociétés coopératives agréées conformément à l'arrêté royal du 8 janvier 1962 relatif à l'agrément des sociétés coopératives, et justifiant d'un objet

statutaire à finalité sociale ou environnementale ;

- ou d'associations sans but lucratif (ASBL) dont les statuts démontrent une mission d'intérêt général en matière de mobilité durable ou d'insertion sociale.

§4. L'octroi de la réduction est subordonné à la production d'un extrait BCE, des statuts à jour, et le cas échéant, d'un document d'agrément.

§5. Le taux de la taxe est adapté annuellement comme suit :

Assiette de la taxe	2026	2027	2028	2029	2030
Forfait annuel	1.000 EUR	1.025 EUR	1.051 EUR	1.077 EUR	1.104 EUR
Supplément par véhicule exploités	20 EUR	20,5 EUR	21 EUR	21,5 EUR	22 EUR
Supplément par tranche de 1.000 trajets enregistrés	30 EUR	31 EUR	31,5 EUR	32,5 EUR	33 EUR

Article 8 – Déclaration

§1er. Le redevable transmet deux déclarations par exercice fiscal, l'une portant sur le premier semestre (janvier-juin), l'autre sur le second semestre (juillet-décembre).

§2. L'Administration fait parvenir au contribuable un formulaire de déclaration par semestre que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée, datée et signée **au plus tard le 15 juillet de l'exercice d'imposition pour ce qui concerne la première déclaration semestrielle et le 15 janvier de l'exercice suivant l'exercice d'imposition pour ce qui concerne la deuxième déclaration**.

§3. Les contribuables qui n'ont pas reçu les formulaires sont tenus de les réclamer au plus tard le 15 juin de l'exercice d'imposition. La déclaration reste valable jusqu'à révocation. En cas de modification de la base d'imposition, une nouvelle déclaration devra être faite dans les 10 jours.

§4. À défaut de réception ou de demande du formulaire dans les délais fixés dans le présent règlement-taxe, l'obligation déclarative reste pleinement applicable.

§5. Le formulaire portant sur le premier semestre que le redevable est tenu de transmettre à l'administration communale est une déclaration reprenant les éléments suivants :

- **le nombre total de véhicules de cyclopartage ayant été en service sur le territoire de la commune d'Etterbeek au cours du premier semestre de l'exercice d'imposition** ;
- le nombre de trajets enregistrés au cours de cette même période, ventilé comme suit :
    - les trajets ayant uniquement débuté sur le territoire communal ;
    - les trajets ayant uniquement pris fin sur le territoire communal ;
    - les trajets ayant à la fois débuté et pris fin sur le territoire communal ;

§6. Le formulaire portant sur le second semestre que le redevable est tenu de transmettre à l'administration communale est une déclaration reprenant les éléments suivants :

- **le nombre total de véhicules de cyclopartage ayant été en service sur le territoire de la commune d'Etterbeek au cours de l'entièreté de l'exercice d'imposition** ;
- le nombre de trajets enregistrés**au cours de cette même période**, ventilé comme suit :
    - les trajets ayant uniquement débuté sur le territoire communal ;
    - les trajets ayant uniquement pris fin sur le territoire communal ;
    - les trajets ayant à la fois débuté et pris fin sur le territoire communal ;

§7. Le redevable doit joindre à sa déclaration les données justificatives permettant la vérification des éléments déclarés, telles que des relevés statistiques ou techniques anonymisés.

Article 9 – Enrôlement provisoire et enrôlement définitif

§1er. Il est procédé à un premier enrôlement, dit provisoire, sur la base de la déclaration du premier semestre de l'exercice d'imposition. Cet enrôlement provisoire a pour objet la perception anticipée d'une partie de la taxe annuelle, calculée sur la base des éléments déclarés pour la période concernée.

§2. Il est procédé à un second enrôlement, dit définitif, sur la base de la déclaration du second semestre de l'exercice d'imposition. Cet enrôlement définitif a pour objet l'établissement de la taxe annuelle définitive.

§3. Pour l'enrôlement définitif, l'Administration détermine l'assiette annuelle de la taxe en consolidant le nombre total de véhicules de cyclopartage ayant été en service sur le territoire de la commune durant l'ensemble de l'exercice d'imposition et le nombre total de trajets enregistrés sur la même période.

§4. L'enrôlement définitif comprend **le forfait annuel** ainsi que **le solde du montant total de la taxe annuelle restant dû** après imputation du montant enrôlé provisoirement sur la base de la déclaration du premier semestre de l'exercice d'imposition.

Article 10 – Contrôle et taxation d'office

§1er. Le service communal compétent peut, à tout moment, exiger des redevables la communication des documents ou données nécessaires à la vérification des éléments déclarés. Ces données doivent permettre de contrôler l'exactitude du nombre de véhicules en service ainsi que le volume de trajets enregistrés sur le territoire communal.

§2. En cas d'absence de déclaration dans les délais prévus, ou en cas de déclaration manifestement incomplète, inexacte ou imprécise, la taxe est enrôlée d'office sur base de données dont dispose l'administration communale.

§3. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au redevable, par envoi recommandé, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est fondée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant provisoire de la taxe. À cet effet, l'administration appliquera, selon le cas :

- soit la moyenne des volumes déclarés par le redevable au cours des années antérieures ;
- soit, en cas de première année d'activité ou de carence persistante, la moyenne des volumes déclarés par des opérateurs similaires actifs sur le territoire communal ou régional ;
- à défaut de tels comparables disponibles, l'estimation sera fondée sur les statistiques régionales ou communales disponibles, ajustées de manière à refléter raisonnablement l'activité présumée de l'opérateur.

§4. Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Il est tenu, à cette fin, de produire toute pièce justificative

utile à l'appui de ses déclarations. À défaut de réponse dans le délai ou en l'absence d'éléments probants, l'administration procédera à l'enrôlement d'office de la taxe.

§5. Les cotisations enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

§6. Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 11 – Réclamation

§1er. Toute réclamation contre la taxe établie en vertu du présent règlement peut être introduite par écrit auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins, dans un délai de trois mois à compter **du troisième jour ouvrable suivant** la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

§2. La réclamation doit être signée et motivée, à défaut de quoi elle sera irrecevable.

§3. L'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'obligation de paiement de la taxe, sauf décision contraire expresse du Collège.

Article 12 – Recouvrement

La présente taxe et sa majoration éventuelle est perçue par voie de rôle. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est due dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 13 – Non-cumul avec d'autres taxes ou redevances

La présente taxe est indépendante :

§ des redevances perçues en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2023 ;

§ des redevances communales relatives à l'enlèvement ou au déplacement d'un véhicule mal stationné ;

§ de toute redevance d'occupation temporaire du domaine public.

Article 14 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur au 1er janvier 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 24 votes positifs, 7 votes négatifs.
Non : Caroline Joway, Audrey Petit, Pieterjan Vanden Boer, Thibault Deleixhe, Delphine Cordier, Athenais Cazalis de Fondouce, Helena Ruiz Fabra.

Belasting-reglement op de exploitatie van deelfietsen-en steps in vrije vloot - Invoering

De gemeenteraad,

gelet op artikels 10, 11, 41, 162 en 170 §4 van de Grondwet;

gelet op artikels 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarin het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de latere wijzigingen ervan;

gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 betreffende de termijnen waarbinnen reglementen en ordonnanties aan de gewestregering moeten worden bezorgd, in het bijzonder artikel 2;

gelet op de financiële situatie van de gemeente en de noodzaak om maatregelen te nemen die voldoende inkomsteren genereren om de openbare dienstverlening te waarborgen en de begroting in evenwicht te houden;

gelet op de ordonnantie van 17 maart 2022 houdende wijziging van de ordonnantie van 29 november 2018 bettreffende het delen van vrije vloot vervoersmodi die een alternatief zijn voor de auto;

gelet op het besluit de Brussels Hoofdstedelijk Regering van 13 juli 2023 tot uitvoering van de ordonnantie van 29 november 2018 bettreffende het delen van vrije vloot vervoersmodi die een alternatief zijn voor de auto;

overwegende dat de snelle ontwikkeling van fietsdeeldiensten in vrije vloot (deelsteps, deelfietsen, deelscooters) op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest leidt tot een aanzienlijke bezetting van de gemeentelijke openbare ruimte, met name op het vlak van parkeren, mobiliteit, veiligheid en stedelijke netheid;

overwegende dat de gemeente geconfronteerd wordt met toenemende lasten die te maken hebben met het beheer en de regeling van deze externe effecten, zonder dat er een passend compensatiemechanisme is voorzien binnen het gewestelijke vergunningensysteem;

overwegende dat dit reglement tot doel heeft een belasting in te voeren op het gebruik van het gemeentelijk openbaar domein door operatoren van fietsdeeldiensten, los van de toepasselijke gewestelijke retributies of vergunningen, en evenredig aan de lokaal vastgestelde externe effecten;

overwegende dat deze belasting niet tot doel heeft om het mobiliteitsaanbod te reguleren, noch een vergunnings- of administratief controledoel heeft, maar uitsluitend de specifieke kosten voor de gemeente wil compenseren als gevolg van de intensieve benutting van de openbare ruimte, binnen een strikt lokaal en proportioneel kader;

overwegende dat het toepassingsgebied van de ordonnantie van 17 maart 2022 houdende wijziging van de ordonnantie van 29 november 2018 bettreffende het delen van vrije vloot vervoersmodi die een alternatief zijn voor de auto en de uitvoeringsbesluiten ervan betrekking hebben op:

§ de regels voor het parkeren van fietsdeelvoertuigen in vrije vloot en voor het gebruik van het openbaar domein dat daaruit voortvloeit;

§ de toekenning van licenties aan operatoren van fietsdeeldiensten en de controle op de naleving van de exploitatievoorwaarden;

§ de naleving van de bepalingen van de Wegcode en de verkeersveiligheid met betrekking tot de snelheidsbeperking van die voertuigen;

§ de modaliteiten voor het doorgeven van gegevens aan de Regering met het oog op integratie in de digitale multimodale mobiliteitsdiensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat dit belastingreglement betrekking heeft op een materie die verschilt van de gewestelijke regelgeving;

overwegende bovendien dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet heeft beoogd de mogelijkheid voor gemeenten uit te sluiten om een specifieke lokale belasting te voorzien voor de concrete lasten die zij dragen, hoewel het de exploitatievergunningen in vrije vloot reguleert via het besluit van 13 juli 2023;

overwegende dat het een gemeente, binnen het kader van haar fiscale bevoegdheden, vrij staat om een belastbare materie te kiezen die slechts bij bepaalde belastingplichtigen aangetroffen wordt, daar ze immers niet al hetgeen belast kan worden, moet belasten, en dit ook niet zou kunnen; dat de uitoefening van de fiscale bevoegdheid door een gemeente beoogt haar toe te laten haar begroting in evenwicht te houden, en zelfs een zeker overschot te boeken; dat het dus niet gegrond is om over te gaan tot algemene taxatie;

overwegende dat artikel 41 van de Grondwet de gemeente een normatieve en fiscale autonomie garandeert binnen haar eigen belangen en dat dit reglement het bevoegdheidsevenwicht respecteert door geen afbreuk te doen aan de opdrachten noch aan de inkomsten van het Gewest;

overwegende dat de gemeenteraad het noodzakelijk vindt om de exploitatie van fietsdeeldiensten in vrije vloot, zoals bedoeld in dit reglement, te belasten om bijkomende inkomsten te genereren voor de financiering van uitgaven van algemeen nut waarmee de gemeente wordt geconfronteerd, en om de fiscale last evenredig te spreiden, wetende dat andere belastingreglementen bedoeld zijn voor andere categorieën van belastingplichtigen;

overwegende dat de belasting van toepassing is op alle operatoren van fietsdeeldiensten die voertuigen in omloop brengen op het openbaar domein van de gemeente, volgens een gecombineerde grondslag die rekening houdt met het aantal ingezette voertuigen en het aantal uitgevoerde ritten; dat dit twee objectief

meetbare en relevante criteria zijn in verhouding tot de door de gemeente gedragen lasten;

overwegende dat het toepassingsgebied van dit reglement werd bepaald op basis van de voertuigcategorieën erkend door de Wegcode, in het bijzonder fietsen, bromfietsen en gemotoriseerde fietsen, met als doel uitsluitend de voertuigen te viseren die daadwerkelijk worden gebruikt in het kader van fietsdeeldiensten in vrije vloot, zonder andere gemotoriseerde of niet-gemotoriseerde voertuigen te omvatten die niet overeenstemmen met het beoogde gebruik; dat deze verwijzing een duidelijk afgebakende, voorspelbare en objectief gefundeerde grondslag verzekert en dus het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en non-discriminatie respecteert;

overwegende dat de voorziene vermindering voor operatoren die zijn opgericht als erkende coöperatieve vennootschap of als verenigingen zonder winstoogmerk met een sociaal of maatschappelijk doel, is gebaseerd op overwegingen van algemeen belang die verband houden met de aard van de aangeboden dienst, en dat die vermindering dus het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en non-discriminatie respecteert;

overwegende dat de grondslag, het tarief en de inningsmodaliteiten voldoende nauwkeurig zijn omschreven om het legaliteitsbeginsel van de belasting, zoals vastgelegd in artikel 170, §4, van de Grondwet, te respecteren, zonder gebruik te maken van vage begrippen of willekeurige beoordelingsmarges;

overwegende dat de exploitatie van fietsdeeldiensten in vrije vloot, zoals bedoeld in dit reglement, een economische activiteit is die inkomsten genereert, zodat redelijkerwijs kan worden aangenomen dat de natuurlijke of rechtspersonen die in deze activiteitensector actief zijn over bijdragemogelijkheden beschikken die hun toelaten om de belastingen die hun wordt opgelegd te betalen;

BESLUIT

Artikel 1 – Voorwerp

Er wordt voor de jaren 2026 tot en met 2030een gemeentebelasting gevestigd op de commerciële exploitatie van een fietsdeeldienst in vrije vloot op het grondgebied van de gemeente Etterbeek. De belasting wordt berekend op jaarlijkse basis maar wordt in twee keer geïnd per belastingjaar.

Artikel 2: Definitie

Dit reglement gebruikt de volgende definities:

1 ° **Wegcode**: het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.

2° **Fietsdeelvoertuig**: - een voertuig in de zin van artikel 2.15.1 van de Wegcode; - een bromfiets in de zin van artikel 2.17 van de Wegcode, namelijk een tweewielige bromfiets, zowel van klasse A als van klasse B, en speedpedelecs; - alle andere voertuigen gedefinieerd in de artikels 2.15.2, 2.15.3 en 2.17 van de Wegcode.

3 ° **Voorbehouden stalling**: een fysieke inrichting in de openbare ruimte voor het stallen van fietsdeelvoertuigen die enkel bestemd is voor fietsdeelvoertuigen van een of meerdere specifieke operatoren.

4° **Fietsdeeldienst in vrije vloot**: dienst waarbij fietsdeelvoertuigen onder meer op de openbare weg ter beschikking worden gesteld van de gebruikers voor occasionele verplaatsingen, waarbij het fietsdeelvoertuig na elk gebruik wordt gestald voor een andere gebruiker en waarbij het starten en beëindigen van de verhuurperiode van het fietsdeelvoertuig niet enkel zijn toegelaten in voorbehouden stallingen.

5 ° **Operator**: elke natuurlijke of rechtspersoon, Belgisch of buitenlands, die een fietsdeeldienst in vrije vloot organiseert, exploiteert of ter beschikking stelt op het grondgebied van de gemeente.

6 ° **Geregistreerde rit** elke daadwerkelijk gebruik van een voertuig van de fietsdeeldienst in vrije vloot, geïdentificeerd als gestart en/of beëindigd op het grondgebied van Etterbeek.

Artikel 3 – Belastingplichtige

§1. De belasting is verschuldigd door elke natuurlijke of rechtspersoon, Belgisch of buitenlands, die een fietsdeeldienst in vrije vloot organiseert, exploiteert of ter beschikking stelt op het grondgebied van de gemeente, voor commerciële

doeleinden, ongeacht of deze terbeschikkingstelling rechtstreeks gebeurt of via partners, onderaannemers of technische platforms.

§2. Wanneer meerdere personen gezamenlijk optreden binnen eenzelfde dienst, zijn zij hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

§3. In geval van exploitatie zonder vergunning van het Gewest of zonder duidelijke identificatie van de operator, kan de persoon op wiens naam de voertuigen die worden gebruikt voor het aanbieden van de fietsdeeldienst in vrije vloot zijn ingeschreven of regelmatig gelokaliseerd worden op het grondgebied van de gemeente, geacht worden belastingplichtig te zijn, tenzij er bewijs is van het tegendeel.

Artikel 4 – Toepassingsgebied

Dit reglement is van toepassing op elke commerciële exploitatie van een fietsdeeldienst in vrije vloot die toegankelijk is op het grondgebied van de gemeente, ongeacht het domicilie van de operator of de locatie van zijn maatschappelijke zetel.

Artikel 5 – Belastbaar feit

De belasting is **halfjaarlijks** verschuldigd door elke operator door het in dienst stellen van fietsdeelvoertuigen in vrije vloot die het vertrek en/of de aankomst van ritten op het gemeentelijk openbaar domein mogelijk maken.

Artikel 6 – Grondslag van de belasting

De belasting wordt per operator berekend op basis van een jaarlijks forfaitair bedrag, vermeerderd met de volgende cumulatieve variabele bedragen:

- een variabel bedrag bepaald op basis van het aantal voertuigen dat gedurende het kalenderjaar op het grondgebied van de gemeente werd geëxploiteerd;
- een variabel bedrag bepaald op basis van het totale aantal geregistreerde ritten dat in diezelfde periode op het grondgebied van de gemeente is gestart en/of beëindigd.

Artikel 7 – Aanslagvoet van de belasting

§1. Het bedrag van de belasting is als volgt vastgesteld:

- 1.000 EUR jaarlijks forfaitair bedrag per exploitant;

- 20 EUR per jaar als toeslag per fietsdeelvoertuig dat door de exploitant op het grondgebied van de gemeente wordt geëxploiteerd;

- 30 EURO toeslag per schijf van 1.000 geregistreerde ritten per jaar.

§2. In geval van stopzetting of aanvang van de exploitatie van een fietsdeeldienst in vrije vloot op het gemeentelijk openbaar domein tijdens het belastingjaar, wordt het **jaarlijkse forfait** berekend op basis van het werkelijk aantal exploitatiemaanden, waarbij elke begonnen maand volledig wordt meegerekend.

§3. Een vermindering van 50% wordt toegekend aan operatoren die zijn opgericht in de vorm van:

- erkende coöperatieve vennootschappen overeenkomstig het koninklijk besluit van 8 januari 1962 betreffende de erkenning van coöperatieve vennootschappen die een sociale of maatschappelijke doelstelling kunnen aantonen;

- of verenigingen zonder winstoogmerk (vzw's) waarvan de statuten een opdracht van algemeen belang aantonen op het vlak van duurzame mobiliteit of sociale inclusie.

§4. Voor de toekenning van de vermindering moet de operator een uittreksel uit de KBO, de actuele statuten, en indien van toepassing, een erkenningsdocument voorleggen.

§5. De aanslagvoet van de belasting wordt jaarlijks aangepast als volgt:

Grondslag van de belasting	2026	2027	2028	2029	2030

Jaarlijks forfaitair bedrag	1.000 EUR	1.025 EUR	1.051 EUR	1.077 EUR	1.104 EUR
Toeslag per geëxploiteerd voertuig	20 EUR	20,5 EUR	21 EUR	21,5 EUR	22 EUR
Toeslag per schijf van 1.000 opgeslagen ritten	30 EUR	31 EUR	31,5 EUR	32,5 EUR	33 EUR

Artikel 8 – Aangifte

§1. De belastingplichtige dient per belastingjaar twee aangiften in: één voor het eerste semester (januari–juni) en één voor het tweede semester (juli–december).

§2. Het gemeentebestuur stuurt per semester een aangifteformulier naar de belastingplichtige, dat hij ingevuld, gedateerd en ondertekend moet terugsturen **vóór 15 januari van het aanslagjaar voor de eerste halfjaarlijkse aangifte en voor 15 januari van het belastingjaar volgend op het aanslagjaar voor de tweede aangifte**.

§3. Belastingplichtigen die geen formulier hebben ontvangen, moet dit uiterlijk op 15 juni van het aanslagjaar aanvragen. De aangifte blijft geldig tot herroeping. Bij wijziging van de belastinggrond moet binnen 10 dagen een nieuwe aangifte worden gedaan.

§4. Bij het niet ontvangen of niet aanvragen van het formulier binnen de termijn vastgelegd in dit belastingreglement, blijft de aangifteverplichting volledig van kracht.

§5. Het formulier voor het eerste semester dat de belastingplichtige aan het gemeentebestuur moet bezorgen, bevat de volgende gegevens:

- **het totale aantal fietsdeelvoertuigen dat tijdens het eerste semester van het aanslagjaar in dienst was op het grondgebied van de gemeente Etterbeek;**
- het aantal geregistreerde ritten in diezelfde periode, opgesplitst als volgt:
    - ritten die enkel zijn gestart op het grondgebied van de gemeente;
    - ritten die enkel zijn beëindigd op het grondgebied van de gemeente;
    - ritten die zowel zijn gestart als beëindigd op het grondgebied van de gemeente.

§6. Het formulier voor het tweede semester dat de belastingplichtige aan het gemeentebestuur moet bezorgen, bevat de volgende gegevens:

- **het totale aantal fietsdeelvoertuigen dat tijdens het volledige aanslagjaar in dienst was op het grondgebied van de gemeente Etterbeek;**
- het aantal geregistreerde ritten **in diezelfde periode**, opgesplitst als volgt:
    - ritten die enkel zijn gestart op het grondgebied van de gemeente;
    - ritten die enkel zijn beëindigd op het grondgebied van de gemeente;
    - ritten die zowel zijn gestart als beëindigd op het grondgebied van de gemeente.

§7. De belastingplichtige moet bij zijn aangifte de bewijsstukken voegen die de controle van de aangegeven gegevens mogelijk maken, zoals geanonimiseerde statistische of technische overzichten.

Artikel 9 – Voorlopige inkohiering en definitieve inkohiering

§1. Er gebeurt een eerste inkohiering, de zogenaamde voorlopige inkohieringg, op basis van de aangifte van het eerste semester van het aanslagjaar. Met deze voorlopige inkohiering wordt een voorschot geïnd op een deel van de jaarlijkse belasting, berekend op basis van de aangegeven elementen voor die periode.

§2. Er gebeurt een tweede inkohiering, de zogenaamde definitieve inkohieringg, op basis van de aangifte van het tweede semester van het aanslagjaar. Met die definitieve inkohiering wordt de definitieve jaarlijkse belasting gevestigd.

§3. Voor de definitieve inkohiering bepaalt het gemeentebestuur de jaarlijkse grondslag van de belasting door het totale aantal fietsdeelvoertuigen dat tijdens het volledige aanslagjaar in dienst was op het grondgebied van de gemeente Etterbeek en het totale aantal geregistreerde ritten in diezelfde periode te consolideren.

§4. De definitieve inkohiering bevat het **jaarlijks forfaitair bedrag** en **het resterende saldo van het totaalbedrag van de jaarlijkse belasting dat nog verschuldigd is**, na aftrek van het bedrag dat voorlopig werd ingekohierd op basis van de aangifte van het eerste semester van het aanslagjaar.

Artikel 10 – Controle en aanslag van ambtswege

§1. De bevoegde gemeentedienst kan op elk moment van de belastingplichtigen eisen dat zij documenten of gegevens voorleggen die nodig zijn om de juistheid van de aangegeven elementen te controleren. Deze gegevens moeten toelaten het aantal

voertuigen in dienst en het aantal geregistreerde ritten op het grondgebied van de gemeente te controleren.

§2. Bij het niet indienen van een aangifte binnen de opgelegde termijnen, of bij een kennelijk onvolledige, onjuiste of onnauwkeurige aangifte, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van gegevens waarover het gemeentebestuur beschikt.

§3. Voordat de gemeente overgaat tot de aanslag van ambtswege, informeert het de belastingplichtige, met een aangetekende brief, over de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het voorlopige bedrag van de belasting. Daarvoor past het gemeentebestuur, naargelang het geval, één van de volgende methodes toe:

- ofwel het gemiddelde van de volumes die door de belastingplichtige in de voorgaande jaren zijn aangegeven;
- ofwel, in geval van een eerste jaar van activiteit of aanhoudende tekortkoming, het gemiddelde van de volumes die vergelijkbare operatoren die actief zijn op het grondgebied van de gemeente of het Gewest hebben aangegeven;
- bij gebrek aan dergelijke vergelijkingspunten, wordt de schatting gebaseerd op beschikbare statistieken van het Gewest of van de gemeente, aangepast om de vermoedelijke activiteit van de operator redelijk te weerspiegelen.

§4. De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen. Hij moet daarvoor alle nuttige bewijsstukken ter ondersteuning van zijn aangifte voorleggen. Bij gebrek aan antwoord binnen de termijn of bij afwezigheid van bewijzen, zal het gemeentebestuur overgaan tot de ambtshalve inkohiering van de belasting.

§5. De bedragen van de ambtshalve heffing worden als volgt verhoogd:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20% van het verschuldigde of geschatte recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50% van het verschuldigde of geschatte recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100% van het verschuldigde of geschatte verschuldigde recht.

§6. Een ambtshalve inkohiering wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de verhoging wanneer de belasting normaal ingekohierd werd in de loop van de drie aanslagjaren die volgen op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft.

Artikel 11 – Bezwaar

§1. Bezwaren tegen de belasting die wordt gevestigd op grond van dit reglement kunnen schriftelijk worden ingediend, bij het college van burgemeester en schepenen, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf **de derde werkdag volgend** op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

§2. Het bezwaar moet ondertekend en gemotiveerd zijn. Zo niet, zal het onontvankelijk worden verklaard.

§3. Het indienen van een bezwaart schort de verplichting tot betaling van de belasting niet op, tenzij uitdrukkelijk anders beslist door het college.

Artikel 12 – Invordering

Deze belasting en eventuele verhoging ervan worden door middel van een kohier geïnd. De belastingplichtige ontvangt, zonder kosten, een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 13 – Non-cumul met andere belastingen of retributies

Deze belasting is onafhankelijk:

- van de retributies die worden geïnd op grond van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2023;
- van de gemeentelijke retributies voor de verwijdering en bewaking van foutgeparkeerde voertuigen;
- van elke retributie voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg.

Artikel 14 – Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op 1 januari 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 24 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen.
Nee : Caroline Joway, Audrey Petit, Pieterjan Vanden Boer, Thibault Deleixhe, Delphine Cordier, Athenais Cazalis de Fondouce, Helena Ruiz Fabra.

Amendement:

- Suppression des paragraphes 3 et 4 de l'article 7, dès lors que la réduction visée dans le texte initial ne correspond à aucun cas concret;
- Supression du considérant suivant dès lors que la réduction visée dans le texte initial ne correspond à aucun cas concret : Considérant que la réduction prévue au profit des opérateurs constitués sous forme de coopératives agréées ou d'associations sans but lucratif poursuivant une finalité sociale ou environnementale repose sur des considérations d'intérêt général tenant à la nature du service proposé, et qu'elle respecte en ce sens le principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination ;

Vote sur l'amendement : Le groupe Ecolo-Groen vote contre l'amenedement.
Vote sur le texte amendé : Le groupe Ecolo-Groen vote contre le texte amendé.

2 annexes / 2 bijlagen
a (88).PDF, Document_notif06_délai_expiré18280975365616641735.pdf

---

Bibliothèques francophones - Franstalige Bibliotheken

22.09.2025/A/0028 **Bibliothèque communale Hergé - Comptes 2024 et budget 2025 - Prise d'acte**

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 7.437,-€ a été proposé en faveur de la bibliothèque communale « Hergé » au budget ordinaire de 2025 de la commune d'Etterbeek (art. 767/332-02/10) ;

Attendu que les instructions de M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes et budgets des organismes subsidiés par les communes, doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Attendu qu'il s'agit d'une institution relevant de la Fédération Bruxelles-Wallonie – Culture et que, selon les termes du nouveau Décret du Conseil de la Communauté française du 10 avril 1995, les comptes et bilans seront arrêtés au 31 décembre de chaque année ;

Vu les comptes 2024 et le budget 2025 arrêtés par l'Assemblée générale de la bibliothèque communale « Hergé » ;

Vu les articles 90 et 117 de la Nouvelle Loi communale ;

PREND ACTE

Des comptes 2024 et du budget 2025 de la bibliothèque communale « Hergé » tels qu'ils sont annexés à la présente.

Le Conseil prend acte.
31 votants : 31 votes positifs.

Gemeentelijke bibliotheek Hergé - Rekeningen 2024 en begroting 2025 - Akteneming

De gemeenteraad,

overwegende dat een toelage van 7.437,-€ ten gunste van de Gemeentebibliotheek « Hergé » op artikel 767/332-02/10 van de gewone begroting van 2025 van de Gemeente Etterbeek werd voorgesteld ;

aangezien dat de instructies van de Heer Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadrukken dat de rekeningen en de begroting van organismes gesubsidieerd door de gemeenten, goedgekeurd moeten worden door de Gemeenteraad ;

aangezien dat het om een instelling van de Federatie Brussel-Wallonië – Cultuur gaat en dat volgens het nieuw decreet van de Raad van de Franse gemeenschap van 10 april 1995, de rekeningen en de begroting zullen vastgelegd worden op 31 december van elk jaar ;

gelet op de rekeningen van 2024 en de begroting van 2025 vastgelegd door de algemene bijeenkomst van de Gemeentebibliotheek "Hergé" ;

gelet op artikels 90 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

NEEMT AKTE

van de rekeningen 2024 en de begroting 2025 van de Gemeentebibliotheek "Hergé".

De raad neemt akte.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
subside bibliothèque Hergé 2025.pdf

Centre culturel Espace Senghor - Cultureel Centrum Espace Senghor

22.09.2025/A/0029 **A.S.B.L « Centre Culturel d'Etterbeek » Comptes 2024 – Budget 2025 - Prise d'acte.**

A.S.B.L « Centre Culturel d'Etterbeek » Comptes 2024 – Budget 2025 - Prise d'acte.

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 417,420,00-€ a été proposé en faveur de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » au budget ordinaire 2024 de la commune d'Etterbeek (art.762/33202/10) ;

Attendu que les instructions de Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes et budgets des A.S.B.L. subsidiés par les communes, doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Attendu qu'il s'agit d'une institution relevant de la Communauté française de Belgique et que selon les termes du décret du Conseil de la Communauté française du 10 avril 1995, les comptes et bilans seront arrêtés au 31décembre de chaque année ;

Vu les comptes 2024 et du budget 2025 arrêtés par l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » ;

Vu les articles 90 et 117 de la Nouvelle Loi communale ;

PREND ACTE

Des comptes 2024 et le budget 2025 de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek », tels qu'ils sont annexés à la présente.

Le Conseil prend acte.
31 votants : 31 votes positifs.

V.Z.W. " Cultureel Centrum van Etterbeek " Rekeningen 2024 – Begroting 2025 Akteneming

V.Z.W. " Cultureel Centrum van Etterbeek " Rekeningen 2024 – Begroting 2025 Akteneming

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van 417,420,00,-€ ten gunste van het Cultureel Centrum van Etterbeek op artikel 762/33202/10 van de begroting 2024 werd

voorgesteld ;

Aangezien dat de instrukties van de Heer Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadrukken dat de rekeningen en de begroting van de V.Z.W.'s gesubsidieerd door de gemeenten, goedgekeurd moeten worden door de Gemeenteraad ;

Aangezien dat het om een instelling van de Franse Gemeenschap van België gaat en dat volgens het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995, de rekeningen en de balans zullen vastgelegd worden op 31 december van elk dienstjaar ;

Gelet op de rekeningen van 2024 en de begroting 2025 vastgelegd door de Algemene bijeenkomst van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » ;

Gelet op de artikels 90 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

NEEMT ACTE

Van de rekeningen 2024 en de begroting 2025 van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » zoals bijgevoegd.

De raad neemt akte.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
Rapport d'activité 2024 (004) light.pdf, RIB mars 2025.pdf, Cpt et bilan 2024 + cachet du greffe.pdf, BUDGET 2025 + signature présidence.pdf

---

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

22.09.2025/A/0030 **Gemeenschapscentrum De Maalbeek- compte 2024- budget 2025- Prise d'acte**

Le conseil communal,

Considérant que la "Gemeenschapscentrum De Maalbeek " nous a transmis le compte 2024 et le budget 2025 en date du 12 juin 2025;

Considérant qu'un montant de 5000€ y est repris à titre de subside communal dans le compte 2024;

Considérant que ce compte 2024 est clôturé avec un boni de 661,57 €;

Considérant qu'un montant de 5000€ y est repris à titre de subside communal dans le budget 2025;

PREND ACTE :

du compte 2024 et du budget 2025 de la « Gemeenschapscentrum De Maalbeek".

Le Conseil prend acte.
31 votants : 31 votes positifs.

Gemeenschapscentrum De Maalbeek- rekening 2024- begroting 2025- Acteneming

De gemeenteraad,

Overwegende dat het "Gemeenschapscentrum De Maalbeek" ons de rekening 2024 en de begroting 2025 op datum van 12 juni 2025 heeft overgemaakt;

Overwegende dat de rekening 2024 een bedrag van 5000€ werd opgenomen als gemeentelijke subsidie;

Overwegende dat deze rekening sluit met een positief saldo van 661,57 €;

Overwegende dat de begroting 2025 een gemeentelijke subsidie van 5000€ voorziet;

NEEMT AKTE:

van de rekening 2024 en de begroting 2025 van het "Gemeenschapscentrum De Maalbeek".

De raad neemt akte.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
2.c. begroting de maalbeek 2025.pdf, 3. GC De Maalbeek - balans en resultatenrekening 2024_v1.pdf, verslag AV11122024-ondertekend.pdf, verslag AV 19032025-ondertekend.pdf

---

22.09.2025/A/0031 **asbl Maison de quartier Chambéry compte 2024- Budget 2025- Prise d'acte**

Le conseil communal,

Considérant que l'asbl Maison de quartier Chambéry », nous a transmis le compte 2024 et le budget 2025 en date du 23 juin 2025;

Considérant qu'un montant de 12.500€ y est repris à titre de subside communal dans le compte 2024 ;

Considérant que ce compte est clôturé avec un mali de 27.125,61€;

Considérant que le budget 2025 prévoit un subside communal de 12.500€

PREND ACTE :

du compte 2024 et du budget 2025 de "l'asbl Maison de quartier Chambéry".

Le Conseil prend acte.
31 votants : 31 votes positifs.

---

vzw Wijkhuis Chambéry- rekening 2024- begroting 2025- akteneming

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de “vzw Wijkhuis Chambéry” ons de rekening 2024 en de begroting 2025 op datum van 23 juni heeft overgemaakt;

Overwegende dat de rekening 2024 een bedrag van 12.500€ werd opgenomen als gemeentelijke subsidie;

Overwegende dat deze rekening sluit met een negatief saldo van 27.125,61€;

Overwegende dat de begroting 2025 een gemeentelijke subsidie van 12.500€ voorziet;

NEEMT AKTE:

van de rekening 2024 en de begroting 2025 van “de vzw Wijkhuis Chambéry”.

De raad neemt akte.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen
balans en resultatenrekening 2024 na verwerking resultaat Chambéry.pdf, verslag Algemene vergadering vzw Wijkhuis Chambéry 2025.pdf, afrekening 2024 begroting 2025 Wijkhuis Chambéry goedgekeurd AV.pdf

---

Culture néerlandophone - Nederlandstalige cultuur

22.09.2025/A/0032 **Convention de collaboration avec nadine asbl**

Le Conseil communal,

Considérant que le service de la Culture francophone a présenté son programme des expositions au Collège du 01/12/2024 ;

Considérant que le service des Affaires néerlandophones a été intégré dans ce programme ;

Considérant que le plan d'action pour la politique culturelle locale néerlandophone 2025 a été approuvé par le collège en sa séance du 05/02/2025 et que l’exposition prévue du 09/10/2025 au 30/10/2025 dans l’espace d’exposition « Espace Entrée Libre » y a été intégrée ;

Considérant que Brede School et le service de la Culture néerlandophone organiseront une exposition interactive avec les différentes écoles néerlandophones d’Etterbeek

sous le nom de « Musée en devenir » ;

Considérant que cette exposition a été approuvée lors du Collège du 21 mai 2025 ;

Considérant que, pour les ateliers organisés dans le cadre de cette exposition, une collaboration est prévue avec Kunst in Zicht, que cette collaboration a été approuvée par le Conseil communal du 23/06/2025, et que cette même délibération prévoit la conclusion d'une convention de collaboration distincte avec les deux artistes chargés de la conception de l'exposition ;

Considérant que les artistes Jakob Van den Broucke et Kasper Demeulemeester seront rémunérés via nadine asbl pour la conception et la réalisation de l'exposition ainsi que pour l'organisation du moment de présentation prévu le 23/10/2025 ;

Considérant qu'une demande sera introduite auprès du Service Animation et de l'Économat pour le matériel et le catering nécessaires au moment de présentation du 23/10/2025 ;

DECIDE d'approuver la convention de collaboration avec nadine asbl pour la rémunération de Jakob Van den Broucke et Kasper Demeulemeester dans le cadre de la conception et de la réalisation de l'exposition « Musée en devenir », qui se tiendra du 09/10/2025 au 30/10/2025 dans l'Espace Entrée Libre, telle que reprise ci-dessous :

CONVENTION DE COLLABORATION ARTISTIQUE

exposition musée en devenir- Etterbeek (9/10/2025-30/10/2025)

nadine asbl

rue du Pont Neuf 3

1000 Bruxelles

BE0470.189.088

personne de contact : An Goovaerts (anna@nadine.be)

Commune d'Etterbeek, service des Affaires néerlandophones,

représentée par Frank Van Bockstal, échevin des Affaires néerlandophones, et Annick Petit, secrétaire communale,

Avenue des Casernes, 31/1

1040 Etterbeek.

Personne de contact :

Anne Claessens (anne.claessens@etterbeek.brussels)

Ann Roets (ann.roets@etterbeek.brussels)

1. nadine s'engage à ce que Jakob Van den Broucke et Kasper Demeulemeester (Tijdelijk Informatie Centrum, afdeling in oprichting, ci-après « T.I.C. ») organisent une exposition dans les locaux (rez-de-chaussée) de la maison communale d'Etterbeek, du 9 octobre 2025 au 30 octobre 2025 inclus.
2. nadine agit en tant que partenaire coproducteur du projet artistique de T.I.C.

- En sa qualité de coproducteur nadine est responsable de l'administration financière (budget, suivi budgétaire et gestion du personnel), accompagne la production et reste disponible pour un accompagnement artistique. nadine gère le budget global et établit des conventions artistiques à durée déterminée avec Jakob Van den Broucke et Kasper Demeulemeester.

3. Le montage de l'exposition aura lieu du 6 au 8 octobre 2025. Le démontage est prévu le 31 octobre 2025.
4. Le montant forfaitaire pour l'organisation de cette exposition est de 2.625 euro (TVA comprise). Ce montant couvre :
    - les prestations artistiques de Jakob Van den Broucke et Kasper Demeulemeester
    - le transport des œuvres vers Etterbeek
    - l'achat de matériel scénographique
    - les frais d'impression pour la communication
    - la communication
    - le catering des artistes
    - le matériel de production de l'exposition
5. nadine asbl annoncera l'exposition via ses canaux de communication, en mentionnant systématiquement la collaboration avec la commune d'Etterbeek (service de la Culture néerlandophone et Brede School).
    - Tous les partenaires s'engagent à mentionner clairement « nadine » comme coproducteur sur tous les documents, supports promotionnels ou informatifs liés au projet.
6. Droits d'auteur : tous les droits d'auteur liés aux représentations et autres productions restent la propriété des artistes.
7. Les œuvres seront récupérées par les artistes après l'exposition.
8. nadine vzw et les artistes s'engagent à ne causer aucun dommage aux bâtiments et infrastructures de la commune d'Etterbeek.
9. Cette convention s'inscrit dans le cadre du projet artistique museum in oprichting – niwnyhu, organisé par la commune d'Etterbeek en collaboration avec l'asbl Kunst in Zicht.

Frank Van Bockstal, Echevin des Affaires néerlandophones, Commune d'Etterbeek
Annick Petit, Secrétaire communale, Commune d'Etterbeek
An Goovaerts, Coordinatrice opérationnelle nadine asbl

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Samenwerkingsovereenkomst nadine vzw

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de dienst Franstalige cultuur hun planning voor de expo's heeft voorgesteld op het college van 1/12/2024;

Overwegende dat de dienst Nederlandstalige aangelegenheden hierin is opgenomen;

Overwegende dat het actieplan 2025 van Lokaal cultuurbeleid goedgekeurd werd op het college van 5/2/2025 en dat de tentoonstelling van 9/10/2025 tot 30/10/2025 in de exporuimte 'De Doorgang' hierin werd opgenomen;

Overwegende dat Brede school en Nederlandstalige Cultuur een interactieve tentoonstelling met de verschillende Nederlandstalige scholen uit Etterbeek zullen opbouwen onder de naam ‘Museum in Oprichting’;

Overwegende dat deze tentoonstelling werd goedgekeurd op het college van 21/05/2025;

Overwegende dat we voor de ateliers die in het kader van deze tentoonstelling georganiseerd worden samenwerken met Kunst in Zicht, dat deze samenwerking werd goedgekeurd op de gemeenteraad van 23/06/2025 en dat in dezelfde beraadslaging genoteerd staat dat er een aparte samenwerkingsovereenkomst wordt gesloten met de twee kunstenaars die de tentoonstelling vormgeven

Overwegende dat de kunstenaars, Jakob Van den Broucke en Kasper Demeulemeester, via nadine vzw zullen vergoed worden voor de volledige uitwerking en vormgeving van de tentoonstelling en voor de organisatie van het toonmoment op 23/10/2025

Overwegende dat er voor het toonmoment van 23/10/2025 nog een aanvraag zal worden gedaan bij de Dienst Animatie en het Economaat voor materiaal en catering

BESLIST om de ondertekening van de samenwerkingsovereenkomst met nadine vzw voor de vergoeding van Jakob Van den Broucke en Kasper Demeulemeester voor de uitwerking en de vormgeving van de tentoonstelling ‘Museum in Oprichting’ van 09/10/2025 tot 30/10/2025 in exporuimte “De Doorgang” voor te leggen aan de gemeenteraad ter goedkeuring zoals hieronder beschreven:

ARTISTIEKE SAMENWERKINGSOVEREENKOMST
tentoonstelling museum in oprichting - Etterbeek (9/10/2025-30/10/2025)

nadine vzw
Nieuwbrug 3
1000 Brussel
BE0470.189.088
contactpersoon: An Goovaerts (anna@nadine.be)

Gemeente Etterbeek, Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden
vertegenwoordigd door Frank Van Bockstal, Schepen van Nederlandstalige Aangelegenhedenen
Annick Petit, Gemeentesecretaris
Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek
contactpersoon : Anne Claessens (anne.claessens@etterbeek.brussels)
Ann Roets (ann.roets@etterbeek.brussels)

1. nadine vzw verbindt zich ertoe dat Jakob Van den Broucke en Kasper Demeulemeester(Tijdelijk Informatie Centrum, afdeling in oprichting, hierna T.I.C.) een tentoonstelling organiseren in de gebouwen (gelijkvloers) van het gemeentehuis van Etterbeek, en dit van 9 oktober 2025 tot en met 30 oktober 2025.
2. nadine vzw treedt in deze op als coproductie-partner van het werk van T.I.C.
    - nadine is als coproducent verantwoordelijk voor de financiële administratie (de begroting, budgetopvolging en

personeelsadministratie), volgt de productie mee op en is ter beschikking voor inhoudelijk advies. nadine beheert het totale budget en maakt artistieke contracten vanbepaalde duur op met Jakob Van den Broucke en Kasper Demeulemeester.

3. De opbouw van de tentoonstelling vindt plaats van 6 tot en met 8 oktober 2025. De demontage gebeurt op 31 oktober 2025.
4. De uitkoopsom voor het organiseren van deze tentoonstelling is € 2625 (incl. btw). Onder die som zitten vervat:
    - artistieke prestaties van Jakob Van den Broucke en Kasper Demeulemeester
    - transport van de werken naar Etterbeek
    - aankoop scenografisch materiaal
    - drukkosten communicatie
    - communicatie
    - catering van de artiesten
    - productiemateriaal tentoonstelling
5. nadine vzw zal de tentoonstelling aankondigen en vermelden op hun communicatiekanalen, steeds met vermelding van de samenwerking met de gemeente Etterbeek (Nederlandstalige cultuurdienst en Brede School.)
    - Alle partners zullen ‘nadine’ duidelijk vermelden als coproducent op alle documenten, promo− of informatiemateriaal met betrekking tot dit project.
6. Auteursrechten: alle auteursrechten, voortvloeiend uit voorstellingen e.a., blijven bij de kunstenaars.
7. De kunstwerken worden na de tentoonstelling door de kunstenaars weer opgehaald.
8. nadine vzw en de kunstenaars engageren zich ertoe geen schade toe te brengen aan de gebouwen en de infrastructuur van de gemeente Etterbeek.
9. Deze overeenkomst hangt samen met het artistiek project museum in oprichting - niwnyhudat de gemeente Etterbeek organiseert in samenwerking met vzw Kunst in Zicht.

Frank Van Bockstal, Schepen voor Nederlandstalige aangelegenheden, Gemeente Etterbeek
Annick Petit Gemeentesecretaris, Gemeente Etterbeek
An Goovaerts Zakelijk coördinator nadine vzw

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
coproductiecontract TIC gemeente Etterbeek.pdf

Politique sportive - Sportbeleid

22.09.2025/A/0033 **asbl Etterbeek Sport : comptes 2024 - budget 2025 - prise d'acte + participation financière**

Le conseil communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi des subsides adopté par le conseil communal en date du 15 octobre 2007 ;

Considérant qu'un subside en faveur de l'ASBL « Etterbeek Sport » a été inscrit pour un montant de 1.963.638 € à l'article budgétaire 764/332-02/02 de 2025 ;

Considérant que l'asbl « Etterbeek Sport » a déjà perçu une première avance de 750.000 € ;

Considérant que l'ASBL « Etterbeek Sport » a introduit ses comptes 2024 et son budget 2025 en bonne et due forme ;
Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE
1. De prendre acte des comptes 2024 et du budget 2025 de l'ASBL « Etterbeek Sport », arrêtés au 31 décembre 2024, tels qu'ils sont repris en annexe ;
2. De liquider le subside communal 2025 alloué à cette ASBL.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

---

vzw Etterbeek Sport : rekeningen 2024 - begroting 2025 - akteneming + financiëlebijdrage

De gemeenteraad,

gezien het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de gemeenteraad op 15 oktober 2007;

overwegende dat een subsidie ten behoeve van de vzw "Etterbeek Sport" ingeschreven werd voor een bedrag van € 1.963.638 € in begrotingsartikel 764/332-02/02 van 2025;

overwegende dat de vzw "Etterbeek Sport" al een eerste voorschot van750.000 € heeft ontvangen;

overwegende dat de V.Z.W. "Etterbeek Sport" zijn rekeningen 2024 en zijn begroting 2025 heeft ingediend;

gezien de artikels 93 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

1. akte te nemen van de rekeningen 2024 en de begroting 2025 van de vzw "Etterbeek Sport", afgesloten op 31 december 2024, zoals die in bijlage opgenomen zijn
2. en om de betaling van de gemeentelijke subsidie 2025 aan deze V.Z.W. toe te laten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen
RAPPORT ANNA (avec fluo).pdf, bnb.pdf, Rapport de gestion 2024.pdf, COMPTES 2024 ET JUSTIF.pdf, Budget 2025.pdf, ETTERBEEK SPORT 202412 Rapport commissaire final.pdf

---

Marchés publics - Overheidsopdrachten

22.09.2025/A/0034 **Administration générale - Délégation au CPAS d'Etterbeek pour la mise en œuvre d'un marché public conjoint relatif à la désignation d'un service externe pour la prévention et la protection au travail (SEPPT)**

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment ses articles 48, 88 et 89, § 1er, 1° ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu la décision du Conseil de l'action sociale d'Etterbeek du 22 septembre 2025, approuvant les conditions du marché de services conjoint avec la Commune d'Etterbeek, ayant pour objet la désignation d'un service externe de prévention et de protection au travail (SEPPT) pour l'ensemble du personnel, et décidant de recourir à la procédure négociée directe avec publication préalable, sous condition suspensive de la présente délégation ;

Considérant que ce marché, estimé à [●] euros HTVA pour une durée maximale de soixante-douze (72) mois, relève de la catégorie des services sociaux et autres services spécifiques visés à l'annexe III de la loi du 17 juin 2016 et peut dès lors être conclu selon la procédure négociée directe avec publication préalable, conformément à l'article 89, § 1er, 1° de ladite loi ;

Considérant que, dans le cadre d'un marché public conjoint au sens de l'article 48 de la loi précitée, il y a lieu de désigner le CPAS d'Etterbeek comme pouvoir adjudicateur pilote, agissant tant pour son compte que pour celui de la Commune d'Etterbeek, pouvoir adjudicateur associé ;

DÉCIDE :

Article 1er. – De déléguer au CPAS d'Etterbeek, en sa qualité de pouvoir adjudicateur pilote, la gestion de la procédure de passation, l'attribution et le contrôle de l'exécution du marché conjoint ayant pour objet la désignation d'un service externe de prévention et de protection au travail (SEPPT) – DA/AMA/SEPPT/2025-2029.

Article 2. – D'approuver les conditions du marché telles que fixées dans le cahier spécial des charges DA/AMA/SEPPT/2025-2029.

Article 3. – De charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de notifier la présente décision au CPAS d'Etterbeek pour exécution.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Algemeen bestuur - Delegatie aan het OCMW van Etterbeek voor de uitvoering van een gezamenlijke overheidsopdracht betreffende de aanwijzing van een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk (EDBP)

De gemeenteraad,

Gezien de nieuwe gemeentewet;

Gezien de wet van 29 juli 1991 betreffende de formele motivering van administratieve handelingen;

Gezien de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gezien de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten, met name de artikelen 48, 88 en 89, § 1, 1°;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsen van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gezien het besluit van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek van 22 september 2025, waarin de voorwaarden worden goedgekeurd van de gezamenlijke dienstverleningsopdracht met de gemeente Etterbeek, met als doel de aanwijzing van een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk (SEPPT) voor het gehele personeel, en waarin wordt besloten om gebruik te maken van de onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking, onder de opschortende voorwaarde van deze delegatie;

Overwegende dat deze opdracht, geraamd op [●] euro exclusief btw voor een maximale duur van tweeënzeventig (72) maanden, valt onder de categorie sociale en andere specifieke diensten bedoeld in bijlage III bij de wet van 17 juni 2016 en bijgevolg kan worden gegund volgens de procedure van onderhandelde opdracht met voorafgaande bekendmaking, overeenkomstig artikel 89, § 1, 1° van genoemde wet;

Overwegende dat in het kader van een gezamenlijke overheidsopdracht in de zin van artikel 48 van bovengenoemde wet het OCMW van Etterbeek moet worden aangewezen als leidende aanbestedende dienst, die zowel voor eigen rekening als voor rekening van de gemeente Etterbeek, de geassocieerde aanbestedende dienst, optreedt;

BESLUIT:

Artikel 1. – Het OCMW van Etterbeek, in zijn hoedanigheid van leidende aanbestedende dienst, te belasten met het beheer van de aanbestedingsprocedure, de gunning en de controle op de uitvoering van de gezamenlijke opdracht betreffende de aanwijzing van een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk (SEPPT) – DA/AMA/SEPPT/2025-2029.

Artikel 2. – De voorwaarden van de opdracht goed te keuren zoals vastgelegd in het bijzonder bestek DA/AMA/SEPPT/2025-2029.

Artikel 3. – Het college van burgemeester en schepenen te belasten met de kennisgeving van dit besluit aan het OCMW van Etterbeek ter uitvoering.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Cahier spécial des charges SEPPT.docx

22.09.2025/A/0035 **Construction d'un pavillon pour les jeunes – Approbation des conditions et du mode de passation – Nouvelle décision**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 22 septembre 2025 quant au retrait de sa décision prise en date du 23 juin 2025, approuvant le mode de passation et les conditions du marché ainsi que le cahier des N° TP/LG/2025/Pavillon relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Central sprl, Rue de l'Autonomie 14 à 1070 Bruxelles et ce, des suites de remarques émanant de la tutelle régionale;

Considérant que ce cahier des charges a été modifié en français et en néerlandais répondant ainsi aux remarques avancées par la tutelle régionale ;

Considérant qu'il convient de faire approuver à nouveau les conditions et mode de passation de ce marché ;

Considérant que les autres documents du marché restent inchangés ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève toujours à 637.154,35 € (incl. 21% TVA);

Considérant qu'il est toujours proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant qu'un crédit de 450.000 € permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 124/723-60 ;

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1er

D'approuver la nouvelle version du cahier des charges N° TP/LG/2025/Pavillon suite aux remarques émises par la tutelle régionale dans son courrier du 08 août 2025 et le montant estimé du marché "Construction d'un pavillon pour les jeunes", établis par l'auteur de projet, Central sprl, Rue de l'Autonomie 14 à 1070 Bruxelles. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales

d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 637.154,35 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 124/723-60.

Article 6

Ce crédit fera l'objet d'une prochaine modification budgétaire.

Ainsi délibéré en séance publique au Conseil communal du 22 septembre 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Opbouw van een paviljoen voor jongeren – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en gunningswijze – Nieuwe beslissing

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gezien het besluit van de gemeenteraad in zijn vergadering van 22 september 2025 tot intrekking van zijn besluit van 23 juni 2025, naar aanleiding van opmerkingen van de regionale toezichthouder, waarbij de wijze van gunning en de voorwaarden van de opdracht werden goedgekeurd, evenals het bestek nr. TP/LG/2025/Pavillon met betrekking tot deze opdracht, opgesteld door de ontwerper, Central sprl, Autonomie-straat 14 te 1070 Brussel,;

Overwegende dat dit bestek in het Frans en het Nederlands is gewijzigd, waardoor aan de opmerkingen van de regionale toezichthouder is voldaan;

Overwegende dat de voorwaarden en wijze van gunning van deze opdracht opnieuw moeten worden goedgekeurd;

Overwegende dat de overige documenten van de opdracht ongewijzigd blijven;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht nog steeds 637.154,35 € (incl. 21% btw) bedraagt;

Overwegende dat nog steeds wordt voorgesteld om de opdracht via een openbare

procedure te gunnen;

Overwegende dat een krediet van € 450.000 voor deze uitgave is opgenomen in de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2025, artikel 124/723-60;

Overwegende dat, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting, het krediet bij de volgende begrotingswijziging zal worden verhoogd;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit:

Artikel 1

De nieuwe versie van het bestek nr. TP/LG/2025/Pavillon goed te keuren naar aanleiding van de opmerkingen van de regionale toezichthouder in zijn brief van 8 augustus 2025 en het geraamde bedrag van de opdracht “Bouw van een paviljoen voor jongeren”, vastgesteld door de ontwerper, Central sprl, Rue de l'Autonomie 14 te 1070 Brussel. De voorwaarden worden vastgesteld zoals bepaald in het bestek en door de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag bedraagt 637.154,35 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2025, op artikel 124/723-60 van de buitengewone dienst.

Artikel 6

Het krediet zal verhoogd worden bij de volgende begrotingswijziging.

Aldis beslist in openbare vergadering op de Gemeenteraad van 22 september 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen
2025_06_06_CCH - Modele 3P.pdf, Analyseblad - 2 algemene bedri....pdf, Document_notif06_délai_expiré5110574780777263369.pdf, Fiche d_analyse - 2 critères e....pdf, Avis de marché (FR-NL).pdf, 2025_06_20_Bestek - Model 3P.pdf

22.09.2025/A/0036 **Construction d'un pavillon pour les jeunes – Retrait de la décision du Conseil communal du 23 juin relatif à l'approbation des conditions et mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le Conseil communal a, en séance du 23 juin 2025, approuvé le mode de passation et les conditions du marché ainsi que le cahier des N° TP/LG/2025/Pavillon relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Central sprl, Rue de l'Autonomie 14 à 1070 Bruxelles ;

Considérant que ce dossier a été transmis à la tutelle régionale dans le cadre de la tutelle sur les marchés publics ;

Vu le courrier de la tutelle régionale par laquelle celle-ci suspend l'exécution de la procédure pour les raisons suivantes :

1. *Considérant que le sous-critère d'attribution 2.3. du cahier des charges reprend : « présentation d'au moins une référence de chantier pertinente… » et qu'un tel critère relève de l'expérience du soumissionnaire et doit se retrouver au niveau des capacités techniques, donc au niveau de la sélection qualitative*

2. *Considérant que le sous-critère 2.1. du cahier des charges reprend : « la motivation de l'entreprise à intégrer des matériaux biosourcés et/ou des techniques de construction sèche… ». Que le terme « motivation » ne revêt pas une signification claire et précise, et peut se prêter à des interprétations différentes et confère à la Commune une liberté inconditionnée de choix lui permettant de valoriser ce que bon lui semble dans les informations qui lui seront transmises par les soumissionnaires.*

Considérant que pour répondre positivement aux remarques émises par la tutelle régionale, le cahier des charges n° TP/LG/2025/Pavillon a été modifié de la façon suivante :

1. *Le sous-critères 2.3. a été intégré au niveau des capacités techniques des soumissionnaires (sélection qualitative) et non plus dans les critères d'attribution*

2. *Le sous-critère 2.1. reprenant le terme « motivation » a été changé par la phrase suivante : « Le soumissionnaire établit une note technique par laquelle il démontre l'intégration de matériaux biosourcés et/ou des techniques de construction sèche dans le projet (enjeux environnementaux, stratégie d'entreprise, expérience antérieure, etc.). »*

Considérant que ce dossier sera, par conséquent, représenté au Conseil communal avec les modifications opérées au niveau du cahier des charges, ***seul document*** du marché ayant subi des modifications et réapprouver les conditions et le mode de passation et notamment le cahier des charges,;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1er

De retirer sa décision prise en séance du 23 juin 2025 relative à ce dossier quant à l'approbation du mode de passation et des conditions du marché ;

Article 2

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Ainsi délibéré en séance publique au Conseil communal du 22 septembre 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Opbouw van een paviljoen voor jongeren – Intrekking van de beslissing van de Gemeenteraad van 23 juni 2025 betreffende de goedkeuring van de lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Overwegende dat de gemeenteraad tijdens zijn vergadering van 23 juni 2025 de wijze van gunning en de voorwaarden van de opdracht heeft goedgekeurd, evenals het bestek nr. TP/LG/2025/Pavillon met betrekking tot deze opdracht, opgesteld door de ontwerper, Central sprl, Rue de l'Autonomie 14 te 1070 Brussel;

Overwegende dat dit dossier in het kader van het toezicht op overheidsopdrachten aan de toezichthoudende overheid is doorgegeven;

Gezien de brief van de toezichthoudende overheid waarin deze de uitvoering van de procedure om de volgende redenen opschort:

1. *Overwegende dat subcriterium 2.3. van het bestek luidt: "het voorleggen van ten minste één relevante referentie van een bouwproject..." en dat een dergelijk criterium betrekking heeft op de ervaring van de inschrijver en moet worden teruggevonden op het niveau van de technische capaciteiten, dus op het niveau van de kwalitatieve selectie*

2. *Overwegende dat subcriterium 2.1. van het bestek het volgende vermeldt: "de motivatie van het bedrijf om biogebaseerde materialen en/of droge bouwtechnieken te integreren... ". Dat de term "motivatie" geen duidelijke en precieze betekenis heeft, voor verschillende interpretaties vatbaar is en de gemeente een onvoorwaardelijke keuzevrijheid geeft om te beoordelen wat zij wil in de informatie die haar door de inschrijvers wordt verstrekt.*

Om positief te reageren op de opmerkingen van de regionale toezichthouder, werd het bestek nr. TP/LG/2025/Pavillon als volgt gewijzigd:

1. *Subcriterium 2.3. werd opgenomen in de technische capaciteiten van de inschrijvers (kwalitatieve selectie) en niet langer in de gunningscriteria*

2. *Subcriterium 2.1. met de term "motivatie" is gewijzigd in de volgende zin: "De inschrijver stelt een technische nota op waarin hij aantoont dat er biobased materialen en/of droge bouwtechnieken in het project zijn geïntegreerd (milieukwesties, bedrijfsstrategie, eerdere ervaring, enz.)."*

Overwegende dat dit dossier bijgevolg opnieuw zal worden voorgelegd aan de gemeenteraad met de wijzigingen die zijn aangebracht in het bestek, het enige document van de opdracht dat wijzigingen heeft ondergaan, en dat de voorwaarden en de wijze van gunning, en met name het bestek, opnieuw moeten worden goedgekeurd;

Besluit:

Artikel 1

Zijn beslissing van 23 juni 2025 met betrekking tot dit dossier inzake de goedkeuring van de wijze van gunning en de voorwaarden van de opdracht in te trekken;

Artikel 2

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken

Aldis beslist in openbare vergadering op de Gemeenteraad van 22 september 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
a (97).PDF

Solidarité et coopération internationales - Internationale Solidariteit en Samenwerking

22.09.2025/A/0037 **Modification du règlement concernant le subside « Automne des solidarités » pour la réalisation de l'évènement « Mois de la solidarité »**

Le Conseil communal,

Considérant le souhait de la Commune de continuer à organiser annuellement l'évènement « Mois de la solidarité » ;

Considérant la collaboration positive et constructive entre les services de Solidarité internationale et de l'Égalité des genres & diversité dans l'organisation de l'évènement « Mois de la solidarité »;

Considérant le nombre important de lignes thématiques communes identifiées pour renforcer la collaboration entre les deux services ;

Considérant que dans le cadre de l'organisation de l'évènement « Mois de la solidarité », les associations et les collectifs citoyens peuvent demander une aide

organisationnelle ou financière au service de Solidarité Internationale ou au service Égalité des genres & diversité pour organiser des activités dans ce cadre;

Considérant que la modification du règlement du subside « Automne des solidarités » en subside « Mois de la solidarité » permettrait de soutenir les activités organisées dans le cadre de l'évènement « Mois de la solidarité » par les associations et les collectifs citoyens, et d'assurer le suivi de ces activités et l'évaluation conformément au règlement subside qui sera adopté;

Considérant que le règlement « Automne des solidarités » approuvé par le Conseil communal lors de la séance du 31/05/2021 est consultable en annexe de ce point ;

Considérant que l'enveloppe totale allouée au subside « Mois de la solidarité » s'élève à 5000€ qui proviennent de l'article budgétaire Subsidiation de projet du service de Solidarité internationale 150-332-02-02 ;

Considérant que les activités seront organisées en concertation avec les services compétents en fonction de leurs spécificités et du public visé;

Nous proposons le règlement suivant :

Article 1 - Le projet

La commune d'Etterbeek se dote d'un subside visant à soutenir les asbl et les associations de fait (collectifs citoyens) dans l'organisation d'une activité sur le territoire de la commune d'Etterbeek durant l'évènement « Mois de la solidarité ».

Article 2 - Définitions

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° Mois de la solidarité : évènement annuel organisé par la Commune d'Etterbeek autour d'une thématique définie et lors duquel les ASBL et les associations de fait (collectifs citoyens) sont invité·e·s à organiser, sur le territoire d'Etterbeek, des activités en lien avec cette thématique.

2° Activité : une activité solidaire, sociale, éducative, culturelle ou ludique en lien avec la thématique de l'évènement « Mois de la solidarité » et respectant les critères de sélection définis à l'article 4 du règlement.

3° Association sans but lucratif (ASBL) : un groupement de personnes physiques ou morales, qui a une personnalité juridique propre, indépendante de celle de ses membres, qui poursuit un but désintéressé sur le territoire de la commune d'Etterbeek.

4° Association de fait : un groupement, une association temporaire et spontanée d'individus, qui ne dispose pas d'une personnalité juridique et qui n'est pas soumise à une réglementation légale spécifique.

Article 3 - Dispositions administratives

La demande ne pourra se faire qu'avec le formulaire officiel. Celui-ci sera disponible sur le site internet de la commune d'Etterbeek ou sur simple demande au service Solidarité internationale, Avenue des Casernes, 31/1 - 1040 Etterbeek, 02/627.23.81 ou via solidariteinternationale@etterbeek.brussels.

Article 4 - Conditions de recevabilité

- Le formulaire de candidature doit être entièrement complété et rendu au service Solidarité Internationale dans le délai prévu dans l'appel à projets ;
- Le financement du projet doit être détaillé ;
- L'activité doit avoir lieu sur le territoire de la commune d'Etterbeek ;
- Le projet se déroule dans le cadre de l'évènement « Mois de la solidarité » et a un lien avec la thématique de celui-ci ;
- Les activités proposées ne peuvent en aucun cas être de nature uniquement caritative ;
- Des cofinancements, y compris d'un autre service communal, sont acceptés à condition qu'il n'y ait pas de double financement des mêmes dépenses, et que ces cofinancements soient clairement mentionnés sur le formulaire de candidature ;
- Les informations, documents et factures fourni·e·s sont authentiques ;

Article 5 - Procédure d'octroi du subside

§1er Les dossiers sont examinés par un comité de sélection composé d'un·e membre du Service de Solidarité internationale et d'un·e membre du Service Égalité des genres & diversité;

§2 Le comité de sélection soumet des propositions d'attribution de subside motivées au Collège des Bourgmestre et Echevin·e·s.

§3 Le Collège des Bourgmestre et Echevin·e·s se positionne sur l'attribution des subsides, qu'il valide ou amende au besoin, sur base de l'avis transmis par le comité de sélection visé au §1 du présent article.

§4 La décision du Collège des Bourgmestre et Echevin·e·s de l'approbation ou du refus du subside est notifiée par le service de Solidarité internationale aux demandeur·euse·s, dans les 30 jours ouvrables qui suivent la date de clôture des dépôts de dossier mentionnée sur le formulaire de demande de subside.

Article 6 - Critères de sélection

Le comité de sélection se base sur les critères suivants pour proposer ou non l'octroi du subside :

- Le lien avec la thématique de l'évènement « Mois de la solidarité » ;
- Le caractère informatif, éducatif ou de sensibilisation de l'activité ;
- Le public visé, si possible large et diversifié ;
- La collaboration avec d'autres acteur·rice·s de l'évènement « Mois de la solidarité» ;
- La dimension interculturelle/intergénérationnelle/participative du projet ;
- Le montant de l'enveloppe budgétaire annuelle de la subvention.

Article 7- Clause de non-discrimination

§ 1er Les porteur·euse·s de projet s'engagent à ne tolérer, lors de leurs activités, aucune forme de discrimination visée dans le code bruxellois de l'égalité, lequel doit être en tout temps respecté.

Article 8 - Montants

Dans les limites des crédits budgétaires communaux disponibles pour l'exercice en cours, le montant du subside est fixé à un maximum de 1.000 euros par association, le montant total octroyé à une ASBL ou une association de fait dépendra du contenu de la demande et du nombre de demandes de subside.

Le Collège des Bourgmestre et Echevin·e·s se réserve le droit d'octroyer un subside moins important que celui demandé par le demandeur/la demandeuse si le budget demandé semble surestimé, ou si la totalité des demandes de subsides excède l'enveloppe attribuée pour l'appel à projets.

Article 9 - Procédure

§1 Une première tranche de 80% du subside est versée après approbation de la demande de subside par le Comité de sélection et le Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s, et le solde sera payé après réception des pièces justificatives.

§2 Les pièces justificatives sont envoyées au plus tard à la date mentionnée sur l'appel à projets.

§3 La·le bénéficiaire du subside s'engage à rembourser partiellement ou totalement (selon la demande du Collège des Bourgmestre et Echevin·e·s) la somme perçue en cas de non-exécution totale ou partielle du projet ou de l'utilisation du subside d'une manière non propice à atteindre l'objectif auquel le gestionnaire du projet s'est engagé.

Article 10 : Protection des données

§ 1. Les données personnelles communiquées dans le formulaire ne seront utilisées à d'autres fins que celles de traiter les demandes introduites suite à l'appel à projets et d'accompagner les réalisations des projets.

§ 2. Aucune donnée ne sera partagée avec des tiers sans le consentement qui sera demandé le cas échéant.

§ 3. Les porteur·euse·s de projet peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification de leurs données en envoyant un mail à dpo@etterbeek.brussels ou par courrier postal à l'administration communale à l'attention du service Solidarité Internationale.

Article 11 – Litiges

Tout conflit d'interprétation des présentes dispositions sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s.

Article 12 – Entrée en vigueur

Le présent règlement, approuvé au Conseil communal du 22/09/2025, entre en vigueur le 23/09/2025.

DECIDE d'approuver les modifications du règlement du subside « Automne des solidarités » pour l'évènement « Mois de la solidarité », visant à soutenir les porteur·euse·s de projet dans l'organisation de leurs activités éducatives, culturelles, de sensibilisation ou ludiques dans le cadre de l'évènement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Wijziging van het subsidiereglement "Najaar van de Solidariteit" voor de organisatie van het evenement "Maand van de Solidariteit"

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeente het evenement "Maand van de Solidariteit" elk jaar wil blijven organiseren;

gelet op de positieve en constructieve samenwerking tussen de diensten Internationale Solidariteit en Gendergelijkheid en Diversiteit voor de organisatie van het evenement "Maand van de Solidariteit";

gelet op de vele gemeenschappelijke thema's die de samenwerking tussen de twee diensten te versterken;

overwegende dat verenigingen en burgercollectieven in het kader van de organisatie van het evenement "Maand van de Solidariteit" organisatorische of financiële hulp kunnen vragen aan de dienst Internationale Solidariteit of aan de dienst Gendergelijkheid en Diversiteit om activiteiten te organiseren voor het evenement;

overwegende dat de wijziging van het reglement voor de subsidie "Najaar van de Solidariteit" in de subsidie "Maand van de Solidariteit" het mogelijk zou maken om activiteiten te steunen die worden georganiseerd in het kader van het evenement "Maand van de Solidariteit" door verenigingen en burgercollectieven en om die activiteiten op te volgen en te evalueren in overeenstemming met het subsidiereglement dat zal worden goedgekeurd;

gelet op het reglement "Najaar van de Solidariteit", goedgekeurd door de gemeenteraad op 31/05/2021, in bijlage bij dit punt;

overwegende dat het totaalbedrag voor de subsidie "Maand van de Solidariteit" 5.000 euro bedraagt, afkomstig van het begrotingsartikel Projectsubsidie van de dienst Internationale Solidariteit 150-332-02-02;

overwegende dat de activiteit worden georganiseerd in overleg met de bevoegde diensten in functie van hun kenmerken en de beoogde doelgroep;

stellen wij het volgende reglement voor:

Artikel 1 – Het project

De gemeente Etterbeek stelt een subsidie ter beschikking om vzw's en feitelijke verenigingen (burgercollectieven) te steunen die een activiteit willen organiseren in de gemeente Etterbeek tijdens het evenement "Maand van de Solidariteit".

Artikel 2 – Definities

Dit reglement gebruikt de volgende definities:

1° Maand van de Solidariteit: jaarlijks evenement georganiseerd door de gemeente Etterbeek over een thema. Aan de vzw's en feitelijke verenigingen

(burgercollectieven) worden gevraagd om activiteiten te organiseren in verband met dat thema in Etterbeek..

2° Activiteit: een solidaire, sociale, educatieve, culturele of ludieke activiteit in verband met het thema van het evenement “Maand van de Solidariteit”. Die activiteit voldoet aan de selectiecriteria uit artikel 4 van het reglement.

3° Vereniging zonder winstoogmerk (vzw): groep van natuurlijke of rechtspersonen met een eigen rechtspersoonlijkheid, die losstaat van die van haar leden, die een belangeloos doel nastreeft in de gemeente Etterbeek.

4° Feitelijke vereniging: een groep, een tijdelijke en spontane vereniging van personen zonder rechtspersoonlijkheid die niet aan een specifieke wettelijke regeling is onderworpen.

Artikel 3 – Administratieve bepalingen

Aanvragen worden ingediend via het officiële formulier. Dat formulier staat op de website van de gemeente Etterbeek en is beschikbaar op aanvraag bij de dienst Internationale Solidariteit, Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek, 02 627 27 73 of via e-mail naar internationalesolidariteit@etterbeek.brussels.

Artikel 4 – Ontvankelijkheidsvoorwaarden

- Het kandidatuurformulier moet volledig ingevuld zijn en voor de datum uit de projectoproep naar de dienst Internationale Solidariteit worden gestuurd.
- De financiering van het project moet gedetailleerd zijn.
- De activiteit moet plaatsvinden op het grondgebied van de gemeente Etterbeek.
- Het project vindt plaats in het kader van het evenement “Maand van de Solidariteit” en heeft een link met het thema.
- De activiteiten mogen in geen geval uitsluitend een liefdadigheidskarakter hebben.
- Medefinanciering, met inbegrip van een andere gemeentedienst, is toegelaten op voorwaarde dat er geen dubbele financiering is van dezelfde uitgaven en dat de medefinanciering duidelijk wordt vermeld op het kandidatuurformulier.
- De informatie, documenten en facturen die worden voorgelegd zijn authentiek.

Artikel 5 – Procedure voor de toekenning van de subsidie

§1. Een selectiecomité onderzoekt de dossiers. Dat comité bestaat uit een medewerker van de dienst Internationale Solidariteit en een medewerker van de dienst Gendergelijkheid & Diversiteit.

§2. Het selectiecomité legt gemotiveerde voorstellen voor de toekenning van de subsidie voor aan het college van burgemeester en schepenen.

§3. Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing over de toekenning van de subsidies: het college bevestigt of wijzigt indien nodig de voorstellen op basis van het advies van het selectiecomité uit §1 van dit artikel.

§4. De dienst Internationale Solidariteit brengt de aanvragers op de hoogte van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen (goedkeuring of weigering van de subsidie) binnen 30 werkdagen na de deadline voor het indienen van de dossiers. Die deadline staat op het aanvraagformulier.

Artikel 6 – Selectiecriteria

Het selectiecomité baseert zich op de volgende criteria om een voorstel te doen over het al dan niet toekennen van de subsidie:

- De link met het thema van het evenement “Maand van de Solidariteit”
- Het informatieve, educatieve of bewustmakingskarakter van de activiteit
- Een zo breed en divers mogelijke doelgroep
- De samenwerking met andere partners van het evenement “Maand van de Solidariteit”
- De interculturele/intergenerationele/participatieve dimensie van het project
- Het bedrag dat jaarlijks beschikbaar is voor de subsidie

Artikel 7 – Non-discriminatieclausule

§1. De projectdragers verbinden zich ertoe om tijdens hun activiteiten geen enkele vorm van discriminatie te tolereren, zoals bedoeld in het Brussels Wetboek inzake Gelijkheid. Dat Wetboek moet op elk moment worden nageleefd.

Artikel 8 – Bedragen

Binnen de grenzen van de beschikbare gemeentelijke begrotingskredieten voor het lopende begrotingsjaar wordt het bedrag van de subsidie vastgelegd op maximaal 1.000 euro per vereniging. Het totaalbedrag dat wordt toegekend aan een vzw of feitelijke vereniging hangt af van de inhoud van de aanvraag en het aantal subsidieaanvragen.

Het college van burgemeester en schepenen behoudt zich het recht voor om een kleinere subsidie toe te kennen dan gevraagd door de aanvragers als het gevraagde budget overschat lijkt of als het totaal van de subsidieaanvragen het bedrag dat werd voorzien voor de projectoproep overschrijdt.

Artikel 9 – Procedure

§1. De eerste schijf van 80 procent van de subsidie wordt gestort na goedkeuring van de subsidieaanvraag door het selectiecomité en het college van burgemeester en schepenen. Het resterende bedrag wordt betaald na ontvangst van de bewijsstukken.

§2. De bewijsstukken worden uiterlijk verstuurd op de datum die vermeld wordt in de projectoproep.

§3. De begunstigden van de subsidie verbinden zich ertoe het ontvangen bedrag geheel of gedeeltelijk (volgens de vraag van het college van burgemeester en schepenen) terug te betalen als zij het project volledig of gedeeltelijk niet uitvoeren of als zij de subsidie niet gebruiken om de doelstellingen te bereiken waartoe zij zich hebben verbonden.

Artikel 10 – Gegevensbescherming

§1. De persoonsgegevens uit het formulier worden enkel gebruikt om de aanvragen te verwerken die werden ingediend naar aanleiding van de projectoproep en om de projecten uit te voeren.

§2. Er worden geen gegevens gedeeld met derden zonder toestemming, die zo nodig gevraagd zal worden.

§3. Projectdragers kunnen hun recht op toegang en verbetering van hun gegevens uitoefenen door een e-mail te sturen naar dpo@etterbeek.brussels of een brief naar de dienst Internationale Solidariteit van het gemeentebestuur.

Artikel 11 – Geschillen

Alle interpretatiegeschillen met betrekking tot deze bepalingen worden voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 12 – Inwerkingtreding

Dit reglement, dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 22/09/2025, treedt in werking op 23/09/2025.

BESLIST om de wijzigingen goed te keuren aan het subsidiereglement “Najaar van de Solidariteit” voor het evenement “Maand van de Solidariteit” met als doel om projectdragers te steunen bij de organisatie van hun educatieve, culturele, ludieke of bewustmakingsactiviteiten in het kader van het evenement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Point Conseil Création d'un nouveau subside Automne des solidarités- Règlement.pdf

Action sociale - Maatschappelijk Welzijn

22.09.2025/A/0038 **Conseil Consultatif etterbeekois des Aînés (C.C.A.) – Renouvellement de la composition**

Le Conseil Communal,

Considérant que Contact Plus est en charge de l'organisation et du suivi du Conseil Consultatif etterbeekois des Aînés (C.C.A.) ;

Considérant que le mandat des membres doit être renouvelé dans les six mois suivant le renouvellement du conseil communal ;

Considérant qu'un appel à candidatures a été lancé et s'est clôturé le 14 mars ;

Considérant que la composition initiale ne respectait pas la parité de genre, un appel à candidats masculins a été lancé et deux candidats se sont manifestés ;

Considérant que 11 citoyens et 3 représentants d'organisations ont manifesté leur souhait d'être membres du CCA ;

Considérant les critères d'éligibilité repris au chapitre 2 - Article 8 du règlement communal relatif au CCA ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de désigner

1. comme membres indépendants du C.C.A., les personnes suivantes, résidant à Etterbeek :
    - CAVALLOTTO Giuseppe
    - DE KEYZER Viviane
    - DESSILY Thierry
    - DETIENNE-VANDEVELDE Monique
    - FLAMMANG Berthe,
    - LARDINOIS Anne-Marie
    - MULLER Micheline
    - PERSOONS Jacques
    - RUSCA Rossella,
    - SCHATTENS Elisabeth
    - VAN LIERDE Anny
2. comme représentants d'organisations ou d'associations les personnes suivantes :
    - CULOT Bernadette (ASBL "Entre Voisins")
    - TONNELIER Loïck (ergothérapeute indépendant)
    - WAUTHIER Jean-Marie (RainbowAmbassadors - communauté LGBTQIA+ senior)

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Etterbeekse Adviesraad voor Ouderen (ARO) – Vernieuwing van de samenstelling

De gemeenteraad,

overwegende dat Contact Plus verantwoordelijk is voor de organisatie en de opvolging van de Etterbeekse Adviesraad voor Ouderen (ARO);

overwegende dat het mandaat van de leden moet worden vernieuwd binnen zes maanden na de vernieuwing van de gemeenteraad;

overwegende dat een oproep voor kandidaten werd gedaan, die is afgesloten op 14 maart;

overwegende dat de oorspronkelijke samenstelling de gendergelijkheid niet respecteerde, dat een oproep werd gelanceerd voor mannelijke kandidaten en dat twee kandidaten zich hebben gemeld;

overwegende dat 11 burgers en 3 vertegenwoordigers van organisaties lid willen wordne van de ARO;

gelet op de criteria uit hoofdstuk 2 – Artikel 8 van het gemeentelijke reglement van de ARO;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLIST

1. om de volgende personen, die in Etterbeek wonen, aan te stellen als onafhankelijke leden van de ARO:
    - CAVALLOTTO Giuseppe
    - DE KEYZER Viviane
    - DESSILY Thierry
    - DETIENNE-VANDEVELDE Monique
    - FLAMMANG Berthe
    - LARDINOIS Anne-Marie
    - MULLER Micheline
    - PERSOONS Jacques
    - RUSCA Rossella
    - SCHATTENS Elisabeth
    - VAN LIERDE Anny
2. Om de volgende personen aan te stellen als vertegenwoordigers van organisaties of verenigingen:
    - CULOT Bernadette (vzw Entre Voisins)
    - TONNELIER Loïck (zelfstandig therapeut)
    - WAUTHIER Jean-Marie (RainbowAmbassadors - LGBTQIA+-gemeenschap voor senioren)

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
2025_Règlement_Conseil_consultatif_Ainés.docx, 20250113_CONTACT PLUS_20241127_Règlement_Conseil_consultatif_Ainés_dut-BE.docx

Achats - Aankopen

22.09.2025/A/0039 **Acquisition de 4 camionnettes - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/RINSDELLE/2025/07 relatif au marché "Propreté publique - Acquisition de 4 camionnettes" établi par le Garage communal ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- Lot 1 (Camionnettes diesel), estimé à 211.750,00 € (incl. 21% TVA) ;
- Lot 2 (Camionnette électrique), estimé à 84.700,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 296.450,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 875/743-51 ;

Sur proposition du Collège;

Décide:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/RINSDELLE/2025/07 et le montant estimé

du marché “Propreté publique - Acquisition de 4 camionnettes”, établis par le Garage communal. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 296.450,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Article 4

De transmettre cette délibération à l’autorité de tutelle en vue de l’exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l’exercice 2025, article 875/743-51.

Le point est reporté.
31 votants : 31 votes positifs.

Aankoop van 4 bestelwagens - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Openbare netheid - Aankoop van 4 bestelwagens” een bestek met nr. TP/RINSDELLE/2025/07 werd opgesteld door Gemeentelijke garage;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

- Perceel 1 (Diesel wagens), raming: 211.750,00 € (incl. 21% btw);
- Perceel 2 (Elektrische bestelwagen), raming: 84.700,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 296.450,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2025, op artikel 875/743-51 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/RINSDELLE/2025/07 en de raming voor de opdracht “Openbare netheid - Aankoop van 4 bestelwagens”, opgesteld door Gemeentelijke garage. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 296.450,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.

Artikel 4

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2025, op artikel 875/743-51 van de buitengewone dienst.

Het punt wordt verdaagd.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen
2021_05_07_Bestek - Model 3P.pdf, 2021_05_07_CCH - Modele 3P.pdf, info 4 bestelwagens.pdf

Garage communal - Gemeentelijke garage

22.09.2025/A/0040 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Senghor le mardi 18 novembre 2025 en vue de se rendre à 7860 Lessines et 7060 Soignies.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la septième demande cette l'année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) au Senghor le mardi 18 novembre 2025 en vue de se rendre à 7860 Lessines et 7060 Soignies.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels.

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Senghor :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et le Senghor
Représentée par Madame Bouchra Chafik
Chaussée de Wavre 366
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet
La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public du Senghor, entre Etterbeek et 7860 Lessines et 7060 Soignies en date du 18 novembre 2025.
Un chauffeur est également mis à disposition du Senghor.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport
Le Senghor intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Senghor

Le Senghor s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, Le Senghor devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires. Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, Le Senghor est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.
Le Senghor est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.
En cas d'accident ou de dommages, Le Senghor est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.
Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de Le Senghor ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Senghor est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.
Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.
La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des

parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan Senghor op dinsdag 18 november 2025 naar 7860 Lessines en 7060 Soignies te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dit de zevende aanvraag voor het jaar;

Overwegende dat HET SENGHOR vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op dinsdag 18 november 2025 naar 7860 Lessines en 7060 Soignies te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en HET SENGHOR goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek
Kasernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En HET SENGHOR
Vertegenwoordigd door Mevrouw Bouchra Chafik
Waverse Steenweg 366
1040 Etterbeek

De zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp
De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van het SENGHOR, tussen Etterbeek 7860 Lessines en 7060 Soignies te gaan op dinsdag 18 november 2025.
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het SENGHOR.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer
Het SENGHOR komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van HET SENGHOR.
Het SENGHOR verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek
Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek
Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het SENGHOR de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.
Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus
Als de bus gestolen wordt, moet het SENGHOR-aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling
Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.
Het SENGHOR moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.
In geval van een ongeval of schade moet het SENGHOR de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.
Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het SENGHOR of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1
Het SENGHOR is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.
De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.
De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
RE_ sortie pour les apprenants en alpha.msg

22.09.2025/A/0041 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) le samedi 27 septembre 2025 à l'ASBL "LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE" (LHS) en vue de se rendre à Walibi à 1300 Wavre.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la quatrième demande en 2025 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL « Logement et Harmonie sociale » (LHS)) le samedi 27 septembre 2025 à l'ASBL "LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE" (LHS) en vue de se rendre à Walibi à 1300 Wavre ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL « Logement et Harmonie sociale « (LHS) :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes, 31
1040 Etterbeek

Et l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS)
Rue Général Tombeur 47
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet
La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 40 personnes, faisant partie du public de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) entre

Etterbeek et 1300 Wavre, le samedi 27 septembre 2025.
Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE « (LHS).

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport
L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS)
L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek
Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie
Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) devra le remettre dans l'état où il l'a reçu, munie de tous les documents et clefs nécessaires.
Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal
En cas de vol du bus, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition
L'administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.
L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.
En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.
Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que

l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1
L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking
Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.
Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.
La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) op zaterdag 27 september 2025 voor VZW "LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE" (LHS) om naar Walibi, 1300 Waver te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de vierde aanvraag van 2025 gaat ;

Overwegende dat de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS) vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op zaterdag 27 september 2025 voor VZW "LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE" (LHS) om naar Walibi, 1300 Waver te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS) goed te keuren:

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek
Kazernenlaan, 31
1040 Etterbeek

En de vzw Logement et Harmonie sociale (LHS)
Generaal Tombeurstraat 47
1040 Etterbeek
de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 40 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS), tussen Etterbeek en 1300 Waver op zaterdag 27 september 2025.
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS).

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS) komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.
Het Gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS)

De vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS) verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS) de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.
Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit "normale" slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS) aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.
De vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS) moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.
In geval van een ongeval of schade moet de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS) de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.
Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw "Logement et Harmonie sociale"

(LHS) of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1
De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking
De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.
De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.
De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
RE_ Réservation de bus LHS 27 septembre.msg

22.09.2025/A/0042 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL URBAN STEP en vue de se rendre le jeudi 23 octobre 2025 à 6250 Aiseau.**

Le Conseil communal,

Vu qu’il s'agit d'une troisième demande cette l'année;

Considérant la demande de mise à disposition d’un bus communal (aller/retour) à l’ASBL URBAN STEP en vue de se rendre le jeudi 23 octobre 2025 à 6250 Aiseau.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n’est autorisé qu’en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et à l'ASBL URBAN STEP.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et à l'ASBL URBAN STEP

Responsable Monsieur Ivoha Perdomo

Rue Général Fivé, 18

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiner à transporter (aller/retour) un groupe de maximum 20 personnes faisant partie du public de L'ASBL URBAN STEP entre Etterbeek et 6250 Aiseau.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL URBAN STEP

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

l'ASBL URBAN STEP intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL URBAN STEP

l'ASBL URBAN STEP s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant

exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL URBAN STEP devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL URBAN STEP est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

l'ASBL URBAN STEP est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL URBAN STEP est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL URBAN STEP ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport

prévu à l'article 1

l'ASBL URBAN STEP est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW URBAN STEP op 23 oktober 2025 om naar 6250 Aiseau te gaan.

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de derde aanvraag is voor het jaar;

Overwegende dat de vzw URBAN STEP vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op donderdag 23 oktober 2025 om naar 6250 Aiseau te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw URBAN STEP goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

en de vzw URBAN STEP

Verantwoordelijke meneer Ivoha Perdomo

Generaal Fivéstraat 18

1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 20 personen, die deel uitmaken van het publiek van VZW URBAN STEP tussen Etterbeek en de Gemeente van 6250 Aiseau.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw URBAN STEP.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw URBAN STEP komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw URBAN STEP

De vzw URBAN STEP verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw URBAN STEP de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw URBAN STEP -aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw URBAN STEP moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw URBAN STEP de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw URBAN STEP of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw URBAN STEP is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de

herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Demande de réservation bus - stages automne 2025.msg

22.09.2025/A/0043 **Mise à disposition d'un bus communal et d'une camionnette à l'ASBL BACO le vendredi 09 janvier 2026 (aller) et le dimanche 11 janvier 2026 (retour) en vue de se rendre à 5377 Heure-en-Famenne.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la première demande en 2025 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal et d'une camionnette (aller-retour) à l'ASBL BACO ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL BACO le vendredi 09 janvier 2026 (aller) et le dimanche 11 janvier 2026 (retour) en vue de se rendre à 5377 Heure-en-Famenne.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes, 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL BACO
Rue de Chambéry 16/2c
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet
La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 40 personnes, faisant partie du public de l'ASBL BACO entre Etterbeek et 5377 Heure-en-Famenne le vendredi 09 janvier 2026 (aller) et le dimanche 11 janvier 2026 (retour).
Deux chauffeurs sont également mis à disposition de l'ASBL BACO.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport
L'ASBL BACO intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL BACO
L'ASBL BACO s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek
Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie
Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL BACO devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.
Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal
En cas de vol du bus, l'ASBL BACO est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition
L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.
L'ASBL BACO est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant

survenir pendant la durée de la convention.
En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL BACO est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL BACO ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1
L'ASBL BACO est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking
Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.
Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Ter beschikstelling van een gemeentebus en een busje aan de VZW BACO op vrijdag 09 januari 2026 (heenrit) en op zondag 11 januari 2026 (terugrit) om naar 5377 Heure-en-Famenne te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag van 2025 gaat ;

Overwegende dat de VZW BACO gevraagd heeft om over een gemeentebus en een busje aan de VZW BACO op vrijdag 09 januari 2026 (heenrit) en op zondag 11 januari 2026 (terugrit) om naar 5377 Heure-en-Famenne te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen VZW BACO goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek
Kazernenlaan, 31/1
1040 Etterbeek

en VZW BACO
Chamberystraat 16/2c
1040 Etterbeek

De zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp
De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus en een busje voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 40 personen, die deel uitmaken van het publiek van VZW BACO, tussen Etterbeek en 5377 Heure-en Famenne op vrijdag 09 januari 2026 (heenrit) en op zondag 11 januari 2026 (terugrit).
Er wordt ook twee chauffeurs ter beschikking gesteld van de VZW BACO.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer
De VZW BACO komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.
Het Gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW BACO
De VZW BACO verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek
Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek
Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal VZW BACO de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.
Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit "normale" slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus
Als de bus gestolen wordt, moet de VZW BACO aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling
Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.
De VZW BACO moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.
In geval van een ongeval of schade moet de VZW BACO de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW BACO of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1
Het is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking
De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.
De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Weekend Résidentiel BaCo asbl 9-11 janvier 2026.msg

22.09.2025/A/0044 **Mise à disposition de deux bus communaux (retour uniquement) pour les 3ème et 7ème Unités NDSC le dimanche 5 octobre 2025 en vue de se rendre à 4520 Antheit.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la deuxième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition de deux bus communaux (retour uniquement) pour les 3ème et 7ème Unités NDSC le dimanche 5 octobre 2025 en vue de se rendre à 4520 Antheit.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes

en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et les 3ème & 7ème Unités NDSC.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes, 31/1
1040 Etterbeek

Et les 3ème & 7ème Unités NDSC
Rue Bruylants 9
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet
La présente convention concerne la mise à disposition de deux bus communaux destinée à transporter (retour uniquement) un groupe de maximum 65 personnes, faisant partie du public des 3ème & 7ème Unités NDSC, entre Etterbeek et la ville de Antheit le 5 octobre 2025.
Deux chauffeurs sont également mis à disposition des 3 ème & 7ème Unités NDSC.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport
Les 3ème & 7ème Unités NDSC intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'Administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation des 3 ème & 7ème Unités NDSC
Les 3ème & 7ème Unités NDSC s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek
Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, les 3ème & 7ème Unités NDSC devra le remettre dans l'état où il l'a reçu, munie de tous les documents et clefs nécessaires.
Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal
En cas de vol du bus, les 3ème & 7ème Unités NDSC est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition
L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.
Les 3ème & 7ème Unités NDSC est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.
En cas d'accident ou de dommages, les 3ème & 7ème Unités NDSC est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle des 3ème & 7ème Unités NDSC ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1
Les 3ème & 7ème Unités NDSC est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking
Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.
Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van twee gemeentebussen (enkel terugrit) voor de 3e & 7e eenheid NDSC op zondag 5 oktober 2025 om naar 4520 Antheit te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de tweede aanvraag van dit jaar gaat;

Overwegende dat 3e & 7e eenheid NDSC vraagt om van twee gemeentebussen (enkel terugrit) voor de 3e & 7e eenheid NDSC op zondag 5 oktober 2025 om naar 4520 Antheit te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en 3e & 7e eenheid NDSC van Etterbeek goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek
Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de 3e & 7e eenheid NDSC
Bruylantsstraat 9
1040 Etterbeek
de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp
De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen voor het vervoer (enkel terugrit) van een groep van maximaal 65 personen, die deel uitmaken van het publiek van 3e & 7e eenheid NDSC, tussen Etterbeek en 4520 Antheit op 5 oktober 2025.
Er wordt ook twee chauffeurs ter beschikking gesteld van 3 e & 7e eenheid NDSC.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer
De 3e & 7e eenheid NDSC komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.
Het Gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van 3 e & 7e eenheid NDSC
De 3e & 7e eenheid NDSC verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van

Etterbeek
Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek
Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal 3e & 7e eenheid NDSC de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.
Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit "normale" slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus
Als de bus gestolen wordt, moet 3e & 7e eenheid NDSC aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling
Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.
3e & 7e eenheid NDSC moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.
In geval van een ongeval of schade moet 3e & 7e eenheid NDSC de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van 3e & 7e eenheid NDSC of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1
De 3e & 7e eenheid NDSC is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking
De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.
De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
UNITE NDSC.pdf

Brocantes, foires et marchés - Rommelmarkten, Kermissen en Markten

22.09.2025/A/0045 **Organisation de la foire d'Automne place Jourdan du 24 octobre au 5 novembre 2025 - Conventions - Approbation**

Le Conseil Communal,

Considérant que la foire d'automne se tiendra place Jourdan du 24 octobre au 5 novembre 2025;

Considérant l'installation de dix forains comprenant un carrousels, deux Luna Park, un trampoline, un auto-scooter, une pêches aux canards, un stand de tir, un jeu de boîte, une Lambada et un vendeur de croustillons ;

Considérant qu'un sommet européen aura lieu les 23 et 24 octobre 2025 ;

Considérant que les services de police ont été consultés ;

Considérant que les forains pourraient s'installer et commencer le montage sur la place dès le mardi 21 octobre à partir de 08h00 jusque 22h00 sans que cela ne trouble la tranquillité des riverains ;

Considérant que le montage devra être terminé le mercredi 22 octobre au plus tard à 22h00 ;

Considérant que le 23 et 24 octobre (dates du sommet) aucune activité ne pourra se faire sur la place avant 17h00, l'ouverture de la foire est donc prévue le vendredi 24 octobre à 17h00 ;

Considérant que le plan d'emplacements des attractions foraines (en annexe), tient compte des demandes de la police et du service des planification d'urgence ;

Considérant que plusieurs interdictions de stationnement sont nécessaires (2ème plan en annexe) ;

Considérant que les terrasses des cafés entourant la partie piétonne de la place Jourdan devront être réduites à leur zone autorisable ;

Considérant que la majorité des forains se brancheront sur les boîtiers électriques du marché dominical et s'entendront directement pour le paiement avec le placeur à ce sujet ;

Considérant qu'un seul forain utilisera son propre groupe électrogène à réduction de bruit pour alimenter ses deux attractions (Lambada et trampoline) ;

Considérant qu'un col de cygne sera installé par Vivaqua pour l'approvisionnement en eau des forains ;

Considérant que les heures d'ouverture des attractions sont fixées, chaque jour, à 13h30, à l'exception du Week-end à 11 h, et que les heures de fermeture des attractions sont fixées chaque jour à 22h000 ; A vérifier avec les forain, si électricité du marché , ils ne peuvent pas commencer le dimanche avant 13h00 (a voir avec laurent Poncin)

Considérant que les forains n'ont pas l'obligation de rester ouvert jusqu'à 22h00, mais doivent fermer à cette heure-là au plus tard pour les nuisances sonores ;

Considérant qu'une surveillance régulière du site sera demandée aux gardiens de la paix ;

Considérant que le marché dominical de la place Jourdan devra être délocalisé les dimanches 26 octobre et le 2 novembre 2025 ;

Considérant qu'un toutes-boîtes sera distribué aux riverains et au commerçants afin de les informer de l'événement ;

Considérant l'octroi de deux cartes virtuelles aux forains pour le stationnement de leurs véhicules privés et ce, au prix de 15 euros/ cartes;

DECIDE d'autoriser :

1. l'organisation de la foire annuelle de la place Jourdan entre le 24 octobre et le 5 novembre 2025 avec une installation débutant le 21 octobre au 22 octobre à 22h00 et un départ le 5 novembre 2025 à 22h00 au plus tard ;
2. de prendre en compte que, les 23 et 24 octobre 2025, en raison du sommet européen, aucune activité ne pourra se dérouler sur la place avant le 24 octobre à 17h ;
3. la distribution d'un toutes-boîtes aux commerçants et riverains du quartier ;
4. différentes interdictions de stationnement :
    a. tout le long du trottoir côté Vatel et sur la zone de livraison en face du « Vatel » du mardi 21 octobre à partir de 06h00 au mercredi 22 octobre jusque 22h00 et le mercredi 5 novembre toute la journée ;
    b. tout le long de la place Jourdan entre le mardi 21 octobre et le mercredi 5 novembre 2025 avec BN pour la protection des piétons ;
    c. au centre de l'avenue du 2ème Régiment de Lanciers sur 150 mètres entre le lundi 20 et le mardi 21 octobre 2025, afin de permettre aux camions et remorques de se garer avant l'installation de la foire.
    d. la délocalisation du marché dominical dans la rue Général Leman, de la place Jourdan au n° 99 des deux côtés le 26 octobre et le 2 novembre 2025, ainsi que le toutes-boîtes pour prévenir de la délocalisation du marché ;
5. l'interventions des gardiens de la paix pour une surveillance régulière du site
6. l'octroi de deux cartes virtuelles aux forains pour le stationnement de leurs véhicules privés et ce, au prix de 15 euros/ cartes.
7. **l'approbation de la convention telle-que reprise ci-dessous:**

FOIRE DE LA PLACE JOURDAN AUTOMNE 2025

ENTRE :

La Commune d'Etterbeek, établie avenue des Casernes 31/1 à Etterbeek, représentée par Monsieur Aziz ES, Échevin des Foires, Marchés et Brocantes, et Mme Annick PETIT, Secrétaire communale,

ci-après dénommée « la Commune », d'une part,

ET

Monsieur/Madame «nom», né(e) le «date_de_naissance», domicilié(e) à «adresse», exploitant(e) une attraction foraine «nom_du_manège_»,

ci-après dénommé(e) « l'Exploitant forain », d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Attribution de l'emplacement

La Commune attribue à l'Exploitant forain, qui accepte sans réserve, un emplacement de «M_linéaire» mètres de façade pour l'installation de son attraction foraine, comme indiqué sur le plan annexé. Cette attribution est valable uniquement pour la foire de la Place Jourdan organisée du 24/10/2025 et 05/11/2025 et ne constitue aucun droit acquis pour

les éditions futures.

Article 2 – Redevance d'occupation

Le droit de place est fixé à «M_13»€ («M_linéaire»m x 6€/m x 13 jours). À ce montant s'ajoute une participation financière de 53€ correspondant à la location du col de cygne auprès de Vivaqua, portant le total à **53€**. Ce montant doit être payé au plus tard le 17/10/2025 sur le compte **BE47 0910 1763 0080**, avec la mention « «DC 25/» ».

En cas de non-paiement dans ce délai, la présente convention sera résiliée de plein droit et sans formalités.

La Commune se réserve également le droit de facturer les consommations d'eau réelles après l'événement.

Article 3 – Respect des obligations légales et réglementaires

L'Exploitant forain s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment, :

§ La loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines ;

§ L'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine.

L'Exploitant forain s'engage également à respecter :

§ Les conditions générales et particulières éditées par le SIAMU ;

§ Les dispositions applicables du règlement général de police ;

§ La réglementation relative au bruit afin de préserver la tranquillité des riverains ;

§ Les horaires d'ouverture autorisés ;

En outre, il/elle s'engage à prendre, sur-le-champ, les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir les incidents et/ou accidents, ainsi qu'à suivre les instructions légitimes qui lui seraient faites, le cas échéant, par tout représentant de la Commune ou de l'autorité de police administrative.

Article 4 – Engagements d'exploitation

L'Exploitant forain s'engage à exploiter lui-même/elle-même son attraction pendant toute la durée de la foire. Toute cession, totale ou partielle, de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation écrite et préalable du Collège des bourgmestre et échevins, entraîne la résiliation immédiate de la convention, sans remboursement des sommes déjà versées.

L'Exploitant forain s'engage, sauf cas de force majeure, à maintenir son attraction en place et en activité durant toute la durée de la foire et, ce, dès l'ouverture de celle-ci, le 24/10/2025 à 18H00 Il/Elle ne pourra quitter son emplacement avant la clôture officielle de la foire, le 05/11/2025 à 19h00.

Article 5 – Accès et installation

L'Exploitant forain s'engage à installer son activité selon les modalités suivantes :

§ Accès à la Place Jourdan à partir du 21/10/2025 à partir de 08h00 ;

§ «F1»Montage des attractions autorisé le 21 et 22/10/2025 à partir de 8h00 ;

§ Ouverture officielle le 24/10/2025 à partir de 18h00;

§ Démontage des attractions autorisé le 05/11/2025 ;

§ Départ de la Place Jourdan le 05/11/2025 avant 22h00.

En dehors des métiers forains, aucun véhicule ne peut stationner sur la place Jourdan. Deux cartes de stationnement virtuelle peuvent être demandées par les forains au prix de 15€

par carte.

Article 6 – Gestion des déchets

L'Exploitant forain s'engage à :

§ Assurer l'entretien journalier de son espace ;

§ Assurer la propreté de son espace et de ses abords pendant et après la foire ;

§ Respecter l'obligation de tri des déchets applicable en Région de Bruxelles-Capitale : sacs blancs pour le tout-venant, sacs jaunes pour cartons et papiers, sacs bleus pour PMC, sacs orange pour les déchets alimentaires. Le verre doit être déposé dans les bulles à verre.

Toute infraction pourra faire l'objet d'un procès-verbal par les agents constatateurs de la Commune ou de l'Agence Bruxelles-Propreté.

Article 7 – Assurance

L'Exploitant forain atteste être couvert par une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages causés aux tiers et à l'environnement en lien avec son activité. Il s'engage à fournir une copie de son attestation d'assurance à la Commune avant son installation.

Article 8 – Modification de l'emplacement

Pour assurer la bonne organisation de la foire, la Commune se réserve le droit de modifier la localisation de l'emplacement attribué, après avoir entendu l'Exploitant forain.

En outre, si la période de la foire coïncide avec l'organisation d'un « sommet européen » ou de toute autre activité de même nature qui impacterait le périmètre de la place Jourdan, et notamment les abords de l'hôtel Sofitel, l'Exploitant forain marque accord au déplacement de son attraction foraine et, si cela n'est pas possible, à démonter et remonter celle-ci, le temps de l'organisation précitée. En tel cas, l'Exploitant forain sera exempté de la redevance visée à l'article 2 pour la durée de la cessation de son attraction foraine.

L'Exploitant forain renonce expressément à exercer tout recours contre la Commune du fait du déplacement ou de la cessation de son attraction foraine, pour quelque motif que ce soit.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le / /2025, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

L'exploitant, «nom»

Pour l'Administration communale, La Secrétaire communale, Annick PETIT

L'Échevin du service des Foires,Marchés et Brocantes, Aziz ES

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Organisatie van de herfstkermis op het Jourdanplein van 24 oktober tot 5 november 2025 - Overeenkomsten - Goedkeuring

De Gemeenteraad,

Overwegende dat van 24 oktober tot en met 5 november 2025 op het Jourdanplein een Herfstkermis wordt gehouden;

Gezien de installatie van tien kermiskramen: een draaimolen, twee Luna Parken, een trampoline, een autoscooter, een "eendjes vissen", een spel met blikjes, een schiettent en een verkoper van oliebollen;

Overwegend dat een Europese top plaatsvindt de 23 oktober en de 24 oktober 2025;

Overwegende dat de politiediensten geraadpleegd werden;

Overwegende dat de kermisexploitanten op dinsdag 21 oktober van 8.00 tot 22.00 uur met de opbouw op het plein kunnen starten zonder dat dit de rust van de buurtbewoners verstoort;

Overwegende dat de opbouw op de woensdag 22 oktober om 22.00 uur voltooid moet zijn;

Overwegende er op 23 en 24 oktober (data van de top) vóór 17.00 uur geen activiteiten op het plein kunnen plaatsvinden, is de opening van de kermis gepland op vrijdag 24 oktober 2025 om 17.00 uur;

Overwegende dat het plan voor de plaatsing van de kermisattracties (in bijlage) rekening houdt met de verzoeken van de politie en de dienst voor noodplanning;

Overwegende dat verschillende parkeerverboden noodzakelijk zijn (2e plan in bijlage);

Overwegende dat de terrassen van de cafés rondom het voetgangersgedeelte van het Jourdanplein moeten worden teruggebracht tot hun toegestane zone;

Overwegende dat de meeste kermisexploitanten gebruik zullen maken van de elektriciteitskasten van de zondagse markt en hierover rechtstreeks met de plaatsverdeler zullen afspreken;

Overwegende dat slechts één kermisexploitant zijn eigen geluidsarme generator zal gebruiken om zijn twee attracties (Lambada en trampoline) van stroom te voorzien;

Overwegende dat Vivaqua op het Jourdanplein een zwanenhals zal installeren voor de watervoorziening van de kermismedewerkers;

Overwegende dat de openingstijden van de attracties elke dag om 13.30 uur zijn bepaald, behalve in het weekend om 11.00 uur, en dat de sluitingstijden van de attracties elke dag om 22.00 uur zijn bepaald; Te controleren met de kermisexploitanten of ze, als er elektriciteit op de markt is, op zondag niet voor 13.00 uur kunnen beginnen (te overleggen met Laurent Poncin);

Overwegende dat de gemeenschapswachters het terrein regelmatig zullen moeten bewaken;

Overwegende dat de zondagsmarkt op 26 oktober en 02 november 2025 in de Generaal Lemanstraat moet worden verplaatst van de onderkant van de straat naar ingang 99 van het voormalige gemeentehuis;

Gezien het drukken en verspreiden van affiches om het publiek te informeren;

Overwegende dat aan kermisexploitanten twee virtuele kaarten worden verstrekt voor het parkeren van hun privévoertuigen, tegen een prijs van 15 euro per kaart;

Gezien het positieve advies van de verschillende diensten onder bepaalde voorwaarden (zie bijlagen):

BESLIST om toestemming te geven voor:

1. De organisatie van de jaarlijkse kermis op het Jourdanplein tussen 24 oktober en 5 november 2025, met een opbouw tussen 21 oktober en 22 oktober om 22.00 uur en een afbraak uiterlijk op 5 november 2025 om 22.00 uur;
2. Er rekening mee houden dat op 23 en 24 oktober 2025, vanwege de Europese top, er vóór 24 oktober om 17.00 uur geen activiteiten op het plein kunnen plaatsvinden;
3. Het verspreiden van een folder onder de winkeliers en omwonenden van de wijk;
4. Verschillende parkeerverboden:
    a. Langs het trottoir aan de kant van Vatel en op de leveringszone tegenover "Vatel" van dinsdag 21 oktober vanaf 06.00 uur tot woensdag 22 oktober tot 22.00 uur en op woensdag 5 november de hele dag;
    b. Langs het hele Jourdanplein tussen dinsdag 21 oktober en woensdag 5 november 2025 met BN voor de bescherming van voetgangers;
    c. In het midden van de Avenue du 2ème Régiment de Lanciers over een lengte van 150 meter tussen maandag 20 en dinsdag 21 oktober 2025, zodat vrachtwagens en aanhangwagens kunnen parkeren voordat de markt wordt opgebouwd.
    d. De verplaatsing van de zondagse markt in de Général Lemanstraat, van het Jourdanplein naar nr. 99 aan beide zijden op 26 oktober en 2 november 2025, evenals de verspreiding van folders om de verplaatsing van de markt aan te kondigen;
5. de inzet van politieagenten voor regelmatige bewaking van het terrein
6. de toekenning van twee virtuele kaarten aan kermisexploitanten voor het parkeren van hun privévoertuigen, tegen een prijs van 15 euro per kaart.
7. **De goedkeuring van de overeenkomst zoals hieronder weergegeven :**

<u>HERFSTKERMIS JOURDANPLEIN 2025</u>

TUSSEN:

De gemeente Etterbeek, gevestigd Kazernenlaan 31/1 in Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Aziz ES, schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris,

hierna "de gemeente" genoemd, enerzijds,

ET

Mijnheer/Mevrouw [NAAM], geboren op [GEBOORTEDATUM], gedomicilieerd [ADRES], uitbater van een kermisattractie "[SOORT ATTRACTIE]",

hierna "de kermisuitbater" genoemd, anderzijds,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1 – Toekenning van de standplaats

De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van [AANTAL METER] gevelmeter toe voor de opstelling van zijn kermisattractie, zoals aangeduid op de plattegrond in bijlage. Die toekenning is enkel geldig voor de kermis op het Jourdanplein die plaatsvindt van [24/10/2025] tot [05/11/2025] en vormt geen verworven recht voor toekomstige edities.

Artikel 2 – Staangeld

Het staangeld bedraagt [BEDRAG] euro ([METERS] m x [6€] €/m x [13] dagen). Bij dat bedrag komt een financiële bijdrage van 53 euro voor de huur van de zwanenhals bij Vivaqua, wat het totaal op [TOTAAL] euro brengt. Dit bedrag moet uiterlijk op 17/10/2025 worden betaald op het rekeningnummer **BE47 0910 1763 0080** met de mededeling

“[REFERENTIE]”.

Als de betaling niet binnen die termijn wordt uitgevoerd, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden.

De gemeente behoudt zich ook het recht voor om het werkelijke waterverbruik te factureren na afloop van het evenement.

Artikel 3 – Naleving van de wettelijke en reglementaire verplichtingen

De kermisuitbater verbindt zich ertoe de geldende reglementering na te leven, in het bijzonder:

- de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten
- het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van kermisactiviteiten en ambulante activiteiten in kermisgastronomie

De kermisuitbater verbindt zich er ook toe de volgende voorwaarden na te leven:

- de algemene en bijzondere voorwaarden van de DBDMH,
- de bepalingen uit het algemeen politiereglement die van toepassing zijn,
- de geluidsreglementering om de rust van de buurtbewoners de bewaren,
- de toegelaten openingsuren.

Bovendien verbindt hij/zij zich ertoe om onmiddellijk de nodige veiligheidsmaatregelen te nemen om incidenten en/of ongevallen te voorkomen en om de legitieme instructies op te volgen die hem/haar zouden worden gegeven door een vertegenwoordiger van de gemeente of de bestuurlijke politie.

Artikel 4 – Verbintenissen van de uitbater

De kermisuitbater verbindt zich ertoe zijn/haar attractie zelf uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. Elke overdracht, volledig of gedeeltelijk, van de standplaats of de attractie, zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepenen, heeft de onmiddellijk ontbinding van de overeenkomst tot gevolg, zonder terugbetaling van de al gestorte bedragen.

De kermisuitbater verbindt zich ertoe, behalve in geval van overmacht, zijn attractie ter plaatse en open te houden tijdens de volledige duur van de kermis en dat vanaf de opening van de kermis op 24/10/2025 om 18:00 uur. Hij/Zij mag de standplaats niet verlaten voor de officiële sluiting van de kermis op 5/11/2025 om 19:00 UUR.

Artikel 5 – Toegang en opbouw

De kermisuitbater verbindt zich ertoe zijn activiteit op te bouwen volgens de volgende voorwaarden:

- Toegang tot het Jourdanplein vanaf 21/10/2025 om 08:00 UUR;
- Opbouw van de attracties is toegelaten op 21/10/2025 om 08:00 UUR;
- Officiële opening op 24/10/2025 om 18:00 UUR];
- Afbraak van de attracties is toegelaten op 5/11/2025 van 19:00 UUR tot 22:00 UUR;
- Vertrek van het Jourdanplein op 05/11/2025 voor 22:00 UUR.

Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op het Jourdanplein parkeren. Twee virtuele parkeervergunningen kunnen door kermisuitbater worden aangevraagd aan een prijs van 15 euro per kaart.

Artikel 6 – Afvalbeheer

De kermisuitbater verbindt zich ertoe:

- zijn standplaats dagelijks te onderhouden;
- zijn standplaats en de omgeving van zijn standplaats netjes te houden tijdens en na de kermis;
- zijn afval te sorteren zoals dat verplicht is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: witte zakken voor restafval, gele zakken voor papier en karton, blauwe zakken voor PMD, oranje zakken voor voedselafval. Glas moet in een glascontainer worden gegooid.

Voor elke overtreding kan een proces-verbaal worden opgesteld door de vaststellende ambtenaren van de gemeente of van Net Brussel.

Artikel 7 – Verzekering

De kermisuitbater toont aan dat hij een verzekering beroepsaansprakelijkheid heeft afgesloten die schade aan derden en de omgeving door de uitoefening van zijn activiteit dekt. Hij bezorgt een kopie van zijn verzekeringsattest aan de gemeente voordat hij start met de opbouw.

Artikel 8 – Wijziging van de standplaats

Om de goede organisatie van de kermis te waarborgen, behoudt de gemeente zich het recht voor om de locatie van de toegewezen standplaats te wijzigen, na overleg met de kermisuitbater.

Als de periode van de kermis samenvalt met de organisatie van een Europese top of een andere activiteit van vergelijkbare aard die invloed die zou hebben op de omgeving van het Jourdanplein, en met name de omgeving van het Sofitel-hotel, stemt de kermisuitbater ermee in zijn/haar kermisattractie te verplaatsen en, als dat niet mogelijk is, de kermisattractie af te breken en opnieuw op te bouwen tijdens die periode. In dat geval wordt de kermisuitbater vrijgesteld van het in artikel 2 genoemde staangeld voor de periode waarin de kermisattractie buiten gebruik is.

De kermisuitbater ziet uitdrukkelijk af van enig beroep tegen de gemeente vanwege de verplaatsing of de buitengebruikstelling van zijn/haar kermisattractie, om welke reden dan ook.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op [DATUM]. Elke partij erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De kermisuitbater

De gemeentesecretaris, Annick PETIT

De schepen van de dienst Kermissen, Markten en Rommelmarkten, Aziz ES.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Arnaud Van Praet quitte la séance / verlaat de zitting.

Secrétariat - Secretariaat

22.09.2025/A/0046 **Question orale de Monsieur Jean-Sébastien Lemaire - Une politique dissuasive pour les véhicules de type Pick-Up**

Monsieur le Bourgmestre,Mesdames et Messieurs les Échevins,

Depuis quelques semaines, je constate dans nos rues de plus en plus de véhicule type Pick-Up. Ceci m'interpelle énormément puisque ce type de véhicule a une utilité plus que discutable dans une commune urbaine comme la nôtre, alors que des alternatives existent.

De plus, les Pick-Up posent d'énorme problèmes :

- Environnementaux d'abord : un pick-up consomme en moyenne 10 à 12 litres/100 km en moyenne, soit quasiment le double d'une citadine. Cela équivaut à environ 250 à 300 g de CO_2/km, alors que l'objectif européen est fixé à 95 g/km. A l'heure où nous devons fournir des efforts sur nos émissions de gaz à effet de serre, cela pose question.

- De sécurité routière ensuite : Des études montrent qu'un choc avec ce type de véhicule est deux fois plus dangereux pour un piéton ou un cycliste qu'avec une voiture légère. Dans une commune dense comme Etterbeek, c'est un risque qui ne peut-être qu'accru.

- De santé enfin : La surconsommation se traduit par davantage de rejets polluants et une dégradation de la qualité de l'air, avec des conséquences directes sur les maladies respiratoires et cardiovasculaires.

Sur base de ce constat je me pose quelques questions que j'aimerais vous soumettre :

1*Serait-il possible d'augmenter la carte riverain au prix d'un 2e véhicule dans le ménage (126€) voire plus, pour les propriétaires de Pick-Up ?

2*Le Collège a-t-il plus largement prévu des mécanismes pour dissuader les etterbeekois et etterbeekoise de posséder ce type de véhicule ?

Je vous remercie.

Le Conseil entend l'interpellation.

Mondelinge vraag van Jean-Sébastien Lemaire - Een ontradend beleid voor pick-upvoertuigen

Mijnheer de burgemeester,Dames en heren schepenen,

Sinds enkele weken merk ik steeds meer pick-upvoertuigen op in onze straten. Dit baart mij grote zorgen, aangezien het nut van dit type voertuig in een stedelijke gemeente als de onze zeer twijfelachtig is, zeker gezien de beschikbare alternatieven.

Bovendien brengen pick-ups grote problemen met zich mee:

- Milieu: een pick-up verbruikt gemiddeld 10 tot 12 liter per 100 km, bijna het dubbele van een stadswagen. Dit komt overeen met 250 tot 300 g CO_2/km, terwijl het Europese streefdoel op 95 g/km ligt. In een tijd waarin we inspanningen moeten leveren om onze uitstoot van broeikasgassen te verminderen, roept dit vragen op.

- Verkeersveiligheid: Studies tonen aan dat een aanrijding met dit type voertuig twee keer zo gevaarlijk is voor een voetganger of fietser dan met een lichte wagen. In een dichtbevolkte gemeente zoals Etterbeek is dit risico nog groter.

- Gezondheid: Het overmatige verbruik leidt tot meer vervuilende uitstoot en een verslechtering van de luchtkwaliteit, met directe gevolgen voor ademhalings- en hart- en vaatziekten.

Op basis van deze vaststellingen heb ik enkele vragen die ik u graag wil voorleggen:

1. Zou het mogelijk zijn om de prijs van de bewonerskaart voor eigenaars van een pick-up te verhogen tot het tarief van een tweede voertuig binnen het gezin (126 euro), of zelfs meer?

2. Heeft het college bredere maatregelen voorzien om de inwoners van Etterbeek te ontmoedigen om dit type voertuig aan te kopen?

Ik dank u.

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre:

Je vous remercie. Oui, je pense que votre souci est justifié. Peut-être pas nécessairement pour les Pick-Up, parce qu'il y a d'autres monstres que des Pick-up. Je veux dire par là que vous avez des véhicules Dodge, notamment, qui sont des véhicules avec des doubles roues à l'arrière, élargies, qui ne peuvent même pas se parquer sur des places normales de parking et qui se parquent, ou sur la voirie, ou sur les trottoirs, avec des moteurs assez monstrueux. C'est notamment des Pick-Up, mais c'est aussi des camionnettes hors dimensions et ce sont ces 4x4 que j'estime monstrueux. Donc à mon avis, il faut élargir la problématique.

On va mettre ça au collège pour demander au service Stationnement et redevance de s'inspirer de ce qui se passe éventuellement ailleurs, parce qu'on n'estime pas qu'il soit favorable de permettre à ce type de véhicules de fréquenter nos rues, ni de stationner dans nos rues.

En tout cas, on est on y est favorable avec une motivation adéquate et une définition du type de véhicule. Il faut être bien sûr cohérent en élargissant et en définissant sans doute la puissance, le volume, le poids, l'empattement au sol. On va revenir avec cela pour faire en sorte qu'on se dote d'un arsenal complémentaire.

Monsieur Lemaire:

Merci beaucoup, c'est super

Monsieur le Bourgmestre:

Merci beaucoup à vous et merci pour l'idée.

Monsieur Vanden Boer:

Ik wilde ook het woord nemen om te zeggen dat we dit voorstel uiteraard steunen. Ik zou het college willen voorstellen om de reglementen in Schaarbeek te bekijken, want daar hebben ze een reglement opgesteld dat rekening houdt met de lengte van het voertuig. Alle voertuigen die te groot zijn voor een officiële parkeerplaats (meer dan 5 meter) moeten dus een tweede bewonerskaart betalen.

Mais il y a pas que longueur, la largeur aussi

Monsieur Vanden Boer:

On peut faire les 2.

Monsieur le Bourgmestre:

Merci pour votre intervention et pour le soutien.

Vous voyez que vous soulevez l'enthousiasme général sur les bancs du Conseil et du Collège.

Meneer de Burgemeester

Ik dank u. Ja, ik denk dat uw bezorgdheid gerechtvaardigd is. Misschien niet noodzakelijk voor pick-ups, want er zijn nog andere monsters dan pick-ups. Ik bedoel daarmee dat er bijvoorbeeld Dodge-voertuigen zijn met dubbele, verbrede achterwielen, die niet eens op normale parkeerplaatsen kunnen worden geparkeerd en die op de openbare weg of op trottoirs worden geparkeerd, met behoorlijk monsterlijke motoren. Het gaat met name om pick-ups, maar ook om bestelwagens met afwijkende afmetingen en om die 4x4's die ik monsterlijk vind. Naar mijn mening moet de problematiek dus worden verbreed.

We gaan dit aan de gemeenteraad voorleggen en de dienst Parkeren en Heffingen vragen om inspiratie te putten uit wat er elders gebeurt, omdat we het niet wenselijk vinden dat dit soort voertuigen op onze straten rijden of parkeren.

In ieder geval zijn we ervoor, mits er een goede motivering is en er een definitie van het type voertuig komt. We moeten natuurlijk wel consistent zijn bij het verbreden en definiëren van het vermogen, het volume, het gewicht en de wielbasis. We komen hierop terug om ervoor te zorgen dat we over een aanvullend arsenaal beschikken.

Meneer Lemaire

Hartelijk dank, dat is geweldig.

Meneer de Burgemeester

Hartelijk dank en bedankt voor het idee.

Meneer Vanden Boer

Ik wilde ook het woord nemen om te zeggen dat we dit voorstel uiteraard steunen. Ik zou het college willen voorstellen om de reglementen in Schaarbeek te bekijken, want daar hebben ze een reglement opgesteld dat rekening houdt met de lengte van het voertuig. Alle voertuigen die te groot zijn voor een officiële parkeerplaats (meer dan 5 meter) moeten dus een tweede bewonerskaart betalen.

Maar het gaat niet alleen om de lengte, ook om de breedte

Meneer Vanden Boer

We kunnen beide doen.

Meneer de Burgemeester

Bedankt voor uw interventie en voor uw steun.

U ziet dat u enthousiasme opwekt bij de leden van de Raad en het College.

22.09.2025/A/0047 **Question orale de Madame Ruiz Fabra relative au projet immobilier des anciennes glacières royales (Chaussée de Wavre 1013-1017, Auderghem)**

La commune d'Etterbeek a été consultée, en tant que commune limitrophe, au sujet du projet de rénovation et de reconversion des anciennes glacières royales.

Ce projet prévoit la réalisation d'un ensemble immobilier mixte comprenant notamment :

- des commerces de détail et de grande surface,
- des équipements d'intérêt collectif et de service public,
- 128 appartements,
- un logement collectif de 226 unités destiné aux étudiants,
- et un parking souterrain de 189 places.

Dans ce cadre, je souhaiterais vous poser les questions suivantes :

1. Quelle est la position que la commune d'Etterbeek entend formuler officiellement dans le cadre de cette consultation ?
2. Quels éléments d'analyse ou de préoccupations – en particulier en matière de circulation, de stationnement, de mobilité, de services collectifs et du cadre de vie des riverains – seront transmis à la commune promotrice et aux autorités régionales ?
3. Comment la commune prévoit-elle de communiquer avec ses habitants afin de les informer de ce projet d'ampleur, et, le cas échéant, de recueillir leurs observations et préoccupations ?

Le Conseil entend l'interpellation.

Mondelinge vraag van Mevrouw Ruiz Fabra betreffende het project van de Voormalige Koninklijke IJskelders (Waversesteenweg 1017, 1160 Oudergem)

De gemeente Etterbeek werd als grensgemeente geraadpleegd over de renovatie en de herbestemming van de Voormalige Koninklijke IJskelders.

Het gaat om een gemengd vastgoedcomplex met onder andere:

- detailhandel en supermarkten,
- voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten,
- 128 appartementen,
- een collectieve woonvoorziening met 226 eenheden voor studenten
- en een ondergrondse parking met 189 plaatsen.

Ik zou de volgende vragen willen stellen:

1. Welke officieel standpunt zal de gemeente Etterbeek innemen in het kader van deze raadpleging?
2. Welke analyses of bezorgdheden – in het bijzonder over verkeer, parkeren, mobiliteit, collectieve voorzieningen en de leefomgeving van de buurtbewoners – zullen worden overgemaakt aan de gemeente-projectontwikkelaar en aan de gewestelijke overheden?
3. Hoe zal de gemeente haar inwoners te informeren over dit grootschalige project en eventueel hun opmerkingen en bezorgdheden verzamelen?

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre :

Vous devez savoir que je me suis personnellement opposé à ce projet à plusieurs reprises, que ce projet du Bouygues prévoyait 17 étages et ça m'a particulièrement choqué puisque c'est une petite « tutte » pour parler bruxellois, d'Auderghem dans Etterbeek.

C'est vraiment ça, c'est une erreur de mesurage ou de limite. Et comme ce n'est pas sur Auderghem, alors on peut évidemment faire n'importe quoi, mettre 17 ou 20 étages, empiler les gens, faire du profit, faire de l'IPP, faire du revenu cadastral, et bien non.

Je me suis opposé à ça pour différents motifs. Le premier motif, c'est que vous savez qu'il y a des services spéciaux importants qui sont situés dans les casernes fédérales juste en face. Et vous pouvez savoir que j'ai pris contact personnellement avec le Ministre de l'Intérieur en indiquant que ça me paraissait extrêmement dangereux de permettre que des tireurs d'élite soient placés hors d'atteinte et puissent faire des choses qu'on ne peut ni imaginer faire, ni laisser faire. Que d'autre part, il y avait une règle urbanistique que vous connaissez, qui est la hauteur sous corniche et le bon aménagement des lieux.

À partir du moment où vous connaissez le boulevard Louis Schmidt qui compte des buildings en moyenne de 7 à 8 étages maximum, si en un coup, vous permettez le doublement et plus que le doublement sur cette ligne d'horizon, ça permet alors à d'autres promoteurs de dire : "je démolis un

immeuble et je monte aussi à 17 étages, vous l'avez permis là, donc vous allez le permettre là aussi".

Et donc, c'est aussi pour ce motif que ça a été refusé.

Outre le caractère particulier et historique de ce site avec les glacières, je me suis personnellement aussi opposé, mais sans beaucoup de succès à la région, parce que Choux de Bruxelles a utilisé ce site comme parking, ce qui me paraît abominable. Parking de camions, parking de voitures, parking de camionnettes, y compris à moteur diesel, au-dessus des glacières.

La région a trouvé ça bien, donc on a laissé fonctionner ça. Ce n'était pas sur le territoire etterbeekois sinon, j'aurais pris un arrêté.

C'est vrai que j'ai commencé à parler d'initiative, pourriez-vous peut-être réagir après Monsieur Van Bockstal? Ca pourrait faire profit de ce qui a été répondu. Sorry d'avoir, par enthousiasme excessif, je voulais vous éclairer sur l'historique du dossier que peut-être vous ne connaissez pas autant.

Monsieur Van Bockstal :

Je ne sais pas où il faut commencer maintenant avec l'historique de ce dossier, un dossier, malheureusement, qui traîne déjà quand même depuis presque 15 ans.

Et c'est quelque part aussi, quand on regarde, en sortant d'Etterbeek vers Auderghem, un petit cancer, avec les voitures dont on ne peut pas citer le nom, mais qui sont des nuisances.

Merci pour votre questionnement sur ce dossier actuel. Je dois quand même m'excuser puisque c'est un dossier actuel, sans me tromper dans les dates dont l'enquête court jusqu'au 26.09. C'est donc un peu compliqué de vous répondre, sauf sur l'historique. Le collège ne s'est pas encore prononcé du tout, donc faites bien attention, je m'excuse envers les collègues car je vais dire des choses à ce Conseil dont on n'a pas encore débattu en collège.

Donc, la clôture se fera le 26.09. Je crois que début octobre, on présentera l'analyse qui fait suite aux observations des riverains qu'on respecte quand même, pour écouter ce qu'ils ont à dire. On avait encore une réunion récemment ici, avec le comité de quartier, invité à l'initiative du Bourgmestre et qu'on a informé.

C'est surtout la commune d'Etterbeek qui est active au niveau de l'information, de la distribution et de la communication avec les riverains.

Les premières observations de ce dossier faramineux avec ses 17 étages dont on a obtenu les différentes observations, un dossier revenu déjà 3 fois en concertation avec enquête, avec révision, avec communication, avec des sessions d'informations avec les riverains.

On a l'impression que le dossier tel qu'il est rentré aujourd'hui répond à toutes les observations qui ont été émises et qui ont été disponibles bien sûr dans les dossiers précédents, ce sont des informations assez positives à interpréter, à soumettre au niveau des communications.

Je confirme que la mixité est respectée d'une partie parce que le premier bâtiment avait une emprise énorme. Malheureusement, ça a brulé, sur le Mess, sur la chaussée de Wavre. Sur les images déjà disponibles, il y a une plus grande ouverture que demandée initialement, qui est créée.

On peut déjà aussi remercier les nouveaux promoteurs. Le terrain a été vendu. Dans l'appréciation du dossier technique, ils ont bien suivi les consignes et les démarches administratives nécessaires pour présenter le dossier.

Voilà ce qu'on peut dire sur le dossier, actuellement, qui nous tient à cœur.

Madame Ruiz Fabra :

Merci pour les réponses, je connais en fait l'histoire du dossier mais je voulais avoir plus d'informations, mais comme vous le disiez, peut-être que c'est encore très tôt parce qu'il est ouvert jusqu'au 26 septembre.

J'ai entendu que vous êtes en contact avec le comité de quartier, l'amitié, qui ont une opinion assez forte, que je partage, pas seulement dans l'histoire et dans le projet qui se sont présentés dans le passé, mais aussi dans le dossier qui est présenté pour le moment.

On parle ici de 128 appartements, 226 chambres d'étudiants, 189 places de parking, c'est-à-dire que pour une partie des etterbeekois, qui sont de ce côté de la commune, c'est une grande densité de population qui viendrait habiter dans le coin, mais aussi plus de trafic, plus de bruit et cetera, manque d'espaces verts…

On voit techniquement que le dossier, tel qu'il est présenté à consultation, dispose de pas mal de choses qui ne sont pas dans les règles, le respect esthétique des bâtiments qui sont tout autour non plus.

J'invite le Collège, pas seulement à entendre le comité de l'amitié, mais aussi à faire une étude d'impact pour tous les voisins, qui sont tout autour, que ça va affecter, les commerces également puisqu'une grande surface devrait venir s'installer aussi, impactant les commerçants de la chaussée de Wavre et de la Chasse qui ont déjà du mal économiquement.

Monsieur le Bourgmestre :

Nous, on est associés, mais par la petite porte, comme commune limitrophe. On n'a pas autant de poids dans l'avis que la commune d'Auderghem.

Je viens encore de demander à Monsieur Van Bockstal d'être présent comme on l'a fait dans le passé, lors de la commission de concertation et que la directrice de l'urbanisme y soit également. Nous on soutient, comme on l'a toujours fait, la position du quartier de l'amitié.

On a réussi quand même à fortement améliorer, à supprimer les parties les plus horribles du projet dans sa version antérieure. Ca ne correspond pas encore à ce qu'on espère, on va pousser dans le même sens. Est-ce qu'on a pris une position au collège à nouveau ? Je n'étais peut-être pas là à ce

moment-là, parce que je ne m'en rappelle pas.

Mais on va défendre cette position et tant l'échevin que la directrice seront présents pour ce faire.

De burgemeester:

U moet weten dat ik mij persoonlijk meerdere keren tegen dit project heb verzet. Het project van Bouygues voorzag 17 verdiepingen en dat heeft mij bijzonder geschokt, aangezien het gaat om een kleine "tutte", om het in Brussels te zeggen, van Oudergem in Etterbeek.

Dat is echt zo, het is een meet- of grensfout. En omdat het niet op grondgebied Oudergem ligt, kan men natuurlijk zomaar alles doen: 17 of 20 verdiepingen zetten, mensen opeenstapelen, winst maken, personenbelasting innen, kadastraal inkomen genereren... Wel, nee.

Ik heb mij daartegen verzet om verschillende redenen. De eerste reden is dat u weet dat er belangrijke speciale diensten gevestigd zijn in de federale kazernes er recht tegenover. En ik heb persoonlijk contact opgenomen met de minister van Binnenlandse Zaken om aan te geven dat het mij uiterst gevaarlijk leek toe te laten dat scherpschutters buiten bereik zouden kunnen worden geplaatst en dingen doen die men noch kan bedenken, noch doen, noch laten gebeuren. Daarnaast was er een stedenbouwkundige regel die u kent: de hoogte onder de daklijst en de goede inrichting van de plaatsen.

Op de Louis Schmidtlaan zijn gebouwen gemiddeld 7 tot 8 verdiepingen hoog. Als u dan ineens toestaat dat dit verdubbeld wordt en meer dan verdubbeld op die horizonlijn, dan laat u andere projectontwikkelaars zeggen: ik sloop een gebouw en ik bouw ook 17 verdiepingen, u hebt het daar toegestaan, dus zult u het hier ook toestaan.

En dus is het ook om die reden dat het geweigerd werd.

Naast het bijzondere, historische karakter van deze site met de IJskelders, heb ik mij persoonlijk ook verzet – maar zonder veel succes – tegen het Gewest, omdat "Chou de Bruxelles" deze site als parking heeft gebruikt, wat mij afschuwelijk lijkt: vrachtwagenparking, autoparking, bestelwagenparking, inclusief dieselmotoren boven de IJskelders.

Het Gewest vond dat goed, dus liet men dat toe. Het lag niet op Etterbeeks grondgebied, anders had ik een besluit genomen.

... Het klopt dat ik ben begonnen over een initiatief, misschien kunt u daarna reageren, meneer Van Bockstal, dat zou kunnen aansluiten bij wat er al werd geantwoord. Het blijft heel logisch en sorry dat ik, door mijn overdreven enthousiasme, u meer duidelijkheid heb willen geven over de historiek van het dossier, die u misschien niet zo goed kent.

De heer Van Bockstal:

Ik weet niet goed waar te beginnen met deze juiste historiek van dit dossier, een dossier dat helaas al bijna 15 jaar aansleept.

En het is ergens ook zo dat, wanneer men vanuit Etterbeek naar Oudergem

gaat, men een kleine kanker ziet, met de auto's waarvan men de naam niet kan noemen, maar die dus hinder veroorzaken.

Dank u voor uw vraag over dit actuele dossier. Ik moet mij toch verontschuldigen, want het is een lopend dossier, als ik mij niet vergis in de data, waarvan het openbaar onderzoek loopt tot 26.09. Het is dus een beetje ingewikkeld om u te antwoorden, behalve over de historiek. Het college heeft zich nog helemaal niet uitgesproken, dus wees daar voorzichtig mee. Ik verontschuldig mij tegenover de collega's, want ik ga hier dingen zeggen aan deze raad waarover we nog niet in college hebben gedebatteerd.

De afsluiting gebeurt dus op 26.09, en ik denk dat begin oktober de analyse zal worden voorgesteld die volgt op de opmerkingen van de buurtbewoners, die we toch respecteren, om te luisteren naar wat zij te zeggen hebben. We hadden hier onlangs nog een vergadering met het comité, op initiatief van de burgemeester, en we hebben hen geïnformeerd.

Het is vooral de gemeente Etterbeek die actief is op het vlak van informatie, verspreiding en communicatie met de buurtbewoners.

De eerste opmerkingen over dit gigantische dossier met zijn 17 verdiepingen zijn verzameld. Het dossier is al drie keer teruggekomen in overleg, met onderzoek, met herziening, met communicatie, met informatiesessies met de buurtbewoners.

Men heeft de indruk dat het dossier zoals het vandaag is ingediend, beantwoordt aan alle opmerkingen die eerder zijn geformuleerd en die natuurlijk beschikbaar waren in de vorige dossiers. Dat zijn vrij positieve elementen om te interpreteren en om op communicatieniveau voor te leggen.

Ik bevestig dat het gemengde karakter aan een kant gerespecteerd wordt, omdat het eerste gebouw een enorme oppervlakte had. Helaas is dat afgebrand, op Le Mess op de Waversesteenweg. Op de reeds beschikbare beelden is er een grotere opening gecreëerd dan aanvankelijk gevraagd.

We kunnen de nieuwe promotoren ook al bedanken: het terrein is verkocht, en in de beoordeling van het technische dossier hebben zij de richtlijnen en de noodzakelijke administratieve stappen goed gevolgd om het dossier in te dienen.

Dat is wat we momenteel kunnen zeggen over dit dossier, dat ons nauw aan het hart ligt.

Mevrouw Ruiz Fabra:

Bedankt voor de antwoorden, ik ken eigenlijk de geschiedenis van het dossier, maar ik wilde meer informatie hebben. Zoals u zei, is het misschien nog erg vroeg, omdat het openbaar onderzoek loopt tot 26 september.

Ik heb gehoord dat u in contact bent met het wijkcomité van de Vriendschapswijk, dat een vrij sterke mening heeft, die ik deel. Niet alleen over de geschiedenis en de projecten die in het verleden zijn voorgesteld, maar ook over het dossier dat momenteel wordt ingediend.

Het gaat hier om 128 appartementen, 226 studentenkamers, 189

parkeerplaatsen. Dat betekent dat voor een deel van de Etterbekenaren, die aan die kant van de gemeente wonen, er een grote bevolkingsdichtheid bijkomt, maar ook meer verkeer, meer lawaai enzovoort, en een gebrek aan groene ruimte…

Technisch gezien bevat het dossier, zoals het nu ter inzage ligt, heel wat elementen die niet volgens de regels zijn, ook niet wat betreft de esthetische samenhang met de omliggende gebouwen.

Ik nodig het college uit om niet alleen naar het comité van de Vriendschapswijk te luisteren, maar ook om een impactstudie te maken voor alle buren rondom, die hierdoor getroffen zullen worden, evenals voor de handelaars, aangezien er een grote winkel zou moeten komen die de handelaars van de Waversesteenweg en de Jacht, die het economisch al moeilijk hebben, nog meer zou treffen.

De burgemeester:

Wij zijn wel betrokken, maar via de kleine deur, als aangrenzende gemeente hebben wij niet zoveel gewicht in het advies als de gemeente Oudergem.

Ik heb opnieuw aan de heer Van Bockstal gevraagd om aanwezig te zijn, zoals we dat in het verleden hebben gedaan tijdens de overlegcommissie, en dat ook de directrice van de dienst Stedenbouw aanwezig zou zijn. Wij steunen, zoals we dat altijd hebben gedaan, het standpunt van de Vriendschapswijk.

We zijn er toch in geslaagd om het project aanzienlijk te verbeteren, door de meest verschrikkelijke onderdelen uit de vorige versie te schrappen. Het komt nog niet overeen met wat we hopen, maar we zullen in dezelfde richting blijven duwen. Heeft het college opnieuw een standpunt ingenomen? Misschien was ik er toen niet bij, want ik herinner het mij niet.

Maar we zullen dit standpunt verdedigen, en zowel de schepen als de directrice zullen aanwezig zijn om dat te doen.

22.09.2025/A/0048 **Question orale de Madame Athénaïs Cazalis de Fondouce concernant la place du Roi Vainqueur.**

J’ai pris connaissance de la décision du Collège de ne pas déplacer le module de jeux de la rue de la Gare sur la place du Roi Vainqueur, qui a fait l’objet d’un avis à la population le mois dernier. Je regrette cette décision.

Je note aussi l’annonce dans cette même communication d’un renforcement de la présence des gardiens de la paix aux heures de sortie scolaire sur la Place du Roi Vainqueur pour rappeler que les jeux de ballon sont interdits sur cette place.

Est-ce que les gardiens de la paix présents sur la Place du Roi Vainqueur porteront aux maitres-chiens autant d’attention qu’aux enfants pour lutter contre le fléau des déjections canines dans cet espace partagé, où les enfants doivent naviguer en permanence entre les crottes de chien ?

Je précise que la Place du Roi Vainqueur se situe à proximité immédiate de deux écoles et de deux crèches, dont les utilisateurs ne sont pas forcément des riverains de la place. La place est fort fréquentée en fin de journée et s'est imposée comme un point de rendez vous et de loisirs en plein air pour les enfants après les cours, qu'on le veuille ou non.

Les parents et autres usagers des écoles et crèches autour de la place ont-ils été associés à la consultation citoyenne sur le projet de déplacement de la plaine de jeux ?

Je dois donc conclure qu'à la demande de renforcer l'offre disponible pour la petite enfance dans le quartier, le résultat des décisions du collège est celui de la disparition annoncée d'une plaine de jeux et du rappel à l'ordre des enfants présents sur la Place du Roi Vainqueur aux heures de sortie scolaire.

D'où mon interrogation : *quelle place laisse-t-on aux enfants dans notre commune quand ils sont considérés comme une catégorie non prioritaire, ou pire, comme une nuisance ?*
Quel message envoie-t-on aux parents de jeunes enfants sur la capacité de Etterbeek à répondre à leurs besoins les plus simples – celui un espace de récréation extérieur ?

L'interruption du chantier RHOK suite au recours de voisins inquiets auprès du Conseil d'Etat suspend pour quelques mois le projet de réaménagement de cet ilôt. Cela ne nous rendra pas les arbres abattus illégalement, mais cela nous donne le temps de réfléchir aux infrastructures dans le quartier, en particulier à destination de la toute petite enfance.

Dans ce contexte, quelles sont les pistes explorées par la commune pour remplacer la petite plaine de jeux de la rue de la Gare dans les meilleures conditions ?

Le Conseil entend l'interpellation.

Mondeling vraag van Mevrouw Athénaïs Cazalis de Fondouce betreffende het Koning Overwinningsplein

Ik heb kennis genomen van de beslissing van het college om het speeltuig van de Stationstraat niet te verplaatsen naar het Koning Overwinningsplein, waarover vorige maand een bericht aan de bevolking werd verspreid. Ik betreur deze beslissing.

In dezelfde brief werd aangekondigd dat er meer gemeenschapswachten aanwezig zouden zijn op het Koning Overwinnaarplein na schooltijd om eraan te herinneren dat balspelen op dit plein verboden zijn.

Zullen de gemeenschapswachten op het Koning Overwinningsplein evenveel aandacht besteden aan de hondenbezitters als aan de kinderen, om het probleem van hondenpoep aan te pakken in deze gedeelde ruimte, waar kinderen voortdurend moeten laveren tussen de uitwerpselen?

Ik wil erop wijzen dat het Koning Overwinningsplein vlak bij twee scholen en twee crèches ligt, waarvan de gebruikers niet noodzakelijk buurtbewoners zijn. Het plein is druk bezocht aan het einde van de dag en is uitgegroeid tot een ontmoetings- en ontspanningsplek in de openlucht voor kinderen na schooltijd, of men dat nu wil of niet.

Zijn de ouders en andere gebruikers van de scholen en crèches rond het plein ook geraadpleegd over het project om de speeltuin te verplaatsen?

Ik moet dus vaststellen dat, ondanks de vraag om het aanbod voor jonge kinderen in de wijk te versterken, het resultaat van de beslissingen van het college neerkomt op de aangekondigde verdwijning van een speeltuin en een berisping van de kinderen die na schooltijd op het Koning Overwinningsplein aanwezig zijn.

Vandaar mijn vraag: welke plaats geven we aan kinderen in onze gemeente als ze worden beschouwd als een niet-prioritaire categorie, of erger nog, als overlast?
Welk signaal geven we aan ouders van jonge kinderen over het vermogen van Etterbeek om tegemoet te komen aan hun meest eenvoudige behoeften, namelijk een plaats om buiten te spelen?

Als gevolg van het beroep van bezorgde buurtbewoners bij de Raad van State, liggen de werken aan het RHOK enkele maanden stil. Dat zal ons de illegaal gekapte bomen niet teruggeven, maar het biedt ons wel de tijd om na te denken over de infrastructuur in de wijk, in het bijzonder voor de allerkleinsten.

Welke mogelijkheden onderzoekt de gemeente om de kleine speeltuin van de Stationstraat onder de best mogelijke omstandigheden te vervangen?

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre :

Tout d'abord, vous n'avez entendu personne sur les bancs du collège dire que les enfants sont une nuisance. Je vous rappelle quand même que nous sommes « Number 1 » en terme d'encadrement de la petite enfance, qu'on a créé à notre initiative et à la mienne, la plus grande crèche de Communauté française globalement, qu'on a créé encore d'autres crèches complémentaires, qu'on a financé la crèche qui se trouve ici derrière qui va bientôt s'ouvrir, la crèche Sainte Geneviève, avec le bon communal, qu'on a créé encore une autre crèche sur l'avenue d'Auderghem et qu'on n'arrête pas de développer les infrastructures pour les enfants et les enfants petits.

Est-ce qu'on sait où on va déménager cette aire de jeux ? Alors à ce stade-ci plusieurs pistes sont explorées. Tout d'abord, je ne pense pas qu'on ait consulté les crèches ou les écoles avoisinantes. Je pense qu'on a consulté par un toutes-boîtes en donnant priorité à ceux qui vivent autour de la place et donc on a entendu ce que vous disiez, mais je suis assez certain qu'on n'a pas associé les usagers des infrastructures voisines.

Alors les pistes qui sont explorées, c'est une installation en lieu et place du bac à sable de la place Van Meyel qui n'est pas quand même très loin de là. Sur le site du parc ING, on est en train de négocier une convention avec l'ambassade des États-Unis, c'est également une possibilité. Et la place du Rinsdelle qui a été rénovée récemment très bellement, comme vous le savez.

Selon les services, il n'y a pas d'urgence parce que le module est toujours exploité à la rue de la Gare et le service estimait que la place du Roi Vainqueur était le meilleur endroit. C'est un endroit qui a fait l'objet d'une levée de boucliers très très forte de l'ensemble des usagers de la place, en termes de quartier et d'habitants. Alors bon,

on essaye toujours en termes de participation de respecter l'avis de des personnes et donc c'est ce que le collège a fait, sinon ça ne sert à rien de demander l'avis des citoyens.

Le collège avait prévu, lors de la création de l'aire de jeux et la rédaction de la Convention, tant le démontage et le remontage en cas de dénonciation par le Go Onderwijs, à charge du Go -Onderwijs.

Le Go Onderwijs, par un courrier du 25 juin, a confirmé son intention de respecter les termes de la Convention en prenant à sa charge le démontage et le remontage à l'endroit que le Collège choisira. Donc ça a été quand même un gros combat, mais on a gagné ce combat.

Dans ce courrier, le Go Onderwijs rappelle son attachement et sa volonté de collaborer avec la commune pour développer une infrastructure ludique à l'intention des jeunes enfants sur son site de la rue Tombeur et une accessibilité selon les horaires d'ouverture.

Alors, j'entends ce que vous dites par rapport à une aire de jeux pour des enfants jusque 36 mois. Le problème, c'est qu'entre ce qui est permis et ce qui se fait, il y a souvent une marge extraordinaire. Et je me souviens que lorsqu'on a créé il y a une vingtaine d'années sur le Square Léopoldville - c'est un exemple que j'ai déjà cité -3 aires de jeux destinées l'une, aux enfants en bas âge l'autre, aux jeunes enfants et la 3ème aire de jeux, aux adolescents avec en plus une aire de repos destinée aux personnes âgées, ça a été l'horreur immédiate. Parce que rien n'a été respecté, parce que tout s'est mélangé de tous les côtés, qu'il y a eu une suroccupation de la place.

Et c'est à cet endroit-là, spécifiquement, vu le mécontentement général des habitants autour, que 2 élus de l'extrême droite ont été élus, spécifiquement dans ce quartier. Par la suite, ils n'ont pas été réélus, c'est fort bien. Mais il y a eu un lien de cause à effet immédiat entre cette structure et leur élection.

Je dis ça simplement parce que donc ce sont des choses qui sont complexes à gérer et que ce n'est pas parce que on crée un espace réservé aux plus petits que nécessairement c'est des plus petits qui vont en bénéficier. Vous pouvez avoir des enfants beaucoup plus grands qui piratent le lieu et ce n'est pas simple à gérer ni à éviter.

Sur la place du Rinsdelle, le ranch et le clos Ponthier jardin du Delhaize, les aires de jour ont été prévus suite à l'aval de la population dans le cadre participatif.

Pas toujours avec sa facilité. Je me rappelle des voisines immédiates de du ranch qui s'opposaient fortement à l'aire de jeux que nous avons installée mais nous avons tenu bon parce que l'intérêt général le commandait.

Et au cours des 3 dernières législatures, l'offre d'aires de jeux dans l'espace public a été multipliée par 5, d'autres infrastructures ont été rénovées, remplacées ou agrandies, et l'ensemble des écoles communales ont fait aussi l'objet d'installation de modules de jeux, un investissement de plus de 800 000€ ayant été ainsi sur fonds communaux mis à disposition.

J'ai demandé l'avis des services de prévention qui nous indiquent aussi qu'ils ont

évidemment un rôle qui correspond à rester attentif aux besoins de l'ensemble des citoyens au quotidien mais que ce n'est donc pas, comme je vous le disais, facile de gérer les prétentions contradictoires des personnes âgées, des petits enfants, des enfants d'âge moyen et des adolescents.

Vous savez par ailleurs qu'on est en train de reconstruire avec la participation des logements sociaux, des lieux pour les adolescents dans le quartier de là où habite Monsieur Madrane donc, et c'est important de réussir, aux alentours aussi du parc de Fontenay où là aussi une structure va être va être créée.

Le service indique qu'il faut évidemment essayer de satisfaire tout le monde tout en respectant les règles en vigueur, éviter les accidents, les bonnes pratiques et la quiétude aussi des riverains lorsque on est en période de beau temps et de forte affluence. Éviter les comportements perturbateurs, éviter les accidents liés au fait que dans une aire de jeux pour petits enfants, vous avez des grands qui montent sur la balançoire et qui peuvent alors même créer des conséquences très graves pour un petit qui passe à ce moment-là juste devant la balançoire, responsabilité évidemment du service et de la commune à cet égard.

Des patrouilles sont organisées quotidiennement sur le site du Roi Vainqueur. C'est un lieu qui reste emblématique, attention portée par les autorités à l'enfance, qualité de vie dans les parcs et respect de la convivialité.

Je comprends ce que vous dites avec les crottes de chien, ne faut jamais oublier que c'est pas uniquement les chiens qui abandonnent leurs étrons, c'est surtout les maîtres qui les laissent courir en toute liberté, dans un espace qui n'est pas destiné à ce faire et qu'évidemment, c'est assez complexe à gérer, mais systématiquement, lorsqu'on verbalise un maître-chien qui a laissé courir son chien, il y a des recours, on crie au scandale et c'est scandaleux et cetera, et cetera, mais ça existe.

Collaboration entre les services de prévention, les services de police, les incivilités. Beaucoup de quartiers connaissent et on s'en réjouit, un rajeunissement de la population, ça implique aussi que l'on puisse adapter l'offre.

Donc voilà, la réponse que nous vous faisons est mesurée, parce que malheureusement ce n'est pas blanc ou noir, ce n'est pas simple et compliqué. C'est toujours compliqué mais je pense, j'espère qu'on vous a convaincue que les efforts de la commune en matière de petite enfance sont réels, mais qu'on doit toujours réussir cette cohabitation difficile entre notamment les personnes âgées qui s'installent durablement quand il fait beau sur les bancs autour de de la place du Roi Vainqueur, ils ont aussi le droit d'avoir un peu de quiétude et mélanger des espaces différents à des fonctions différentes, comme on devait essayer de le faire à Léopoldville a montré que ce n'est pas simple, mais on va intégrer votre remarque par rapport aux structures d'enfance autour.

Et vous avez vu qu'il y avait des pistes quand même qui étaient à l'étude qui pourraient satisfaire la population concernée.

Je pense avoir fait tout ce que je pouvais pour vous éclairer.

Madame Cazalis de Fondouce :

Si vous me permettez, je relèverai 2 points que vous avez mentionnés. Le premier, c'est qu'au site du ranch, vous mentionniez qu'il y a eu une forte opposition des riverains et que néanmoins l'intérêt général…

Monsieur le Bourgmestre :

Non, il y a eu une opposition forte de quelques riverains jouxtant de manière directe l'aire de jeu dans la partie qui remonte, vers les immeubles. Et quelques personnes habitant les immeubles là s'y sont opposés très farouchement. Cela représentait 6 personnes.

Madame Cazalis de Fondouce :

C'est vrai qu'on peut à échelle comparer la situation avec celle du Roi Vainqueur, où il y a l'intérêt général. Il y a l'intérêt des habitants qui ont été consultés et je note donc que les usagers, donc les principaux intéressés, ceux qui auraient pu dire "C'est super chouette d'avoir une plaine de jeux, on ne demande que ça", n'ont pas été interrogés en fait. Donc il manque une voix dans la consultation et la participation, c'est entendre tout le monde, ce n'est pas seulement entendre les riverains. Donc là-dessus, je permets du coup de mettre une grosse astérisque sur le processus de consultation.

Deuxième chose, sur les pistes que vous avez évoquées, vous parlez de bac à sable de la place Van Meyel, il y a déjà un module de jeux sur la place Van Meyel; du site du parc ING qui se situe juste à côté de la plaine de jeux de la rue Père de Deken, donc il y a déjà une plaine de jeux à ce niveau-là; Place du Rinsdelle, il y a déjà une plaine de jeux.

Donc si vous regardez la carte d'Etterbeek et que vous marquez toutes les plaines de jeux où nous on a fait l'exercice (il est sur le site internet du groupe Ecolo Groen), vous verrez qu'il y a un trou en fait, entre Thieffry, le quartier Notre-Dame du Sacré Coeur et jusqu'au stade, là il n'y a rien, pas de plaine de jeux et pourtant, c'est un quartier très résidentiel avec beaucoup de familles, beaucoup d'appartements, des familles qui n'ont pas d'accès à des espaces extérieurs, qui fréquentent les écoles du quartier et qui n'ont pas de plaine de jeux, qui sont obligées d'aller au pied des immeubles Log'Iris ou Père de Deken ou à la place du Rinsdelle. Ce n'est pas dans leur quartier immédiat et quand on a un petit de 18 mois qu'il faut faire marcher pendant 5 minutes pour des adultes, 1/4 d'heure pour des enfants ou 20 minutes pour des petits enfants, ça fait une réelle différence.

Donc vraiment, je vous encourage à réfléchir et je suis disponible pour mener cette réflexion avec vous, parce que je connais tous les pavés d'Etterbeek et les infrastructures pour les enfants, ayant passé le COVID avec 3 enfants en bas-âge, vraiment, je les connais toutes les plaines de jeux et leurs avantages et leurs inconvénients.

Donc voilà je suis disponible pour mener une réflexion pour que vraiment on trouve une solution à cette situation, cette plaine de jeux rue de la gare, elle va nous manquer.

Moi, mes enfants sont grands mais je pense à ceux qui arrivent après, parce que nous, on était dépendants de cette plaine de jeux pendant 4 à 5 ans de notre vie. Donc vraiment, je vous demande de réfléchir sérieusement, ce n'est pas une question anodine.

Merci beaucoup.

Monsieur le Bourgmestre :

Oui j'entends bien. Donc, je demande à Monsieur du Bus d'inviter Monsieur Vancompernolle qui est notre grand spécialiste de la sécurité de l'implantation des aires de jeux. Il a lui-même contribué à créer plusieurs aires de jeux, au besoin à vous contacter.

Maintenant, c'est bien de de consulter largement. C'est compliqué de savoir ce qu'il faut faire dans ce cadre-là parce qu'évidemment, si on demande l'avis des écoles et des crèches environnantes, on peut imaginer que l'avis sera généralement favorable mais à qui faut-il donner une priorité ?

N'oubliez quand même pas qu'il y a à peu près 1000 personnes qui habitent autour de la place du Roi Vainqueur, il y a aussi des familles là-dedans, il y a un peu toutes sortes de populations.

Historiquement, c'étaient des personnes qui étaient âgées. C'est beaucoup moins le cas maintenant, parce que ce sont des personnes qui sont arrivées pour la plupart après l'indépendance du Congo et toutes ces personnes-là ont disparu pour des motifs qu'on comprend liés à l'âge, et progressivement, les appartements ont été rachetés par des beaucoup plus jeunes et par des familles.

Et donc on ne peut quand même pas faire fi, non plus, d'un avis très majoritairement négatif de l'ensemble de la population qui jouxte immédiatement cette place qui lorsqu'elle avait été rénovée il y a quelques années, avait donc entraîné 250 000€, après concertation, après négociation, après la volonté communale de créer un parking en sous-sol qui avait été rejeté par les riverains qui, par la suite, ont regretté de l'avoir rejeté.

Voilà, mais entretemps le budget était parti et comme on avait mis pour 250 000€ de floraison alternative qui fait la beauté aussi de la place, voilà, on doit un peu concilier tous ces aspects et aussi les deniers publics.

Mais voilà, on poursuit la réflexion.

Merci pour votre intervention.

De burgemeester:

Allereerst heeft u niemand op de banken van het college horen zeggen dat kinderen een last zijn. Ik herinner u er toch aan dat wij “Number 1” zijn op het vlak van kinderopvang, dat wij op ons eigen initiatief en het mijne de grootste crèche van de Franse Gemeenschap hebben gebouwd, dat wij nog andere aanvullende crèches hebben gebouwd, dat wij de crèche hierachter hebben gefinancierd die binnenkort zal openen (de crèche Sainte Geneviève), met de gemeentebon, dat wij nog een andere crèche hebben gebouwd op de Oudergemlaan en dat wij voortdurend infrastructuren voor kinderen blijven ontwikkelen.

Weet we al waar deze speelruimte naartoe verhuist? Op dit moment worden verschillende pistes onderzocht. Ten eerste denk ik niet dat men de crèches of de naburige scholen heeft geraadpleegd. Ik denk dat men een huis-aan-huisbericht heeft verspreid waarbij prioriteit werd gegeven aan degenen die rond het plein wonen en dus heeft men gehoord wat u zei, maar ik ben er vrij zeker van dat men de gebruikers van de naburige infrastructuren niet heeft betrokken.

De pistes die onderzocht worden zijn: een installatie ter vervanging van de zandbak op het Van Meyelplein, dat er niet zo heel ver van ligt. Op de site van het ING-park zijn we aan het onderhandelen over een overeenkomst met de ambassade van de Verenigde Staten, dat is eveneens een mogelijkheid. En het Rinsdelleplein, dat onlangs zeer mooi is gerenoveerd, zoals u weet.

Volgens de diensten is er geen haast, omdat het speeltoestel nog steeds gebruikt wordt in de Stationstraat en de dienst van mening was dat het Koning Overwinnaarplein de beste plaats was. Daar is een stroom van proest op gekomen van alle gebruikers van het plein, zowel van de wijk als van de bewoners. Welnu, we proberen voor de inspraak altijd het advies van de mensen te respecteren en dat is wat het college heeft gedaan, anders heeft het geen zin om de mening van de burgers te vragen.

Het college had bij de aanleg van de speeltuin en het opstellen van de overeenkomst voorzien in zowel de afbraak als de heropbouw in geval van opzegging door het GO Onderwijs, ten laste van het GO Onderwijs.

Het GO Onderwijs heeft in een brief van 25 juni bevestigd dat het de intentie heeft de voorwaarden van de overeenkomst na te leven door op eigen kosten het speeltoestel te demonteren en opnieuw op te bouwen op de plaats die het college zal kiezen. Het was dus wel een zware strijd, maar die strijd hebben we gewonnen.

In die brief herinnert het GO Onderwijs eraan dat het wil blijven samenwerken met de gemeente om een speelvoorziening voor jonge kinderen te ontwikkelen op zijn site in de Tombeurstraat, met toegankelijkheid volgens de openingsuren.

Ik hoor wat u zegt over een speelruimte voor kinderen tot 36 maanden. Het probleem is dat er vaak een enorme kloof bestaat tussen wat toegestaan is en wat er in de praktijk gebeurt. Ik herinner me dat we zo’n twintig jaar geleden op het Leopoldstadplein – dat voorbeeld heb ik al eens aangehaald – drie speelruimtes hebben aangelegd: één voor heel jonge kinderen, één voor jonge kinderen en een derde voor adolescenten, met daarnaast een rustruimte voor ouderen. Dat werd meteen een ramp. Omdat niets werd gerespecteerd, alles door elkaar liep en het plein overbezet raakte.

En precies daar, gezien de algemene ontevredenheid van de bewoners in de buurt, zijn twee extreemrechtse verkozenen verkozen, specifiek in die wijk. Nadien zijn ze niet herkozen, wat zeer goed is. Maar er was een rechtstreeks oorzakelijk verband tussen die structuur en hun verkiezing.

Ik zeg dit gewoon omdat dit complexe zaken zijn om te beheren, en dat het niet omdat men een ruimte creëert die voor de allerkleinsten is bedoeld, noodzakelijkerwijs de allerkleinsten zijn die er baat bij hebben. Oudere kinderen kunnen de plek innemen en dat is niet eenvoudig te beheren of te vermijden.

Op het Rinsdelleplein, bij de ranch en de Ponthiergaarde bij de Delhaize-tuin, werden de speelruimtes voorzien na goedkeuring van de bevolking in het kader van participatie.

Niet altijd zonder moeilijkheden. Ik herinner me de directe buurvrouwen van de ranch die zich sterk verzetten tegen de speelruimte die wij daar hebben geïnstalleerd, maar wij hebben doorgezet omdat het algemeen belang dat vereiste.

En tijdens de laatste drie legislaturen is het aanbod van speelruimtes in de openbare ruimte vervijfvoudigd, andere infrastructuren zijn gerenoveerd, vervangen of uitgebreid, en alle gemeentelijke scholen hebben eveneens speelmodules gekregen, een investering van meer dan 800.000 euro met gemeentelijke fondsen.

Ik heb het advies gevraagd van de preventiediensten, die ons ook aangeven dat zij uiteraard een rol hebben die erin bestaat aandachtig te blijven voor de behoeften van alle burgers in het dagelijks leven, maar dat het dus, zoals ik u al zei, niet eenvoudig is om de tegenstrijdige verwachtingen van ouderen, jonge kinderen, kinderen en adolescenten te beheren.

U weet bovendien dat we bezig zijn met de heropbouw, met de medewerking van de sociale woningen, van plaatsen voor adolescenten in de wijk waar de heer Madrane woont, en dat het belangrijk is dat dit lukt, ook in de omgeving van het Fontenaypark waar eveneens een structuur zal worden gecreëerd.

De dienst geeft aan dat men uiteraard moet proberen iedereen tevreden te stellen, met respect voor de geldende regels, ongevallen moet vermijden en ook de rust van de buurtbewoners moet respecteren tijdens periodes van mooi weer en grote drukte. Het gaat erom storend gedrag te vermijden, ongevallen te voorkomen die kunnen ontstaan doordat in een speelruimte voor kleine kinderen grotere kinderen op de schommel gaan zitten en zo zelfs zeer ernstige gevolgen kunnen veroorzaken voor een kleintje dat op dat moment net voor de schommel passeert. Dat is uiteraard een verantwoordelijkheid van de dienst en van de gemeente.

Er zijn dagelijks patrouilles op het Koning Overwinnaarplein. Het is een plek die emblematisch blijft, met aandacht van de autoriteiten voor het kind, de levenskwaliteit in de parken en het respect voor de gezelligheid.

Ik begrijp wat u zegt over de hondenpoep, men mag nooit vergeten dat het niet enkel de honden zijn die hun uitwerpselen achterlaten, maar vooral de baasjes die hen vrij laten rondlopen in een ruimte die daar niet voor bedoeld is. En uiteraard is dat vrij complex om te beheren, maar systematisch, wanneer men een hondenbaasje

verbaliseert dat zijn hond heeft laten rondlopen, zijn er beroepen, roept men schande en zegt men dat het schandalig is enzovoort, maar het bestaat.

Samenwerking tussen de preventiediensten, de politiediensten en overlastgedrag. In veel wijken komen jonge mensen wonen en daar zijn wij blij mee. Dat betekent ook dat we het aanbod moeten kunnen aanpassen.

Dus voilà, het antwoord dat wij u geven is genuanceerd, want helaas is het niet zwart of wit, niet eenvoudig of ingewikkeld. Het is altijd ingewikkeld, maar ik denk, ik hoop dat we u hebben kunnen overtuigen dat de inspanningen van de gemeente voor jonge kinderen reëel zijn, maar dat we altijd die moeilijke cohabitatie moeten doen slagen, onder meer tussen ouderen die zich op de banken van het Koning Overwinnaarplein nestelen als het mooi weer is, want zij hebben ook recht op wat rust, en het mengen van verschillende ruimtes met verschillende functies, zoals we hebben geprobeerd te doen op het Leopoldstadplein. Dat heeft aangetoond dat het niet eenvoudig is. Maar we zullen uw opmerking over de infrastructuur voor kinderen in de buurt meenemen.

En u hebt gezien dat er toch pistes worden onderzocht om de betrokkenen tevreden te stellen.

Ik denk dat ik alles heb gedaan om u meer duidelijkheid te geven.

Mevrouw Cazalis de Fondouce:

Als u het mij toestaat, zal ik twee punten aanhalen die u hebt vermeld. Het eerste is dat u op de site van de ranch zei dat er veel verzet van de buurtbewoners was en dat niettemin het algemeen belang…

De burgemeester:

Nee, er was veel verzet van enkele buurtbewoners die rechtstreeks naast de speelruimte woonden, in het deel dat omhooggaat, richting de appartementsgebouwen. Enkele mensen die daar in de gebouwen woonden, hebben zich zeer fel verzet, dat ging om zes personen.

Mevrouw Cazalis de Fondouce:

Het is waar dat men de situatie kan vergelijken met die van het Koning Overwinnaarplein, waar er sprake is van het algemeen belang. Er is het belang van de bewoners die zijn geraadpleegd, en ik merk dus op dat de gebruikers, dus de rechtstreeks betrokkenen, degenen die hadden kunnen zeggen “het is super leuk om een speelplein te hebben, dat is precies wat we willen”, in feite niet zijn bevraagd. Er ontbreekt dus een stem in de raadpleging, en participatie betekent iedereen horen, niet alleen de omwonenden. Daarom plaats ik een grote asterisk bij het raadplegingsproces.

Tweede punt, over de pistes die u hebt genoemd: u spreekt over de zandbak op het Van Meyelplein, maar daar is al een speelmodule. Het ING-park ligt vlak naast het speelplein van de Pater de Dekenstraat, dus daar is ook al een speelplein. Op het Rinsdelleplein is er ook al een speelplein.

Als u de kaart van Etterbeek bekijkt en alle speelpleinen aanduidt – wij hebben die oefening gedaan, ze staat op de website van de fractie Ecolo Groen – dan ziet u dat er een leegte is tussen Thieffry, de wijk Onze-Lieve-Vrouw-van-het-Heilig-Hart en tot aan het stadion. Daar is niets, geen speelplein, terwijl het een zeer residentiële wijk is met veel gezinnen, veel appartementen, gezinnen zonder toegang tot buitenruimte, die naar de scholen in de wijk gaan maar geen speelplein hebben. Zij zijn verplicht om naar de voet van de gebouwen van Log'Iris of Pater de Deken te gaan of naar het Rinsdelleplein. Dat is niet hun onmiddellijke buurt, en wanneer men een kind van 18 maanden heeft dat men moet laten lopen, dan is 5 minuten voor volwassenen, een kwartier voor kinderen of 20 minuten voor kinderen een echt verschil.

Daarom moedig ik u sterk aan om hierover na te denken, en ik ben beschikbaar om deze reflectie samen met u te voeren, want ik ken alle straten van Etterbeek en de infrastructuren voor kinderen. Tijdens COVID met drie kinderen in volle leeftijd heb ik werkelijk alle speelpleinen leren kennen, met hun voordelen en hun nadelen.

Dus ik ben beschikbaar om mee te werken aan een oplossing voor deze situatie. Wij zullen het speelplein in de Stationstraat missen.

Mijn kinderen zijn nu groot, maar ik denk aan degenen die na ons komen, want wij waren vier à vijf jaar afhankelijk van dat speelplein in ons leven. Daarom vraag ik u echt om hier ernstig over na te denken, dit is geen banale kwestie.

Bedankt.

De burgemeester:

Ja, dat begrijp ik. Dus ik vraag aan de heer du Bus om de heer Vancompernolle uit te nodigen, die onze grote specialist is voor de veiligheid van speelruimtes en de ontwerpen. Hij heeft zelf meegewerkt aan het ontwerp van verschillende speelruimtes, indien nodig kunt u hem contacteren.

Nu is het goed om ruim te raadplegen. Het is moeilijk om te weten wat we moeten doen, want uiteraard, als men de mening vraagt van de scholen en de crèches in de omgeving, kan men zich voorstellen dat hun mening doorgaans gunstig zal zijn. Maar aan wie moet men dan prioriteit geven?

Vergeet niet dat er ongeveer 1000 mensen wonen rond het Koning Overwinnaarplein. Daar zitten ook gezinnen bij, er is een beetje van alle soorten bevolking.

Historisch gezien waren dat oudere mensen. Dat is nu veel minder het geval, omdat het vooral mensen waren die na de onafhankelijkheid van Congo waren gekomen en die intussen om begrijpelijke redenen van leeftijd zijn verdwenen. Geleidelijk zijn de appartementen opgekocht door veel jongere mensen en door gezinnen.

En dus kunnen we ook niet voorbijgaan aan een zeer overwegend negatief advies van de hele bevolking die onmiddellijk naast dit plein woont. Toen het enkele jaren geleden werd gerenoveerd, heeft dat 250.000 euro gekost, na overleg, na onderhandelingen, nadat de gemeente een ondergrondse parking wou aanleggen, die door de bewoners werd afgewezen. Die bewoners hebben achteraf erkend dat ze spijt hadden van die afwijzing.

Maar intussen was het budget weg en omdat we 250.000 euro hadden geïnvesteerd in alternatieve beplanting die het plein ook zijn schoonheid geeft, moeten we nu al die aspecten en ook de publieke middelen een beetje verzoenen.

Maar goed, we blijven nadenken.

Bedankt voor uw tussenkomst.

22.09.2025/A/0049 **Question orale de Monsieur Thibault Deleixhe relative au possible renforcement de la sécurité des usagers cyclistes et piétons aux abords du site du chantier de la place Forte dei Marni.**

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et messieurs les échevines et échevins,

L'accident mortel survenu ce mercredi 10 septembre à l'angle de la chaussée de Wavre et de l'avenue du Maelbeek nous a tous laissés avec un sentiment de chagrin et de gâchis. Chaque décès survenu sur la route est un décès de trop. Celui-ci est – à titre personnel - particulièrement bouleversant, car il s'agissait d'un ami.

L'ensemble du groupe Ecolo-Groen d'Etterbeek tient à s'associer à la douleur de la famille, des proches, des voisins et riverains, avec une pensée spéciale pour ses deux enfants pour qui pareil départ doit paraître aussi absurde que brutal. De la même façon, le groupe Ecolo-Groen veut avoir une pensée pour le camionneur impliqué dans l'accident dont on imagine aisément qu'il ne s'était pas levé avec l'intention de finir sa journée de cette manière. On conçoit le désarroi et le doute avec lesquels il doit se débattre aujourd'hui et on s'associe à sa peine.

L'objet de cette question n'est évidemment pas de vous amener à nous divulguer les éléments d'une instruction toujours en cours, ni d'anticiper sur ses conclusions.

Nous sommes néanmoins de nombreux cyclistes à employer cet axe traversant du quartier pour nous rendre au travail de façon quasi quotidienne. Or, le constat qu'est venu douloureusement mettre en lumière cet incident est que cette section présente un caractère assez anxiogène. Le relatif encombrement de la chaussée à cette hauteur, dû à la fréquentation de nombreux véhicules et d'autobus, ainsi qu'à l'afflux de trafic provenant des diverses perpendiculaires, s'est trouvé densifié par la présence de camions de chantiers effectuant diverses manœuvres pour accéder à leur site de débarquement. L'étroitesse du passage est par ailleurs rehaussée par le positionnement de barrières de chantier en bordure de chaussée. Or, aucun marquage spécifique avertissant de la présence d'un flux régulier de cyclistes n'y figure. Cela est source d'une certaine confusion et s'avère peu sécurisant pour les usagers faibles pour

lesquels les dépassements ou changements de direction des véhicules occasionnent des frôlements malaisants.

Ma question est donc la suivante, au regard de ce terrible accident et du sentiment largement partagé dont je me fais le relais ici, ne serait-il pas bienvenu de prévoir, sans plus tarder et pour la durée du chantier, un marquage au sol qui clarifie les zones d'usage de la chaussée ?

Merci d'avance, Monsieur le Bourgmestre, mesdames et messieurs les échevines et échevins, pour le temps que vous et vos services voudrez bien consacrer à nous éclairer à ce propos.

Avec mes salutations respectueuses,

Le Conseil entend l'interpellation.

Mondelinge vraag betreffende de mogelijke versterking van de veiligheid voor fietsers en voetgangers rond de werfzone aan het Forte dei Marniplein

Mijnheer de burgemeester,

Dames en heren schepenen,

Het dodelijke ongeval dat plaatsvond op woensdag 10 september op de hoek van de Waversesteenweg en de Maalbeeklaan heeft ons allen met een gevoel van verdriet en zinloosheid achtergelaten. Elk overlijden op de weg is er één te veel. Voor mij persoonlijk is dit overlijden bijzonder aangrijpend, omdat het om een vriend ging.

De volledige Ecolo-Groen-fractie van Etterbeek wenst haar medeleven te betuigen aan de familie, de naasten, de buren en omwonenden, met een speciale gedachte voor zijn twee kinderen, voor wie zo'n afscheid absurd en bruut moet aanvoelen. Evenzeer wil de Ecolo-Groen-fractie stilstaan bij de vrachtwagenchauffeur die bij het ongeval betrokken was. We kunnen ons voorstellen dat hij zijn dag niet met deze intentie was begonnen. We begrijpen het verdriet en de twijfel waarmee hij vandaag worstelt en leven met hem mee.

Het doel van deze vraag is uiteraard niet om u elementen te laten vrijgeven uit een lopend onderzoek, noch om vooruit te lopen op de conclusies ervan.

Wij zijn echter met velen die deze verkeersas dagelijks gebruiken om naar het werk te fietsen. Het tragische incident heeft pijnlijk duidelijk gemaakt dat dit gedeelte van de weg bijzonder beangstigend is. De grote drukte op dit punt van de steenweg, veroorzaakt door het vele verkeer en de bussen, alsook door de toestroom van voertuigen uit de zijstraten, wordt nog versterkt door de aanwezigheid van werfvrachtwagens die manoeuvreren om hun losplaats te bereiken. De doorgang is bovendien nog smaller door de plaatsing van werfhekken langs de rijbaan. Er is echter geen specifieke markering die wijst op de aanwezigheid van regelmatig fietsverkeer. Dit zorgt voor verwarring en biedt weinig veiligheid aan kwetsbare weggebruikers, voor wie inhaalmanoeuvres en richtingsveranderingen van voertuigen vaak tot ongemakkelijke aanrakingen leiden.

Mijn vraag is dan ook de volgende: gelet op dit tragische ongeval en het breed gedeelde gevoel van onveiligheid dat ik hier verwoord, zou het niet wenselijk zijn om,

onmiddellijk en voor de duur van de werken, een duidelijke markering op de rijbaan aan te brengen die de gebruikszones verduidelijkt?

Mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen, alvast bedankt voor de tijd die u en uw diensten nemen om ons te informeren.

Met vriendelijke groeten,

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur Deleixhe :

Monsieur le Bourgmestre, Monsieur l'Echevin des travaux, l'accident mortel survenu ce mercredi 10 septembre à l'angle de la chaussée de Wavre et de l'avenue de Maelbeek, nous a laissés avec un lourd sentiment de chagrin, de regret, chaque décès survenu sur la route est de façon évidente un décès de trop.

Je dois vous avouer que celui-ci est, à titre personnel, particulièrement bouleversant puisque Jamin, tel était son prénom, était un ami proche.

Parce qu'il me parait important de parfois prendre le temps de donner la mesure de l'émotion qu'une perte aussi brutale peut susciter dans nos quartiers, je voulais vous dire quelques mots à son sujet.

Alors si on voulait se faire une représentation du visage d'Etterbeek aujourd'hui, nul doute que Jamin en aurait eu les traits.

Né de parents indiens, en Zambie, il avait grandi en Angleterre dans le commerce de détail de sa famille.

Il avait tiré de l'expérience de son enfance au pied de l'échelle de la société britannique, une leçon qu'il importait de se jouer des codes si l'on voulait s'en affranchir.

Depuis les îles, Jamin rêvait néanmoins d'Europe. À compter de ses études à Oxford, il s'est plongé dans les langues et à force de causeries, de voyages, il était devenu aussi hilarant en anglais qu'en français, en italien ou en allemand.

C'était une débauche de talent qu'il mettait à profit pour enseigner l'anglais aux enfants ukrainiens qui rêvaient à leur tour d'un ailleurs.

Bref, Jamin était à l'image d'une bonne part de notre commune, un citoyen arrivant d'autre part pour se fondre dans le creuset de nos différences, ayant fait de sa curiosité pour autrui et de sa croyance profonde dans le projet européen, le moteur d'une brillante carrière.

L'ensemble du groupe Ecolo Groen tient à s'associer à la douleur de sa famille, des proches, des voisins avec une pensée spéciale pour ses 2 enfants. De la même façon, le groupe Ecolo Groen veut avoir une pensée pour le camionneur impliqué dans l'accident dont on conçoit qu'il ne s'était pas levé en imaginant que sa journée puisse se conclure de cette façon. On imagine le désarroi avec lequel il doit se débattre et on s'associe à sa peine.

L'objet de cette question n'est évidemment pas de vous amener, Monsieur le

Bourgmestre, Monsieur l'Echevin, à divulguer les éléments d'une instruction toujours en cours, ni d'anticiper sur ses conclusions, le temps judiciaire doit être respecté.

Nous sommes néanmoins de nombreux cyclistes à employer cet axe traversant du quartier pour nous rendre au travail de façon quasi quotidienne. Or, le constat qu'est venu mettre en lumière cet incident est que cette section présente un caractère assez anxiogène.

Le relatif encombrement de la chaussée, dû à la fréquentation de nombreux véhicules et d'autobus ainsi qu'à l'afflux de trafic provenant des diverses perpendiculaires, s'est trouvé densifié par la présence de camions de chantier effectuant des manœuvres pour accéder, et c'est normal, à leur site de destination.

Enfin, le sentiment d'étroitesse du passage est renforcé par le positionnement de barrières de chantier en bordure de la chaussée. Or, le marquage spécifique avertissant de la présence d'un flux régulier de cyclistes vient à manquer par endroit, notamment sur le versant sud de la chaussée de Wavre, sur la section longeant le square.

Cela est source d'une certaine confusion et s'avère peu sécurisant pour les usagers faibles pour lesquels les dépassements ou les changements de direction des véhicules occasionnent des frôlements qui peuvent désarçonner.

Ma question est donc la suivante, ne serait-il pas bienvenu de prévoir, pour la durée du chantier, un renforcement de la délimitation des zones d'usage de la chaussée ?

Une clarification des aires et des procédures d'accès au chantier pour les engins qui y interviennent ?

Monsieur le Bourgmestre, Monsieur l'Echevin, merci d'avance pour tous les éclairages que vous voudrez bien apporter.

Monsieur le Bourgmestre :

Ce sujet est évidemment exempt de toute polémique. Je dois vous faire part de mon embarras à titre personnel et fonctionnel.

Je ne peux pas concevoir qu'un groupe quel qu'il soit, plutôt qu'un autre, capte une émotion qui serait différente pour les autres membres de cette assemblée. Nous avons chacun, avec nos historiques, nos engagements, été extrêmement frappés par ce drame.

Personnellement, j'en ai été averti sur le champ et malheureusement le drame était consommé, donc la seule chose que j'ai pu faire c'était immédiatement mettre à disposition les assistantes sociales du bureau d'aide aux victimes parce qu'évidemment, on est plongé subitement dans une horreur totale d'un homme qui est écrasé par un camion.

Et il convient d'aller avertir les enfants qui, à l'époque, ne sont pas sur le territoire d'Etterbeek.

Donc la première mission dont je me suis saisie, c'est de demander aux

dames, aux assistantes sociales, des aides aux victimes d'accompagner la maman vers les enfants, c'était évidemment terrible.

La 2ème chose, c'est que j'ai été contacté très rapidement par la famille pour qu'une cérémonie privée avec les proches soit organisée au parc Hap. Nous n'étions pas dans les conditions du règlement pour réserver le parc Hap, parce que les délais n'étaient pas respectés. J'ai convoqué un collège d'urgence pour qu'il soit déféré à cette demande et accompagné de l'Echevin de la mobilité, moi-même chargé de la sécurité, nous nous sommes rendus au nom du collège et du Conseil à cette petite cérémonie où les proches étaient présents.

Nous avons fait preuve de beaucoup de réserves, de beaucoup d'humilité et de beaucoup de respect. C'étaient essentiellement des proches de la famille et des fonctionnaires européens, collègues directs de la personne. Je n'ai pas de jugement à porter, je n'en porte pas, mais je ne pense pas que nous soyons, par votre intervention, dans une bonne temporalité.

La cérémonie funèbre a eu lieu vendredi. La cérémonie privée a eu lieu samedi et nous sommes lundi. Je ne pense pas que nous soyons dans une bonne temporalité, dans le respect de la famille et de la douleur, pour discuter publiquement de ce cas.

Qu'on puisse discuter de ce cas à la lumière d'une non-réitération possible de l'accident, c'est légitime. Fallait-il le faire aujourd'hui ? Je ne pense pas.

L'enquête est en cours, les éléments sont rassemblés. Vous dites-vous même qu'on ne sait pas en parler puisque c'est une enquête judiciaire. Que des responsabilités doivent être déterminées et qu'en plus, les voiries concernées sont communales.

Pour ma part, je n'ajouterai rien. Je laisse la parole à Monsieur du Bus sur les éléments plus techniques que vous avez cités.

Monsieur du Bus :

Merci Monsieur le Bourgmestre. Donc les services, outre le fait qu'ils ont été aussi particulièrement choqués par la situation puisqu'ils ont été rapidement appelés sur les lieux et c'est vrai qu'ils ont même eu l'occasion de visionner la vidéo qui a enregistré des images de l'accident, quelque chose de particulièrement pénible; ont fait cependant une analyse de la situation et je vous communique cette analyse.

En tenant compte du fait que le chantier qui est actuellement en cours place Forte Dei Marmi se trouvait impliqué puisque le camion en question est un camion qui alimentait le chantier.

Et donc voilà ce que disent les services.

Il est vrai qu'un surcroît de charrois lourds dans la zone peut être imputé à la présence du chantier, il est bon de rappeler que la zone de chantier actuelle concerne exclusivement la rue Gray et le Square Forte Dei Marmi, à l'exclusion de l'avenue du Maelbeek qui n'est pas reprise dans l'emprise du chantier.

Les cyclistes empruntant l'avenue du Maelbeek depuis Ixelles, en direction du parc Léopold - ce qui est le cas - continuent d'emprunter la piste cyclable préexistante sans que le chantier n'ait une quelconque incidence ni sur la piste cyclable, ni sur les voies de circulation, ce qui a été confirmé par la police qui était sur place.

Dès lors que cette portion de voirie dispose d'une piste cyclable et que cette dernière n'est pas impactée par le chantier, le seul aménagement légalement envisageable est la piste cyclable en elle-même. Pour mémoire, il n'existe aucun marquage spécifique avertissant de la présence d'un flux régulier de cyclistes dans le code de la route, ils font référence au code de la route, mais on peut aussi bien évidemment réfléchir sur le code de la route.

Or, pour pouvoir installer une signalisation en voirie, cette dernière doit obligatoirement être prévue par le code de la route et le code du gestionnaire de voirie.

Lors des différentes réunions sur place suite à l'accident, en présence de la cellule trafic de la police zone Montgomery, les services des travaux publics, de la mobilité et de la sécurité routière de la commune, le gestionnaire de voirie, Bruxelles Mobilité et le représentant de leur cellule sécurité routière, on parle de gestionnaire de voirie parce que les voiries en question sont des voiries régionales, il a été acté que le chantier n'avait pas d'impact direct sur la circulation côté Maelbeek et que la signalisation était conforme et qu'aucun manquement n'avait été constaté.

De plus, le chantier dispose de toutes les autorisations auprès de la commission de coordination des chantiers et les plans de signalisation et de déviation ont été validés par cette instance, seule habilitée en région bruxelloise pour ce faire.

Dès lors qu'une piste cyclable marquée est présente avenue du Maelbeek, il nous paraît difficile de mieux et réglementairement marquer une zone cyclable que par le marquage déjà en place et conforme à la législation.

Ceci étant, j'entends bien ce que vous vous dites aussi.

Tous les carrefours disposent également d'un SAS vélo marqué et de lignes séparatives entre les bancs de circulation. Contrairement à ce qui est avancé, les barrières de chantier ceinturant celui-ci sont sur l'assiette du square et non sur la chaussée sur le tronçon de l'avenue du Maelbeek à hauteur du square, ces barrières ne constituaient donc ni un rétrécissement de la voirie, ni un masque de visibilité, ce qui a été confirmé tant par la police que par le service de sécurité routière régionale.

Par contre, il nous semble urgent et primordial de mener de larges campagnes de sensibilisation à l'attention des cyclistes pour rappeler à ces derniers l'importance d'adopter une conduite basée sur le respect du code de la route, et caetera. Voilà les éléments.

Monsieur le Bourgmestre :

Je t'interromps un instant pour faire équipe avec toi sur la question de l'angle mort, parce que j'ai donc une personne qui m'a interpellé, avec respect d'ailleurs, disant comment est-il possible qu'on ait été sur la lune en 69 et

qu'aujourd'hui techniquement, il n’y a toujours pas de solution pour l'angle mort des camions ?

Donc c'est quelque chose qui m'a frappé.

Je m'en suis ouvert à Monsieur du Bus parce que j'avoue qu'avec les systèmes actuels des caméras qui existent, y compris sur les côtés des voitures, les systèmes qui permettent d'allumer des témoins lorsque quelque chose approche, y compris sur les côtés d'un véhicule, je ne comprends pas qu’on en soit toujours simplement à des grands camions, petits ou grands, qui avec des autocollants attirent l'attention, "Attention, angle mort !"

En faisant équipe avec Monsieur du Bus, on s'est dit que cette question dépassait évidemment la commune. Que c'est une question qui est relative à Viapass, à la région, au Fédéral et à l'Europe, puisque vous n'êtes pas sans savoir que tous les camions, notamment européens, qui fréquentent notre commune ou régions ont ce dispositif simplement d'autocollants "Attention, angle mort !"

Et donc, Monsieur du Bus et moi-même avons aujourd'hui signé un courrier, au ministre fédéral des communications, Jean-Luc Crucke, en lui demandant d'investiguer et nous allons écrire aux différents parlementaires que l'on peut contacter, que ce soit au niveau régional, au niveau fédéral et au niveau européen, pour qu’on puisse essayer de trouver une solution technique aussi rapide que possible, supprimant cet angle mort qui peut-être est à l'origine de l'accident. On doit voir les circonstances exactes, ce n'est pas encore clair, mais c'est en tout cas une démarche que nous avons accomplie aujourd'hui, Monsieur du Bus ayant téléphoné, je crois, samedi à Jean-Luc, je te passe la parole.

Monsieur du Bus :

Oui, et le ministre Crucke était très sensible à cette situation, reconnaissait d'ailleurs qu'à sa connaissance, il n'y avait pas de réflexion aujourd'hui activée au niveau belge -mais il allait vérifier - mais à sa connaissance, il n’y avait pas de réflexion qui était activée sur la prévention de l'angle mort et qu'il allait bien prendre en considération le courrier qu'on allait lui envoyer et qui a été envoyé depuis lors, de telle sorte qu’une initiative soit prise en tout cas par le niveau belge à ce niveau-là.

Lorsque nous avons rencontré la veuve samedi, nous avons aussi évoqué ce travail auprès d'elle et auprès des proches.

Monsieur le Bourgmestre :

Tout ça est évidemment dramatique et délicat. Ce n'est pas la première fois, malheureusement, que nous avons quelqu'un qui est grièvement blessé ou tué dans un accident de voiture ou de tram.

On a eu un certain nombre de personnes qui ont été tuées sur différentes voiries par un tram parce que quand un tram cogne un piéton, c'est pratiquement toujours mortel.

Jamais, nous n'avons organisé de recueillement spécifique en Conseil communal ou une minute de silence. Donc, il nous paraissait par équité, par respect de chacun devant son autorité communale, difficile ici - même si l'émotion est totale - de le faire alors qu'on ne l'a pas fait dans d'autres circonstances. C'est un élément de détail peut-être, mais il nous appartient de garder une équité à l'égard de toutes les situations, aussi dramatiques qu'elles puissent être.

Il est rare qu'un usager soit tué sur Etterbeek dans une situation de roulage, mais en tout cas, je peux vous dire que moi, depuis le temps que je suis là, c'est déjà malheureusement arrivé un certain nombre de fois et dans un certain nombre de circonstances multiples.

Je crois qu'on a fait le tour complet de ce qu'on voulait dire André.

Monsieur Deleixhe :

Je vous remercie sincèrement pour toutes les réponses qui ont été apportées.

Alors tout d'abord, je voudrais clarifier le fait qu'il est évident qu'avant de prendre la parole ce soir, j'avais veillé auprès de la famille à m'assurer que c'était une prise de parole avec laquelle ils étaient à l'aise, de façon à ne pas outrepasser leur deuil, donc c'est une précaution qui avait été prise.

Par ailleurs, le groupe Ecolo Groen ne conçoit nullement avoir le monopole de l'émotion ce soir, en revanche, il nous paraissait délicat de dire quelque chose à ce sujet sans évoquer la mémoire du défunt, d'autant que nous l'avions connu. D'où, cette brève prise de parole, nous avons échangé plus tôt dans la journée à ce sujet.

Je vous remercie de la clarté, de la franchise de ces échanges. Voilà, on a voulu maintenir ça au plus bref.

Alors la question, elle est sincèrement motivée par le constat de l'anxiété que peut faire naître cette section lors d'un usage fréquent. J'entends tout ce que vous indiquez. Notez aussi que la question ne pointe pas un manquement en tant que tel, c'est comme ça qu'il était question de renforcement possible et il est vrai, j'ai été vérifié à plusieurs reprises, il y a toute une série de marquages au sol qui existent, il y a un endroit malgré tout où il est absent.

Je suis tout à fait d'accord avec vous, les barrières de chantier ont désormais été déplacées. Ça n'était pas le cas au moment où la question a été adressée, d'où la mention de sentiment d'un peu de "goulot". Mais voilà, je crois qu'avec ceci, j'ai eu tous les éléments de réponse que je pouvais espérer.

Je me permets aussi de vous remercier pour l'initiative qui a été prise à l'égard du Ministre Crucke, je crois que c'est une excellente question et on ne peut que vous rejoindre si jamais ça pouvait déboucher sur une reconsidération et , c'est vrai, c'est un dispositif pas bien compliqué à monter sur un camion désormais, semble-t-il, on peut le faire pour…

Monsieur le Bourgmestre :

L’idée est venue d'un citoyen qui m'a interpellé.

Monsieur Deleixhe :

Merci à lui, merci à vous d'avoir fait le relais

De heer Deleixhe:

Mijnheer de burgemeester, mijn heer de schepen van Openbare Werken, het dodelijke ongeval dat plaatsvond op woensdag 10 september op de hoek van de Waversesteenweg en de Maalbeeklaan heeft ons allen met een gevoel van verdriet en zinloosheid achtergelaten. Elk overlijden op de weg is er één te veel.

Ik moet toegeven dat voor mij persoonlijk dit overlijden bijzonder aangrijpend, omdat het slachtoffer, Jamin, dat was zijn voornaam, een dichte vriend van mij was.

Omdat het mij belangrijk lijkt om soms de tijd te nemen om de omvang van de emotie te laten voelen die een zo brutaal verlies in onze wijken kan teweegbrengen, wilde ik enkele woorden over hem zeggen.

Als we ons vandaag een voorstelling zouden maken van het gezicht van Etterbeek, dan zou Jamin daar ongetwijfeld de trekken van hebben gehad.

Geboren uit Indiase ouders, in Zambia, was hij opgegroeid in Engeland in de kleinhandel van zijn familie.

Uit de ervaring van zijn jeugd, onder aan de ladder van de Britse samenleving, had hij de les getrokken dat men de codes moest bespelen als men zich ervan wilde bevrijden. En niemand beheerste beter dan hij dat zo typisch Britse afstand nemen, dat inhoudt dat de zekerste manier om te verstikken nog altijd is om erom te lachen.

Vanuit de eilanden droomde Jamin echter van Europa. Vanaf zijn studies in Oxford verdiepte hij zich in de talen en door gesprekken en reizen was hij even hilarisch geworden in het Engels als in het Frans, Italiaans of Duits.

Hij bruiste van het talent, dat hij gebruikt om Engels te leren aan Oekraïense kinderen, die op hun beurt droomden van een andere toekomst.

Kortom, Jamin was het beeld van een groot deel van onze gemeente: een burger die van ergens anders kwam om zich te mengen in de smeltkroes van onze verschillen, die van zijn nieuwsgierigheid naar anderen en zijn diepe geloof in het Europese project de motor van een briljante carrière had gemaakt.

De hele fractie Ecolo Groen deelt het verdriet van zijn familie, zijn naasten, zijn buren, met een bijzondere gedachte voor zijn twee kinderen. Evenzeer wil de Ecolo-Groen-fractie stilstaan bij de vrachtwagenchauffeur die bij het ongeval betrokken was. We kunnen ons voorstellen dat hij niet wist opgestaan met de gedachte dat zijn dag zo zou eindigen. We kunnen ons de ontreddering voorstellen waarmee hij moet worstelen en wij delen zijn pijn.

Het doel van deze vraag is uiteraard niet om u elementen te laten vrijgeven uit een lopend onderzoek, noch om vooruit te lopen op de conclusies ervan. We

moeten het gerecht de tijd geven.

Wij zijn echter met velen die deze verkeersas dagelijks gebruiken om naar het werk te fietsen. Het tragische incident heeft duidelijk gemaakt dat dit gedeelte van de weg bijzonder beangstigend is.

De grote drukte op de steenweg, veroorzaakt door het vele verkeer en de bussen, alsook door de toestroom van voertuigen uit de zijstraten, wordt nog versterkt door de aanwezigheid van werfvrachtwagens die manoeuvreren om hun losplaats te bereiken.

De doorgang voelt bovendien nog smaller door de plaatsing van werfhekken langs de rijbaan. De specifieke markeringen die wijzen op de aanwezigheid van regelmatig fietsverkeer ontbreken echter op sommige plaatsen, met name aan de zuidkant van de Waversesteenweg, op het gedeelte langs het plein.

Dit zorgt voor verwarring en biedt weinig veiligheid aan kwetsbare weggebruikers, voor wie inhaalmanoeuvres en richtingsveranderingen van voertuigen vaak tot aanrakingen leiden die hen uit evenwicht kunnen brengen.

Mijn vraag is dan ook de volgende: zou het niet wenselijk zijn om voor de duur van de werken de gebruikszones beter af te bakenen?

Een verduidelijking van de zones en van de toegangsprocedures tot de werf voor de machines die daar aan het werk zijn?

Mijnheer de burgemeester, mijnheer de schepen, alvast bedankt voor de verduidelijkingen die u kunt geven.

De burgemeester:

Dit onderwerp is uiteraard vrij van elke polemiek. Ik moet u mijn persoonlijke en functionele medeleven betuigen.

Ik kan mij niet voorstellen dat een fractie, welke dan ook, eerder dan een andere een emotie zou opeisen die verschilt van die van andere leden van deze vergadering. Wij zijn allemaal, met onze achtergronden en onze engagementen, bijzonder getroffen door dit drama.

Persoonlijk ben ik er onmiddellijk van op de hoogte gebracht en helaas was het drama al gebeurd. Het enige wat ik kon doen was meteen de maatschappelijk werksters van het slachtofferhulpbureau ter beschikking stellen, want uiteraard wordt men plotseling ondergedompeld in de totale verschrikking van een man die door een vrachtwagen wordt overreden.

En we moesten de kinderen op de hoogte brengen, die zich op dat moment niet op het grondgebied van Etterbeek bevonden.

De eerste taak die ik op mij heb genomen, was de maatschappelijk werksters van het slachtofferhulpbureau vragen om de moeder te begeleiden naar de kinderen. Dat was uiteraard verschrikkelijk.

Het tweede punt is dat ik zeer snel door de familie werd gecontacteerd om een privéceremonie met de naasten te organiseren in het Happark. Er was niet voldaan aan de voorwaarden om het Happark te reserveren, omdat de termijnen niet waren gerespecteerd. Ik heb een spoedcollege bijeengeroepen

zodat we op deze aanvraag konden ingaan. De schepen van Mobiliteit en ikzelf, belast met veiligheid, zijn in naam van het college en de raad naar die kleine ceremonie gegaan waar de naasten aanwezig waren.

Wij hebben blijk gegeven van veel terughoudendheid, veel nederigheid en veel respect. Het waren voornamelijk familieleden en Europese ambtenaren, directe collega's van de persoon. Ik heb geen oordeel te vellen, ik vel er geen, maar ik denk dat onze timing niet goed zit door uw tussenkomst.

De uitvaartplechtigheid vond plaats op vrijdag. De privéceremonie vond plaats op zaterdag en vandaag is het maandag. Ik denk niet dat het een goede timing is, uit respect voor de familie en hun verdriet, om dit geval publiekelijk te bespreken.

Het is wel legitiem om erover te praten om te vermijden dat er opnieuw een ongeval zou plaatsvinden. Moest dat vandaag gebeuren? Ik denk van niet.

Het onderzoek loopt, de elementen worden verzameld. U zegt zelf dat we er niet over kunnen spreken aangezien het over een gerechtelijk onderzoek gaat. Dat verantwoordelijkheden moeten worden bepaald en dat bovendien de betrokken wegen gemeentewegen zijn.

Voor mijn deel zal ik niets toevoegen. Ik geef het woord aan de heer du Bus over de meer technische elementen die u hebt aangehaald.

De heer du Bus:

Dank u, mijnheer de burgemeester. De diensten waren bijzonder geschokt door de situatie. Zij werden snel ter plaatse geroepen en hebben zelfs de beelden van het ongeval bekeken, wat bijzonder pijnlijk is.

Ze hebben de situatie geanalyseerd en ik geef u deze analyse mee.

We houden rekening met het feit dat de werf op het Forte dei Marmiplein betrokken was, aangezien de vrachtwagen in kwestie de werf bevoorraadde.

En dus, dit is wat de diensten zeggen:

Het klopt dat een toename van zwaar verkeer in de zone te wijten is aan de aanwezigheid van de werf. Het is goed eraan te herinneren dat de huidige werfzone uitsluitend betrekking heeft op de Graystraat en het Forte Dei Marmiplein en dat de Maalbeeklaan niet binnen de werfzone valt.

De fietsers die de Maalbeeklaan vanuit Elsene nemen richting het Leopoldpark – wat inderdaad het geval is – blijven gebruikmaken van het reeds bestaande fietspad zonder dat de werf enige invloed heeft op het fietspad of op de rijstroken. Dit werd bevestigd door de politie die ter plaatse was.

Aangezien dit deel van de weg beschikt over een fietspad en dit fietspad niet wordt beïnvloed door de werf, is de enige wettelijk mogelijke inrichting het fietspad zelf. Ter herinnering: er bestaat geen specifieke markering die waarschuwt voor de aanwezigheid van een regelmatige stroom fietsers in de wegcode. Zij verwijzen naar de wegcode, maar men kan uiteraard ook nadenken over de wegcode.

Om echter een signalisatie op de weg te kunnen installeren, moet deze verplicht voorzien zijn door de wegcode en door de code van de wegbeheerder.

Tijdens de verschillende vergaderingen ter plaatse na het ongeval, in aanwezigheid van de verkeerscel van de politiezone Montgomery, de diensten Openbare Werken, Mobiliteit en Verkeersveiligheid van de gemeente, de wegbeheerder, Brussel Mobiliteit en de vertegenwoordiger van hun cel verkeersveiligheid – men spreekt van wegbeheerder omdat de betrokken wegen gewestwegen zijn – werd vastgesteld dat de werf geen directe impact had op het verkeer aan de kant van de Maalbeek en dat de signalisatie conform was en dat er geen tekortkomingen waren vastgesteld.

Bovendien beschikt de werf over alle nodige vergunningen bij de coördinatiecommissie voor werven en zijn de signalisatie- en omleidingsplannen goedgekeurd door deze instantie, die als enige daartoe bevoegd is in het Brussels Gewest.

Aangezien er een gemarkeerd fietspad aanwezig is op de Maalbeeklaan, lijkt het ons moeilijk om een fietszone beter en te markeren dan door de markeringen die al bestaan en conform de wetgeving zijn.

Dit gezegd zijnde, ik begrijp goed wat u ook zegt.

Alle kruispunten beschikken eveneens over een gemarkeerde fietssas en over scheidingslijnen tussen de rijstroken. In tegenstelling tot wat wordt beweerd, bevinden de werfhekken die de werf omringen zich op het terrein van het plein en niet op de rijbaan op het gedeelte van de Maalbeeklaan ter hoogte van het plein. Deze hekken vormden dus noch een versmalling van de weg, noch een belemmering van het zicht, wat zowel door de politie als door de gewestelijke dienst voor verkeersveiligheid werd bevestigd.

Daarentegen lijkt het ons dringend en essentieel om brede sensibiliseringscampagnes te voeren gericht op de fietsers, om hen eraan te herinneren hoe belangrijk het is de wegcode te respecteren, enzovoort. Dit zijn de elementen.

De burgemeester:

Ik onderbreek je even om over de kwestie van de dode hoek, want ik ben aangesproken door iemand – met respect overigens – die zei: hoe is het mogelijk dat we in ’69 op de maan zijn geweest en dat er vandaag technisch nog steeds geen oplossing bestaat voor de dode hoek van vrachtwagens?

Dat heeft mij geraakt.

Ik heb dit besproken met de heer du Bus, want ik moet toegeven dat ik, gezien de huidige systemen met camera’s die bestaan, ook aan de zijkanten van auto’s, de systemen die waarschuwingslichten doen oplichten wanneer er iets nadert, ook aan de zijkanten van een voertuig, niet begrijp dat we nog steeds enkel grote of kleine vrachtwagens hebben die met stickers de aandacht trekken: “Let op, dode hoek!”

Samen met de heer du Bus hebben we gezegd dat deze kwestie uiteraard de gemeente overstijgt. Het is een vraag die betrekking heeft op Viapass, op het

Gewest, op het federale niveau en op Europa, aangezien u weet dat alle vrachtwagens, met name Europese, die onze gemeente of regio's doorkruisen, enkel dit systeem van stickers "Let op, dode hoek!" hebben.

En dus hebben de heer du Bus en ik vandaag een brief ondertekend aan de federale minister van Communicatie, Jean-Luc Crucke, waarin we hem vragen dit te onderzoeken. We zullen ook schrijven naar de verschillende parlementsleden die we kunnen contacteren, zowel op gewestelijk, federaal als Europees niveau, zodat we kunnen proberen zo snel mogelijk een technische oplossing te vinden die deze dode hoek wegneemt, die misschien wel aan de oorsprong van het ongeval ligt – de exacte omstandigheden moeten nog worden bekeken, dat is nog niet duidelijk – maar het is in elk geval een stap die we vandaag hebben ondernomen. De heer du Bus heeft, geloof ik, zaterdag nog met Jean-Luc gebeld. Ik geef jou het woord.

De heer du Bus:

Ja, en minister Crucke was zeer gevoelig voor deze situatie. Hij erkende trouwens dat er, voor zover hij wist, momenteel geen reflectie op Belgisch niveau was opgestart, maar hij zou dit nagaan. Voor zover hij wist, was er geen reflectie geactiveerd rond de preventie van de dode hoek, en hij zou de brief die wij hem zouden sturen – en die intussen is verstuurd – zeker in overweging nemen, zodat er in elk geval op Belgisch niveau een initiatief wordt genomen op dit vlak.

Toen wij zaterdag de weduwe hebben ontmoet, hebben wij dit ook met haar en met de naasten besproken.

De burgemeester:

Dit alles is uiteraard dramatisch en delicaat. Het is helaas niet de eerste keer dat iemand zwaar gewond raakt of omkomt bij een auto- of tramongeval.

We hebben een aantal mensen gehad die op verschillende wegen door een tram om het leven zijn gekomen, want wanneer een tram een voetganger raakt, is dat bijna altijd dodelijk.

Nooit hebben wij in de gemeenteraad een specifieke herdenking georganiseerd met een minuut stilte. Daarom leek het ons, uit gelijkheid en uit respect voor iedereen tegenover zijn gemeentelijke autoriteit, moeilijk om dat hier te doen, zelfs al is er veel emotie, terwijl we dat in andere omstandigheden niet hebben gedaan. Het is misschien een detail, maar het komt ons toe om een zekere gelijkheid te bewaren tegenover alle situaties, hoe dramatisch ze ook mogen zijn.

Het is zeldzaam dat een weggebruiker in Etterbeek omkomt in een verkeerssituatie, maar in elk geval kan ik u zeggen dat het, sinds ik hier ben, helaas al een aantal keren is gebeurd en in verschillende omstandigheden.

Ik denk dat we volledig hebben gezegd wat we wilden zeggen, André.

De heer Deleixhe:

Ik dank u oprecht voor alle antwoorden die zijn gegeven.

Allereerst wil ik verduidelijken dat het vanzelfsprekend was dat ik, vóór ik vanavond het woord nam, bij de familie had nagegaan of zij zich comfortabel voelden met deze tussenkomst, met respect voor hun rouwproces. Dat was dus een voorzorg die genomen was.

Daarnaast vindt de groep Ecolo Groen geenszins dat zij vanavond het monopolie van de emotie heeft. Het leek ons daarentegen delicaat om iets te zeggen over dit onderwerp zonder de herinnering aan de overledene te noemen, des te meer omdat wij hem hadden gekend. Vandaar deze korte tussenkomst, waarover wij eerder op de dag al hebben uitgewisseld.

Ik dank u voor de helderheid en de openheid van deze uitwisselingen. We hebben dit zo beknopt mogelijk willen houden.

De vraag is oprecht ingegeven door de angst die dit weggedeelte kan oproepen bij frequent gebruik. Ik begrijp alles wat u aangeeft. Merk ook op dat de vraag niet op een tekort wijst als zodanig, het ging om een mogelijke versterking. En het klopt, ik ben meerdere keren gaan kijken: er zijn allerlei markeringen op de grond aanwezig, maar er is toch één plek waar ze ontbreken.

Ik ben het helemaal met u eens, de werfhekken zijn intussen verplaatst. Dat was niet het geval op het moment dat de vraag werd gesteld, vandaar de vermelding van een gevoel van flessenhals. Maar goed, ik denk dat ik hiermee alle antwoorden heb gekregen die ik kon hopen.

Ik wil u ook bedanken voor het initiatief dat is genomen ten aanzien van minister Crucke. Ik denk dat dit een uitstekende vraag is en we kunnen u alleen maar steunen als dit ooit zou kunnen leiden tot een heroverweging van – het is waar – een systeem dat tegenwoordig niet erg ingewikkeld lijkt om op een vrachtwagen te installeren. Het kan gedaan worden voor…

De burgemeester:

Het idee komt van een burger, die mij heeft aangesproken.

De heer Deleixhe:

Bedankt aan die persoon en u bedankt om het te delen.

22.09.2025/A/0050 **Question orale de Monsieur Thibault Deleixhe relative au suivi de la mise en œuvre du système de contrôle interne**

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et messieurs les échevines et échevins,

Le 26 mai 2025 avait été soumis au Conseil communal, au point 17, un projet d'instauration d'un système de contrôle interne à l'administration communale qui n'était pas dénué de vertus mais qui semblait ne pas pleinement tenir compte de l'obligation de transposition de la directive européenne (UE) 2019/1937 « Lanceurs d'alerte ». Cette directive, d'application pour les entités juridiques comptant 50 travailleurs ou plus, prévoit notamment la mise en place explicite d'un canal de signalement interne permettant le reportage anonyme d'irrégularités constatées qui contreviendraient à la législation relative aux marchés publics, à la protection de l'environnement, à la santé publique, à la fraude fiscale ou sociale, à la sécurité de transport et produits, etc. Dans les entités fédérées, ce canal de signalement interne s'est souvent matérialisé par la création d'un poste de "référent intégrité" auquel était garanti une autonomie suffisante et des prérogatives d'instruction des signalements qui lui étaient référés. Naturellement, il a été précisé qu'en cas de constat d'actes délictueux relevant du pénal, la mission de ce référent intégrité était d'en référer aux autorités compétentes.

Ce point avait été soulevé à l'occasion de la présentation de ce projet et il nous avait été indiqué qu'il était pertinent, ferait l'objet d'une analyse et qu'une réponse quant à sa mise en œuvre nous serait communiquée en septembre.

Ma question est donc simple : cette considération a-t-elle été prise en compte dans le déploiement ultérieur du système de contrôle interne ? Dans l'affirmative, quelle procédure de désignation du référent intégrité a-t-elle été prévue et quelles sont ses prérogatives ?

Merci d'avance, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et messieurs les échevines et échevins, pour le temps que vous et vos services voudrez bien consacrer à nous éclairer à ce propos.

Avec mes salutations respectueuses,

Le Conseil entend l'interpellation.

Mondeling vraag betreffende de opvolging van de uitvoering van het intern controlesysteem

Mijnheer de burgemeester,

Dames en heren schepenen,

Op 26 mei 2025 werd onder punt 17 aan de gemeenteraad een voorstel voorgelegd tot invoering van een intern controlesysteem binnen het gemeentebestuur. Hoewel dit voorstel zeker waardevolle elementen bevatte, leek het onvoldoende rekening te houden met de verplichting tot omzetting van de Europese richtlijn (EU) 2019/1937 betreffende "klokkenluiders". Deze richtlijn is van toepassing op juridische entiteiten met 50 werknemers of meer. Ze voorziet onder andere in de expliciete oprichting van een intern meldkanaal dat anonieme rapportering mogelijk maakt van vastgestelde onregelmatigheden die in strijd zouden zijn met de wetgeving inzake overheidsopdrachten, milieubescherming, volksgezondheid, fiscale of sociale fraude, transportveiligheid en productveiligheid, enzovoort. Binnen de federale entiteiten heeft dit interne meldkanaal vaak vorm gekregen via de oprichting van een functie van "integriteitsreferent", aan wie voldoende autonomie werd gegarandeerd en die bevoegd was om meldingen te onderzoeken die aan hem werden toevertrouwd. Uiteraard werd daarbij verduidelijkt dat, in geval van vaststelling van strafrechtelijke

feiten, het de taak van de integriteitsreferent is om deze te melden aan de bevoegde autoriteiten.

Dit punt werd reeds aangekaart bij de presentatie van het voorstel, en er werd ons toen meegedeeld dat het relevant was, dat het zou worden geanalyseerd en dat er in september een antwoord zou volgen over de concrete uitvoering ervan.

Mijn vraag is dan ook eenvoudig: werd deze overweging meegenomen in de verdere uitrol van het intern controlesysteem? Zo ja, welke procedure werd voorzien voor de aanstelling van de integriteitsreferent en zijn bevoegdheden?

Mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen, alvast bedankt voor de tijd die u en uw diensten nemen om ons te informeren.

Met vriendelijke groeten,

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre :

Je vais vous donner la lecture des réponses qui ont été préparées à vos questions par les fonctionnaires concernés.

La mise en place d'un canal interne de signalement et la désignation d'un référent intégrité relève d'un dispositif spécifique qui est distinct du contrôle interne. La directive européenne prévoit en effet que ce canal doit garantir l'indépendance, la confidentialité et l'autonomie suffisante du référent intégrité. Le rôle du contrôle interne n'est pas de créer ou de gérer ce dispositif. En revanche, il peut accompagner.

Vous savez qu'on a engagé une fonctionnaire spécifique contrôle interne, c'est elle qui s'exprime.

Il peut accompagner sa mise en place, notamment en veillant à ce que des contrôles nécessaires soient intégrés et que le processus soit cohérent avec des bonnes pratiques. La procédure de désignation du référent intégrité et ses prérogatives seront donc fixées dans un cadre spécifique distinct du contrôle interne, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires. Cette personne a pris contact avec différentes autres communes et c'est ainsi que l'expérience enseigne que le dispositif lanceur d'alerte est organisé de différentes manières.

Dans différentes communes, la mission est confiée à l'Ombudsman qui assure la réception et le traitement des signalements. Dans d'autres, c'est le service juridique ou la GRH qui porte un dispositif, souvent via une adaptation du règlement de travail après concertation syndicale. Dans certains cas, c'est la Secrétaire communale qui est directement impliquée, notamment pour la désignation du référent intégrité ou la personne de confiance. Enfin, l'auditeur externe ou l'ERAP, peuvent intervenir également dans la partie enquête et traitement. Il y a un point commun qui se dégage, dit-elle, c'est que le contrôle interne n'est pas chargé de la mise en œuvre du dispositif.

Donc elle a bien voulu poser le problème, ce n'est pas elle qui doit le faire. Son rôle se limite plutôt à s'assurer que le système fonctionne correctement et le cas échéant, à intégrer les risques liés à l'intégrité dans la cartographie des risques.

Cela confirme, ajoute-t-elle, que le dispositif lanceur d'alerte reste distinct du contrôle interne, même si ce dernier peut en accompagner ou en évaluer la mise en place. Une autre fonctionnaire complète, mon petit doigt me dit que c'est un adjoint direct de Madame Petit.

Donc les éléments apportés par ce haut fonctionnaire sont les suivants par rapport à la question, est ce que la mise en place d'un référent intégrité a été prise en compte dans le déploiement ultérieur du système de contrôle interne, dans l'affirmative, quel procédé de désignation du référent intégrité a été prévu et quelles en sont les prérogatives ?

Il rappelle le cadre légal qui dit que la loi communale, articles 263-11 à 263-13, encadrent le système de contrôle interne sur le plan communal qui sont un ensemble cohérent de mesures de procédure conçus pour assurer une sécurité raisonnable.

En ce qui concerne notamment la prévention de la fraude, la personne en charge de cette thématique est le référent du contrôle interne, également appelé coordinateur du contrôle interne, afin d'y donner une approche dynamique et proactive.

Il y a donc un an, on a accueilli une nouvelle coordinatrice du contrôle interne au sein de l'administration qui a élaboré avec son équipe le système du contrôle interne. Elle est venue présenter ça, avec Madame la Secrétaire communale, au collège. Ca a été donc mis au Conseil au mois de mai dernier.

Depuis lors, le service de contrôle interne se déploie au sein de l'administration et une présentation de ce déploiement est prévue lors d'un prochain conseil communal en fonction de l'ordre du jour, ça prendra quand même 1 h de développement.

D'une part, il y a la transposition de la directive européenne par le biais du décret et ordonnance conjoint de 2019 relatif au médiateur bruxellois, complété par les décrets et ordonnances de 2023 avril et mai et l'arrêté du gouvernement de la région de Bruxelles capitale du 7 décembre 23 qui vise à déterminer les modalités relatives à la création, l'organisation et le fonctionnement de la complaisance interne du système de signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité.

Les personnes en charge de cette thématique sont: le référent intégrité pour la réception du signalement qui doit notamment avoir minimum 3 ans d'ancienneté au sein de la commune et suivre la formation de base dans l'année qui suit sa désignation, l'acteur au sein du service d'audit interne pour le traitement des signalements qui agit de manière indépendante et respecte le cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'audit interne.

Il n'est donc pas souhaitable et même possible de confier les fonctions du référent intégrité pour la réception des signalements, ni les fonctions de l'auteur de l'acteur compétent pour le traitement des signalements au contrôle interne.

Tout le monde n'arrête pas de le dire et de le répéter de tous les côtés, qu'on lise les réponses. En outre, vu les contraintes, il n'est actuellement pas possible pour les administrations de mettre en place un service d'audit interne sur base d'un cadre de référence international des pratiques professionnelles

de l'audit interne si le décret et l'ordonnance conjoints relatifs au médiateur s'appliquent à l'administration communale, au CPAS, l'arrêté du gouvernement de la région Bruxelles capitale du 7 décembre ne s'applique qu'à l'administration communale, empêchant toute forme de mutualisation des fonctions avec le CPAS.

Dès lors, dans l'intervalle, et comme c'est le cas dans d'autres communes bruxelloises et conformément à l'arrêté du gouvernement du 7 décembre 23, la mission de réception des signalements et de traitement des signalements est confiée par défaut au service d'audit externe qu'est le médiateur bruxellois.

À ce jour, l'Ombuds Bruxelles n'est jamais revenu vers la commune pour nous informer qu'un signalement à l'intégrité aurait été fait à l'encontre d'Etterbeek et je pense que j'en ai ainsi terminé, en tout cas provisoirement, je ne dis pas que le sujet est clos, mais on a essayé de vous éclairer autant que faire se peut dans ce maquis réglementaire et législatif.

Monsieur Deleixhe :

Je vous remercie beaucoup, Monsieur le Bourgmestre, pour toutes les précisions apportées. J'avais juste une interrogation à entendre les, les éléments que vous nous exposez ici.

J'ai le sentiment que ce vers quoi il est renvoyé, c'est ce que l'on appelle le canal de signalement externe qui effectivement est très souvent confié au médiateur, mais qui, si j'ai bonne mémoire du texte européen, ne dispense toutefois pas de la mise en œuvre d'un canal de signalement interne, étant entendu que ce qui avait été prévu par le législateur européen, c'était une espèce de mécanisme à double cliquet qui permettait, si jamais il devait y avoir un doute sur l'aboutissement de la procédure interne, de référer à la procédure externe, d'où la question de savoir si, outre la possibilité de référer à l'ombudsman, quelque chose allait être mis en place pour la commune ?

Monsieur le Bourgmestre :

Vous n'êtes pas le dernier à interroger sur les angoisses et les craintes budgétaires qui concernent les communes bruxelloises.

Vous n'êtes pas sans savoir que nous sommes devant des enjeux particuliers à cet égard. On a déjà dû, pendant des années, ramer pour arriver à engager un conseiller en prévention, chose qui fut finalement faite, et également pour engager un fonctionnaire spécialisé en contrôle interne, chose qui fut finalement faite.

Je ne suis pas certain qu'une autre commune bruxelloise ait déjà créé un système interne spécifique par rapport à la directive, je pense que non mais je n'en suis pas certain. En tout cas si ça existe c'est exceptionnel.

Nous n'avons pas prévu ça au budget actuellement et je ne pense pas qu'on aura les moyens de le prévoir au budget et donc c'est dans l'attente d'une solution plus pérenne, voire peut-être d'une collaboration entre communes, ce qui peut être une suggestion qu' on passe par le système externe.

À ce stade-ci, je ne sais pas vous en dire plus mais je suis sensibilisé par votre intervention.

Le Bourgmestre s'adressant à la Secrétaire Communale

Donc, peut-être que dans les réunions, vous pouvez faire l'intermédiaire, comme dans la conférence des secrétaires. Mettez ça à l'ordre du jour pour voir si on ne pourrait pas avoir une collaboration peut être pluri communale pour amortir le coût de ce genre d'opération.

Monsieur Deleixhe :

Mon interrogation provient aussi de l'obligation qui est créée par la directive et donc je ne voudrais pas que la commune, demain, se retrouve en indélicatesse, mais j'entends que vous réfléchissez à des solutions.

De burgemeester:

Ik zal u de antwoorden voorlezen die door de betrokken ambtenaren op uw vragen zijn voorbereid.

De oprichting van een intern meldkanaal en de aanstelling van een integriteitsreferent vallen onder een specifiek systeem dat losstaat van de interne controle. De Europese richtlijn bepaalt immers dat dit kanaal de onafhankelijkheid, vertrouwelijkheid en voldoende autonomie van de integriteitsreferent moet waarborgen. De rol van de interne controle bestaat er niet in om dit systeem te creëren of te beheren. Wel kan die het proces begeleiden.

U weet dat er een medewerker specifiek voor de interne controle is aangesteld. Zij is degene die hier aan het woord is.

Zij kan de oprichting begeleiden, met name door erop toe te zien dat de nodige controles worden geïntegreerd en dat het proces in overeenstemming is met goede praktijken. De procedure voor de aanstelling van de integriteitsreferent en zijn bevoegdheden zullen dus worden vastgelegd in een specifiek kader, los van de interne controle, en in overeenstemming met de wettelijke en reglementaire bepalingen. Deze persoon heeft contact opgenomen met verschillende andere gemeenten en daaruit blijkt dat het systeem voor klokkenluiders op uiteenlopende manieren wordt georganiseerd.

In sommige gemeenten wordt de opdracht toevertrouwd aan de Ombudsman, die instaat voor de ontvangst en behandeling van meldingen. In andere gemeenten wordt het systeem uitgevoerd door de juridische dienst of de dienst HR, vaak via een aanpassing van het arbeidsreglement na overleg met de vakbonden. In bepaalde gevallen is de gemeentesecretaris rechtstreeks betrokken, met name bij de aanstelling van de integriteitsreferent of vertrouwenspersoon. Ten slotte kunnen ook de externe auditor of de GSOB tussenkomen in het luik onderzoek en behandeling. Er is één gemeenschappelijk punt dat naar voren komt, zegt zij: de interne controle is niet belast met de uitvoering van het systeem.

Zij heeft dit probleem voorgelegd, maar het is niet haar taak om het uit te voeren. Haar rol beperkt zich tot het toezien op de goede werking van het systeem en, indien nodig, het integreren van integriteitsrisico’s in de

risicokaart.

Dit bevestigt dat het klokkenluiderssysteem gescheiden blijft van de interne controle, ook al kan deze laatste de invoering ervan begeleiden of evalueren. Een andere medewerkster vult aan. Mijn gevoel zegt dat het een directe medewerker van mevrouw Petit is.

De elementen die deze hoge ambtenaar aanreikt in antwoord op de vraag of de aanstelling van een integriteitsreferent is meegenomen in de verdere uitrol van het interne controlesysteem, zijn als volgt: Indien ja, welke aanstellingsprocedure is voorzien en wat zijn de bevoegdheden van de referent?

Hij herhaalt het wettelijke kader: artikels 263/11 tot 263/13 van de Gemeentewet regelen het systeem van interne controle op gemeentelijk niveau, dat bestaat uit een coherent geheel van maatregelen en procedures die ontworpen zijn om een redelijke zekerheid te verschaffen.

Wat betreft de fraudepreventie is de verantwoordelijke voor dit thema de referent interne controle, ook wel coördinator interne controle genoemd, om een dynamische en proactieve aanpak te garanderen.

Een jaar geleden werd een nieuwe coördinatrice interne controle verwelkomd binnen het gemeentebestuur. Zij heeft samen met haar team het systeem van interne controle uitgewerkt. Dit werd samen met mevrouw de gemeentesecretaris aan het college voorgesteld en vervolgens in mei aan de gemeenteraad voorgelegd.

Sindsdien wordt de dienst interne controle binnen het bestuur uitgerold. Een presentatie van deze uitrol is voorzien tijdens een komende gemeenteraadszitting, afhankelijk van de agenda. Deze toelichting zal ongeveer een uur in beslag nemen.

Enerzijds is er de omzetting van de Europese richtlijn via het gezamenlijke decreet en de ordonnantie van 2019 betreffende de Brusselse ombudsman, aangevuld met de decreten en ordonnanties van april en mei 2023, en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2023. Dit besluit heeft tot doel de modaliteiten vast te leggen voor de oprichting, organisatie en werking van de interne component van het systeem voor de melding van veronderstelde integriteitsschendig.

De betrokken actoren zijn de integriteitsreferent voor de ontvangst van meldingen, die minimaal drie jaar anciënniteit binnen de gemeente moet hebben en binnen het jaar na aanstelling een basisopleiding moet volgen.

De betrokkene binnen de interne auditdienst voor de behandeling van meldingen, die onafhankelijk handelt en het internationale referentiekader voor professionele auditpraktijken respecteert.

Het is dan ook niet wenselijk, en zelfs niet mogelijk, om de functies van integriteitsreferent (voor de ontvangst van meldingen) of van de bevoegde voor de behandeling van meldingen toe te wijzen aan de dienst interne controle.

Iedereen blijft dit herhalen, zoals blijkt uit de antwoorden. Bovendien is het gezien de huidige beperkingen niet mogelijk voor besturen om een interne auditdienst op te richten op basis van het internationale referentiekader,

aangezien het gezamenlijke decreet en de ordonnantie betreffende de ombudsman van toepassing zijn op zowel het gemeentebestuur als het OCMW, terwijl het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december alleen van toepassing is op het gemeentebestuur. Dit verhindert elke vorm van functiebundeling met het OCMW.

Daarom wordt, zoals ook het geval is in andere Brusselse gemeenten en conform het besluit van de regering van 7 december 2023, de opdracht voor de ontvangst en behandeling van meldingen standaard toevertrouwd aan de externe auditdienst, namelijk de Brusselse ombudsman.

Tot op heden heeft Ombuds Brussel nooit contact opgenomen met de gemeente om te melden dat er een integriteitsmelding zou zijn gedaan met betrekking tot Etterbeek. Daarmee denk ik voorlopig mijn toelichting te hebben afgerond. Ik zeg niet dat het onderwerp afgesloten is, maar we hebben geprobeerd u zo goed mogelijk wegwijs te maken in deze complexe regelgeving.

De heer Deleixhe:

Hartelijk dank, mijnheer de burgemeester, voor alle verduidelijkingen. Ik heb enkel een vraag naar aanleiding van de elementen die u hier uiteenzet.

Ik heb het gevoel dat er verwezen wordt naar wat men het externe meldkanaal noemt, dat inderdaad vaak wordt toevertrouwd aan de ombudsman. Maar als ik mij goed herinner wat in de Europese richtlijn staat, ontslaat dat de gemeente niet van de verplichting om ook een intern meldkanaal op te zetten. De Europese wetgever had immers voorzien in een soort dubbel mechanisme, waarbij men bij twijfel over het verloop van de interne procedure kon terugvallen op de externe procedure. Vandaar mijn vraag: wordt er, naast de mogelijkheid om naar de ombudsman te verwijzen, ook iets voorzien voor de gemeente zelf?

De burgemeester:

U bent zeker niet de enige die vragen stelt over de budgettaire zorgen waarmee de Brusselse gemeenten worden geconfronteerd.

U weet dat we op dat vlak met bijzondere uitdagingen zitten. We hebben jarenlang moeten ploeteren om een preventieadviseur aan te stellen, wat uiteindelijk gelukt is, en ook om een ambtenaar gespecialiseerd in interne controle aan te werven, wat eveneens gelukt is.

Ik ben niet zeker dat een andere Brusselse gemeente al een specifiek intern systeem heeft opgezet in het kader van de richtlijn. Ik denk van niet, maar ik weet het niet zeker. Als het al bestaat, is het uitzonderlijk.

We hebben daar momenteel geen budget voor voorzien, en ik denk niet dat we de middelen zullen hebben om dat op korte termijn te doen. Daarom wachten we op een duurzamere oplossing, misschien via intergemeentelijke samenwerking. Dat zou een suggestie kunnen zijn, waarbij we voorlopig via het externe systeem werken.

Op dit moment kan ik u niet meer zeggen, maar ik ben gevoelig voor uw tussenkomst. Misschien kunt u dit onderwerp aankaarten tijdens de conferentie van secretarissen of een andere overlegstructuur, om te bekijken of er intergemeentelijke samenwerking mogelijk is om de kosten van zo'n systeem te delen.

De heer Deleixhe:

Mijn vraag komt ook voort uit de verplichting die door de richtlijn wordt opgelegd, en ik zou niet willen dat de gemeente zich morgen in een lastige positie bevindt. Maar ik hoor dat u nadenkt over mogelijke oplossingen.

22.09.2025/A/0051 **Motion relative à l'introduction de la méthode d'« Évaluation climatique du budget » développée par l'Institut de l'Économie pour le Climat (I4CE)**

Le conseil communal,

- Considérant que la Commune d'Etterbeek s'est engagée à renforcer ses ambitions climatiques à travers diverses et conventions telles que l'Agenda 21, la motion déclarant l'urgence climatique et écologique, la signature de la Convention des Maires, et sa note d'orientation politique ;
- Vu la note d'orientation politique 2025-2027, qui considère comme prioritaire une transition climatique etterbeekoise ambitieuse, inclusive et concrète et qui souscrit aux objectifs européens de réductions de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 ;
- Vu la nécessité pour la commune d'Etterbeek de disposer d'outils d'analyse climatique robustes, en complément des bilans carbone réalisés selon la méthodologie de Bruxelles Environnement, afin de soutenir sa politique climatique, notamment le plan climat et le budget carbone ;
- Vu le caractère innovant de l'approche financière des enjeux climatiques proposée par la méthode « Climate Budget Tagging » développée par l'I4CE (Institut de l'Économie pour le Climat), qui classe les dépenses publiques en fonction de leur impact sur le trajet vers la neutralité climatique d'ici 2050 ;
- Vu le caractère pionnier de l'application d'une évaluation climatique du budget en Belgique ;
- Considérant que la charge de travail liée à cette analyse reposera principalement sur le coordinateur climat, et que les autres services communaux – en particulier le service des Finances – seront sollicités pour fournir les informations existantes ;

DECIDE

- d'approuver l'application de la méthode I4CE d'évaluation climatique du budget, permettant de classifier les dépenses communales selon leur impact sur le trajet vers la neutralité climatique en 2050 ;
- d'approuver l'application de cette méthode aux comptes communaux antérieurs à 2025 (en commençant par l'exercice 2024), afin de consolider son usage au sein de la commune dans une première phase, et à terme pouvoir analyser

également les budgets en cours ;

- de confier la réalisation de cette analyse au coordinateur climat, avec le soutien des données fournies par le service des Finances ;
- de prendre acte de la nécessaire collaboration entre services, en vue de compléter les informations nécessaires à la classification des dépenses pour lesquelles les données comptables doivent être enrichies par des précisions de contenu fournies par les services concernés.

Le point est reporté.
30 votants : 30 votes positifs.

Motie betreffende de invoering van een methode voor "Klimaatevaluatie van de Begroting" van het Institut de l'Économie pour le Climat (I4CE) – door Ecolo-Groen

De Gemeenteraad,

- Overwegende dat de gemeente Etterbeek zich ertoe heeft verbonden haar klimaatambities te versterken aan de hand van verschillende acties en overeenkomsten zoals de Agenda 21, de motie betreffende de noodtoestand voor het klimaat en het milieu, de ondertekening van het Burgemeestersconvenant en de politieke oriëntatienota;
- Gelet op de politieke oriëntatienota 2025-2027, die een ambitieus, inclusief en concreet Etterbeekse klimaattransitie prioritair acht en de Europese doelstellingen om de uitstoot van broeikasgassen met 55% te verminderen tegen 2030 onderschrijft .
- Overwegende de noodzaak voor de gemeente Etterbeek om te beschikken over robuuste klimaatanalysetools, als aanvulling op de koolstofbalansen uitgevoerd volgens de methodologie van Leefmilieu Brussel, en ter ondersteuning van haar klimaatbeleid, waaronder het klimaatplan en de koolstofbegroting;
- Overwegende het vernieuwende karakter van de financiële benadering van klimaatuitdagingen in de methode "Climate Budget Tagging" ontwikkeld door I4CE (Institut de l'Économie pour le Climat), die publieke uitgaven classificeert op basis van hun impact op het traject naar klimaatneutraliteit in 2050;
- Overwegende het pionierskarakter van het toepassen van een Klimaatevaluatie van de Begroting in België;
- Overwegende dat de werkbelasting voor deze analyse hoofdzakelijk zal rusten op de klimaatcoördinator, en dat er van andere gemeentelijke diensten – in het bijzonder de dienst financiën – verwacht wordt dat zij bestaande informatie aanleveren;

Besluit:

- De toepassing goed te keuren van de I4CE-methode voor Klimaatevaluatie van de Begroting, waarmee de gemeentelijke uitgaven geclassificeerd worden volgens hun impact op de traject naar klimaatneutraliteit in 2050;
- De toepassing van deze methode goed te keuren op de gemeentelijke rekeningen van vóór 2025 (te beginnen met het boekjaar 2024), om zo in een eerste fase de toepassing ervan binnen de gemeente te consolideren, en op termijn ook lopende begrotingen mee te kunnen analyseren;
- De uitvoering van deze analyse toe te vertrouwen aan de klimaatcoördinator en daarbij ondersteund wordt door de gegevens die worden aangeleverd door de

dienst financiën;

- Kennis te nemen van de noodzakelijke samenwerking tussen diensten, met het oog op het vervolledigen van de informatie voor de classificatie van uitgaven waarvoor de boekhoudkundige gegevens aangevuld moeten worden met inhoudelijke toelichting door de betrokken diensten.

Het punt wordt verdaagd.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Levée de la séance à 23:00
Opheffing van de zitting om 23:00

Le Bourgmestre-Président

La Secrétaire communale,
De gemeentesecretaris,

Annick Petit

Le Bourgmestre-Président
De Burgemeester-Voorzitter

Vincent De Wolf